Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE – Nº 16119 – 7 F

VENDREDI 22 NOVEMBRE 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le Monde des livres
Un cahier spécial de 12 pages consacré à André Malraux

Le gouvernement combat l'idée d'une dévaluation du franc réclamée par Valéry Giscard d'Estaing

Le ministre des finances estime que la compétitivité de la France ne dépend pas de sa monnaie

LE DÉBAT sur la politique monétaire prend une dimension nouvelle, en France, avec les déclarations de Valéry Giscard d'Estaing, qui, dans *L'Express* du 21 novembre, se prononce pour un décrochage du franc par rapport au deutschemark, autrement dit une dévaluation.

L'ancien président de la République, qui avait créé le système monétaire européen avec le chancelier allemand Helmut Schmidt en 1979, estime que l'économie française souffre de la surévaluation du franc par rapport au dollar et que la parité entre celui-ci et le franc devrait s'établir à 1 dollar pour5,50 francs.

Repoussant vivement l'idée avancée par l'ancien président, le ministre des finances, Jean Arthuis, a déclaré au *Monde* que la compétitivité commerciale de la France n'est pas liée à sa monnaie : « *Les bonnes parités monétaires sont celles qui nous donnent les taux d'intérêt les plus faibles. Quand le franc se déprécie, les taux d'intérêt augmentent.* »



M. Giscard d'Estaing attribue la surévaluation de la devise française à la volonté des autorités gouvernementales et monétaires de maintenir le lien avec le mark. Sa proposition concerne aussi la future monnaie unique européenne, puisque la parité qu'il suggère entre le franc et le dollar correspondrait à 1 euro valant 7 francs.

Cette politique irait à l'encontre du souhait des responsables économiques et financiers allemands, désireux, au contraire, que la future monnaie européenne soit, comme le mark aujourd'hui, une devise forte et de référence.

Jeudi, sur les marchés, le franc a fléchi par rapport au mark.

Lire pages 6 et 19 et le point de vue de Paul Marchelli page 18

L'histoire de Brahima M. ou le scandale des logements sociaux à Paris

L'HISTOIRE que dévoile aujourd'hui *Le Monde* jette une lumière crue sur l'attribution des logements sociaux à Paris. Français, Brahima M. vit avec sa femme et ses sept enfants dans 15 m². Eboueur de la Ville de Paris depuis 1979, il demande un appartement HLM depuis 1981. En octobre, la SAGI, qui dépend de la Ville, lui fit enfin visiter un logement de 82 m². Quelques jours plus tard, tombait un refus sans appel. Or, sur la fiche transmise par le cabinet du maire de Paris à la direction du logement, à propos de la demande de Brahima M. figure la mention « *Sénégal* », son pays d'origine. Illégale, cette mention laisse supposer qu'en recensant l'origine ethnique de ses employés, la Ville mène une politique discriminatoire d'attribution de logement.

Lire page 10

Malraux, ses vies, son œuvre

COMMENT suivre André Malraux à travers toutes ses vies et son œuvre ? Ecrivain et combattant, contemplatif et ministre de la culture du général de Gaulle... Samedi soir, il entrera au Panthéon, rejoignant définitivement les « grands hommes », les modèles. Ultime ruse avec son destin ? Peut-être, car il demeure l'homme d'une aventure exemplaire.

Lire notre supplément pages I à XII

Quand l'Occident exporte ses petits mendiants au Japon

TOKYO
de notre correspondant

Ils font partie du théâtre de la rue. Ils distribuent des prospectus aux passants dans les quartiers chauds, présentent des spectacles de *Pierrot lunaire* automate, de jongleur dans les espaces piétonniers dominicaux ou bien déploient leurs étals de pacotilles sur les trottoirs. Filles et garçons viennent d'un peu partout : des quatre coins d'Europe, d'Australie ou d'Israël. Ce sont les « petits Blancs » du Japon riche. La récession n'a pas entamé la force du yen et, pour les routards et les étudiants désargentés, c'est le pactole qui permet de continuer le voyage.

Bernard lit *La Nuit des Magiciens* assis en tailleur devant son étal de bagues et de bracelets dans la grande avenue chic d'Omotesando. Français, la quarantaine passée, il « fait la route » de l'Asie depuis vingt ans. Trois mois au Japon (la durée d'un visa de touriste) à vendre ses colifichets et il vit six mois entre l'Inde et le Népal. La police est tolérante pour ces « touristes marchands », mais de temps à autre elle fait plier bagages. Les Japonais ont l'esprit citadin, un goût pour la rue, et les passants s'amusent de ces jeunes étrangers qui baragouinent leur langue pour leur vendre des pierres de lune. Bernard est un franc-tireur, mais la plupart des marchands des rues dépendent de réseaux contrôlés par des Israéliens. Michel, vingt-quatre ans, un Français de Haute-Savoie, qui apprécie le surf sur les côtes du Pacifique, dépend de l'un d'entre d'eux. L'organisation lui fournit la marchandise, lui affecte un emplacement sur « son » territoire et empoche soixante pour cent des ventes.

Les Israéliens furent les premiers à investir la rue nippone dans les années 80. « *Après les trois ans de service militaire, nous n'avons qu'une envie : aller voir le monde. Mais le voyage est cher. Il reste la vente dans la rue* », explique un marchand. Les plus anciens ont fait des fortunes et ont organisé le marché. Sous couvert d'une société d'import-export ou d'une agence de voyages, ils se sont taillé des territoires en payant redevance aux « maîtres de la rue » locaux : les marchands forains nippons *(tekiya)*. Ils ont aussi ouvert de petits hôtels pour étudiants où ils logent leurs vendeurs. Certains sont recrutés depuis Israël ; d'autres le sont au cours d'un voyage, comme cette Suédoise qui a vu une affichette dans une « guest house » pour étudiants à Bangkok. Sauf dans certains endroits, il est difficile désormais d'être marchand des rues indépendant à Tokyo. La police s'est en outre raidie : certaines organisations israéliennes ont été infiltrées par la pègre de Beer Sheba et sont apparues sur le marché de la rue des contrefaçons et de la drogue. Un règlement de comptes à Shizuoka, qui causa la mort d'un Israélien, a récemment ému les autorités des deux pays, et l'immigration est devenue sourcilleuse à l'égard des jeunes touristes israéliens.

Les « petits Blancs » du Japon exploitent aussi d'autres filières. Les Occidentales se « vendent » bien sur le marché du plaisir. Les Russes occupent une place de choix en ce domaine. Sans pratiquer toujours le plus vieux métier du monde, les plus hardies « font du yen » dans les *topless* ou les bars. Un couple français offre ainsi un *live show* dans un strip-tease au fin fond de la préfecture de Gumma. Quant à certains jeunes mâles aux formes avantageuses, ils s'exhibent dans des boîtes de nuit pour femmes où des Nippones émoustillées glissent un billet dans leur *string*...

Philippe Pons

L'enfant roi dans l'Espace

DANS le nouveau Renault Espace, l'enfant est roi. La troisième génération de la voiture monospace développée depuis 1984 par Renault et Matra a été conçue après consultation des plus jeunes usagers. Ils disposeront de coffres de rangement, d'éclairages individuels, de porte maxi-bouteilles et aussi d'une télécommande pour sélectionner, seuls, les programmes du radiocassette installé à l'avant. Une seule de leur revendication n'a pas pu être satisfaite par les ingénieux ingénieurs : l'installation de toilettes.

Renault a vendu, en douze ans, 500 000 exemplaires de son monospace. La nouvelle voiture maison coûte 153 000 francs dans sa version de base.

Lire page 24

■ L'aide aux Palestiniens

Le président de la Banque mondiale estime, dans un entretien au *Monde*, que l'aide économique aux Palestiniens est le seul moyen de croire à la paix. p. 2

■ Une plainte contre M. Lagardère

Le juge d'instruction Eva Joly déclare recevable une plainte pour escroquerie déposée contre l'industriel Jean-Luc Lagardère et contre X. p. 11

■ Un sondage sur la prostitution

Le Monde publie, à l'occasion d'un colloque organisé par le mouvement Le Nid, un sondage Ipsos. 74 % des Français estiment qu'il n'est pas nécessaire d'interdire la prostitution. p. 12

■ La vallée menacée

Un éboulement majeur met en péril plusieurs villages dans l'Isère. La prévention des risques naturels provoque d'intenses discussions. p. 14

■ Daho le dandy

Le chanteur français exilé à Londres s'est imprégné des nouveaux courants musicaux. Portrait. p. 16

■ Une Bourgogne en bouteille

A la rencontre des vignerons de Chablis et de leurs caves. p. 27

■ Un hommage à Fassbinder

La Grande Halle de La Villette, à Paris, propose un panorama ambitieux de l'œuvre du cinéaste allemand. p. 29

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 380 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $

M 0147 - 1122 - 7,00 F

La diplomatie du négoce de Bill Clinton

EN DÉPIT des nombreuses divergences transatlantiques, Bill Clinton et Jacques Chirac ont un point commun : ils séjournent en Asie avec l'idée simple de « *chercher la croissance là où elle est* », comme l'a souligné le président français. Tout en bénéficiant d'une situation économique nettement plus favorable, l'Amérique attache la même importance que la France à son commerce extérieur, et voit dans le fort taux de croissance des nations de la région Asie-Pacifique un coefficient multiplicateur de ses propres exportations. Ainsi, près de la moitié du commerce des Etats-Unis s'effectue avec l'Asie, et celle-ci absorbe un tiers des ventes américaines à l'étranger.

Ces chiffres répondent aux commentateurs surpris de constater que, sitôt tournée la page de l'élection présidentielle, M. Clinton ait privilégié l'Asie pour son premier voyage à l'étranger, ainsi qu'il l'avait fait en 1993. La tenue du Forum de coopération économique Asie-Pacifique, à Manille, le 25 novembre, représente une occasion importante pour le chef de la Maison Blanche, à la fois pour réaffirmer les ambitions commerciales de Washington dans cette partie du monde (notamment face à un Japon ragaillardi par la reprise de son économie), et relancer des contacts bilatéraux avec des partenaires qui ont besoin de l'Amérique, mais s'en méfient.

L'absence d'enjeu de politique étrangère pendant la campagne présidentielle américaine avait été particulièrement flagrant, mais trompeur. Bill Clinton n'a pas renoncé à exercer les prérogatives qui s'attachent à la fonction de chef de la première puissance mondiale, simplement celles-ci ne sont plus au service du même objectif : si la propension à l'hégémonisme perdure, il vise avant tout des parts de marché. Cette « diplomatie du négoce », dont M. Clinton s'est fait le champion depuis 1994, devrait bénéficier d'une priorité accrue au cours de son second mandat.

L'Histoire contemporaine montre qu'un président américain réélu se tourne davantage vers le reste du monde, avec le souci de contribuer à écrire un chapitre d'histoire. Le chef de la Maison Blanche n'échappera sans doute pas à cette tentation, mais, sachant les risques inhérents à une telle ambition, il va porter son attention dans un domaine moins aléatoire : la libéralisation des échanges, condition sine qua non à l'épanouissement de l'économie de marché.

Laurent Zecchini

Lire la suite page 19

La lecture en liberté



MAURICE DELPLACE

MAIRE de La Garde depuis trente-cinq ans, le communiste Maurice Delplace, quatre-vingt-quatre ans, va accueillir les dissidents de la Fête du livre de Toulon. Il organise, dans l'urgence, un « Forum des livres en liberté ». Cet ancien instituteur, spécialiste du poète Jean Aycard, souhaite renouer avec la Fête des livres, qui a eu lieu à La Garde en 1986 et 1991, avant de s'interrompre, victime du succès de celle de Toulon.

Lire page 30

PROCHE-ORIENT Réunis mercredi 20 novembre à Paris, les pays et institutions donateurs d'aide aux Palestiniens ont décidé d'accorder à l'Autorité palestinienne un peu plus des 845 millions de dollars (près de 4,5 milliards de francs) réclamés pour le programme d'investissements en Cisjordanie et dans la bande de Gaza pour 1997. Yasser Arafat s'est déclaré satisfait de ces engagements. ● JAMES WOLFENSOHN, président de la Banque mondiale, dans un entretien au *Monde* et au quotidien saoudien *El Hayat*, a estimé que les programmes économiques pour les territoires palestiniens ne devaient surtout pas subir le contrecoup des difficultés politiques du processus de paix. ● EN ISRAËL, les difficultés que risque de rencontrer le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, au sein de sa majorité relancent l'hypothèse d'un gouvernement de coalition nationale.

La communauté internationale confirme son aide aux Palestiniens

Réunis mercredi 20 novembre à Paris, trente-quatre pays et douze institutions ont promis d'apporter une contribution de 845 millions de dollars pour 1997 au programme d'investissements de Yasser Arafat en Cisjordanie et à Gaza

YASSER ARAFAT a *prévu, pour* 1997, un programme d'investissements de 845 millions de dollars (près de 4,5 milliards de francs) en *Cisjordanie et dans la bande de Gaza*, dont la part du lion (42 %) devrait être consacrée aux infrastructures, suivies des secteurs sociaux (32 %). Trente-quatre pays donateurs et douze institutions financières internationales, réunies mercredi 20 novembre à Paris, lui ont promis de satisfaire cette demande.

La somme a même été *« légèrement dépassée »*, a annoncé le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, sans donner d'indications sur le montant exact *et la répartition* de cette somme. La raison en est, explique Nabil Chaath, ministre du plan palestinien, que certains gouvernements *ne peuvent rendre leurs engagements* publics avant l'accord de leurs parlements, et que d'autres, tels l'Arabie saoudite et le Japon, ne peuvent *fixer la somme* avant d'avoir établi leur propre budget pour 1997.

Par expérience, M. Arafat sait que les promesses ne seront pas tenues dans leur totalité – il a rappelé dans son intervention devant les participants, que 49 % seulement des 551,9 millions de dollars promis en 1996, ont été déboursés. Les engagements pris mercredi à Paris n'en sont pas moins encourageants pour les Palestiniens, parce qu'ils sont la preuve que les donateurs ne baissent pas les bras devant l'impasse politique. C'est pour cette raison que, contrairement à la règle, le chef de l'Autorité palestinienne est venu en personne à Paris plaider pour son programme.

SOULAGEMENT

Plaidoyer convaincant, chiffres *et documents* à l'*appui* : un PNB en régression de 22,3 % en l'espace de trois ans, un revenu par habitant amputé de 38,8 %, une production réduite de moitié. Que les taux de 63 % de chômeurs pour la bande de Gaza et de 45 % pour la Cisjordanie, évoqués par le dirigeant palestinien, soient par trop globaux ou que les pertes quotidiennes dues au bouclage s'élèvent à un peu plus, ou un peu moins, que le chiffre de 7 millions de dollars évoqué par M. Arafat, comme le fait remarquer M. Wolfensohn, en tout état de cause, les pertes sont *« très substantielles »* et rien ne sert de se livrer à l'infini au *« jeu des statistiques »*. Jugeant qu'Israël a *maintes* fois bafoué le fondement même – la libre circulation des biens et des personnes – du protocole d'accord économique conclu *en avril 1994 à Paris avec l'Autorité* palestinienne, M. Arafat a demandé solennellement mercredi la reformulation de ce texte. Néanmoins, outre les promesses d'*aide* financière qui ont été faites à Paris, des décisions annoncées par la délégation israélienne durant les travaux sont de nature, si elles sont traduites dans les faits, à apporter elles aussi un certain soulagement. Ainsi, selon M. Wolfensohn, la délégation israélienne s'est-elle engagée à reprendre, dès jeudi, les réunions du Comité économique conjoint créé en vertu du protocole de 1994. A la demande de la Banque mondiale, les Israéliens ont accepté de désigner une sorte *de médiateur pour faciliter* la circulation des Palestiniens. Ils ont aussi promis de reprendre les discussions sur l'aéroport et le port de *Gaza. M. Chaath, comme M. Wolfensohn*, se sont aussi félicités du climat non polémique des débats et le ministre palestinien a rendu un hommage particulier à l'*Union* européenne qui demeure le principal donateur d'aide aux Palestiniens.

En marge des travaux, M. Arafat a été reçu par le premier ministre français, Alain Juppé, et le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette. Il a affirmé que les discussions sur le redéploiement de l'armée israélienne à Hébron, en Cisjordanie, n'avaient guère avancé.

M. Na.

Un « fonds fiduciaire » pour les territoires occupés

Les territoires de Cisjordanie et de Gaza ne forment pas un Etat *internationalement* reconnu, et ne peuvent donc, en théorie, recevoir l'assistance des institutions financières internationales. *La Banque mondiale* a pourtant mis en place, dès 1993, un fonds fiduciaire *(trust fund)*, structure juridique autorisant les versements à l'Autorité palestinienne et permettant la coordination de l'assistance d'une vingtaine de bailleurs de fonds.

A l'époque, les créanciers s'étaient déjà engagés à verser 2,1 milliards de dollars (10,5 milliards de francs) pour le développement des territoires occupés. Au cours de son dernier *exercice*, la *Banque a lancé des* programmes pour la reconstruction des infrastructures urbaines de Gaza, et pour l'amélioration des conditions de vie de la population. Un fonds fiduciaire avait également été créé au bénéfice de la Bosnie-Herzégovine, devenue membre de la Banque, en décembre 1995.

James Wolfensohn, président de la Banque mondiale

« Il existe une chance réelle pour une économie prospère dans les territoires »

« Vous n'avez pas l'habitude de participer aux réunions du Groupe consultatif des pays donateurs d'aide aux Palestiniens...

– Je suis venu parce que cette *réunion est d'une importance cruciale*. Ce n'est pas une rencontre ordinaire dans le but de collecter quelques dollars. Elle est d'une grande importance pour obtenir des engagements à un moment d'instabilité politique. Il est nécessaire de continuer les programmes économiques parce que, sans espoir et sans ces programmes, on ne peut pas instaurer la paix. Imaginez qu'une solution politique soit trouvée et qu'en l'absence d'espoir économique, il soit impossible d'instaurer la paix. On a réellement *besoin des deux*.

– Mais peut-il y avoir des progrès économiques si le processus politique est en panne ?

– C'est beaucoup plus difficile. Il est évident que, si les frontières ne sont pas franchement ouvertes pour les hommes et les marchandises, cela entrave les possibilités de développement économique. Si l'ouverture des frontières est intermittente, alors il est essentiel de maintenir les programmes économiques, dans le bâtiment, les infrastructures, de [fournir] des garanties au secteur privé, de trouver *de nouvelles formes de financement* pour de petites entreprises, de développer les systèmes bancaire et judiciaire. Mais il est clair qu'il n'y aura pas de véritable enthousiasme aussi longtemps que l'on ne sera pas parvenu à un règlement politique.

– Jusqu'à quand les donateurs accepteront-ils de financer une situation de « ni guerre ni paix » ?

– En tant que Banque mondiale, nous devons être optimistes, et planifier dans la perspective d'un règlement politique. La pression *économique s'exerce* sur les deux parties. Sur Israël, où les investissements ont subi un coup d'arrêt et où l'activité économique s'est ralentie, et sur les Palestiniens, de manière beaucoup plus significative, parce qu'ils n'ont rien pour amortir le choc. Dans de nombreux cas, ils vivent dans une pauvreté extrême. L'économie est un élément important du processus de paix bien que cela ne soit pas dit expressément dans les discussions.

La Banque mondiale est présente parce que nous croyons en un règlement politique. Mais nous ne pouvons pas attendre un an, ni même six mois ou trois mois. Nous ne pouvons pas arrêter les projets pendant trois semaines parce qu'il y a un incident, puis les relancer pour six semaines et les arrêter à nouveau pour quatre semaines. Nous devons tenter de rester réguliers. Si nous ne faisons pas preuve de constance, il n'y aura pas de chance de paix, faute de l'espoir économique dont les populations ont besoin.

– Le bouclage par Israël des territoires palestiniens est-il la principale cause de la situation dramatique dans ces régions ?

– Je crois que, s'il n'y avait pas de bouclage, il y aurait une chance réelle pour une économie prospère dans les territoires palestiniens. Ils [les Palestiniens] ont des gens compétents, des entrepreneurs, ils ont prouvé que, même dans l'adversité, ils ont un bon concept de gouvernement. Je ne pense pas qu'on aurait pu dire cela aussi assurément il y a un an. Le fait est qu'ils ont un nouveau gouvernement responsable. Ils ont fait un travail formidable. Ils ont été aidés par le FMI, par nous et par d'autres, mais ils n'en ont pas moins fait les choses eux-mêmes. Ils projetent un déficit budgétaire de 1,5 % cette année, alors qu'il était de 3,5 % l'année dernière, ce qui est formidable. Leurs prévisions sont réalistes et réalisables. Si les marchés israélien et arabes s'ouvrent, il n'y a absolument aucune raison pour qu'un groupe de gens réellement brillants ne créent pas une très bonne économie.

– Que pouvez-vous faire pour que les choses avancent ?

– Créer *une atmosphère de discussion* entre les intéressés et continuer de leur parler en coulisses des conséquences de ce qu'ils font. Il faut faire appel aux intérêts propres de chaque partie. Je ne prends pas position sur le bouclage. Ce n'est pas à moi de le faire. Mais il y a des turbulences en Israël et dans les territoires et ce n'est pas sans conséquences. Je crois que, en définitive, les pressions, les tensions et les intérêts propres conduiront à une solution.

Des déclarations publiques ont été faites [à Paris], qui engagent le gouvernement israélien. Nous devons les prendre au pied de la lettre et juger les actes en conséquence. La Banque mondiale peut jouer un rôle utile. Nous avons fait un travail exemplaire pour aider les Palestiniens, y compris par la création d'emplois. Nous connaissions très bien chacun des acteurs du gouvernement précédent en Israël, mais à l'instar des Palestiniens nous devons bâtir de nouveaux liens avec le nouveau gouvernement. Nous sommes tous dans une phase de transition.

– Pourquoi les donateurs n'honorent-ils pas tous leurs engagements ?

– C'est mieux que partout ailleurs dans le monde. [Ici,] c'est une scène centrale parce que c'est la Palestine, Israël, les Arabes, le pétrole, le Moyen-Orient. Je peux vous assurer, par expérience, que si cela se passait sur un autre continent, il n'y aurait pas eu un seul dollar. Le problème est qu'à cause du bouclage et en l'absence d'activité commerciale, près de 50 % de ces sommes ont servi à soutenir le budget de l'Autorité palestinienne. Or il faut que l'amélioration soit visible. La Banque mondiale a ainsi improvisé 25 000 emplois au cours de la *période de bouclage*, de petits emplois d'entretien des infrastructures, qui ont créé une activité visible. Nous devons à présent passer au stade de la création d'emplois. Il faut créer la confiance, continuer les programmes économiques et [trouver] une solution politique fondée sur une identité d'intérêts, chacun considérant que ses propres intérêts sont en jeu. Ce sont là les conditions de la paix. »

Propos recueillis par Mouna Naïm

L'idée d'un gouvernement d'unité nationale progresse en Israël

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Lorsque Shimon Pérès annonça, *à la mi-septembre*, *qu'à soixante*-treize ans bien sonnés et après cinq tentatives électorales malheureuses, il avait décidé de jeter définitivement l'éponge et qu'en tout cas il ne se présenterait pas aux élections prévues pour l'an 2000, certains observateurs saluèrent *« le courage et la sagesse »* d'un homme d'Etat aussi malchanceux que vieillissant. D'autres, plus circonspects, se contentèrent de noter dans un sourire que le vieux lutteur travailliste n'avait rien promis pour... 2004.

Aujourd'hui, alors qu'entre deux voyages à l'étranger celui qui reste le chef nominal de l'opposition essaie désespérément de changer le règlement interne de son parti pour retarder d'un an ou deux les primaires travaillistes prévues en juillet 1997, plus personne ne rit. *« Shimon Pérès*, assure le journaliste Daniel Ben Simon, attentif observateur, *n'attend qu'une chose : le coup de fil de Benyamin Nétanyahou qui lui ouvrira la porte d'un gouvernement d'unité nationale. »* Paniqués à l'idée de passer quatre ans dans l'opposition, la plupart des ténors du parti sont prêts à suivre leur vieux chef dans la voie du compromis avec la droite.

Officiellement, la répétition d'une expérience déjà tentée avec plus ou moins de bonheur par Israël au début des années 80 n'est pas à l'ordre du jour. *« Pas encore »*, admet-on de part et d'autre des états-majors. Mais, déjà, des contacts sont pris, et au moins un ministre Likoud en exercice, Dan Méridor, chargé des finances, appelle publiquement à la constitution d'un tel gouvernement. La plupart des politologues israéliens en sont sûrs : c'est une question de *mois, voire de semaines.*

« En moins de six mois de pouvoir, note Ehoud Barak, ancien dauphin d'Itzhak Rabin et nouveau challenger de Shimon Pérès au trône travailliste, *la politique de Nétanyahou a abouti à une crise dangereuse avec les Palestiniens, à un risque accru de conflit avec les Syriens, à une acrimonie grandissante avec l'Egypte et à un refroidissement avec le roi Hussein de Jordanie. Même notre allié américain semble vouloir prendre ses distances avec nous. »*

MAJORITÉ MENACÉE

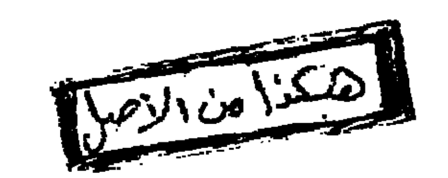
Tout cela est vrai, mais il y a pis. Le taux de croissance de l'économie nationale, enrayé notamment par une baisse des investissements étrangers et une forte chute du tourisme – des secteurs sensibles aux dangers de la politique nationaliste –, diminuera *de moitié* en 1996 par rapport à 1995 (environ 3,5 %), avec peu d'espoir d'une reprise en 1997. La majorité du premier ministre, constituée de huit formations différentes, peut s'effondrer au moins à deux reprises au cours des semaines qui viennent.

D'abord sur Hébron. Les colons et leurs relais parlementaires sont, *par principe, opposés* à un accord à propos du redéploiement des soldats israéliens hors des quatre cinquièmes de la ville. Le Parti national religieux, dont l'idéologie est d'abord et avant tout celle du *« Grand Israël »* et qui détient 9 mandats dans une majorité de 66 élus sur 120, restera-t-il au gouvernement après un redéploiement dans la *« ville la plus sacrée du judaïsme après Jérusalem »* ? Rien n'est moins sûr. Ou alors il lui faudrait des compensations massives en termes de construction de *nouvelles colonies dans tous* les territoires palestiniens, Gaza compris. Et alors, c'est le Shass, parti orthodoxe sépharade (*10 élus*), pour qui *« la vie d'un seul Juif est plus importante que la terre d'Eretz Israël »*, qui risquerait d'abandonner la coalition.

Le Likoud lui-même (32 élus en comptant les quatre disciples du Guesher de David Lévy et les cinq du Tsomet de Rafaël Eytan) est traversé de lignes de fracture importantes sur la question d'Hébron. La majorité accepte l'éventuel redéploiement, mais certains poids lourds du parti, comme Benny Begin ou Ouzi Landau, sont contre. Les colons les plus radicaux mobilisent tous leurs alliés. Les mouvements d'extrême droite, qui avaient beaucoup aidé à la victoire électorale de M. Nétanyahou, comme Zo Artsenou (« Notre terre »), les « Femmes en vert » et les loubavitchs, qui financent une bonne part de la colonisation et qui ont organisé cette semaine leur congrès annuel à Hébron même, menacent publiquement le premier ministre des pires calamités s'il retire l'armée de la grande ville arabe.

Le budget pose également problème. Lors du vote en première lecture par la Knesset à la fin octobre, David Lévy, ministre des affaires étrangères, chef du Guesher (« le Pont ») et élu des couches sociales sépharades les plus défavorisées, avait failli faire tomber le gouvernement en refusant un instant d'entériner les coupes sociales envisagées par son collègue des finances. Encore ne s'agissait-il à l'époque que d'économiser 4,9 milliards de shekels (environ 8 milliards de francs) sur les 190 du budget. Depuis mercredi, après l'annonce faite par le ministre des finances, tout Israël sait qu'il faudra se serrer encore plus la ceinture. Le vote définitif doit également intervenir avant le 31 décembre de cette année. Cela donne cinq semaines à Shimon Pérès pour se préparer à un éventuel retour...

Patrice Claude



Bonn envisage de réduire le « dialogue critique » avec l'Iran

BONN
de notre correspondant

Les relations entre Bonn et Téhéran se dégradent depuis que la justice allemande, vendredi 15 novembre, a accusé les plus hautes autorités de l'Etat iranien d'avoir commandité un attentat sur le territoire allemand en 1992. Au cours de cette opération, commise en septembre 1992 dans un restaurant de Berlin (le « Mykonos »), quatre représentants de l'opposition kurde iranienne avaient été tués. L'accusation de terrorisme, notamment à l'endroit de l'ayatollah Ali Khamenei, le Guide de la République islamique, a blessé la *sensibilité* religieuse des chiites et déclenché de très vives manifestations anti-allemandes en Iran (*Le Monde* du 20 novembre).

Le gouvernement de Bonn envisage *désormais* de limiter la portée du « dialogue critique » avec Téhéran, dialogue dont il a été l'un des plus fervents à défendre le principe au cours des dernières années. Ce tournant diplomatique pourrait être encore plus net si le jugement final dans le procès Mykonos, attendu pour le mois de janvier, confirmait les accusations prononcées par le parquet fédéral.

Prenant ses distances avec la notion de « dialogue critique » (*« une notion dont le sens symbolique est trop fort »*), le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, dit désormais qu'il est en faveur d'une politique d'*« influence active »* auprès du régime de Téhéran. Cette évolution sémantique, également défendue par plusieurs hauts responsables des partis de la coalition de Bonn, est en partie guidée par le souci de ne pas effleurer la sensibilité de l'opinion publique allemande en matière de droits de l'homme. *« Il s'agit de défendre la souveraineté de l'Etat, l'intégrité territoriale de l'Allemagne, et l'intégrité de notre justice »*, écrit ainsi Robert Leicht dans l'hebdomadaire *Die Zeit* du 21 novembre. Dans l'immédiat, aucune des deux capitales n'envisage toutefois d'en venir à une rupture des relations diplomatiques. Aucun des partis politiques représentés au Bundestag, même les Verts, ne réclame d'ailleurs un tel geste. Au ministère des affaires étrangères de Bonn, on n'a pas mis en place de « cellule de crise » pour bien montrer que les voies de la diplomatie traditionnelle ne sont pas encore fermées.

Quant aux autorités de Téhéran, elles s'efforcent, elles aussi, de ne pas jeter de l'huile sur le feu. L'ayatollah Khamenei, dans une déclaration prononcée mercredi 20 novembre et rapportée par la radio iranienne, a désigné *« les Etats-Unis et Israël »* comme les principaux ennemis de la République islamique, ce qui a été interprété à Bonn comme un signe d'apaisement. Les autorités iraniennes se contentent, pour l'instant, de réclamer des excuses aux autorités allemandes.

RISQUE D'ESCALADE

Mais les défilés quotidiens de protestation qui ont lieu, depuis vendredi, devant l'ambassade de RFA à Téhéran, alimentent la tension. Préoccupé par d'éventuels dérapages, le ministère des affaires étrangères de Bonn a lancé un appel à Téhéran, afin que la sécurité de ses ressortissants soit garantie.

Le risque d'escalade est manifeste : une très violente manifestation anti-allemande a eu lieu mercredi 20 novembre dans la ville de Qom. Au cours de ce rassemblement, auquel participaient plusieurs milliers d'étudiants, de représentants religieux et des autorités locales, un appel au meurtre a été lancé, sous forme de pétition écrite, contre les trois procureurs responsables du dossier Mykonos. Ceux-ci avaient souligné, dans leur réquisitoire du 15 novembre, que les plus hautes autorités de l'Etat iranien devaient être tenues pour responsables de l'opération-commando de 1992 à Berlin, qualifiée d'acte de *« terrorisme d'Etat »*. Les procureurs se sont vu promettre le même sort que celui de Salman Rushdie s'ils ne prononçaient pas d'excuses publiques pour leurs accusations.

Lucas Delattre

L'ONU dénonce un trafic d'armes en faveur des extrémistes hutus

Les fournitures provenaient d'une vingtaine de pays, dont la France et la Grande-Bretagne, via le Zaïre. Elles étaient destinées aux miliciens et anciens militaires rwandais qui tentaient de mener une guérilla contre le régime de Kigali

Le Conseil de sécurité des Nations unies a examiné, au début du mois de novembre, le rapport d'une commission d'enquête sur l'existence de vastes réseaux de livraisons d'armes aux extrémistes hutus installés dans les camps de réfugiés rwandais au Zaïre. Ce document, qui n'a toujours pas été officiellement publié, indique que ces armes provenaient d'une vingtaine de pays et notamment de France, d'Italie, de Grande-Bretagne et de Belgique, par l'intermédiaire de pays d'Europe de l'est. Le Zaïre aurait joué *« un rôle central »* dans l'acheminement de ces fournitures, via l'aéroport de Kinshasa. Ces armes étaient destinées à l'équipement des miliciens et anciens militaires rwandais, responsables du génocide de 1994, qui tentaient de mener, depuis le territoire zaïrois, des opérations de guérilla contre le nouveau régime de Kigali.

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Un rapport confidentiel de l'ONU affirme que, grâce à de vastes réseaux internationaux, d'importantes quantités d'armes ont afflué dans l'est du Zaïre, en provenance d'*un grand nombre* de pays européens et africains. Ces armes étaient destinées aux rebelles *hutus rwandais installés* depuis 1994 dans la région. Principaux responsables du génocide *commis* en 1994 au Rwanda, ces extrémistes hutus n'ont jamais eu de difficultés à s'équiper. Ils auraient même bénéficié de formation et d'entraînement pour mener des raids de déstabilisation au Rwanda.

L'étendue des trafics d'armes au profit des Hutus fait l'objet d'un document volumineux réalisé pour le Conseil de sécurité de l'ONU par une commission d'enquête créée, en septembre 1995. Composée de quatre membres, la commission est dirigée par un Egyptien, Mahmoud Kassem. Un Américain, un Pakistanais et un Suisse font aussi partie de l'équipe. Ce rapport, qui a circulé ces dernier jours à New York, n'a toujours pas été officiellement publié par l'Organisation des Nations unies. La décision de le rendre public, nous expliquent les diplomates du secrétariat général de l'ONU, appartient désormais aux membres du Conseil.

FAUX DOLLARS

Les enquêteurs ont cherché a établir l'origine des armes, l'identité des trafiquants et les points de transit. Une vingtaine de pays, dont le Zaïre, le Kenya, la Bulgarie, la République tchèque, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Belgique, l'Espagne et la France, auraient été, d'une manière ou d'une autre, impliqués dans ces fournitures. La plaque tournante, selon des experts, serait le Kenya où une partie de la communauté hutue a fourni l'argent, en recourant notamment à l'impression de faux dollars américains. Autres sources de revenus, des *« taxes de guerre »* *prélevées* sur les réfugiés bénéficiant de l'aide des organisations humanitaires internationales et le produit de la vente des secours détournés.

Selon le document, des sources *« tout à fait dignes de foi »* en Belgique, au Kenya, au Rwanda, en Afrique du Sud, en Tanzanie et au Royaume-Uni ont présenté *« une image cohérente de réseaux immenses, mal définis et se recoupant, de ventes plus ou moins illégales d'armes, de transport et de livraisons, couvrant tout le continent, de l'Afrique du Sud jusqu'à l'Europe, en particulier l'Europe de l'Est »*. Le Zaïre, précise le rapport, aurait joué *« un rôle central »* dans l'entraînement des miliciens hutus et l'acheminement des équipements militaires qui leur était destinés. L'aéroport de Kinshasa aurait ainsi servi de *« plate-forme »* pour les livraisons d'armes. Les membres de la commission d'enquête déclarent avoir rencontré des *« difficultés »* pour obtenir des informations et la *coopération de certains gouvernements*, *« en particulier celui du Zaïre »*. Les trafiquants d'armes, affirme le rapport par ailleurs, sont des hommes d'affaires, ayant *« parfois »* une recommandation *« militaire »*, qui semblent *« plus motivés par l'argent que par des considérations politiques ou stratégiques »*.

DÉMENTI FRANÇAIS

En ce qui concerne la France, la commission d'enquête de l'ONU fait état d'informations concernant une rencontre *« qui aurait récemment eu lieu à Mugunga, dans l'est du Zaïre, entre un individu décrit comme un ressortissant français et le général Augustin Bizimungu, chef d'état major de l'ancienne armée rwandaise »*. Selon des sources anglo-saxonnes, il s'agirait d'un *« vice-consul honoraire »*. Le rapport précise cependant que, le 21 octobre, Paris a catégoriquement démenti ces accusations, affirmant qu'aucune personne *« accréditée par le gouvernement français »* n'avait contacté *« en aucune circonstance les anciennes forces gouvernementales rwandaises »*.

Interrogé sur les raisons qui ont retardé la publication du rapport de la commission d'expert, un mois après sa présentation, un diplomate, membre du Conseil de sécurité, explique que le document doit être *« mis au jour »* et qu'il sera *« certainement »* publié à la suite de la mission de quatre semaines entreprise par l'envoyé spécial de l'ONU dans la région des Grands Lacs, Raymond Chrétien. Ce diplomate ajoute que *« certains points restent à clarifier »* et que certains gouvernements *« n'ont pas répondu »* aux questions de la commission d'enquête. Le Zaïre en particulier a refusé de recevoir les membres de cette commission sur son territoire.

Afsane Bassir Pour

Le chef d'état-major des armées zaïroises a été limogé

KINSHASA
de notre envoyé spécial

Le chef d'état-major des Forces armées zaïroises (FAZ), *le général Eluki Monga Aundu*, a été limogé de ses fonctions. La radio nationale et la télévision ont annoncé mercredi 20 novembre, de façon laconique, la « suspension » du général, qui se trouvait en tournée d'inspection à l'intérieur du pays. Le ministre de l'information a estimé que le général avait tenu *« des propos irresponsables au moment où le pays et les forces combattantes ont plus besoin de réconfort moral que de déclarations démobilisatrices »*. Le 2 novembre, le général Eluki avait convoqué une conférence de presse – à l'insu des autorités politiques – rejetant la responsabilité de la défaite sur le gouvernement de Léon Kengo wa Dondo. *« Nous demandons au gouvernement de transition de mettre à la disposition des FAZ les moyens nécessaires pour bouter l'envahisseur hors du territoire national »*, avait-il déclaré, avant d'ajouter : *« Nous regrettons que le gouvernement n'ait pas l'air de bouger pour le moment. »* Le général Eluki *avait en revanche félicité* le Haut Conseil de la République - Parlement de transition (HCR-PT) qui demandait la démission du premier ministre, et les étudiants qui manifestaient dans les rues de la capitale depuis plusieurs jours en réclamant eux aussi la démission de Léon Kengo wa Dondo. Ces propos, jugés séditieux par le gouvernement, avaient fait planer des rumeurs fugaces de coup d'Etat sur la capitale. Mais les militaires zaïrois ont continué de vaquer à leurs occupations à Kinshasa comme si de rien n'était, rançonnant, ici et là, automobilistes et passants, pillant la nuit des maisons dans les quartiers populaires...

« UN LÉOPARD »

Pour faire bonne mesure, le général Eluki a déclaré mardi, de Kisangani où des hordes de soldats pillards en déroute affluent, que la présence d'une force multinationale dans l'est du pays ne se justifiait plus, les réfugiés rwandais étant rentrés chez eux. Des propos à l'emporte-pièce qui ne pouvaient pas laisser indifférent le gouvernement précisément occupé à mobiliser l'attention de la *communauté internationale sur la nécessité* d'envoyer une telle force dans les provinces du nord et du sud Kivu.

Le premier ministre, rentré dimanche soir de France où il a longuement rencontré le président Mobutu Sese Seko, a simplement attendu l'occasion propice pour annoncer le limogeage du général Eluki. Une décision prise en concertation avec le maréchal Mobutu, chef suprême des Forces armées zaïroises. Certains membres du gouvernement n'excluent pas que le général Eluki puisse être traduit devant le Conseil de discipline militaire. En attendant, son adjoint, le général Amela, devrait assurer l'intérim jusqu'à la nomination d'un nouveau chef d'état-major qui pourrait être le le général Mahele, aussi unanimement respecté par l'armée que par la population. Les Zaïrois lui font confiance : *« C'est un léopard ! Il va nous rapporter la tête de Kagame »*, clamaient les étudiants en manifestant à Kinshasa au début du mois.

Frédéric Fritscher

Nouveau mouvement de réfugiés dans le Sud-Kivu

« Des centaines de milliers de réfugiés [...] font mouvement de la partie sud de l'est du Zaïre, en direction de Bukavu, pour regagner le Rwanda » a indiqué, mercredi 20 novembre, le ministre canadien de la défense, Doug Young. Une première vague de réfugiés, estimée à un demi-million, a regagné le Rwanda en fin de semaine dernière par Goma, dans le nord-Kivu. M. Young a souligné que le projet de force multinationale revêtait une importance accrue du fait de ces retours. Le Canada est chargé d'organiser la force multinationale qui doit intervenir dans l'est du Zaïre pour porter secours aux réfugiés. Les représentants de soixante pays, réunis mercredi au siège de l'ONU à New York, ont estimé que l'envoi d'une telle force était toujours nécessaire.

Des centaines d'enfants ougandais emmenés en esclavage au Soudan

L'Unicef dénonce les exactions d'un mouvement de guérilla, l'Armée de résistance du Seigneur, opérant dans la région

GENÈVE
de notre correspondante

L'Unicef vient d'apporter des informations sur le sort tragique de plus de 3 000 enfants et adolescents capturés dans le nord de l'Ouganda par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Cet étrange mouvement de guérilla, d'inspiration chrétienne, autrefois dirigé par une « prêtresse », Alice Lakwena, est commandé, depuis 1987, par un certain Joseph Kony et comptait en 1994 quelque 10 000 hommes, avec pour base arrière le sud du Soudan.

Selon l'Agence des Nations unies pour l'enfance, les hommes de la LRA enlèvent, durant la nuit, des enfants et adolescents des deux sexes. Les garçons sont *contraints d'accomplir* de lourdes tâches, souvent au-dessus de leur forces. Sur de longs parcours, ils *transportent denrées* et équipements pillés par les miliciens. Ceux qui sont emmenés jusqu'à la frontière *soudanaise sont échangés*, auprès de trafiquants arabes soudanais, contre des armes, des fusils AK 47 et des *munitions*. Ils sont ensuite embrigadés pour combattre contre l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA), composée en majeure partie de chrétiens.

ÉCOLES FERMÉES

Vers la fin de 1995, la SPLA, qui avait lancé une grande offensive contre le gouvernement de Khartoum, s'empara de Pajuka et de Pacotoca, libérant 200 gamins capturés par la LRA. Ils furent confiés à des responsables d'une ONG, World Vision, à Gulu, par l'intermédiaire de l'armée ougandaise.

Selon l'Unicef, les rebelles de la LRA continuent à enlever de plus en plus d'enfants et les forcent à participer à *des attaques armées*, souvent au sein de leur propre communauté. Ces enfants subissent régulièrement la torture lorsqu'ils tentent de s'enfuir et risquent d'être tués. David, douze ans, un des adolescents sauvés, témoigne : *« L'un des garçons a essayé de s'enfuir, mais il a été arrêté. Alors on a donné un grand bâton à chacun et on nous a obligés à le battre à mort. Le commandant nous a mis en garde. Si nous nous avisions de quitter les rebelles, les esprits de ceux que nous avions tués nous suivraient et nous attaqueraient. Parfois, quand je dors, le garçon que j'ai tué me rend visite et m'accuse de l'avoir tué alors qu'il était innocent. Quelquefois, pendant la journée, je l'entends pleurer et me supplier d'avoir pitié de lui et de ne pas le laisser mourir. »*

Quant aux fillettes et aux adolescentes, elles sont livrées en qualité de deuxième ou énième épouse aux soldats. En moyenne, chaque semaine, durant la nuit, au moins 30 enfants sont ainsi enlevés. Sur les 180 écoles de la région, 179 ont été fermées en raison de cette terreur.

ATROCITÉS

Au mois d'octobre dernier, dans le collège catholique de Saint-Mary, 141 adolescentes ont été enlevées. Deux ont pu s'évader et 109 autres ont été libérées grâce à l'intervention d'une religieuse, Soeur Rachele Fassera, qui, au péril de sa vie, a suivi les rebelles pour plaider et obtenir la grâce des jeunes filles. Mais on est toujours sans nouvelles d'une trentaine de ces adolescentes.

Le pape Jean-Paul II, le 13 octobre, a lancé un appel pour que tout soit mis en œuvre afin de retrouver ces jeunes filles. Il n'y a eu jusqu'à présent aucun écho à cet appel, pas plus qu'à ceux lancés par l'Unicef, qui, depuis le début de ces opérations criminelles, en a dénoncé le scandale. Et cela avec d'autant plus de force que, selon des informations concordantes parvenues à Genève, les rebelles de la LRA obligent les enfants à commettre des atrocités, jusqu'au meurtre. Il existe, entre outre, de sérieuses raisons de craindre – les viols étant monnaie courante – que, durant leur captivité, filles et garçons aient été contaminés par le sida.

Les efforts de l'Unicef et de World Vision ont permis l'ouverture, en Ouganda, en 1995, d'un centre de réadaptation et de soins pour les enfants ougandais qu'on a pu récupérer. Trois cents jeunes y sont hébergés actuellement, grâce, en grande partie, à l'aide matérielle du gouvernement norvégien.

Isabelle Vichniac

Le gouvernement croate ferme une radio indépendante

ZAGREB : le gouvernement croate a mis fin, mercredi 20 novembre, à l'existence d'une influente radio indépendante, Radio-101, en attribuant sa fréquence à une station concurrente en cours de création. *Des milliers de manifestants ont protesté, mercredi dans la capitale* croate, contre cette décision, et les Etats-Unis ont considéré que la suppression de Radio-101 constitue *« un revers significatif pour la démocratisation et la liberté d'expression »* en Croatie, selon la déclaration d'un porte-parole du département d'Etat américain, Glyn Davies. – *(AFP.)*

Le Tchad, menacé par une famine, fait appel à la solidarité internationale

N'DJAMENA : le président Idriss Deby a demandé, mercredi 20 novembre, à la communauté internationale une aide d'urgence pour lutter contre la famine qui affecte certaines zones du pays. Recevant les ambassadeurs accrédités au Tchad, les représentants des organisations internationales et des organismes humanitaires, il a révélé que le déficit céréalier prévisible de la campagne agricole 1996-1997 est de *200 000* tonnes pour une production agricole de *840 000* tonnes, alors que les besoins s'élèvent à environ 1,1 million de tonnes.
Le président Déby a appelé à la solidarité internationale pour assister *le Tchad en lui fournissant une aide d'urgence destinée* à satisfaire les besoins les plus immédiats des populations des zones affectées par la famine. Il a également demandé aux partenaires du Tchad de contribuer à la reconstitution d'un stock de sécurité alimentaire à un niveau compatible avec les besoins réels du pays. – *(AFP.)*

Les Etats-Unis et l'UE portent leur litige sur Cuba devant l'OMC

L'ORGANISATION mondiale du commerce (OMC) a formellement accepté, mercredi 20 novembre, la mise en place d'une commission d'arbitrage demandée par l'Union européenne afin d'examiner la conformité avec les règles du commerce international de la loi américaine Helms-Burton qui sanctionne les entreprises traitant avec Cuba. Contestant la procédure, les Etats-Unis ont averti que cette décision risquait de mettre l'OMC en péril.
Conformément aux mécanismes de règlement des différends mise en place par la nouvelle organisation qui a pris la succession du GATT, il y a bientôt deux ans, Bruxelles avait, dans un premier temps, engagé des consultations avec les Etats-Unis sur le contentieux autour de la loi Helms-Burton. Une première plainte avait ensuite été déposée à la mi-octobre, qui s'était heurtée à l'opposition de Washington. Au centre de la plainte de Bruxelles se trouve la question de l'extra-territorialité.
Pouvant compter, dans sa démarche, sur l'appui du Canada, du Mexique et de la plupart des pays latino-américains, l'Union européenne souhaite amener l'OMC à se prononcer sur les droits d'un Etat, en l'occurrence les Etats-Unis, à légiférer en vue de limiter les relations commerciales d'un de ses partenaires avec un pays tiers. – (Corresp.)

AFRIQUE

■ **MAROC : l'Union européenne** (UE)a versé au Maroc 935 millions de francs au titre de la première tranche prévue par l'accord de pêche *conclu en 1995 , a annoncé, mardi 19 novembre à Rabat, Omar Jazouli*, président de la Commission parlementaire marocaine chargée de la pêche. Ces versements de l'UE au Maroc sont effectués en échange de *la permission accordée aux bateaux de pêche européens, essentiellement* espagnols, d'opérer dans les eaux marocaines. – *(AFP)*

EUROPE

■ **ALLEMAGNE : un accord a été signé à Bonn** entre l'Allemagne et la Russie sur les modalités du rapatriement rapide de plus de 300 000 réfugiés de guerre bosniaques. Durant la guerre en ex-Yougoslavie, l'Allemagne a accueilli plus de réfugiés que le reste des pays de l'Union européenne, soit 400 000 personnes, dont plus de 80 % en provenance de la Bosnie. – *(AFP.)*

■ **BOSNIE : la présidente de la République serbe**, Biljana Plavsic, s'est entretenue dans la plus grande discrétion, mercredi 20 novembre, avec le général Ratko Mladic, chef de l'état-major destitué de l'armée des Serbes de Bosnie. L'entretien a duré plus de quatre heures, et n'a donné lieu a aucun communiqué. – *(AFP.)*

■ **GRÈCE : le premier ministre**, Costas Simitis, a demandé, jeudi 20 novembre, à Rome, que la Grèce soit autorisée à participer à l'Euroforce opérationnelle rapide (Eurofor) que la France, l'Italie, le Portugal et l'Espagne ont créée, le 9 novembre, à Florence. – (*AFP.*)

■ **ITALIE : le président du conseil italien**, Romano Prodi, a indiqué officiellement, mardi soir 20 novembre, que l'Italie avait mis en route les négociations sur le retour de la lire dans le système monétaire européen, qu'elle avait quitté en 1992. *« Nous sommes au début des négociations techniques. Cela prendra un peu de temps, puis nous entrerons »*, a déclaré M. Prodi à la télévision italienne. De son côté, le premier ministre grec, Costas Simitis, de passage à Rome, a confirmé que la Grèce ne pourrait pas adopter la monnaie européenne en 1999, mais qu'elle s'efforcerait d'être prête pour 2000 ou 2001. – *(AFP.)*

M. Chirac au Japon ou comment mettre la culture au service de la diplomatie

Le chef de l'Etat veut renforcer le lien euro-asiatique

Le président Jacques Chirac s'est efforcé, au cours de quatre jours de visite officielle au Japon, de mettre sa connaissance et son affection pour ce pays au service d'un dessein diplomatique précis : renforcer les liens entre l'Asie et l'Europe. Mais le problème pour les Européens reste leur manque total de crédibilité quand il *s'agit d'affirmer leur identité à Tokyo ou ailleurs* en Asie.

TOKYO
de nos envoyés spéciaux

La culture peut-elle être un atout dans l'édification d'une politique ? Jacques Chirac, qui, en émule du chancelier Helmut Kohl, a déjà ajouté à la palette diplomatique du gaullisme le *« démarchage »* comme action de promotion de nos exportations à l'étranger, a joué au Japon une nouvelle carte pour atteindre ses fins : transformer son goût pour le Japon en levier politique.

ANALYSE

Alors que la visite historique de François Mitterrand dans l'archipel en 1982 avait été solennelle mais froide, celle que vient d'y effectuer Jacques Chirac est perçue comme infiniment plus chaleureuse. La connaissance qu'a le chef de l'Etat de l'histoire et de la civilisation japonaises et sa « passion » pour ce pays ont été relevées à satiété par la presse nippone.

Car rien n'est moins sûr que cet a priori de connaissances dans le cas du Japon. Pour un pays qui, en dépit de sa puissance économique – ou à cause d'elle – se sent mal aimé et incompris par le reste du monde, *les hommes politiques* de stature internationale lui manifestant une estime nourrie de *connaissances de sa culture* sont des plus rares. Parmi les chefs d'Etat, Jacques Chirac est le seul.

ESTIME RÉCIPROQUE

Jusqu'à présent, il y avait le plus souvent un décalage, source de gêne, entre les connaissances des Japonais sur la France et l'ignorance des Français sur le Japon. Jacques Chirac a rompu avec cette affligeante « tradition », comme en ont témoigné les échanges chaleureux et directs entre le président de la République et le premier ministre, Ryutaro Hashimoto, au cours de leur dernier dîner. Il y a désormais une réciprocité dans l'estime que se portent les deux pays, note l'*Asahi*.

Que ressortira-t-il de ce nouveau climat de confiance ? Pierre par pierre, Jacques Chirac est en train de doter la France d'une politique asiatique qui lui a longtemps fait défaut. Sa visite d'Etat au Japon s'inscrit dans la ligne du sommet Europe-Asie de Bangkok de mars 1996 et ouvre la voie à son voyage en Chine au printemps 1997.

M. Chirac est convaincu que le renforcement du lien euro-asiatique – le « maillon faible » du triangle planétaire – est indispensable à la stabilité du monde de l'après-guerre froide, qui ne pourra s'accommoder indéfiniment de l'omnipotence américaine.

Officiellement, les Asiatiques partagent *cette quête de la « multipolarité»* dans les relations internationales. Et l'acheminement vers la *création* de l'euro *sont* pour eux, longtemps dubitatifs, le signe que l'Europe devient un pôle *avec lequel il faut compter.*

Comme certains de ses voisins, le Japon cherche à s'affranchir *d'une relation quasi exclusive – et* obsidionale – avec Washington. La vague d'hostilité qui s'est exprimée contre les bases militaires d'Okinawa ou l'irritation devant les méthodes *musclées* de la *diplomatie* commerciale américaine témoignent de ce malaise. Dans ce *contexte, la France et* l'Europe, *qui* mènent une vigoureuse campagne en faveur d'un commerce mondial respectueux des règles multilatérales, peuvent apparaître comme de précieux alliés.

Ainsi devrait-on voir Européens et Asiatiques joindre leur voix, début décembre, pour dénoncer les initiatives américaines unilatérales à l'occasion de la première conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à Singapour. L'Europe, la France en particulier, *« sont indispensable pour permettre au Japon de diversifier sa politique extérieure »*, écrit le *Mainichi*.

ALLUSIONS CONTRE WASHINGTON

M. Chirac ne s'est pas privé de distiller au long de sa visite à Tokyo des allusions bien senties visant Washington. Dénonçant les lois Helms-Burton et D'Amato, justifiant l'euro par la nécessité de *se protéger des « fluctuations aberrantes du dollar »* ou ironisant sur *« l'inquiétude »* de la presse américaine face à *« l'Europe qui se redresse »*, le président néo-gaulliste sollicitait discrètement l'aspiration *du Japon à s'affirmer face aux* Américains.

Ce « petit jeu » n'est pas sans *risques. Car si l'opinion nippone* est travaillée de pulsions anti-américaines, l'élite reste largement *acquise à une relation* privilégiée avec les Etats-Unis et, en renforçant les liens avec l'Europe, se profile le risque pour le Japon d'être écartelé entre Américains et Européens. Des appels du pied par trop insistants ou maladroits des Européens pourraient « braquer » les Japonais et s'avérer contre-productifs.

Dans un environnement régional instable, marqué par la montée en puissance de la Chine, le regain de tension dans la péninsule coréenne et une suspicion antijaponaise toujours en éveil, le traité de sécurité nippo-américain reste sacro-saint aux yeux de Tokyo. Cette « demande d'Amérique » émane aussi d'autres capitales asiatiques qui redoutent les effets déstabilisateurs d'un éventuel désengagement de Washington.

Lors du sommet de Bangkok, les Européens ont certes offert aux Asiatiques leur expertise en matière de diplomatie préventive. *Mais ils* ne doivent se faire aucune illusion : leur crédibilité en la matière est quasi nulle. *La tragédie bosniaque* n'a, de ce point de vue, guère contribué à rassurer les capitales d'Asie. *Les Européens* doivent savoir qu'il ne leur sera pas aisé de s'imposer dans cette région.

Le climat de confiance qu'essaie de créer Jacques Chirac avec les Japonais n'en est que plus nécessaire.

Frédéric Bobin et Philippe Pons

Il y a trop de pauvres, Monsieur le ministre !

Au petit déjeuner offert, mercredi matin 20 novembre, par la chambre de commerce franco-japonaise à des chefs d'entreprise, Georges Dabari, représentant de la maison Dior au Japon, s'est plaint auprès du ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, du développement de la mendicité en France. *« Les produits de prestige doivent évoquer un pays prestigieux. Le développement de la mendicité nuit à l'image de la France auprès des étrangers. Monsieur le ministre, qu'allez-vous faire pour rétablir cette image ? »* a-t-il interrogé.

Malheureusement pour lui, lorsque cette question a été posée, le président de la République n'était pas encore arrivé. On ne saura donc pas ce que le dénonciateur de la fracture sociale aurait répondu à une telle question.

Archéologie et combat de sumos

Seuls les journalistes japonais peuvent suivre la partie privée du voyage de Jacques Chirac au Japon. Après un dîner, mercredi soir, en compagnie du premier ministre Ryutaro Hashimoto, au cours duquel ont été évoqués les contentieux en souffrance entre les deux pays, le président s'est envolé, jeudi, vers Fukuoka, pour une visite privée d'une trentaine d'heures.

Au programme, outre la visite de sites archéologiques, un combat de sumos. Le chef de l'Etat a prévu de partager ensuite le dîner des lutteurs, le traditionnel *chanko nabe*. Rien de ce qui peut contribuer à le faire apparaître, aux yeux des Japonais, comme un amateur éclairé de leur culture, n'est à négliger, selon M. Chirac. Le président de la République pense sans doute, qu'à l'inverse, des images de cette partie privée de sa visite susciteraient en France, au mieux l'indifférence, au pire, l'irritation.

Les adieux optimistes de Warren Christopher aux dirigeants chinois

Le secrétaire d'Etat a pris soin d'équilibrer critiques et remarques plus positives

PÉKIN
de notre correspondant

Warren Christopher, qui doit quitter le secrétariat d'Etat américain à la fin de cette année, voulait prendre congé des dirigeants chinois sur une note optimiste, et ceux-ci se sont prêtés au jeu. Mais les *« progrès »* dont il a fait état à l'issue de sept heures d'entretiens à Pékin, mercredi 20 novembre, en particulier dans le domaine de la non-prolifération nucléaire, ne masquent pas les *« grandes divergences »* sino-américaines que ses hôtes se sont attachés à rappeler, à commencer par la question de Taïwan.

Celle-ci, et, donc, la politique américaine de ventes d'armes à l'île, demeurent au premier plan des préoccupations chinoises, a souligné le chef de la diplomatie, Qian Qichen, qui a insisté sur le fait que son gouvernement était plus attentif *« aux actions »* qu'aux déclarations.

MOMENT DE PAUSE

Précédant la rencontre des présidents Clinton et Jiang Zemin en marge du sommet du Forum de la coopération économique Asie-Pacifique, aux Philippines, le 25 novembre, la visite de M. Christopher à Pékin devait principalement marquer un moment de pause dans les polémiques incessantes entre Washington et Pékin ces dernières années.

Le secrétaire d'Etat, sur le départ, a donc pris soin d'équilibrer ses critiques à propos de la situation des droits de l'homme, des dissidents emprisonnés et de la politique chinoise au Tibet, de remarques plus positives concernant en particulier les promesses de retenue de Pékin dans les exportations de technologies militaires et sensibles. Il a évoqué la possibilité qu'en échange d'une participation plus active aux mécanismes internationaux de contrôle de ces exportations les Etats-Unis remettent en vigueur un accord datant de 1985, ultérieurement *suspendu*, autorisant des transferts de technologie nucléaire pacifique.

BONNES INTENTIONS

Au chapitre des bonnes intentions, Bill Clinton avait lui-même donné le *la* dans un discours prononcé quelques heures auparavant à Canberra devant le Parlement australien, en soulignant que Washington n'avait *« aucun intérêt à vouloir contenir la Chine »* mais espérait au contraire voir ce pays acquérir une place *« responsable »* à la mesure de sa taille. Les Chinois ont, pour leur part, insisté auprès de M. Christopher sur l'*« injustice »* que représente à leurs yeux la lenteur avec laquelle est négociée leur entrée à l'Organisation mondiale du commerce, pour des raisons qu'ils jugent essentiellement *« politiques »*. *« L'attitude de la Chine est constructive et souple, mais nous ne ferons aucun compromis sur des questions risquant de nuire à ses intérêts fondamentaux de la Chine »*, a notamment déclaré le chef du gouvernement, Li Peng, exigeant des Etats-Unis qu'ils admettent que Pékin bénéficie d'*« un équilibre de droits et d'obligations »* pour participer à l'OMC.

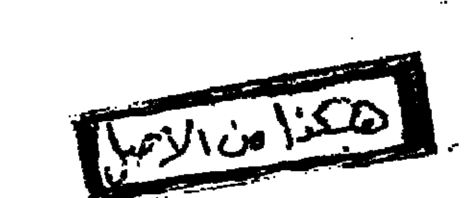
Les deux pays se sont mis d'accord sur le principe d'un échange de visites présidentielles en 1997. Jiang Zemin, le chef de l'Etat chinois, n'est jamais allé en visite officielle aux Etats-Unis, et la dernière visite d'un chef de l'exécutif américain à Pékin remonte à celle de George Bush, en février 1989.

Francis Deron

Pour une Chine « stable, ouverte, prospère »

En visite en Australie, le président Bill Clinton a confirmé, mercredi 20 novembre, l'engagement américain dans la région Asie-Pacifique et il s'est efforcé d'apaiser les tensions avec la Chine, à quelques jours de sa rencontre avec son homologue chinois, à Manille. *« La direction que la Chine va prendre dans les années à venir et la manière dont elle va définir sa grandeur contribueront à faire du siècle prochain un siècle de conflit ou de coopération. L'émergence d'une Chine stable, ouverte, prospère, confiante dans sa place dans le monde et souhaitant assumer ses responsabilités de grande nation, est dans notre intérêt le plus profond »*, a déclaré M. Clinton.

Un peu plus tôt, il avait affirmé : *« Les Etats-Unis n'ont aucun intérêt à endiguer la Chine. Ce serait une stratégie négative. J'ai l'intention de consacrer beaucoup de temps, d'efforts et d'énergie pour faire de la Chine un partenaire sincère. »*



Motion de censure à l'encontre du premier ministre suédois

M. Persson a cité le régime chinois en « exemple »

STOCKHOLM
correspondance en Europe du Nord

Le dépôt d'une motion de censure contre le gouvernement est chose rarissime en Suède. Celle sur laquelle les députés seront amenés à se prononcer, vendredi 22 novembre, ne sera que la troisième depuis 1970. Autant dire que l'ambiance était solennelle et tendue au Parlement, lorsque les dirigeants de trois partis de l'opposition « bourgeoise » se sont succédé au perchoir, mercredi, pour proclamer leur *« perte de confiance envers la capacité du premier ministre à représenter le pays à l'étranger »*.

Sans appel, l'attaque est dure à avaler pour Göran Persson, qui a multiplié les voyages hors du royaume depuis son entrée en fonctions en mars : Paris, les capitales baltes, Washington, Moscou et... Pékin, la cause de ses « malheurs ».

Comme tous les dirigeants occidentaux se rendant en Chine, il était accompagné, début novembre, d'une importante délégation d'hommes d'affaires alléchés par l'immense marché local. M. Persson avait alors évoqué les violations des droits de l'homme devant les responsables chinois, pendant que les chefs d'entreprise négociaient, voire signaient, des contrats.

Sitôt parvenue en Suède, la petite phrase a provoqué de vifs remous dans l'opposition

Bien que survenant au lendemain de la condamnation à onze ans de prison du dissident chinois Wang Dan, l'affaire n'aurait pu être qu'une manifestation supplémentaire de Real politik, si le premier ministre social-démocrate n'avait « dérapé », lors d'un discours improvisé devant un parterre d'industriels suédois à Pékin.

« Pour moi, avait-il dit, *il est très frappant de voir ce que signifie la stabilité politique pour le développement économique quand vous regardez l'exemple chinois. »* Sitôt parvenue en Suède, cette petite phrase, interprétée par certains comme un compliment au régime communiste, provoquait de vifs remous, tant dans l'opposition que parmi les défenseurs des droits de l'homme et les dissidents chinois réfugiés.

Sommé de revenir sur ses propos sous peine d'un dépôt de motion de censure, M. Persson, *qui n'est pas du genre à se dédire,* a refusé d'obtempérer. C'est tout juste s'il s'est dit prêt à présenter ses *« excuses »* si ses déclarations venaient à être exploitées par Pékin.

Notant que le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher avait tenu *« le même genre de raisonnement »* que le sien en Chine, il a accusé l'opposition de vouloir user de cette affaire à des fins politiques, alors que le pays doit *« unir ses forces pour faire reculer le chômage »*.

M. Persson aura tout à loisir de tenter de mobiliser les Suédois sur ce thème rassembleur après le vote sur la motion de censure, car celle-ci n'a aucune chance de succès grâce au soutien promis aux sociaux-démocrates par deux petits partis.

Il pourra également se réjouir de la modération sur ce dossier de Carl Bildt, *chef virtuel de l'opposition* qui, au passage, n'a pas été entendu depuis Sarajevo par son propre parti conservateur, l'une des trois formations « rebelles ». Mais ce qui est perçu comme une maladresse de la part du premier ministre risque de lui coller durablement à la peau dans un pays qui aime à donner des leçons de morale.

Benoît Peltier

La coalition de l'opposition serbe remporte une large victoire aux élections municipales

Le Parti socialiste de Slobodan Milosevic a perdu la plupart des grandes villes, dont Belgrade

Après avoir remporté, il y a quinze jours, une majorité au Parlement fédéral, le Parti socialiste au pouvoir en Serbie a subi une défaite, dimanche 17 novembre, lors du second tour des élections municipales. Il a perdu dans la plupart des grandes villes du pays, où l'opposition a, cependant, le plus grand mal à faire respecter les résultats. De multiples manifestations ont été organisées cette semaine.

SELON LES PREMIERS résultats connus, la coalition de l'opposition a largement remporté les élections municipales, dont le second tour s'est déroulé, dimanche 17 novembre, en Serbie. Le Parti socialiste au pouvoir (SPS) détient, certes, la majorité des 189 municipalités du pays, mais il a perdu dans la plupart des grandes villes. Le SPS a même été contraint, mercredi 20 novembre, de reconnaître son échec à Belgrade, la capitale, après avoir tenté de l'empêcher par le dépôt de pas moins de 461 plaintes devant la commission électorale. *« Belgrade est désormais la vitrine de l'opposition et il faut montrer que tout est en ordre dans cette vitrine »*, a déclaré Zoran Djindjic, président des Démocrates de serbie (DS), pressenti pour le poste de maire de la capitale yougoslave en remplacement du socialiste Nebojsa Covic. L'opposition revendique aussi une victoire dans une quarantaine de municipalités.

Mais, à la différence de Belgrade, le SPS n'accepte pas sa défaite dans certaines villes, notamment à Nis (220 km au sud de Belgrade), Jagodina (140 km au sud) et Kraljevo (150 km au sud-est). Les commissions électorales – présidées par des membres du SPS – de ces trois villes ont annulé, mardi, les résultats du second tour dans de nombreux bureaux de vote en invoquant des irrégularités, suscitant d'amples mouvements de protestation de la population. A Nis, principal centre industriel, le Parti socialiste a finalement été déclaré vainqueur après que *« la commission* [eut] *accepté onze réclamations du SPS et proclamé onze conseillers municipaux de ce parti »*, a annoncé l'agence officielle Tanjug.

LIMOGEAGES À L'ORDRE DU JOUR

D'une manière générale, le traitement des résultats de ce scrutin municipal a montré l'embarras du parti de Slobodan Milosevic devant cette défaite inattendue, qui suit de peu sa victoire aux élections du Parlement fédéral organisées il y a quinze jours. Les principaux journaux pro-gouvernementaux – et la télévision, entièrement liée au régime – ont tous été étonnamment discrets toute cette semaine sur le bilan final de ces élections, à l'inverse du seul quotidien indépendant, *Nasa Borba*, qui a multiplié la publication de résultats détaillés. Plusieurs responsables politiques du gouvernement devraient faire les frais de cet échec, tout comme certains responsables de journaux dont le limogeage par les autorités serbes est à l'ordre du jour, selon un observateur.

Car la victoire de l'opposition, si elle ne remet pas en cause le pouvoir de Slobodan Milosevic, ne sera pas sans conséquences. Les municipalités ne disposent pas d'une grande autonomie mais, par le biais des impôts et taxes qu'elles prélèvent ou des autorisations diverses qu'elles sont amenées à délivrer, elles détiennent un certain pouvoir local. La chaîne de télévision Studio B, dont la municipalité de la capitale est le principal actionnaire, risque par exemple de se retrouver prochainement dans les mains de l'opposition par le simple jeu de l'alternance. Une éventualité que le pouvoir de Belgrade tente d'éviter en envisageant en toute hâte soit une privatisation, soit une nationalisation au niveau de la République de Serbie.

« Ces résultats constituent plus un réflexe de mécontentement qu'une recherche d'alternative au pouvoir », assure un diplomate occidental, pour lequel la victoire de l'opposition dans les villes *« s'explique par le fait que ce sont les populations citadines qui ont le plus souffert de la période de guerre »*. Il dit espérer que le Parti socialiste au pouvoir *« comprendra qu'il lui faut laisser un espace à l'opposition, au risque de favoriser l'éclatement de multiples mouvements de protestation »*, à l'image de ceux qui ont déjà marqué cette inhabituelle semaine postélectorale.

Denis Hautin-Guiraut

Moscou cherche un compromis dans la crise politique en Biélorussie

MOSCOU
de notre correspondante

La médiation publique et multiforme menée, mercredi 20 novembre, par les autorités russes dans la crise politique intérieure qui secoue la Biélorussie a amené son président, Alexandre Loukachenko, tard dans la soirée, à prononcer pour la première fois le mot *« compromis »*.

Le sens qu'il y mettait n'était pas encore clair, alors que des centaines de manifestants, pro et anti-Loukachenko, continuaient à se faire face sur l'immense place de l'Indépendance à Minsk, la capitale. Les uns, soutenant leurs députés retranchés depuis plusieurs jours au Parlement, réclament que leur président annule le référendum qu'il entend gagner, dimanche, et qui prolongerait son mandat de deux ans, avec une nouvelle Constitution ultra-présidentielle en prime. Les autres seraient heureux de voir les forces de l'ordre disperser ceux que la propagande officielle qualifie de *« fascistes nationalistes »*. Le danger étant qu'Alexandre Loukachenko ne reproduise le scénario joué trois ans plus tôt à Moscou, avec l'assaut sanglant de la « Maison Blanche » ordonné alors par Boris Eltsine.

LES RAISONS DU SOUTIEN RUSSE

La tension montant vivement, Moscou s'est décidé à intervenir ouvertement. *Il était en effet* évident pour tous que des pressions russes ne pourraient être totalement ignorées par un homme, aussi imprévisible soit-il, qui a toujours cherché, et jusqu'à présent obtenu, un ferme soutien au Kremlin. Y compris dans le cadre de la crise qui l'oppose depuis des mois à la majorité de la classe politique biélorusse, des nationalistes aux libéraux en passant par une bonne partie des communistes. Ces derniers sont heurtés par le peu de cas que M. Loukachenko, jeune politicien improvisé, plébiscité en 1994, fait des droits des députés, de la Constitution et des libertés civiques, y compris de celles des médias, fermement muselés.

Les raisons du soutien russe à un président si peu « présentable » sont multiples. Il y a l'intérêt stratégique de la Russie à disposer sur son flanc ouest, aux frontières de la Pologne, d'un allié docile, élu triomphalement après avoir joué sans complexes la carte, non seulement d'un rapprochement avec la Russie, *mais d'une reconstitution* de l'URSS dans le cadre de ses *« républiques slaves »*. Il y a eu aussi l'intérêt tactique de monter le spectacle d'une *« intégration »* plus poussée des deux pays en avril, avant la réélection de Boris Eltsine, pour tirer le tapis sous les pieds des communistes. Mais cette étape est passée et les condamnations occidentales des violations des droits de l'homme en Biélorussie font que ce soutien russe doit devenir plus discret.

Mercredi, le président russe, qui apparaissait le même jour pour la première fois, depuis son opération, à la télévision, a téléphoné durant dix minutes à son collègue de Biélorussie et, durant dix minutes également, à l'ennemi de celui-ci, le président de son Parlement, Simion Charetski, fût-il annoncé à Moscou. A Minsk, on n'a parlé officiellement que du premier entretien, au cours duquel, selon M. Loukachenko, Boris Eltsine l'a *« remercié »* pour lui avoir expliqué (durant quarante minutes) une situation *« qu'il ne comprenait pas parfaitement »*...

Les présidents des deux Chambres du Parlement russe se sont aussi rendus mercredi, à Smolensk, pour une rencontre avec leur homologue biélorusse, à laquelle M. Loukachenko était aussi convié, mais a refusé de se rendre, de même que le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine. Mais ce dernier pourrait encore se déplacer jusqu'à Minsk vendredi, qui pourrait être un jour clé de la crise : la Cour constitutionnelle biélorusse, entrée elle aussi en conflit avec le président, doit se réunir et proposer une *« option zéro »* (comme cela fut tenté en vain à Moscou en 1993...). Les députés renonceraient alors à leur procédure de destitution du président lancée cette semaine, et ce dernier renoncerait à son référendum, ou accepterait de ne lui accorder qu'un caractère consultatif. Mercredi, M. Loukachenko s'y refusait encore, cherchant peut-être seulement à alourdir la mise devant les Russes, dont il dépend aussi sur le plan économique.

Sophie Shihab

Première réapparition de M. Eltsine à la télévision

Deux semaines après son opération du cœur, Boris Eltsine est réapparu pour la première fois, mercredi 20 novembre, à la télévision russe, l'air fatigué, mais le visage aminci et souriant. *« Je me sens d'humeur combative »*, a-t-il déclaré, se promenant d'un pas lent dans les jardins de l'hôpital du Kremlin, au bras de sa petite-fille Macha, en compagnie de son épouse, Naïna, et de sa fille Tatiana. S'exprimant avec aisance, sans les difficultés d'élocution qui avaient caractérisé ses rares interventions avant le quintuple pontage coronarien, M. Eltsine a déclaré vouloir reprendre pleinement les rênes du pouvoir, et demander *« à chacun »* des *« comptes »* sur ce qui a été fait durant son absence.

Annoncée à plusieurs reprises et repoussée, cette séquence télévisée a duré quelques minutes. *« Il faut un certain temps pour la convalescence après une telle opération, lourde et difficile »*, a précisé M. Eltsine, qui doit, selon ses médecins, quitter ces jours-ci l'hôpital pour sa résidence de Barvikha. – *(AFP)*

Sept cents ans après, la « pierre de la destinée » retourne en Ecosse

LONDRES
de notre correspondant

La « pierre de la destinée » a franchi à nouveau la frontière écossaise. Transporté au fond d'une Land-Rover, ce symbole de la monarchie écossaise, volé par les Anglais il y a exactement sept cents ans, a été accueilli avec les honneurs militaires et par un piper jouant un air de cornemuse spécialement composé pour l'occasion. Cela s'est passé le 15 novembre. Le ministre des affaires écossaises, Michael Forsyth, dont les efforts opiniâtres ont enfin porté leurs fruits, en a officiellement pris possession au milieu du pont de Coldstream, sur la rivière Tweed, qui forme la frontière entre les deux pays.

La pierre est arrivée peu après à Edimbourg. Elle y sera exposée au château à partir du 30 novembre, jour de la Saint-André. Il en coûtera 5,5 livres pour la voir. Ce bloc de grès est appelé également « pierre de Scone », du lieu où furent couronnés les rois d'Ecosse depuis Kenneth MacAlpin en 839. C'est pourquoi, dans sa tentative de soumettre le royaume du Nord, l'Anglais Edouard I[er], surnommé « Le marteau des Ecossais », s'en était emparé, avec les insignes royaux, et l'avait déposée à l'abbaye de Westminster.

Depuis lors, elle était placée dans un réceptacle du trône sur lequel ont été couronnés depuis 1308 tous les souverains britanniques. Les chanoines de Westminster et nombre d'Anglais traditionalistes ont dit leur peine à voir repartir la pierre. Un groupe de *jeunes nationalistes* écossais l'avait déjà volée en 1950, mais elle avait été récupérée peu après.

UN GESTE SYMBOLIQUE MAIS « MALHABILE »

La raison de ce geste du gouvernement conservateur est simple. Les tories écossais sont en déroute, attirant à peine 10 % des électeurs, et M. Forsyth avait besoin d'un coup de main pour éviter une disparition pure et simple des députés conservateurs aux élections de l'an prochain. Les nationalistes du SNP ont le vent en poupe ; les travaillistes ont promis – avec beaucoup de confusion certes – d'accorder aux Ecossais leur propre Parlement. Il fallait donc faire quelque chose de spectaculaire. Il semble toutefois que ce transfert arrive trop tard pour des gens qui considèrent qu'il ne s'agit que de redresser un tort passé et qui se sentent de plus en plus différents des *Sassenach* (Anglais). Le *Scotland Standard* de Londres y a vu *« le geste le plus malhabile et le plus condescendant que l'on puisse imaginer de la part du gouvernement pour acheter des Ecossais rétifs, en dehors d'une distribution de verroterie aux indigènes »*.

Mais s'agit-il de la vraie pierre ? Jusqu'à présent, elle n'a pas été montrée au public. Certaines sources affirment qu'elle était en marbre sculpté et non en grès. D'autres, que la véritable aurait été dissimulée par des moines pour empêcher Edouard I[er] de s'en emparer. Le *Guardian* assure qu'elle pèse 458 livres (1 livre = 454 grammes), le *Times*, le *Scotland on Sunday* et l'agence *Press Association* 410 livres, le *Daily Telegraph* 400 livres et l'*Independent* 336 livres. Il faut dire qu'elle a subi l'usure du temps, si l'on en croit la légende qui l'accompagne : oreiller de Jacob quand il se reposait à Bethel, elle serait passée par l'Egypte, l'Espagne et l'Irlande avant d'aboutir à Scone.

Patrice de Beer

MONNAIE Valéry Giscard d'Estaing relance le débat sur le « franc fort » en se prononçant, dans *L'Express* (daté 21-27 novembre) pour une révision de la parité du franc afin d'améliorer la compétitivité des entreprises françaises à l'exportation. Cette dévaluation qui ne dit pas son nom aurait pour effet de réduire ce que M. Giscard d'Estaing considère comme la surévaluation du franc par rapport au dollar, mais elle romprait le lien franc-mark. ● JEAN ARTHUIS, ministre de l'économie et des finances, déclare au *Monde* que « *les bonnes parités sont celles qui nous donnent les taux les plus faibles* » et que la dépréciation du franc ferait augmenter les taux d'intérêt. ● LES MARCHÉS ont réagi négativement aux propos de M. Giscard d'Estaing, dans un contexte de rumeurs sur un éventuel remaniement ministériel, par un fléchissement du franc par rapport au deutschemark.

Valéry Giscard d'Estaing préconise une dévaluation du franc

L'ancien président de la République propose d'établir dès maintenant la future parité à 7 francs pour 1 euro, ce qui reviendrait à décrocher la devise française du deutschemark et à réduire sa surévaluation par rapport au dollar, afin d'améliorer la compétitivité des exportations

LE DÉBAT FRANÇAIS sur la politique monétaire et, au-delà, sur la politique économique, est vraisemblablement à un tournant. Alors que depuis déjà plusieurs mois le camp des partisan du « franc fort » se fissure, celui-ci vient d'enregistrer une nouvelle défection de taille, en la personne de Valéry Giscard d'Estaing.

Dans un long point de vue publié par *L'Express* (daté 21-27 novembre), assorti d'un entretien, l'ancien président de la République se garde certes d'employer le terme de « *dévaluation* ». Cette formule, dit-il, a « *une connotation négative dans la culture française* », mais, il s'agit à l'évidence d'une précaution de langage qui ne change rien au fond. Il déplore, en effet, que le franc soit très fortement surévalué et il y voit « *la cause principale des difficultés dans lesquelles se débat toujours l'économie française* ».

Concrètement, M. Giscard d'Estaing suggère donc que la France détermine au plus vite la parité du franc contre la future monnaie européenne et, du même coup, contre les autres grandes monnaies mondiales. Selon lui, « *l'objectif souhaitable serait de revenir à la relation de change du début des années 90, où le dollar valait 5,50 francs* », contre environ 5,07 francs actuellement. « *L'idéal*, ajoute-t-il, *serait que les Allemands cherchent eux aussi à modifier le change entre leur monnaie et le dollar, car ils ont le même problème que nous.* » Cependant, « *comme cela ne semble pas leur idée* », l'ancien chef de l'Etat estime que « *nous devons donc agir seuls* » et que sa proposition pourrait conduire à une baisse de la monnaie aux alentours de 3,65 francs pour 1 mark, contre près de 3,38 francs actuellement.

Pour l'ancien chef de l'Etat, ce changement de cap monétaire apporterait à l'économie française la bouffée d'oxygène qui lui fait actuellement défaut. « *Nous entrerions dans la zone de 3 % de croissance* », pronostique-t-il. Même si l'autorité politique de l'ancien président s'est considérablement affaiblie ces derniers temps, sa prise de position n'en risque pas moins de modifier la donne du débat français. Et pour plusieurs raisons.

D'abord, il faut avoir à l'esprit que M. Giscard d'Estaing a figuré, dans les années récentes, parmi les plus fervents défenseurs de la politique du franc fort. Père de l'actuel système monétaire (SME), défenseur du traité de Maastricht, il n'a eu de cesse que de pourfendre ceux qui préconisaient une dévaluation. « *Le lobby pour la dévaluation est un lobby du passé* », déclarait-il le 7 février 1993, à la veille des élections législatives.

A l'issue de la crise monétaire de l'été 1993, il relevait, dans un communiqué rédigé en commun avec l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt, que « *le fait de porter les marges de fluctuation* » des monnaies européennes à 15 %, au lieu de 2,25 % auparavant, constituait « *une mise en congé du SME* ». Il émettait le souhait que celle-ci soit « *provisoire* », la décision étant selon lui « *évidemment en contradiction avec la poursuite de l'union monétaire* ». Compte tenu de la force de ces propos, la nouvelle position défendue par M. Giscard d'Estaing change donc les termes de la controverse française sur la politique monétaire, qui ne peut plus se réduire à une opposition entre défenseurs et détracteurs du traité de Maastricht.



Le ministre des finances maintient le cap

Interrogé par *Le Monde*, jeudi 21 novembre, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, laisse clairement entendre que le gouvernement n'a nullement l'intention de changer de cap monétaire. Critiquant vivement le proposition de M. Giscard d'Estaing, sans toutefois citer son nom, il fait ce constat : « *Les bonnes parités monétaires sont celles qui nous donnent les taux d'intérêt les plus faibles.* » Or, ajoue-t-il, « *quand le franc se déprécie, les taux d'intérêt augmentent* ».

Selon M. Arthuis, « *depuis la ratification du traité de Maastricht, les Européens agissent collectivement* », et « *l'accélération du processus de l'union économique et monétaire* » a eu pour résultat « *une baisse sans précédent des taux d'intérêt* ». Pour lui, les problèmes de compétitivité auxquels la France est confrontée ne sont pas d'ordre monétaire, mais d'ordre structurel. « *J'ai toujours dit que le dollar dispose d'une marge d'appréciation* », remarque-t-il néanmoins.

BRISER LE TABOU

Cette prise de position peut avoir d'autant plus d'écho qu'elle est susceptible de servir de caution à certains hommes politiques, qui, jusqu'à présent, partageaient le même constat en privé, mais n'osaient pas, en public, briser le tabou monétaire. Il y a d'ailleurs un précédent fameux : à l'automne 1994, à quelques mois de l'élection présidentielle, le candidat Jacques Chirac n'avait pas osé dire le premier qu'il fallait retenir l'échéance de 1999 et non celle de 1997 pour la création de la monnaie unique, de peur d'apparaître comme un euro-sceptique. Il avait attendu que M. Giscard d'Estaing le dise publiquement pour, ensuite, abonder dans son sens...

Faut-il donc penser qu'il risque d'en aller de même avec cette nouvelle « sortie » giscardienne ? Elle intervient, en tout cas, dans une ambiance politico-économique qui est loin d'être indifférente. Alors que les rumeurs sur un éventuel remaniement du gouvernement s'amplifient, avec à la clef, l'entrée possible dans la nouvelle équipe des balladuriens, elle apporte de l'eau au moulin de tous ceux qui, au sein même de la majorité, demandent une inflexion de la politique économique.

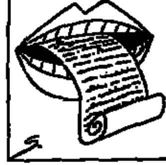
Que Pierre Mazeaud se soit prononcé, mercredi 20 novembre, sur Radio-Shalom pour un remaniement gouvernemental « *profond* », assorti d'un flottement du franc, n'a, en effet surpris personne : le président de la commission des lois à l'Assemblée nationale avait fréquemment défendu un tel changement de la politique monétaire. En revanche, les balladuriens ont évolué sur le sujet. Nicolas Sarkozy est beaucoup moins « orthodoxe » qu'on ne pourrait le penser en matière de politique monétaire. Edouard Balladur, lui-même, plaide depuis plusieurs semaines en faveur d'un assouplissement. Critiquant la Bundesbank, qui vit « *avec l'obsession de l'inflation dans un monde où il n'y a plus d'inflation* », il a souligné, le 17 novembre, sur Europe 1, les « *très grands risques d'un euro trop élevé face au dollar* ».

Même si la proposition d'Henri Emmanuelli d'un décrochage du franc vis-à-vis du mark n'a pas été retenue, le Parti socialiste suit une évolution semblable, plusieurs de ses dirigeants réclamant plus de souplesse dans la conduite de la politique monétaire. Précédée par les critiques de son ami Helmut Schmidt à l'encontre de la Bundesbank (*Le Monde* du 9 novembre), la conversion giscardienne donne une dimension nouvelle au débat monétaire français.

Laurent Mauduit

« Un euro = 7 francs »

DANS un article publié par *L'Express* (daté 21-27 novembre), Valéry Giscard d'Estaing explique les raisons qui militent en faveur d'une nouvelle parité du franc par rapport au futur euro et au dollar.



VERBATIM

L'ancien président de la République juge que le mark « *est loin de constituer à lui seul une référence mondiale* ». Or, « *depuis 1990, tous nos gouvernements se sont accrochés à l'idée de maintenir la parité entre le franc et le deutschemark* (...). *Les circonstances historiques ont aggravé les conséquences pratiques de ce choix. En effet, la crainte de l'inflation suscitée par les conséquences monétaires de la réunification allemande* (...) *a conduit la Bundesbank à pratiquer depuis 1990 une politique de taux d'intérêt élevés, entraînant l'appréciation du mark par rapport au dollar* ». Selon lui, « *la recherche obstinée du maintien de la parité entre le franc et le deuschemark* (...) *a provoqué une revalorisation du franc par rapport au dollar qui n'était nullement justifiée par les fondamentaux de notre économie* ».

M. Giscard d'Estaing estime que « *cette évolution est la cause principale des difficultés dans lesquelles se débat toujours l'économie française* ». Plutôt que de laisser aux marchés le soin de fixer une parité franc-dollar, il juge « *préférable de leur donner une indication claire du niveau jugé souhaitable* ». L'ancien chef de l'Etat précise que « *l'objectif souhaitable serait de revenir à la relation de change du début des années 90, où le dollar valait 5,50 francs* », et propose de « *fixer un taux d'échange du franc contre l'euro correspondant à une parité actuelle de 5,50 francs pour 1 dollar* ».

M. Giscard d'Estaing poursuit : « *La réussite de l'union monétaire* (...) *exige qu'elle soit comprise et acceptée par l'opinion, dans la vie de tous les jours* ». Estimant, notamment, que la cotation de l'euro doit être simple – elle était de 6,4609 francs pour un euro le 12 novembre, – il demande au gouvernement d'afficher « *sa volonté d'aboutir à un taux d'échange de 7 francs pour 1 euro* », qui « *deviendrait définitif le 1er janvier 1999* ». Il souligne que « *la France étouffe sous le poids de ses charges et sous l'effet d'un interventionnisme étatique débridé* ». Un niveau satisfaisant d'entrée dans l'UE « *n'est pas une alternative qui permettrait d'éviter les réformes nécessaires* [baisse des charges fiscales et sociales] ; *c'est une condition qui permettra la pleine réussite de ces réformes* ». Si le gouvernement annonçait cette parité nouvelle du franc par rapport à l'euro et au dollar, assure-t-il, « *nous connaîtrions dans un délai de six à neuf mois une accélération sensible de la croissance* », permettant à la France d'entrer « *dans la zone de 3 %* ». Il regrette qu'après l'élection présidentielle Jacques Chirac ait raté l'occasion de s'entendre avec l'Allemagne sur une telle réforme.

L'ancien président de la République est isolé au sein de l'UDF

RENVOYÉ à ses chères études par l'UDF, Valéry Giscard d'Estaing n'imagine pourtant pas un instant, selon l'expression de l'un de ses proches, « *être absent de l'avenir* ». Dépossédé de la présidence de l'UDF, le 31 mars, l'ancien président de la République veut continuer d'exister. La période électorale qui conduit à 1998, estime-t-il, lui en donne la faculté. Il entend pousser dans le débat public trois thèmes qui lui sont familiers : l'Europe, avec l'échéance de la monnaie unique, l'emploi, dans la perspective des élections législatives, et la décentralisation, dans le cadre de la campagne pour les élections régionales.

Pour se donner les moyens de se faire entendre, il met la dernière main à la création d'une fondation, qui sera baptisée Fondation pour la démocratie en Europe. Quasiment bouclé, ce dispositif n'attend plus que la réforme du régime des fondations prônée par la majorité et préparée par le rapport du sénateur (RPR) de Vendée Jacques Oudin (*Le Monde* du 19 septembre), à la préparation de laquelle s'est aussi intéressé de très près Georges de La Loyère, ancien trésorier de l'UDF et cheville ouvrière du projet de fondation giscardienne.

En proposant à son tour de déprécier le franc, le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale prend le contrepied des principaux dirigeants de l'UDF. François Léotard, président de la confédération, a très vite réagi à son initiative : une décision monétaire « *solitaire* » de la France, a-t-il déclaré sur Europe 1, mercredi 20 novembre, « *mettrait en cause le processus d'accès à la monnaie unique* ». « *Est-ce qu'on peut décider de façon unilatérale, nationale, j'allais dire solitaire, d'un changement de parité du franc sans une étroite concertation avec les Allemands ? La réponse est non* », a-t-il lancé en réponse à son prédécesseur.

« UNE BOUFFÉE D'OXYGÈNE »

Samedi 16 novembre, François Bayrou, président de Force démocrate, avait pour sa part demandé à ses troupes de « *relever le drapeau européen de l'infamie où il est tombé* » (*Le Monde* du 20 novembre). L'Europe, avait-il estimé, doit se doter de la « *même arme* » monétaire qui permet aux Etats-Unis d'avoir une économie florissante. René Monory (UDF-FD), président du Sénat, a aussi pris ses distances, jeudi 21 novembre, sur Europe 1, avec la proposition de M. Giscard d'Estaing : « *Si on savait fixer le prix de la monnaie là où on veut la fixer, cela se saurait déjà depuis longtemps* », a-t-il indiqué. « *Si les plus grands personnages de l'Etat semblent sur une voie différente, cela risque de troubler un peu plus la France* », a ajouté M. Monory.

Seul, et très logiquement, Jean-Marc Nesme, porte-parole du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF), qui regroupe les giscardo-chiraquiens de l'UDF, a approuvé la proposition de l'ancien président de la République, qui apportera, selon lui, « *une bouffée d'oxygène à l'économie française* ». Il est fort probable que les ministres PPDF, au premier rang desquels Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, ne sont pas en désaccord avec ce point de vue. A l'inverse de Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, qui ne voit « *pas d'intérêt à décrocher le franc du mark* », ainsi qu'il l'a déclaré mercredi.

La devise française cède du terrain face au mark

LA PROPOSITION de Valéry Giscard d'Estaing de déprécier de 8 % le cours de la devise française face au deutschemark a semé le trouble, mercredi 20 novembre, sur les marchés financiers français. Le franc a cédé du terrain, glissant de 3,3790 francs pour 1 mark, dans la matinée, à 3,3870 francs pour 1 mark à la clôture du marché de New York.

Jeudi matin, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes, le franc restait sous pression, à 3,3850 francs, dans un marché nerveux. La devise française était également affectée par le repli du dollar observé à la suite de l'annonce d'un déficit de la balance commerciale américaine au mois de septembre plus important que prévu (11,3 milliards de dollars).

Le directeur des marchés d'une banque américaine observe que les déclarations de l'ancien chef de l'Etat surviennent à un mauvais moment, car, depuis quelques jours, les investisseurs étrangers sont très sensibles à la situation politique française et aux risques d'instabilité. Ils suivent de très près, ajoute-t-il, la chute de la « cote » du premier ministre dans les sondages.

DIVERGENCE FONDAMENTALE

La proposition de M. Giscard d'Estaing a eu un impact d'autant plus grand qu'il reste une personnalité très écoutée sur les marchés financiers en raison de sa réputation d'orthodoxie monétaire et de son engagement européen. Survenant après les appels à la dévaluation lancés récemment par l'ancien premier secrétaire du PS, Henri Emmanuelli, par le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Pierre Mazeaud, ou par certains experts proches de Philippe Séguin, la prise de position de l'ancien chef de l'Etat montre que le camp des dévaluationnistes compte, en France, plus de partisans que les opérateurs ne l'imaginaient.

Les déclarations de M. Giscard d'Estaing relancent l'incertitude sur la construction monétaire européenne. En dénonçant l'opposition des Allemands à une dévaluation du mark par rapport au dollar, il met le doigt sur un point essentiel, souligne un économiste, celui de la divergence fondamentale qui peut exister entre Paris et Bonn au sujet de la future monnaie européenne (*lire page 19*). Les critiques adressées par la Bundesbank à propos de la reprise de la soulte de 37,5 milliards de francs de France Télécom par l'Etat et le raidissement de la position allemande à propos du pacte de stabilité budgétaire, qui doit être mis en place après la création de l'euro, constituent des motifs d'inquiétude supplémentaires pour les opérateurs des marchés financiers.

Pierre-Antoine Delhommais



Les députés ont accru le déficit de l'Etat de 1,176 milliard de francs

Alain Lamassoure dénonce « deux septennats d'inaction »

La majorité de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 20 novembre, le projet de loi de finances pour 1977 en ayant porté le déficit à 284,844 milliards de francs.

Les sénateurs comencent, jeudi, l'examen de ce budget ; ceux du RPR et de l'UDF s'interrogent sur l'opportunité de réformer l'ISF.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, mercredi 20 novembre, par 446 voix contre 94, le projet de loi de finances pour 1997. RPR et UDF ont voté pour, le PS et le PCF contre ; deux députés UDF se sont abstenus : Jean-Louis Beaumont (Val-de-Marne) et François d'Harcourt (Calvados). Au terme de la discussion budgétaire au Palais-Bourbon, le déficit budgétaire s'établit à 284,844 milliards de francs. Contrairement aux engagements qui avaient été pris par les reponsables de la majorité lors de l'examen des recettes, les députés ont donc aggravé de 1,176 milliard de francs le déficit par rapport au chiffre de 283,668 milliards figurant dans le projet de loi de finances.

La majorité n'est ainsi pas parvenu à compenser totalement les conséquences de son refus de voir réduite, de 1,6 milliard, une aide de l'Etat aux collectivités territoriales compensant un manque à gagner de taxe professionnelle. Près de la moitié de la dégradation du déficit est due à la traditionnelle « réserve parlementaire », 459 millions de francs ayant été affectés à différents ministères, à charge pour eux de financer des investissements locaux souhaités par certains députés – préalablement choisis de façon discrétionaire par le président la commission des finances et le rapporteur général du budget.

Lors des explications de vote, le gouvernement et les orateurs du RPR et de l'UDF ont cherché à faire oublier les dissensions apparues, lors de l'examen des recettes, sur les modalités de la réforme fiscale. Après avoir *« salué le courage »* dont la majorité faisait preuve en *« osant voter un tel budget »*, Alain Lamassoure s'en est pris à l'opposition, soulignant que la recherche d'économies poursuivie par le gouvernement *« fait un heureux contraste avec certains programmes où l'on propose de dépenser plus et de travailler moins »*. Le ministre délégué au budget, qui a évoqué au passage *« deux septennats d'inaction »*, a affirmé que les réformes engagées pouvaient *« redonner au pays des raisons d'espérer »*.

ULTIMES MODIFICATIONS

Tout en soulignant que *« les objectifs d'équité de l'impôt et de lisibilité de la réforme fiscale »* avaient conduit l'UDF à déposer des amendements *« dont la destinée fut inégale »*, Jean-Jacques Jégou (UDF-FD, Val-de-Marne) a affirmé que son groupe, qui avait *« œuvré en totale cohésion avec* [ses] *amis du RPR et en toute solidarité avec le gouvernement »*, voterait un budget *« propre à redonner espoir au pays »*. Jacques Brunhes (PCF, Hauts-de-Seine) a dénoncé le *« refus »* du gouvernement d'accorder *« les moyens nécessaires à l'investissement et à l'emploi »*, ainsi que *« la réforme démagogique de l'impôt sur le revenu, qui fait figure de mauvais trompe-l'œil tant elle favorise les plus hauts revenus »*. Pour le PS, Didier Migaud (Isère) a souligné *« les conséquences nocives de la chasse aveugle à la dépense publique »*, dénonçant *« un budget qui tourne le dos à la justice et handicape l'activité et l'emploi »*.

En même temps que l'ensemble du projet de loi de finance, les députés ont approuvé les ultimes modifications demandées par le gouvernement en seconde délibération. Ils ont accepté de maintenir en l'état le régime fiscal des photographes, qu'ils avaient souhaité exonérer de taxe professionnelle.

Ils ont annulés leur vote rendant éligibles au fonds de compensation pour la TVA les dépenses d'investissements hydrauliques sur des cours d'eau engagées par les collectivités locales. Ils ont supprimé la taxe sur les stations radio-électriques implantées par France Télécom d'une hauteur de plus de douze mètres. Enfin, le gouvernement a accepté de baisser le plafond de la taxe professionnelle communale, fixé en référence au taux moyen nationale de l'année précédente.

Jean-Baptiste de Montvallon

M. Méhaignerie favorable à un toilettage de l'ISF

Les sénateurs RPR et UDF **devaient se prononcer, jeudi 21 novembre, sur l'opportunité de réformer l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Face aux doutes d'une partie de la majorité, et de certains ministres concernés qui estiment peu opportun d'ouvrir un débat sur un sujet aussi sensible, le rapporteur général du budget, Alain Lambert (Union centriste, Orne), n'exclut pas de devoir se contenter d'une simple annulation des dispositions de plafonnement de l'ISF adoptées l'an dernier. Le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Pierre Méhaignerie, souhaite, quant à lui, que ce « toilettage » s'effectue, en décembre, à l'occasion de l'examen par le Parlement du collectif budgétaire. M. Méhaignerie souligne que la réforme de l'ISF, adoptée dans la loi de finance 1996, avait été une** ***« erreur »*****.**

Les armées proposeront des contrats plus courts qu'aujourd'hui

LA NOUVELLE ARMÉE professionnelle va privilégier les contrats courts, notamment chez les engagés. Comme le note le rapporteur de la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, Nicolas About, sénateur UDF des Yvelines, la carrière d'un engagé sera *« toujours aussi exigeante »*, mais elle sera aussi *« désormais plus précaire »*. Actuellement, les armées françaises emploient 44 552 militaires du rang engagés. En 2002, elles devraient aligner 92 437 engagés, soit pratiquement deux fois plus.

Le séjour sous l'uniforme des futurs militaires du rang engagés ne pourra dépasser huit ans – soit deux contrats de quatre années chacun – sauf exception, en particulier dans l'armée de terre, où il pourrait atteindre onze ans quel que soit le grade et jusqu'à vingt-deux années si l'engagé réussit à un examen de *spécialiste* (le caporal-chef détenant le certificat technique numéro un). D'une manière générale, les armées, à l'avenir, seront composées majoritairement de personnels sous contrat, qui se distinguent des personnels de carrière. A ces personnels sous contrat, il sera offert un itinéraire professionnel où, à chaque étape correspondant à l'acquisition d'un savoir-faire, un bilan sera établi.

Dans les armées, le système qui se met en place exige *« souplesse et adaptabilité »* des personnels, selon les états-majors. Ce qui implique – la précarité ayant un coût – qu'il faudra y mettre le prix. D'où la nécessité d'instaurer un dispositif financier et administratif qui soit suffisamment attractif pour que l'ex-militaire puisse retrouver une activité civile après son contrat.

Des mesures financières, d'abord. Les engagés devraient recevoir, à compter de juin 1997, une solde mensuelle voisine du SMIC, soit quelque 5 800 francs, au lieu de 1 900 francs aujourd'hui. De même, le montant de l'indemnité de départ de l'engagé – du moins celui qui aura servi entre huit et onze ans – sera porté de douze à vingt-quatre mois de solde.

Des mesures administratives, voire statutaires ensuite. Celles-ci concernent les futurs engagés dès le début de leur contrat, c'est-à-dire ceux dont la carrière aura été raccourcie. Elles visent à préparer le plus tôt possible la réinsertion dans le civil de militaires astreints à quitter l'armée plus jeunes que par le passé, notamment grâce à un pécule de départ, des retraites au grade supérieur, un transfert dans la fonction publique, des emplois dits réservés ou grâce à des aides de reconversion en fin de carrière. Ces mesures s'imposent d'autant plus que la pension est proportionnelle à un temps de service qui aura diminué.

Les dispositions qui sont en préparation ne récusent pas formellement le principe du cumul de la retraite avec un emploi ou une allocation de revenus de remplacement. C'est pourtant une perspective qui est souvent dénoncée ici et là, parce qu'elle fausse le marché du travail.

Jacques Isnard

Alain Juppé veut accroître la liberté d'intervention financière des préfets

Pour faciliter les relations entre les élus locaux et les représentants de l'Etat dans les départements, le gouvernement promet de déconcentrer l'utilisation des crédits

LES PRÉFETS auront *« les moyens financiers »* d'agir *« à l'échelon local »*, a promis Alain Juppé, mardi 19 novembre, devant les maires de France réunis en congrès. Cet engagement ne pouvait que réjouir les élus locaux, qui se plaignent que trop de décisions sont prises à Paris, lentement et de façon technocratique. Elle satisfait aussi les préfets.

La mise en œuvre de cette promesse suppose de profonds changements dans la technique budgétaire. Lors de l'examen du projet de loi de finances, les crédits de fonctionnement et les crédits d'investissement font l'objet d'une imputation précise : c'est ainsi la loi qui fixe les sommes allouées à l'administration centrale et aux services déconcentrés. Les *« moyens financiers »* auxquels le premier ministre a fait allusion sont les crédits d'« intervention ». Ils ne font l'objet d'aucune imputation géographique. Après le vote du budget, chaque ministre les répartit comme il l'entend, tout au long de l'année.

Le chef du gouvernement souhaite donc que le pourcentage des crédits d'intervention susceptibles d'être alloués aux services déconcentrés soit identifié clairement, en une seule fois, avant le début de l'année, afin que les préfets sachent de quelle somme ils disposeront. Pour 1997, cette décision pourrait être prise par voie de circulaire. Mais le premier ministre se demande si, par la suite, il ne serait pas préférable que cela figure dans le texte même de la loi. Ce changement imposerait une modification de l'ordonnance du 2 janvier 1959, portant loi organique relative aux lois de finances.

ENVELOPPES GLOBALES

Alain Juppé a expliqué devant le congrès des maires qu'une expérimentation serait *« rapidement lancée sur les crédits des aides à l'emploi, de façon à permettre aux préfets de mieux accompagner les initiatives qu'engageront les élus »*. Cette expérimentation, dont les conditions ne sont pas encore totalement arbitrées, pourrait commencer en 1997, et ne concerner que quelques départements. Le ministre du travail n'enverrait plus aux préfets des instructions comportant le nombre précis d'aides devant être fournies à tel ou tel public ; il leur adresserait une enveloppe globale de crédits, qu'ils répartiraient en fonction des besoins locaux.

Ces enveloppes globales, les préfets les réclament depuis longtemps : ils estiment qu'elles leur permettraient de réagir rapidement aux demandes de partenariat financier que leur adressent les élus locaux : ils n'auraient pas à faire remonter les dossiers à Paris, et à attendre que l'administration centrale concernée débloque les crédits nécessaires. Ils estiment qu'un système d'enveloppes globales leur permettrait de mieux appliquer les politiques gouvernementales. Mais ils se heurtent à la résistance des ministères, qui tiennent à contrôler a priori l'intégralité des crédits qu'ils dépensent. C'est cette résistance que veut vaincre aussi Alain Juppé.

Rafaële Rivais

La CFTC s'interroge sur sa place dans le nouveau paysage syndical

Le 46e congrès de la centrale chrétienne réfléchit à ses rapports avec les autres organisations « réformistes » et avec la CFDT

QUELLE PLACE la CFTC peut-elle occuper, aujourd'hui, sur l'échiquier mouvant du syndicalisme ? C'est dans une large mesure à cette question que devraient répondre les mille cinq cents délégués réunis à Nantes, depuis le 20 novembre et jusqu'au samedi 23 novembre, pour le quarante-sixième congrès de la centrale chrétienne.

Avec les thèmes du rapport d'activité : « Place à une vie où chacun ait sa place ! » et du document d'orientation : « Travail, reprends ta place ! », la CFTC ne sort guère, en tout cas, de son sillon habituel.

Dans sa présentation du rapport d'activité, Jacques Voisin, secrétaire général, a défendu le bilan des trois années écoulés. Constatant que *« la plus brulante actualité, c'est encore le chômage »*, il a rappelé l'engagement de la CFTC pour l'emploi. Il a défendu la réduction du temps de travail (semaine de trente-cinq heures ou de quatre jours), conçue comme moyen de *« remettre le travail à sa place dans le système économique »* et de trouver un équilibre entre ceux qui travaillent trop – heures supplémentaires ou travail au noir – et ceux qui ne travaillent pas.

Sauf coup de théâtre, les délégués devraient reconduire le tandem en place depuis trois ans : Alain Deleu au poste de président et Jacques Voisin à celui de secrétaire général.

TROP TRADITIONNELLE

Toutefois, jugée par certains délégués à la fois trop confessionnelle et trop repliée sur le pré carré des valeurs traditionnelles, l'équipe dirigeante devra rassurer ceux qui se sentent destabilisés par les changements intervenus dans l'environnement social et syndical. Petit avertissement : lors d'un vote, il y a un mois, pour classer les candidats au conseil confédéral, M. Deleu a été devancé par Bernard Ibal, président des cadres.

La CFTC revendique 250 000 adhérents (190 000 actifs et 60 000 retraités). Selon les estimations de l'universitaire Dominique Labbé, la réalité se situe plutôt entre 80 000 et 100 000 adhérents. Aux élections des délégués du personnel, en 1994, elle a été la seule organisation à progresser de plus de 1 point en six ans, passant de 2,5 % à 4 % des voix. Sa meilleure performance date des élections prud'hommales de 1992, avec 8,6 % des voix. Principalement implantée dans l'enseignement privé, la santé et les services sociaux, la métallurgie et les cheminots, la CFTC a pour zones de force l'Ile-de-France et l'Alsace.

Depuis le mouvement de décembre 1995, la CFTC doit faire face à un regain des syndicats revendicatifs. Or, contrairement à la CFE-CGC, elle a refusé de radicaliser son discours. D'autre part, le chassé-croisé opéré entre la CFDT et FO a pour effet que la CFTC a désormais du mal à se démarquer de la CFDT. Sur la protection sociale, la réduction du temps de travail, l'emploi des jeunes, les différences d'appproche entre les deux centrales sont ténues, mais le souvenir de la séparation de 1964 ne s'efface pas.

Alain Beuve-Méry

François Bayrou donne satisfaction aux lycéens de Guyane

M. Bayrou annonce un plan de plus de 500 millions de francs

Arrivé *« à l'improviste »* en Guyane, mardi 19 novembre, le ministre de l'éducation nationale, accompagné du ministre délégué à l'outre-mer, a réussi à désamorcer, dès mercredi, le mouvement de protestation lycéen en annonçant la création d'un rectorat dans ce département.

CAYENNE
de notre envoyé spécial

Un triomphe ! Champagne et autographes pour tous les délégués lycéens, *bise télévisuelle* à leur porte-parole, Aline Charles, bain de foule aux portes de la préfecture de Cayenne : le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, est parvenu, mercredi 20 novembre, à retourner à son profit, et à celui du gouvernement, le mouvement de protestation engagé depuis un mois par la jeunesse de Guyane.

En grève depuis le 24 octobre, les élèves du lycée Félix-Eboué ont obtenu satisfaction sur toute la ligne : la création prochaine d'un rectorat autonome, au nom de l'identité de leur *« pays »*. Mieux encore, ils bénéficieront d'un vaste plan de rattrapage pour mettre un terme, en deux ans, à la non-scolarisation de quelque 3 000 jeunes enfants. Cela se traduirait par l'ouverture de 60 à 100 classes supplémentaires dans le primaire. Pour le secondaire et le supérieur, le ministre a annoncé un plan permettant une mise à niveau en quatre ans du plus défavorisé des départements d'outre-mer. Selon Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer, qui accompagnait M. Bayrou, ces mesures devrait coûter un peu plus de *500 millions de francs* à l'Etat. Pour en arriver là, il a fallu une nouvelle fois l'engagement très personnel de Jacques Chirac vis-à-vis de l'outre-mer. Lors du dernier conseil des ministres, le 14 novembre, le chef de l'Etat avait fait savoir à MM. Bayrou et de Peretti qu'il était lui-même très favorable à la création de ce rectorat.

« À L'IMPROVISTE »

Dès leur arrivée *« à l'improviste »* – selon le mot de M. Bayrou –, ils ont dû s'efforcer de restaurer la confiance. En effet, les lycéens rebelles se sont présentés, mercredi, aux abords de la préfecture aux cris, en créole, de *« l'Etat nous a couillonnés »*, *« Bayrou, nous voici arrivés »*. Accompagnés, notamment, du secrétaire général du Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES, indépendantiste), Maurice Pindard, ils avaient pris la précaution d'emporter des provisions. Après plus de trois heures de discussions, les ministres demandèrent un répit. Il leur restait à obtenir un ultime arbitrage du premier ministre et l'accord du ministre du budget.

Pendant ce temps, la radio de l'Union des travailleurs guyanais (UTG), le principal syndicat du département, lui-même indépendantiste, relayait par haut-parleur le témoignage de solidarité d'un mystérieux collectif lycéen parisien. A la reprise des négociations qu'ils prévoyaient déjà positives, les lycéens exigèrent que M. Bayrou annonce ses décisions en leur présence et en celle des caméras. *« Heureux d'apporter une réponse de justice et d'avenir »*, le ministre s'exécuta donc. Explosion de joie. *« Vous êtes désormais Guyanais d'adoption »*, dit un professeur aux ministres. La délégation lycéenne se mit à entonner : *« Bayrou nou fier di sa to bay nou »* (*« Nous sommes fiers de ce que tu nous a donné »*).

Jean-Louis Saux

Lionel Jospin est « choqué » par les propos de M. Chirac

LIONEL JOSPIN a critiqué, mercredi 20 novembre, lors d'un déjeuner des maires socialistes à Vanves, dans les Hauts-de-Seine, les déclarations de Jacques Chirac apportant son soutien à Alain Juppé (*Le Monde* du 20 novembre). Le premier secrétaire du PS s'est déclaré *« surpris »* et même *« choqué »* de voir que *« c'est du Japon (...) que le président de la République croit nécessaire (...) d'apporter son soutien à son premier ministre »* et *« d'admonester les Français sur la politique économique et sociale »*. Pour M. Jospin, si M. Chirac *« a des indications à donner aux Français sur la conduite de la politique économique, qu'il vienne le dire directement aux Français sans prendre cet étonnant truchement »*.

Dans la lettre hebdomadaire du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, son président, Laurent Fabius, reproche aussi au chef de l'Etat d'avoir rompu au Japon *« avec une tradition établie »* et d'y *« parler surtout de politique intérieure française »*. A l'issue du bureau national du PS, mercredi, François Hollande a affirmé que *« si le gouvernement, même remanié, ne change pas sa politique, il aura devant lui un mouvement social et une contestation politique d'ampleur »*.

DÉPÊCHES

■ **INCIDENT : Laurent Cathala, député (PS) du Val-de-Marne, a été rappelé à l'ordre pour « injures »**, mercredi 20 novembre, par le président de l'Assemblée nationale. M. Cathala avait lancé à l'adresse de Suzanne Sauvaigo (RPR, Alpes-Maritimes), qui interrogeait le gouvernement au sujet de l'agression contre une jeune policière dans un train de banlieue (*Le Monde* daté 10-11 novembre) : *« Cela ne risque pas de lui arriver ! »* Philippe Séguin a indiqué que l'auteur de ces propos *« inadmissibles »* fera l'objet d'un *« rappel à l'ordre »* (privation du quart de l'indemnité parlementaire pendant un mois), le bureau de l'Assemblée étant saisi à cet effet, et que les propos incriminés ne figureront pas au *Journal officiel*.

■ **ILE-DE-FRANCE : Joël Thoraval, préfet d'Ile-de-France**, a annoncé, mercredi 20 novembre, que les trois personnes payées par le conseil régional et affectées à sa résidence de fonction seront salariées par l'Etat dès janvier 1997, avec remboursement de leurs salaires de 1996 à la région. Cette décision intervient alors que les opposants à Michel Giraud (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, s'apprêtent à remettre en question, lors du budget rectificatif, l'existence de dix contrats de droit privé, concernant du personnel de service, dont trois affectés à la préfecture et deux à la résidence privée de M. Giraud à Morsang-sur-Seine, dans l'Essonne.

■ **JUSTICE : le projet de loi sur la détention provisoire** a été adopté, mercredi 20 novembre, en deuxième lecture, par l'Assemblée nationale. Le garde des sceaux, Jacques Toubon, a fait adopter deux amendements, l'un limitant les risques de fuite dans la presse dues à des parties civiles *« douteuses »*, l'autre supprimant l'obligation pour le juge d'instruction d'avoir à rendre chaque année une ordonnance motivée justifiant la poursuite de son instruction.

■ **MÉDECINS : la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF)** a, mercredi 20 novembre, appelé les médecins libéraux *« à cesser toute activité médicale, sauf urgence »*, le 18 décembre, pour protester contre le plan Juppé. Claude Maffioli, président de la CSMF, a qualifié cette action de *« journée des quotas »*, *« simulation de ce qui peut se passer dans quelques années »* en matière de *« rationnement des soins »*.

■ **REFONDATEURS : Guy Hermier, porte-parole des refondateurs communistes**, a lancé, mercredi 20 novembre, un appel aux forces syndicales et associatives de gauche, *« citoyennes et écologistes »*, afin d'élaborer un *« contrat de gouvernement ou de majorité »* avant les législatives de 1998. Défenseurs d'un *« pôle de radicalité »* à la gauche du PS, les refondateurs veulent s'adresser aux forces politiques, comme les Verts, la LCR, le MDC ou la Gauche socialiste.

■ **CORSE : trois attentats à l'explosif** ont été commis, mercredi 20 novembre, dans la soirée, en Corse. Ces actions, qui n'ont pas fait de victimes, n'avaient pas été revendiquées jeudi matin. Elles concernaient la chambre de commerce de Bonifacio, le centre de construction des lignes de France Télécom de Porto-Vecchio et la brigade des douanes de Bastia.

■ **PARIS : Tony Dreyfus, maire (PS) du dixième arrondissement de Paris**, n'a pas été invité, mercredi 20 novembre, à la visite effectuée par le premier ministre au foyer pour enfants en difficulté des Récollets. Pour Matignon, il s'agit d'une *« erreur involontaire »*. M. Dreyfus croit à une omission délibérée et dénonce un manquement grave à la *« tradition républicaine »*.





La grève des chauffeurs routiers se durcit

Des négociations s'ouvrent entre patrons et syndicats

Une négociation entre les patrons et les syndicats du transport routier devait s'ouvrir jeudi 21 novembre au matin, alors que le blocus des routes s'est largement étendu au quatrième jour du mouvement de grève. Les deux parties sont d'accord sur l'application du contrat de progrès signé en 1994, mais divergent sur le rythme et l'ampleur de sa mise en œuvre. Les centres d'information et de coordination routière ont du mal à suivre les initiatives des chauffeurs routiers en grève tant les actions changent d'une heure à l'autre. Les routiers tentent de bloquer l'accès des dépôts de carburants à Bordeaux, à Caen et dans le Sud-Est. Ils n'entendent pas lever leurs barrages *« avant la fin des négociations avec les représentants patronaux »* sur les dix points de la plateforme revendicative intersyndicale.

LES PATRONS ROUTIERS ont finalement accepté, mercredi 20 novembre, d'ouvrir des négociations, après avoir rencontré le ministre de l'équipement et des transports, Bernard Pons, et son ministre délégué aux transports Anne-Marie Idrac. Le but de cette réunion était moins d'engager l'Etat dans la négociation que de convaincre les transporteurs d'ouvrir sans tarder des négociations avec les syndicats de salariés. *« Les principaux points de revendication des salariés sont du ressort des entreprises »*, affirmait-on le 21 novembre au matin dans l'entourage des deux ministres.

M. Pons a rappelé les engagements qu'il avait déjà pris le 7 novembre, lors d'une première rencontre avec les patrons du transport routier, à savoir une plus grande vigilance sur l'application des règlementations et du « contrat de progrès », le texte signé le 23 novembre 1994 et qui fixe un certain nombre de règles pour la profession.

Le ministre a aussi entendu les doléances des représentants patronaux, qui souhaitent une extension des contrôles de l'inspection du travail aux entreprises non signataires de ce texte. M. Pons a affirmé aux patrons qu'il allait rencontrer le corps des inspecteurs du travail, le 10 décembre, pour recadrer leur mission.

En revanche, en ce qui concerne la retraite à cinquante-cinq ans, il s'est prudemment contenté de souligner que le contrat de progrès prévoyait un chapitre sur *« la cessation anticipée progressive d'activité »*. Le gouvernement ne veut pas mettre le doigt dans l'engrenage des préretraites, alors que déjà l'automobile et le BTP, réclament des mesures dérogatoires.

*Une première séance de négociations devait s'ouvrir dans la matinée du 21 novembre, alors que le blocus des routes, décidé par les chauffeurs-routiers en colère, s'est encore étendu. Selon la CFDT, première organisation représentative des salariés de la profession, une cinquantaine de villes sont désormais touchées par les barrages, filtrants ou non et autres « opérations-escargots », auxquels prendraient part, selon les syndicats, entre 40 et 50 000 camions. Les fédérations syndicales des transports de la CGT, FO, CFDT, CFTC, et la fédération des chauffeurs routiers (FNCR) jouent jusqu'ici une carte d'unité qui se révèle payante.

L'intersyndicale a exposé, le 20 novembre, ses revendications. Elles tiennent en sept points : *« Réduction réelle du temps de travail avec embauches correspondantes ; paiement à 100 % de tous les temps de travail ; retraite à 55 ans pour les chauffeurs et les métiers pénibles ; augmentation des salaires ; arrêt des licenciements et des soi-disant plans sociaux ; arrêt des emplois précaires voyageurs et marchandises ; suppression des dix jours de carence maladie ; refonte de la convention collective permettant de revaloriser toutes les professions de ce secteur d'activité ; reconnaissance du droit syndical. »*

Des revendications paradoxalement considérées comme *« légitimes »* par le patronat. *« M. Pons n'a pas eu à insister pour nous motiver à négocier. Nous avions un calendrier de négociations en cours, disons qu'en période de crise, il était peut-être abusivement lent »*, reconnaît Jean-Paul Deneuville, le délégué général de la FNTR, la première organisation patronale du secteur. Depuis juin, en effet, les discussions sur la modification des textes règlementaires du secteur, notamment le « 83-40 » qui régit les temps de travail, ont été suspendues, faute d'un accord sur la rédaction du nouveau texte.

Mais au fond, le patronat est prisonnier de sa propre signature. *« Si le contrat de progrès était appliqué dans sa totalité par l'ensemble des entreprises en France, il ne resterait qu'un point à régler dans nos revendications : la retraite à 55 ans. Le problème, c'est que les patrons n'en veulent pas parce qu'ils se rendent compte que leurs chauffeurs font beaucoup plus d'heures de travail qu'ils ne leur en paient »*, observe un porte-parole de la CFDT Transport. De fait, le contrat n'est pas appliqué par l'ensemble des 35 000 entreprises de transport, *même celles qui adhèrent aux organisations* signataires.

Selon la CFDT, « pas plus de 5 % des entreprises de *transport appliquent le contrat.* » Une estimation avec laquelle on n'est évidemment pas d'accord côté patronat. *« Disons qu'il y a un tiers des entreprises qui jouent le jeu, un tiers qui y viennent timidement et un tiers qui s'en moquent complètement »*, estime Christian Rose, le secrétaire national de l'Unostra, l'autre grand syndicat patronal. Problème : les petites entreprises, de loin les plus nombreuses dans le secteur – 95 % d'entre elles ont moins de cinquante salariés –, sont celles qui ont le moins de moyens pour appliquer instantanément l'accord. *« Le paiement de 100 % des heures travaillées coûterait entre 5 et 10 % d'accroissement immédiat de la masse salariale, impossible à répercuter dans nos tarifs »*, affirme M. Rose.

Pascal Galinier

Une durée du travail supérieure à la loi

Dans le cadre du contrat de progrès signé à la suite du conflit de 1992, un accord sur le temps de travail a été conclu, le 23 novembre 1994, entre deux organisations d'employeurs (l'UFT et l'Unostra) et deux syndicats (la CFDT et FO). Si la durée du travail prévue par cet accord est nettement supérieure aux trente-neuf heures légales, l'accord ne raisonne plus en heures de conduite, mais en temps de service. Les temps de chargement et de déchargement sont donc désormais inclus dans le temps de travail. Le texte prévoyait de ramener, à partir du 1er octobre 1995, le temps de travail à deux cent quarante heures par mois (au lieu de cent soixante-neuf heures dans le droit commun) ou soixante heures sur une semaine isolée. A partir du 1er janvier 1997, ces horaires devaient être ramenés à deux cent trente heures par mois (ou cinquante-six heures par semaine), et même à deux cents heures par mois à partir de 1999. Mais la profession devait faire un bilan de l'application de l'accord fin 1997 avant de s'engager sur cette troisième réduction du temps de travail.

Les routiers cherchent à bloquer l'accès des dépôts de carburant à Bordeaux, à Caen et dans le Sud-Est

LES CENTRES d'information et de coordination routières ont du mal à suivre les initiatives des chauffeurs-routiers en grève tant leurs actions changent de place ou de forme d'une heure à l'autre. Ici, le barrage routier est filtrant, sauf pour les camions, dont il bloque le passage. Là, il est total. Là encore, le barrage se déplace à une autre sortie d'autoroute pour réduire un bouchon qui met en péril la sécurité des usagers.

On estimait, mercredi 20 novembre, les camions impliqués à 10 000. Derrière ce « mur » de camions, les grévistes font preuve d'une détermination sans faille et jurent, de la Drôme à la Gironde et du pont de l'Europe à Strasbourg jusqu'à Rouen, qu'ils ne lèveront pas les barrages *« avant la fin des négociations avec les représentants patronaux »* sur les dix points de la plate-forme revendicative intersyndicale.

Dans la matinée de jeudi 21 novembre, la carte des difficultés de circulation était à peu près la même que celle de la veille, hormis dans le Nord où tous les barrages semblaient levés, mais où le blocage du tunnel sous la Manche embouteillait les ports d'embarquement vers la Grande-Bretagne.

Les blocages les plus forts étaient constatés aux abords de Bordeaux, la ville du premier ministre, dont les accès étaient verrouillés, mais aussi à Toulouse et Cahors. Les rocades ou périphériques de Caen et de Rennes constituaient des cibles de choix et la thrombose perturbait la circulation automobile jusqu'en centre-ville. La Saône-et-Loire ne connaissait pas moins d'une dizaine de barrages de camions sur les nationales 79, 73, 80 et 81, notamment près du Creusot et de Montchanin. Dans le Puy-de-Dôme, les autoroutes A71 et A72 enregistraient de sévères restrictions à la circulation, notamment à l'entrée de Clermont-Ferrand. Le seul barrage constaté dans le Rhône était installé à Vénissieux sur la nationale 383, mais des opérations escargot démarraient sur les voies périphériques de Lyon.

Dans la vallée du Rhône, les barrages et les ralentissements se multipliaient sur la nationale 7 dans la Drôme, en Isère et dans le Vaucluse, où l'accès nord d'Avignon se trouvait paralysé. Dans les Bouches-du-Rhône, l'A7 étaient impraticable non loin de l'étang de Berre, où sont concentrées les raffineries pétrolières du sud de la France.

CRI D'ALARME

Les chauffeurs-routiers ont durci leur tactique d'asphyxie des stations service et multiplié les blocages des sorties des dépôts de carburant. Sont inaccessibles, près de Bordeaux, les dépôts de Bassens et d'Ambès, dans le Vaucluse, celui du Pontet, ainsi que d'autres à Caen et à Ouistreham et aussi dans l'Est. Selon les autorités préfectorales, les supermarchés et les stations-service disposent *d'au moins deux jours* à trois jours de stocks.

Renault redoute de ne pouvoir continuer à approvisionner ses différentes usines bretonnes et normandes. Le groupe PSA a lancé un cri d'alarme et annoncé que la pénurie de pièces ou de carburant risquait de compromettre l'activité de son établissement de Sochaux. Mais les spécialistes estiment qu'il s'agit d'une déclaration préparatoire à une mise en chômage technique due à la mévente des modèles produits par cette usine.

Selon les responsables de la circulation routière, aucune des villes prises en otage par les routiers n'était totalement isolée, mais des perturbations sévères étaient à craindre tout au long de la journée de jeudi aux heures de pointe.

Pour l'instant, les syndicats de chauffeurs n'ont pas choisi de bloquer les accès de Paris, se réservant cette escalade dans la capitale si les négociations piétinaient avec le gouvernement et les organisations patronales.

LOGEMENT L'histoire de la famille M. met une nouvelle fois en cause les procédures douteuses de l'attribution des logements sociaux à Paris. Demandeur d'un appartement *HLM depuis 1981, et employé* de la Ville, Brahima M. s'est vu finalement refuser un logement qui devait lui être attribué. ● UNE FICHE du cabinet du maire de Paris, *Jean Tiberi, transmise à la direction* du logement, comporte la mention « Sénégal », *signalant le pays d'origine* de M. M., aujourd'hui de nationalité française. La Ville de Paris dément toute discrimination raciale ou ethnique, sans pour autant expliquer cette *mention*, par ailleurs illégale. ● DEPUIS QUINZE ANS, les époux M. et leurs sept enfants vivent dans une pièce de 15 mètres carrés dans le *quartier* du Marais. Pierre Aidenbaum, maire socialiste du troisième arrondissement, proteste contre ce refus.

Discrimination raciale dans l'attribution d'un HLM à Paris

Eboueur de la Ville et demandeur d'un logement depuis 1981, Brahima M., français d'origine africaine, s'est vu refuser un appartement, malgré un premier accord intervenu. Sur une fiche du cabinet du maire transmise à la direction du logement figure la mention : « Sénégal »

L'HISTOIRE aurait pu passer inaperçue, et la famille M. se perdre dans le cortège anonyme des déboutés du droit au logement à Paris. Sans faire parler d'elle, la famille M. aurait poursuivi l'exploit quotidien : partager à neuf, deux adultes et sept enfants, une pièce *unique de 15 mètres carrés*. Parce que les familles nombreuses d'origine africaine restent irrémédiablement indésirables dans le parc social de la capitale. Même lorsqu'elles sont largement solvables – la famille M. a des ressources qui dépassent 20 000 francs par mois –, même lorsque le *chef de famille – et c'est* encore le cas de Brahima M., éboueur depuis 1979 – a comme employeur la Ville de Paris.



MOTIF : TROP PETIT...

Mais la mécanique bien huilée de l'administration parisienne a parfois des ratés. Surtout depuis le *basculement à gauche de six arrondissements parisiens*. Depuis les révélations du printemps 1995 sur les pratiques douteuses en usage à Paris pour l'attribution des logements et le scandale du « domaine privé » de la Ville, l'enjeu est de premier ordre.

Dans l'affaire de la famille M., c'est la mention « Sénégal », figurant au bas d'une fiche établie sur papier à en-tête du cabinet du maire de Paris, Jean Tiberi, qui a mis le feu aux poudres. Destinée à la direction de la construction et du logement (DCL) de la Ville, cette fiche a été adressée par erreur, le 13 novembre, au maire (PS) du troisième arrondissement, Pierre Aidenbaum. Elle était jointe à un courrier l'informant du refus de la SAGI, l'une des principales sociétés d'économie mixte propriétaires de logements sociaux, d'attribuer à la famille M. le logement de type HLM qu'il entendait leur réserver.

M. Aidenbaum avait en effet retenu, en septembre, la candidature de la *famille* M. pour cet appartement de quatre pièces d'une superficie de 82 mètres carrés, qui fait partie du « contingent » de logements du maire du 3ᵉ, selon l'usage, puisque, à Paris, les 10 % de logements sociaux du « contingent municipal » sont répartis à égalité entre le maire de Paris et les maires d'arrondissement.

Après quinze ans d'attente – leur première *demande de logement*, renouvelée chaque année, remonte à septembre 1981 –, la famille allait enfin pouvoir quitter leur pièce unique de la rue des Gravilliers. Propriétaire du bel immeuble de la rue Turbigo, un ensemble de bureaux transformés en logements fréquemment cité en exemple par Jean Tiberi, la SAGI adressait, le 8 octobre, une lettre aux M., les informant que les services de la Ville de Paris avaient retenu leur candidature. Ils étaient invités à effectuer une visite des lieux.

Les M. n'ont pas fait la fine bouche. Le rêve *prenait forme*, la visite a eu lieu. Et puis plus rien. Alors Mᵐᵉ M., inquiète, est retournée voir l'adjoint au maire du 3ᵉ, chargé du logement, Yves Contassot. Ce dernier a rappelé la SAGI. Et la sentence est tombée. La commission d'attribution de la SAGI refusait cette candidature. Motif invoqué : *« La taille de la famille n'est pas adaptée à la taille du logement. »* Autrement dit, les 82 mètres carrés de *l'appartement* de la rue Turbigo étaient jugés trop exigus pour une famille de neuf personnes logée depuis quinze ans dans un appartement six fois moins grand.

Aucune autre solution n'était *proposée*. Pas la moindre allusion n'était faite par la SAGI à l'origine ethnique de la famille. A ceci près cependant que cette mention figurait dans le document transmis par erreur par le cabinet de Jean Tiberi au maire du troisième à la rubrique *« numéro d'inscription au fichier de la DCL »*. De nationalité française et *dûment répertorié dans ce fichier* depuis 1981, M. M. n'avait, pour tout numéro, droit qu'à la mention *« Sénégal »*.

« DES STATISTIQUES »

Cette origine est-elle le véritable *motif du refus de la SAGI ?* Interrogé par *Le Monde*, Patrick Willer, chargé du logement au cabinet du maire de Paris, dément. Il explique que ce document est une fiche de liaison établie par le cabinet pour le service du logement. *« Pour les employés de la Ville,* explique t-il avec gêne et après mûre réflexion, *on ne mentionne pas le numéro d'inscription au fichier, mais le pays d'origine. »* Pour quelle raison ? *« Nous tenons à établir des statistiques sur le logement ou le relogement de nos agents. »* Mais pourquoi cette mention, qui nécessite forcément le croisement de plusieurs fichiers, puisque M. M est de nationalité française et que son « pays d'origine » ne figure pas sur sa fiche officielle de demandeur de logement ? *« Il n'y a aucune raison précise, il s'agit des vieilles fiches »*, affirme encore M. Willer.

Par le biais de cette mention, la DCL a été néammoins discrètement avertie de l'origine ethnique du candidat. Or, c'est elle, comme le confirme le cabinet de Jean Tiberi, qui adresse à la SAGI le dossier du candidat retenu.

Cette pratique est illégale, comme nous l'a confirmé la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). La loi interdit en effet que soient portées sur des fichiers manuels ou informatisés des données concernant l'origine ethnique. *« Ce fichier nous a forcément été transmis pour avis,* souligne-t-on à la CNIL, *et c'est sans doute pour cela que l'origine ethnique de cette personne figure à la place d'une autre information. Nous devrions être saisis de cette affaire. »*

Sollicitées à plusieurs reprises par *Le Monde*, mercredi 20 novembre, ni la SAGI, ni la direction de la construction et du logement de la Ville de Paris n'ont souhaité apporter d'explications.

Cette affaire relève-t-elle de la *discrimination raciale* dans l'accès au logement ? Comme toujours en pareil cas, la réponse se heurte à la difficulté d'apporter la preuve de l'intention discriminatoire qui est exigée en droit français. La loi, qui prévoit des peines sévères, n'est presque jamais appliquée.

Les promesses de Jean Tiberi

La première décision de Jean Tiberi comme maire de Paris avait *été d'annoncer*, en juin 1995, la mise en place de nouvelles procédures, plus transparentes, d'attribution des logements sociaux. Dix-sept mois plus tard, le maquis des attributions de logements à Paris ne *s'est pas éclairci. Remaniée* il y a six mois, la direction du logement de la Ville sert toujours de grand ordonnateur. De leur côté, les organismes HLM, particulièrement les Sociétés d'économie mixte comme la SAGI *ou la RIVP, ne rendent* toujours aucun compte sur les critères qui président au choix des locataires. Pour preuve de sa bonne volonté, M. Tiberi diffuse désormais chaque trimestre un document établissant le *« bilan statistique des attributions de logements »* par type d'habitations, par bailleurs et par niveau de revenus des personnes bénéficiaires. Mais ces statistiques ne permettent pas de savoir quelles familles ont la préférence du maire de Paris ni combien de demandeurs ont été rejetés.

L'unique précédent connu remonte à la *condamnation* à 8 000 francs d'amende, en 1991, de Frédéric Pascal, alors président d'une importante société d'HLM, la SCIC, pour *« refus de fourniture d'un bien en raison de l'appartenance ou de la non-appartenance à une nation déterminée »*, délit réprimé par le code pénal. Une Algérienne s'était vu refuser un logement à Sartrouville (Yvelines), au motif, précisé dans une lettre imprudemment adressée au maire de la ville, qu'*« un appartement libéré par un Français doit être reloué par un Français »*.

Ch. G.

Une gymnastique à neuf personnes dans une pièce de 15 mètres carrés

LORSQU'IL SE LÈVE au petit matin pour aller prendre son service d'éboueur de la Ville de Paris, Brahima M. ne prend pas même le temps d'un rapide petit-déjeuner. Il s'habille dans le noir et s'en va, ses chaussures à la main. Il attendra d'être sur le palier pour les mettre à ses pieds. Ne pas faire de bruit, ne pas réveiller son épouse, Aminata, et leurs sept enfants qui dorment encore. L'aîné, quatorze ans, partage avec son père un mince matelas de mousse posé à même le sol dans un recoin de la pièce qui sert aussi de cagibi. *« J'ai des douleurs de dos depuis que je dors par terre »*, explique Brahima. Là sont entassés des vêtements, des cartons et quelques jouets. Les six autres enfants – dont une fille –, âgés de six à treize ans, dorment comme ils peuvent avec leur mère sur une banquette-lit.

Brahima et Aminata ont emménagé en 1981 dans ce minuscule studio de 15 mètres carrés, dans le troisième arrondissement, à quelques mètres des hôtels particuliers du Marais. Ils étaient mariés depuis peu, n'avaient pas d'enfants. En quinze ans, la famille s'est agrandie...

« PERSONNE NE PEUT SE COUCHER AVANT »

Le studio est propret, tellement petit et déjà si plein que la poussière n'y trouve pas sa place. Dans un coin, la cuisine est à peine éclairée par l'unique fenêtre du logement. Des vêtements finissent de sécher, des caisses de victuailles sont posées au sol. Le grand réfrigérateur, chargé d'autocollants de héros de dessins animés japonais est bien rempli. Derrière une porte : les toilettes à la turque équipées d'une douche.

Le corps de cette pièce unique tout en recoins fait 6 mètres carrés. Contre un mur, la banquette-lit. En face, à 30 centimètres à peine, un vieux meuble sur lequel trône la télévision. Une tapisserie représentant La Mecque mange le mur latéral. Ailleurs, près de quelques posters de Pocahontas et du Roi Lion, Brahima a punaisé les photos de ses enfants prises à l'école. C'est ici qu'ont lieu les repas, même si dans la famille M. on ne passe jamais à table : il n'y en a pas et la mère est obligée de faire plusieurs services.

Lorsque tout le monde a mangé, les petits font un peu de place aux quatre grands. Elèves au collège Turgot, ils doivent se trouver un petit bout de sol ou un coin de canapé pour faire leurs devoirs. *« Parfois, Yaya, mon aîné, en a jusqu'à 23 heures,* raconte Brahima. *Personne ne peut se coucher avant. » « C'est pour les enfants que c'est difficile,* se désole Aminata. *Ils ne peuvent inviter personne. Ça me gêne parce que eux sont souvent invités. Quand ils reviennent, ils ne me parlent pas de ce qu'ils ont fait, mais de l'appartement dans lequel ils étaient. »*

Brahima a bien essayé d'obtenir un appartement dans le privé, mais toutes ses tentatives se sont soldées par un échec. *« Quand j'appelais, il n'y avait jamais de problème, mais quand je me présentais, l'appartement était déjà loué »*, raconte-t-il. Aujourd'hui, son épouse est à bout. Ce dernier échec l'a marquée plus que tous les autres. Avec Brahima, elle avait visité, début octobre, le quatre pièces de 82 mètres carrés que la SAGI lui promettait, à quelques dizaines de mètres de là. Son mari demeurerait à proximité de son travail, les enfants n'auraient pas à changer d'école. *« Ils étaient tellement heureux qu'ils ont tout de suite récupéré des cartons au supermarché pour le déménagement,* se souvient-elle. *Les plus grands sont allés au BHV pour choisir des meubles. »*

« ILS M'ONT ACCUEILLIE EN SILENCE »

Dans l'esprit d'Aminata, l'obtention de cet appartement n'était plus qu'une question de jours. Lorsque ses enfants l'ont vu revenir de la mairie où elle était allée se renseigner de l'avancement du dossier, ils ont compris en voyant son visage défait : *« Ils m'ont accueillie en silence. »* L'attribution était refusée sous prétexte que le nouvel appartement n'était pas assez grand. *« Qu'ils viennent voir dans quoi nous vivons depuis quinze ans... »*, lâche Aminata. Les yeux humides, Brahima fixe une photo sur le mur représentant une longue bâtisse couleur ocre. *« C'est la maison que nous sommes en train de faire construire avec mes frères, à Tamba, au Sénégal,* explique-t-il. *Elle aura quatorze pièces, et plus tard on pourra encore l'agrandir. »* Une maison rêvée, mais pour l'instant, c'est ici, en France, que Brahima et sa famille vivent dans une pièce.

Acacio Pereira

Pierre Aidenbaum, maire (PS) du 3ᵉ arrondissement de Paris

« Nous refusons d'affecter ce logement à une autre famille »

« Estimez-vous qu'il y a, dans cette affaire, une attitude caractérisée de discrimination de la part de la mairie de Paris et de la SAGI ?

– Je ne veux pas porter d'accusation, mais on peut se demander pourquoi, dans la fiche de renseignement concernant cette famille, figure son pays d'origine. Nous avons posé la question à la mairie de Paris sans recevoir de réponse. Nous avons alors fait savoir à la SAGI que nous refusions d'affecter ce logement à une autre famille. Son dossier a été retourné le 15 novembre et nous attendons la réponse.

– Est-il fréquent que des logements soient refusés à des familles nombreuses d'origine africaine ?

– C'est la première fois que nous proposons une famille nombreuse africaine pour un logement. Mais en dix-huit mois, j'ai dû avoir seulement trois ou quatre logements de type HLM à attribuer, contre une quarantaine de logements intermédiaires, aux loyers beaucoup plus élevés.

» Le problème de ces familles se pose rarement parce qu'elle ne sont, tout simplement, jamais proposées pour l'attribution d'un appartement par les maires d'arrondissement. Elle n'ont aucune chance d'obtenir un logement social dans Paris. A la rigueur, elles peuvent être envoyées dans la partie du parc de l'OPAC-HLM qui est située en banlieue. La famille M. remplit toutes les conditions pour obtenir un logement. Elle attend depuis quinze ans. Le père est employé de la Ville depuis 1979, mais personne ne s'est jamais préoccupé de ses conditions de vie.

– Quelles procédures particulières avez-vous mis en place dans votre arrondissement ?

– Depuis dix-huit mois fonctionne une commmission qui examine les dossiers de demandes de logement et désigne la famille qui sera proposée à l'organisme gestionnaire, *via* la direction du logement de la ville. Cette commission comprend un représentant de l'opposition municipale et plusieurs responsables des services sanitaires et sociaux. La famille M. a été désignée à l'unanimité par cette commission, d'autant plus aisément que ses ressources sont largement supérieures au minimum exigé par la SAGI. Auparavant rien de tel n'existait. Comme élu de l'opposition dans l'arrondissement pendant douze ans, je n'ai pas une seule fois été informé d'une attribution de logement. Mon prédécesseur, Jacques Dominati (UDF), attribuait souverainement les logements de son contingent. Sans communication au conseil d'arrondissement et sans aucun critères explicites. »

Propos recueillis par Christine Garin

COMMENTAIRE

SECRET SUR LA VILLE

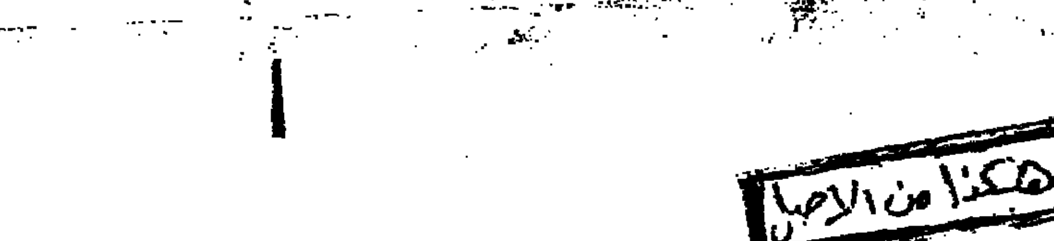
« On dirait que tous les Parisiens ont le droit d'avoir un logement de l'OPAC sauf moi ! » Ainsi se défendait Dominique Tiberi, dans un entretien au *Parisien* du 17 octobre, pour justifier sa situation de locataire social de la Ville, tout en étant par ailleurs propriétaire. Les aventures immobilières du fils du maire de Paris ont sans doute été appréciées par les 50 000 ménages qui attendent depuis des années l'attribution d'un HLM. L'histoire de la famille M. n'est pas singulière. Elle est celle de milliers d'autres, assignées à résidence dans des taudis ou des placards et victimes d'une politique de nettoyage social qui ne dit pas son nom.

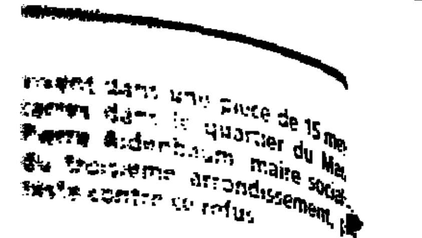
On savait que la Ville de Paris, qui aime considérer les communes de banlieue comme une arrière-cour, éloignait dans son parc social de première ou seconde couronne bon nombre de familles dites *« lourdes »*. On connaissait également les pratiques discrétionnaires d'attribution de logements sociaux en vigueur dans certaines mairies d'arrondissement. L'affaire du versement d'un pot-de-vin en échange d'un appartement PLI, dans le douzième, qu'avait révélé *InfoMatin* en 1995 avait contraint M. Tiberi à annoncer une réforme des procédures.

Avec la famille M. apparaît un nouvel élément, chuchoté jusqu'alors, mais qui s'appuie désormais sur des documents écrits. Une politique de discrimination raciale ou ethnique serait-elle menée par la Ville de Paris ? Et comment, sinon, expliquer que figure, en toute illégalité, sur un fichier du cabinet du maire, le pays d'origine d'un demandeur de logement, par ailleurs de nationalité française ? La Ville se tait. Comme elle s'était tue lors des premières révélations concernant l'ahurissante gestion d'un domaine privé, sous la coupe – là encore – du cabinet du maire.

Le secret comme règle, le tri social, voire la discrimination comme politique. Ainsi est gérée la capitale de la France.

François Bonnet





Le juge Eva Joly déclare recevable une plainte contre Jean-Luc Lagardère

Un actionnaire minoritaire dénonce les conditions de la fusion entre Matra et Hachette

Dans une ordonnance rendue mercredi 20 novembre, le juge d'instruction parisien Eva Joly déclare recevable une plainte avec constitution de partie civile déposée en décembre 1995 par un actionnaire minoritaire de la société Matra. Cette plainte conteste les modalités de la fusion entre Matra et Hachette intervenue à la fin de l'année 1992, à la suite de la faillite de La Cinq.

APRÈS AVOIR été mis en examen pour abus de biens sociaux par le juge d'instruction André Dando, à la suite de la plainte d'un actionnaire minoritaire contestant les modalités de rémunération de l'état-major du groupe Lagardère, Jean-Luc Lagardère est pris dans une nouvelle procédure judiciaire. Celle-ci tombe mal, la commission de privatisation étudiant actuellement le projet de reprise de Thomson par le groupe Lagardère.

Le juge Eva Joly a en effet rendu, mercredi 20 novembre, une ordonnance déclarant recevable une plainte contre Jean-Luc Lagardère et contre X... déposée par Jean-Pierre Malen, actionnaire minoritaire de la société Matra. Cette plainte avec constitution de partie civile, déposée au mois de décembre 1995, dénonce les conditions de la fusion entre Matra et Hachette intervenue fin 1992. Elle avait donné lieu, en février 1996, à l'ouverture d'une information judiciaire pour abus de biens sociaux, escroquerie, faux, usage de faux et infraction à l'article 433-2 de la loi de 1966 sur les sociétés.

Le 16 janvier, la cour d'appel de Paris avait débouté plusieurs actionnaires minoritaires – dont M. Malen – d'une action civile portant sur les mêmes faits. Se fondant sur l'impossibilité légale de saisir la justice civile et la justice pénale sur les mêmes faits, le parquet avait requis l'irrecevabilité de la plainte de M. Malen. Le juge Joly est d'un avis différent, puisqu'elle a décidé d'instruire la plainte contre M. Lagardère. On ne savait pas encore, jeudi, en milieu de matinée, si le parquet souhaitait faire appel de la décision de M[me] Joly, ce qui retarderait la procédure.

Les minoritaires de Matra estiment avoir été lésés lors de la fusion, entre Matra et Hachette, approuvée le 29 décembre 1992. Un contrat avec Taïwan, portant sur la livraison de missiles air-air Mica, leur aurait été caché. Ce contrat, classé confidentiel défense, n'apparaît pas dans la documentation soumise aux actionnaires fin 1992 ; il ne sera révélé que le 9 janvier 1993.

Pour sa défense, le groupe Lagardère a toujours affirmé que le contrat taïwanais était un secret de Polichinelle. Interrogé à ce sujet lors de l'assemblée générale du 29 décembre 1992, M. Lagardère répondait : *« Il m'est impossible de vous donner des informations sur ce point. Les gouvernements français et taïwanais me permettront peut-être bientôt de m'exprimer à ce sujet. En attendant, je ne démens pas, je ne confirme pas... En revanche, je peux vous dire que le carnet de commandes de Matra défense, à la fin 1992, représente environ 20 milliards de francs, en comparaison de 11 milliards fin 1991 ; cela représente quatre années d'activités. »*

Même s'il n'a pas été expressément mentionné dans les documents, le fameux contrat aurait été pris en compte, selon le groupe, dans l'évaluation de Matra, au fur et à mesure de sa progression, jusqu'à sa signature le 18 novembre 1992. Un contrat en négociation n'a pas la même valeur qu'un contrat signé, accompagné d'un acompte de 3 milliards de francs. Les minoritaires affirment que le montant de la commande aurait été multiplié par trois juste avant la signature finale.

Les commissaires aux apports, chargés de valider le rapprochement des groupes, avaient fait preuve de prudence : dans une lettre datée du 27 avril 1993, envoyée à la Commission des opérations de Bourse (COB), ils précisaient qu'ils avaient *« été informés en temps utile de la forte probabilité de la conclusion d'un contrat avec Taïwan »*, mais n'évoquaient pas la signature effective. Seule une expertise judiciaire, réclamée par les minoritaires et le parquet général devant la cour d'appel de Paris, aurait permis de vérifier si ce contrat avait été pris en compte, mais l'expertise a été refusée puisque, au civil, il faut apporter la preuve de ce que l'on soutient.

Les minoritaires étaient incapables de le faire, n'ayant pas accès au dossier de travail des commissaires aux apports et des banquiers-conseils de Matra et Hachette : la BNP, le Crédit lyonnais, la Banque Lazard. Le groupe de M. Lagardère n'avait jamais jugé bon, pour désamorcer la polémique, de publier les travaux de ses banquiers et commissaires prouvant que le contrat avait bien été pris en compte. Il s'était contenté de fournir à la cour d'appel les attestations des banquiers et commissaires, que les plaignants jugent contradictoires.

Quel était l'intérêt de M. Lagardère à sous-estimer Matra ? Il n'avait, apparemment, pas avantage à favoriser Matra plutôt qu'Hachette. Avant cette opération, Arjil Groupe, société personnelle de M. Lagardère et de son fils Arnaud, détenait indirectement 4,8 % de Matra et seulement 4,15 % de Hachette. Mais, en 1992, sonné par la faillite de La Cinq, qui lui avait coûté 3,5 milliards de francs, M. Lagardère ne cherchait pas à s'enrichir personnellement, mais à conserver le pouvoir sur son empire. Quitte à mêler les bénéfices de Matra avec les pertes de Hachette. Pour cela, il avait besoin de ses « amis » financiers : la BNP, le GAN et surtout le Crédit lyonnais, qui possèdent indirectement 8,94 % de Matra et 12,30 % de Hachette. La famille Floirat ne détient indirectement que 3 % de Matra et 8,23 % de Hachette. S'y ajoute enfin Filipacchi, actionnaire à hauteur de 17,95 % de Hachette.

Pour conserver le contrôle sur l'ensemble Matra-Hachette, M. Lagardère avait donc intérêt à ce que Hachette, mieux contrôlé par lui et ses « amis » financiers, pèse le plus lourd possible par rapport à Matra. Cet intérêt était d'autant plus grand que M. Lagardère et ses alliés avaient dû souscrire une augmentation de capital de 900 millions de francs dans Hachette avant la fusion, ainsi qu'une émission d'obligations convertibles Hachette pour 600 millions. En renflouant Hachette juste avant la fusion, M. Lagardère et ses partenaires ont profité dès 1993 des bénéfices de Matra, notamment du fameux contrat d'armement, objet de la polémique.

Début 1993, la holding de contrôle du groupe MMB, rebaptisée Lagardère Groupe, détenait 37,5 % du capital de Matra-Hachette, mais – c'est l'essentiel – *50,3 % des droits de vote. Le* contrôle était donc assuré. En revanche, M. Lagardère n'était plus premier actionnaire de Lagardère Groupe : il ne détenait que 12,6 % *du capital. Il a transformé cette* holding en société en commandite par actions, dont il s'est fait nommer associé commandité gérant. Objectif : en être le dirigeant à vie inamovible. La révision des parités de fusion entre Matra et Hachette risquait de perturber l'équilibre de ce montage financier astucieux et de faire perdre à M. Lagardère le contrôle de son groupe.

Arnaud Leparmentier

Trois plaintes

Jean-Luc Lagardère et son groupe sont visés directement ou indirectement par trois plaintes. La première a été déposée en décembre 1992 par Alain Géniteau, actionnaire minoritaire de Matra. Celui-ci conteste la convention d'assistance signée entre les sociétés *du groupe, Matra et Hachette, et la société Lagardère* Capital et management, détenue par M. Lagardère et son fils Arnaud, qui rémunère l'état-major du groupe. Cette plainte, instruite par le juge Dando, a conduit à la mise en examen pour abus de biens sociaux de Jean-Luc Lagardère le 28 octobre.

La seconde plainte **est une plainte contre X... déposée par William Lee le 22 mai 1995. Cet avocat américain d'origine chinoise affirme avoir été l'objet de menaces de mort. La troisième plainte a été déposée en décembre 1995 par un actionnaire minoritaire de Matra, Jean-Pierre Malen, qui conteste les modalités de la fusion entre Ma*tra et Hachette intervenue* fin 1992.**

La FASP se rénove en se séparant de son syndicat de policiers parisiens

HENDAYE
de notre envoyé spécial

Après un quart de siècle d'existence, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a effectué, mardi 19 et mercredi 20 novembre, lors d'un congrès extraordinaire à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), une ultime tentative pour sortir de la crise qu'elle traverse depuis plusieurs années. Pour survivre, la fédération a exclu l'une de ses trois composantes historiques – le Syndicat général de la police (SGP), regroupant les gardiens de la paix et gradés parisiens. Elle a aussi radié le secrétaire général qu'elle s'était donné il y a deux mois à peine, au Bourget, lors d'un congrès houleux : Jean-Louis Arajol est remplacé par Yvon Castel. Du moins les congressistes, qui s'étaient séparés au Bourget sur un accord très incertain (*Le Monde* du 28 septembre), se sont-ils quittés à Hendaye avec la volonté de repartir sur de nouvelles bases.

L'amputation du SGP est certes un coup dur pour une fédération longtemps majoritaire dans les gros bataillons de *« la tenue »* qui, avec ses quelque 90 000 gradés et ses gardiens, constitue les trois quarts des effectifs policiers. Depuis sa création, en 1969, la FASP reposait sur l'alliance des « parisiens » du SGP, des « provinciaux » du SNPT et des membres des compagnies républicaines de sécurité (CRS) adhérant au SNIP, ses trois principales composantes qui avaient elles-mêmes vu le jour à la Libération. Fer de lance du syndicalisme policier, composé de militants jeunes et remuants, le SGP a toujours été à la pointe des batailles syndicales. Il a aussi été le creuset par lequel sont passées des générations de gardiens de la paix, affectés en région parisienne au début de leur carrière, avant de se disperser en province.

Mais, pour se dissocier du dirigeant des « parisiens », Jean-Louis Arajol, les congressistes ont dû se séparer, à Hendaye, du SGP. Dans la foulée du congrès du Bourget, qui l'avait élu au sommet de la FASP, M. Arajol avait en effet appelé, contre l'avis des autres syndicats membres, sur fond de crise financière et politique, à la dissolution immédiate de la fédération (*Le Monde* du 12 octobre). Le 10 octobre, il avait même déposé une plainte contre X..., *visant* la gestion de ses prédécesseurs fédéraux, pour *« vol, escroquerie, faux et usage de faux »*, après qu'un audit eut, selon lui, mis en évidence la menace d'un dépôt de bilan et des *« irrégularités »*. Affirmant au contraire que la FASP reste financièrement *« viable »*, les syndicats membres de la FASP ont dénoncé à Hendaye le *« coup d'Etat de M. Arajol contre une institution syndicale qui a fait ses preuves »* auprès des policiers. Ils soupçonnent ouvertement M. Arajol d'avoir voulu ranger la fédération sous la bannière d'une association, Initiative Républicaine – présidée par l'ancien porte-parole du Grand Orient de France, Bernard Teper, et dont M. Arajol est l'un des membres fondateurs – qui s'est transformée le 12 octobre en parti politique.

La rupture est donc consommée. Sans attendre le congrès d'Hendaye, M. Arajol a déjà entraîné l'appareil du SGP hors de la FASP, au sein d'une nouvelle organisation syndicale, la Centrale unitaire de la police (CUP). Ces dernières semaines, les procédures judiciaires se sont multipliées entre les anciens alliés, destinées notamment à régler les ardoises financières de la fédération. Alors que les dirigeants du SGP (38 % aux élections de 1995 sur la région parisienne), invités à Hendaye, n'ont pas fait le déplacement, la FASP devra faire revenir au bercail fédéral ses anciens adhérents et électeurs. Aussi le congrès a-t-il voté l'adhésion d'un syndicat transfuge du SGP, Différence (8 % des voix aux mêmes élections).

M. CASTEL SUCCÈDE À M. ARAJOL

Sous le signe de la rénovation syndicale et avec la volonté de renouer avec l'histoire de la fédération, Yvon Castel succède donc à Jean-Louis Arajol. Agé de quarante-cinq ans, ce sous-brigadier a été métallurgiste, syndiqué à la CGT, puis gardien de la paix à Paris durant douze ans. Pilier de la FASP, il avait largement contribué au projet de renouveau du syndicalisme policier – effacer les antagonismes catégoriels entre les divers syndicats fédéraux pour les fondre dans une structure unique – qui avait été présenté par M. Arajol au congrès du Bourget. Mais, à la différence de son prédécesseur, M. Castel n'entend pas brusquer les organisations membres. Il a défini un calendrier pour parvenir, d'ici aux élections professionnelles de décembre 1998, à *« une seule et même structure, la FASP, avec un seul bulletin portant son sigle pour les prochaines élections, du gardien de la paix au commissaire »*.

Face aux *« agressions »* du gouvernement Juppé contre les policiers, particulièrement en matière de réforme horaire et de régression des efforts budgétaires, Yvon Castel prône un *« syndicalisme de combat »*. *« A force de mettre la police au pied du mur, elle va se trouver en situation de légitime défense »*, affirme-t-il. Afin d'exprimer l'*« exaspération »* des policiers, les syndicalistes envisagent de *« durcir leurs actions »*, et, dans l'immédiat, de manifester à Bordeaux pour réclamer l'*« arbitrage »* de M. Juppé sur les mesures *« antisociales »* qui touchent les policiers.

Yvon Castel préconise en outre une *« police proche des citoyens »*, afin de s'opposer à ceux qui, au gouvernement, veulent, selon lui, *« spécialiser la police nationale dans la répression et le maintien de l'ordre »*. Il propose notamment *« la création de structures associatives qui, sur le modèle des fédérations de parents d'élèves dans l'enseignement, permettraient de relever les dysfonctionnements de l'institution policière »*. Faisant de la lutte contre l'extrême droite *« une priorité de la police nationale républicaine »*, il propose une plateforme à tous les autres syndicats policiers ayant pour but *« d'annihiler les organisations sous-marins de partis politiques se référant à des idéaux racistes, xénophobes et antisémites »*.

Erich Inciyan

Une mission sénatoriale préconise de renforcer la liaison entre le lycée et l'université

Les rapporteurs souhaitent une revalorisation de la filière technologique

Une mission sénatorale conduite par le sénateur (RPR) Adrien Gouteyron, a remis, mercredi 20 novembre, un rapport sur les premiers cycles universitaires au ministre de l'éducation nationale. Se prononçant contre la sélection, les sénateurs ont adopté une position unanime sur la nécessité de renforcer l'orientation des élèves dès la classe de cinquième. Ils souhaitent renforcer la présence des agrégés à l'université.

A SON RYTHME, durant un an, une mission sénatoriale conduite par Adrien Gouteyron, président (RPR, Haute-Loire) de la commission des affaires culturelles, s'est penchée sur l'université, et, plus précisément, sur les premiers cycles. Présenté mercredi 20 novembre, son rapport intervient au moment où François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, s'apprête à relancer la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement supérieur.

Dans leurs conclusions, les sénateurs se sont bien gardés de jouer les trouble-fête. Ils s'inscrivent dans la logique des principes énumérés par M. Bayrou à l'issue des états généraux. Le président de la mission, ancien membre de la commission Fauroux, s'est, il est vrai, efforcé de parvenir à un consensus « politique ». Seul Yvan Renar (PCF, Nord) s'est démarqué en s'abstenant, uniquement, a-t-il précisé, sur la question des moyens budgétaires. Mais, même sur des questions « sensibles » comme le refus de la sélection et la secondarisation des premiers cycles, la commission a adopté une position unanime.

Parmi les trente-deux mesures préconisées, figurent un certain nombre de recommandations déjà évoquées dans des rapports précédents consacrés aux causes et aux remèdes de l'échec en premier cycle. Dans cette approche, les sénateurs ont essentiellement mis l'accent sur les défaillances de l'orientation des étudiants dès le collège. Elles se vérifient, affirment-ils, dans le choix des bacheliers des séries générales vers les filières sélectives courtes normalement destinées à accueillir les bacheliers technologiques, ou encore dans la ruée vers des formations aux débouchés restreints. Pour éviter ces parcours *« erratiques »*, ils préconisent, en premier lieu, la généralisation d'une *« éducation à l'orientation »* dès la classe de cinquième jusqu'à la terminale. Ils souhaitent aussi le renforcement des conseillers d'orientation, dont le faible nombre, tant au lycée qu'à l'université, a été dénoncé.

En second lieu, la mission souligne la nécessité de renforcer la liaison entre le lycée et l'université, *« deux mondes étrangers »*. Outre des semaines d'information et des journées d'accueil à l'université pour les lycéens, les sénateurs considèrent que les enseignants ont, à cet égard, une responsabilité particulière. Selon eux, la présence des agrégés à l'université doit être renforcée afin de permettre aux étudiants de bénéficier d'un encadrement identique à celui des classes préparatoires.

Le faible nombre de conseillers d'orientation a été dénoncé

Outre un statut spécifique pour les agrégés désireux de préparer une thèse, ils envisagent également, pour d'autres, le partage de leur temps entre le lycée et l'université. La révision des mécanismes d'avancement de carrière des enseignants-chercheurs devrait aussi être engagée, pour valoriser les efforts pédagogiques en premier cycle et les tâches administratives d'encadrement.

C'est enfin dans la réforme des premiers cycles que les sénateurs espèrent une réduction du taux d'échec. Mise en place d'une période d'adapation, création de DEUG d'orientation ou multidisciplinaires, procédures de réorientation, instauration d'une « dose » de professionnalisation et d'alternance dans les filières : aucune de ces solutions « pragmatiques » n'est véritablement révolutionnaire.

Les sénateurs sont en revanche plus incisifs à l'égard du ministre de l'éducation, en le pressant d'accélérer la réforme d'une filière technologique revalorisée. Ils lui suggèrent même d'adopter une attitude autoritaire pour instaurer des « quotas » de bacheliers technologiques dans les IUT, les sections de techniciens supérieurs, et même dans les classes préparatoires aux grandes écoles.

Enfin, ils invitent les universités à mettre en œuvre une politique de l'emploi à la fois en adaptant une partie des formations à l'environnement économique et en se préoccupant davantage du suivi de l'insertion des diplômés.

Michel Delberghe

L'Assemblée nationale vote à l'unanimité une loi « déposée » par des enfants

Une première mondiale, selon Philippe Séguin

« AU DÉBUT quand on est entré, on était fier. Ensuite il y a eu beaucoup de discours, on s'est ennuyé. Et quand notre loi a été votée, on était content. » Voilà, vue des tribunes du public, par Pauline Etcheverry, dix ans, une collégienne de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne), la séance qui s'est déroulée au Palais-Bourbon, mercredi 20 novembre, et que Philippe Séguin a qualifiée d'*« exceptionnelle »*. Les députés ont adopté à l'unanimité une proposition de loi qui permettra d'éviter la séparation de frères et sœurs, notamment en cas de placement. Pour le président de l'Assemblée nationale, *« c'est la première fois sans doute, dans le monde, que des enfants ont permis par leur travail le vote d'une loi qui répond aux attentes de notre société »*.

L'idée de ce texte est née il y a quelques mois au sein d'une classe de CM2 du collège Pasteur de Limeil-Brévannes, dans la circonscription de Roger-Gérard Schwartzenberg (app. PS), retenue pour participer au *« Parlement des enfants »*, le 1er juin 1996. Pour la troisième année consécutive, cinq cent soixante-dix-sept enfants prirent la place de leur député pour légiférer. Pour Limeil-Brévannes, Pauline Etcheverry avait représenté sa classe dans l'hémicycle et défendu du haut de la tribune la proposition de loi sur les « fratries ».

« Il serait normal que les frères et sœurs vivent ensemble s'ils le désirent, car ils s'aiment et sont malheureux d'être séparés, expliquaient les écoliers dans leur exposé des motifs. *Les frères et sœurs peuvent s'aider en cas de difficultés, se consoler lorsqu'ils sont malheureux. »* Soumise aux enfants-députés, la proposition de l'école Pasteur avait emporté le maximum de voix. Le député de la 3e circonscription du Val-de-Marne décida de prolonger l'initiative des élèves en déposant, le 26 juin, une véritable proposition de loi sur le sujet.

« MAINTENIR LE LIEN FRATERNEL »

Inscrit à l'ordre du jour par le gouvernement, le texte voté mercredi par l'ensemble des députés modifie le code civil et vise à éviter la séparation des frères et sœurs en cas de mesure de placement, de divorce ou de rupture de vie commune dans les familles naturelles. *« Si le lien fraternel existe, il faut tout faire pour le maintenir*, a expliqué M. Schwartzenberg. *Il faut, quand les enfants se trouvent en difficulté familiale (...) promouvoir dans notre législation ce respect des relations entre les enfants eux-mêmes. »*

Frédérique Bredin (PS, Seine-Maritime), rapporteur du texte, a indiqué que la situation de fratries séparées concernait *« aujourd'hui 125 000 enfants en France, 90 000 faisant l'objet d'un placement ordonné par le juge »*.

« Une dame avait les larmes aux yeux quand la loi a été votée », a remarqué l'un des écoliers du Val-de-Marne, présent dans la tribune d'honneur. Invités par Philippe Séguin à goûter dans les salons de l'hôtel de Lassay, après la séance, les enfants, entourés de micros et de caméras, ont réclamé des autographes au président de l'Assemblée et à « leur » député. Laetitia, onze ans, a jugé que, si la proposition de loi avait été votée à l'unanimité, *« c'était peut-être parce qu'on était là »*.

Fabien Roland-Lévy

Une majorité de Français se prononce contre l'interdiction de la prostitution

A L'OCCASION des premières *journées européennes de la prévention de la prostitution*, organisées par le mouvement Le Nid, à l'Arche de la Défense, à Paris, vendredi 22 et samedi 23 novembre, *Le Monde* publie les résultats d'un sondage Ipsos effectué fin octobre auprès d'un millier de Français sur leur perception de la prostitution. 74 % des personnes interrogées estiment qu'il n'est pas nécessaire d'interdire l'exercice de la prostitution en France, tandis que 20 % des sondés se disent favorables à une telle mesure.

Les femmes se révèlent plus sensibles que les hommes à cette hypothèse (24,7 % des femmes et 15,2 % des hommes se prononcent pour l'interdiction), et l'appartenance politique n'apparaît pas déterminante. 40 % des personnes interrogées jugent pourtant que la législation en vigueur n'est *« pas assez sévère »*, contre 14 % qui la qualifient d'*« assez sévère »*. 45 % des ouvriers souhaiteraient que le régime légal soit renforcé, tout comme 37 % des employés, 31 % des professions intermédiaires et 24 % des cadres supérieurs.

Par ailleurs, 39 % des Français perçoivent la prostitution comme *« un phénomène stable »* et 35 % considèrent au contraire qu'elle a tendance à augmenter. 20 % n'en ont aucune idée. La grande majorité des sondés (84 %) attendent des pouvoirs publics qu'ils développent en priorité les actions d'information et de prévention, plutôt que la répression (12 %), dans la lutte contre la prostitution.

Depuis la loi du 13 avril 1946, dite loi Marthe Richard, la prostitution est une activité libre en France. Toutes les dispositions qui réglementaient son exercice, et notamment la tolérance des maisons closes, ont alors été abolies. Considérée comme une démarche individuelle, la prostitution peut être exercée dès lors qu'elle ne trouble ni la morale ni l'ordre public. Seules son organisation et son exploitation – le proxénétisme et les maisons closes – et ses manifestations publiques – le racolage – sont réprimées.

Si le système français ne réglemente pas la prostitution, un contrôle relatif est cependant exercé par les policiers. Le racolage, notion floue que la loi n'a pas définie clairement, autorise la police à dresser des contraventions aux prostitué(e)s. Le fichage sanitaire et social des personnes a été supprimé en 1960, mais un recensement officieux perdure dans les commissariats. De même, les prostitué(e)s sont soumis(es) à l'impôt, au titre des bénéfices non commerciaux, comme les professions libérales.

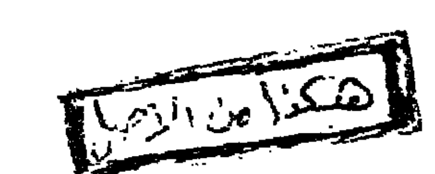
Selon les chiffres de l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTH), qui centralise les informations concernant proxénétisme et prostitution en provenance des commissariats, en France, 14 000 prostitué(e)s exerceraient dans la rue. La prostitution a cependant changé de visage au cours des dernières années.

Selon une note de l'OCRTH, rédigée en 1991, le *« phénomène prostitutionnel a subi une sorte d'éclatement dans ses manifestations, qu'elles soient visibles, clandestines ou occasionnelles »*. Loin du cliché du trottoir, la prostitution s'exerce aussi à l'abri des regards dans les saunas, les salons de massage ou les bars à hôtesses. Cette activité officieuse est très difficile à réprimer. En outre, depuis l'apparition du Minitel, certains serveurs font office de lieux de rendez-vous pour une prostitution à domicile.

DROGUE ET SIDA

Le changement majeur observé ces dernières années réside dans l'apparition des pratiques toxicomaniaques. La grande majorité des jeunes femmes qui commencent à se prostituer sont aujourd'hui dépendantes de l'héroïne. Dans ce cas, ce n'est pas la prostitution qui mène à la drogue, mais bien la drogue qui conduit à se prostituer pour payer sa dose. Ce phénomène, aggravé par l'épidémie de sida, pose le problème du suivi médico-social. Le port du préservatif, qui paraît s'être généralisé chez les prostitué(e)s, est parfois omis par les toxicomanes. Dicté par le désir de gagner de l'argent à tout prix, cet oubli volontaire est parfois directement demandé par les clients. La prise de conscience autour de la transmission du virus du sida par voie sexuelle avait d'ailleurs relancé la polémique sur la réouverture des maisons closes, en 1990.

La toxicomanie a également changé les « lois » qui régissent le monde de la prostitution. Désormais, la figure traditionnelle du proxénète s'efface. L'ancien « mac », qui séduisait plusieurs filles avant de les mettre sur le trottoir, tend à disparaître au profit du dealer, exploitant indirect de la prostitution. La police concentre aujourd'hui ses efforts à lutter contre cette nouvelle forme de proxénétisme.



هكذا من الاصل

Maladresse, négligences et rentabilité, l'enchaînement fatal des Thermes de Barbotan

L'accumulation des fautes a conduit à l'incendie qui, en 1991, entraîna la mort de vingt personnes

Le tribunal de Toulouse a commencé à entendre, mercredi 20 novembre, les prévenus dans l'incendie qui, en 1991, coûta la vie à dix-neuf curistes et à une employée des Thermes de Barbotan. *Ces premières auditions ont permis de* mettre en lumière une accumulation de négligences techniques et administratives, ainsi que *les méthodes de travail de la Chaîne* thermale du soleil, qui gérait l'établissement.

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

Ils sont petits artisans, souvent de père en fils. L'un d'eux précise : *« petit exécutant »*. Rocailleux, leur accent gersois roule sous les ors de la salle d'assises, prêtée à la juridiction correctionnelle. Dans la chaîne des négligences techniques et administratives qui a conduit, selon les experts, à la mort, en 1991, de dix-neuf curistes et d'une employée aux Thermes de Barbotan (*le Monde* du 19 novembre), ils sont les premiers des treize prévenus – parmi lesquels figurent deux anciens préfets du Gers – à s'expliquer, mercredi 20 novembre, devant le tribunal de Toulouse.


PROCÈS

Le 27 juin 1991, Robert Allala, trente-huit ans, artisan *étancheur*, a renversé malencontreusement un seau de bitume enflammé sur la terrasse d'une partie des thermes, dont il était chargé d'assurer l'étanchéité. *« Une maladresse »*, reconnaît-il à la barre. L'inflammation du bitume étant courante sur ce type de chantier, l'ouvrier a pris son extincteur et éteint la nappe qui se répandait. Bon réflexe. Malheureusement, l'étancheur n'a pas vu un trou, par lequel a filé le bitume enflammé : trois centimètres de diamètre, perdus dans les 13 000 mètres carrés de terrasse à étancher.

Des trous dans la dalle, René Dalla-Vedova, soixante-six ans, artisan maçon, en a bien vu *« deux ou trois »*, qu'il a rebouchés lors des travaux préparatoires : balayage, soufflage et réagréage. *Mais celui-là, non : « Bouché par des feuilles d'acacia et des poussières, peut-être. »*

Par ce trou qui traverse la dalle de part en part, le bitume enflammé est tombé pile sur une cloison verticale, une paroi provisoire, qui rappelle qu'un imposant projet d'agrandissement de l'établissement n'a pas abouti, trois ans auparavant, faute de moyens. La cloison, hors normes réglementaires, un « sandwich » de polystyrène et de bois, a instantanément pris feu. La combustion a dégagé d'importantes fumées toxiques. Celles-ci se sont accumulées dans les faux plafonds non conformes, provoquant à plusieurs mètres de là l'asphyxie « quasi instantanée » d'une partie des curistes, qui se trouvaient dans une zone de piscines non munie d'issue de secours. Le tribunal a ordonné un transport sur les lieux, dimanche, pour mieux comprendre.

> « On nous a dit qu'il fallait aller vite. C'était l'ouverture de la saison »

« Saviez-vous que des curistes fréquentaient l'établissement quand vous travailliez ? », demande le président Jean-Luc Dooms aux artisans. Robert Allala et René Dalla-Vedova répondent par l'affirmative. En début d'audience, le président a rappelé le règlement qui soumet à autorisation ce type de travaux dangereux en présence de public. Or, aucune autorisation n'a été demandée par la direction de la Chaîne thermale du soleil, qui gère l'établissement. *« On nous a dit qu'il fallait aller vite*, explique Jean-Michel Bergon, quarante ans, entrepreneur *spécialisé dans l'étanchéité*, qui a sous-traité aux deux artisans. *C'était l'ouverture de la saison pour les thermes. Les curistes se plaignaient des fuites d'eau. »* Derrière le « on », la pression de l'architecte, Luc Demolombe – *non* poursuivi –, relayant celle de la direction.

Le tribunal examine alors les conditions dans lesquelles, en 1988, cette partie de l'établissement a été équipée de faux plafonds, également non réglementaires, et s'interroge sur le point de savoir pourquoi l'on s'est servi de ce *« sandwich de polystyrène »*, dont un morceau est exhibé à l'audience. *« Je ne pensais pas avoir bafoué les règles de l'art »*, confesse Bernard Lier, cinquante-quatre ans, le charpentier qui a commandé les panneaux et les a posés sans trop se soucier des recommandations du fabricant. Emu, l'artisan, qui est aussi sapeur-pompier à Barbotan, affirme qu'il a *« fait confiance »* à Edmond Lay, l'architecte de l'époque, et à l'Apave, le bureau de contrôle technique agréé, chargé d'informer le maître de l'ouvrage des prescriptions réglementaires. Pourtant, note-t-on, le matériau a continué d'être utilisé après un avis négatif de l'Apave.

Absent, Edmond Lay, soixante-six ans, Grand Prix national d'architecture, ne peut directement se défendre. Les séquelles d'un violent accident cardiaque, en 1994, l'empêchent de comparaître. Le président Dooms est allé l'entendre à son domicile, mardi 19 novembre, et rend compte de sa déposition. L'architecte charge la Chaîne thermale du soleil, avec qui il est en procès par ailleurs, et vise plus particulièrement le fondateur du groupe, Adrien Barthélémy, quatre-vingt-deux ans, surnommé « l'empereur Adrien » en Gascogne, qui a bénéficié d'un non-lieu : *« C'est un bandit, mais j'ai de l'estime pour lui, c'est un homme remarquable. »*

L'architecte, qui a rompu ses liens avec les Thermes en 1987, brosse le tableau de relations tumultueuses, d'incessants changements dans les projets, de méthodes de travail, instaurées par la Chaîne, *« qui relevaient de la folie furieuse »*. Il affirme avoir été mis devant le fait accompli quant aux cloisons provisoires. *« Adrien Barthélémy était dans une merde incroyable*, poursuit Edmond Lay, *inaccessible à tout raisonnement en raison de sa situation financière. »* L'architecte aborde le volet administratif du dossier, qui devrait être longuement abordé jeudi : l'exploitation, à partir de 1987, et sans autorisation, de la zone des piscines, celle qui sera sinistrée par l'incendie. Et d'indiquer : *« C'est la rentabilité de* [cette] *partie qui conditionnait la poursuite des travaux »* dans les thermes.

Jean-Michel Dumay

La cour d'appel de Chambéry relaxe un commando anti-avortement

« NOUS SOMMES enchantés » : c'est en ces termes que M[e] Olivier Morice et Noëlia Garcia, une jeune mannequin chef de file des anti-IVG du mouvement La trêve de Dieu, ont exprimé leur satisfaction, mercredi 20 novembre, après la relaxe prononcée par la cour d'appel de Chambéry (Haute-Savoie) en faveur d'un commando de militants anti-avortement.

Huit membres de La trêve de Dieu s'étaient enchaînés, le 27 juin 1995, dans la salle d'intervention de l'hôpital d'Annecy, entravant le bon fonctionnement du service jusqu'à ce que les pompiers viennent scier les cadenas de moto. Condamnés en première instance, le 15 décembre 1995, à trois mois de prison avec sursis, les « sauveteurs » avaient fait appel du jugement. Lors de l'audience d'appel, le 25 septembre, l'avocat général Jacqueline Dufournet avait requis une aggravation des peines prononcées : quatre à six mois de prison avec sursis.

La cour d'appel a décidé la relaxe, estimant que *« les dispositions de la loi Veil sur la réglementation de l'IVG n'avaient pas été entièrement respectées par l'hôpital, en ce qui concerne l'information des patientes »*. En effet, *« l'article L. 162 3 du code de santé publique*, explique Olivier Morice, défenseur des anti-IVG, *prévoit que soit donné aux femmes qui souhaitent subir une intervention volontaire de grossesse un dossier-guide. Celui-ci doit être remis à jour au moins une fois par an. Or, nous avons apporté la preuve que la dernière remise à jour effectuée date de 1993 »*.

La cour a estimé, dans ses attendus, qu'*« en l'état de l'ensemble des textes il apparaît que le législateur a posé et maintenu dans le cadre des réformes successives le principe fondamental du droit à la vie de l'enfant conçu et celui du caractère d'exception de l'IVG. Il n'est pas concevable, dans ces conditions, qu'il ait entendu réprimer l'entrave à l'IVG, même lorsque celui-ci est pratiqué de manière non conforme à la loi. Seule peut donc être qualifiée d'IVG, au sens de l'article L. 162 15 du code de la santé publique, l'intervention qui répond aux exigences des dispositions précédentes du même code »*.

En termes clairs, le délit d'entrave ne peut être retenu puisque la légalité des IVG pratiquées à Annecy n'est pas établie. L'argument de droit a donc primé. L'arrêt ne fera pas pour autant jurisprudence, à condition que tous les livrets-guides distribués dans les centres d'orthogénie soient remis à jour. Il révèle, en tout état de cause, la nouvelle stratégie judiciaire des anti-avortements, qui vont désormais se battre non pas directement contre l'IVG mais contre ses conditions d'application au regard de la loi.

La Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadac) s'est dite *« scandalisée »* par l'arrêt de la cour d'appel, qui *« conforte ces gens qui bafouent la loi et sont des ennemis de la démocratie »*. Le Planning familial de Haute-Savoie devrait se pourvoir en cassation.

Aude Dassonville

A Bobigny, une adolescente blessée d'une balle dans la tête

UNE JEUNE FILLE de quatorze ans a été grièvement blessée par balle, mercredi 20 novembre, dans le hall d'un immeuble de la cité Hector-Berlioz, à Bobigny (Seine-Saint-Denis). Touchée à la tempe, la jeune fille a été transportée par le SAMU dans un état grave à l'hôpital Necker, à Paris. L'enquête, ouverte en flagrant délit, a été confiée au SDPJ de Bobigny.

Elève de cinquième au collège Jean-Pierre-Timbaud de Bobigny, *Nasma discutait avec quelques amies dans un* hall où les adolescentes ont l'habitude de se retrouver, lorsqu'un homme d'une vingtaine d'année a ouvert le feu. Décrit par les témoins comme de forte corpulence, il serait inconnu dans cette cité réputée tranquille, située face à la préfecture.

DÉPÊCHES

■ **MARIAGE : un Français d'origine algérienne poursuivi pour avoir hébergé sa compagne,** une Algérienne en situation irrégulière, de juin 1995 à janvier 1996, a été reconnu coupable d'*« aide au séjour irrégulier »*, mercredi 20 novembre, par la cour d'appel de Grenoble, mais dispensé de peine. En première instance, le tribunal correctionnel avait relaxé Miloud Boudouaia. Lors de l'audience, le 23 octobre, le procureur général avait réclamé la relaxe constatant que *« le mariage, selon le rite musulman, avait eu lieu en juin 1995, qu'ils s'étaient mariés civilement en février 1996, et qu'un enfant était né en mai 1996 »*.

■ **IMMIGRATION : Fode Sylla, président de SOS-Racisme, souhaite la mise en place d'***« un système de quotas ou de contingentements qui détermineraient chaque année les besoins de la société française et permettraient une immigration légale et contrôlée »*. Dans un entretien à *L'Express*, il estime qu'*« il faut sortir du principe de l'immigration zéro »*, mais que *« l'opinion n'acceptera pas que les frontières soient grandes ouvertes »*. SOS-Racisme devrait préciser sa position lors de sa convention nationale des 23 et 24 novembre.

■ **JUSTICE : le tribunal de grande instance de Paris a débouté,** mercredi 20 novembre, la famille d'une employée de la Banque française de l'Orient (BFO), décédée d'un cancer du poumon en janvier 1995. La famille estimait que ce cancer avait été causé par le tabagisme passif subi par la victime, Leila Ozeir, sur son lieu de travail (*Le Monde* du 18 octobre). Les juges ont déclaré que si la BFO a bien commis une faute en ne se conformant pas aux prescriptions de la loi Evin, le lien de causalité entre la maladie et la fumée inhalée sur son lieu de travail n'est pas établi.

SÉCURITÉ Au sud du massif de Belledonne, dans l'Isère, plusieurs villages sont menacés par l'effondrement d'une montagne, prédit par les experts. ● LA DATE de cette catastrophe est imprévisible, mais ses conséquences seraient incalculables : le village voisin de Séchilienne pourrait être englouti par la Romanche, et un mur d'eau pourrait gagner la plate-forme chimique de Pont-de-Claix, avec trois usines classées « Seveso ». ● DANS LE CADRE des dispositions de la loi Barnier sur l'environnement de 1995, les habitants des zones menacées devraient être *expropriés*. Mais certains d'entre eux refusent de quitter la maison où *ils ont toujours* habité. ● LE CONSEIL MUNICIPAL de Saint-Barthélemy, opposé à l'expropriation, réclame l'étude de solutions alternatives, comme l'arasement de la montagne, solution qualifiée de « *suicidaire* » par les scientifiques.

Une vallée de l'Isère est menacée par un éboulement majeur

Les difficultés d'expropriation des hameaux placés sous la « montagne de Damoclès » illustrent les problèmes soulevés par l'application de la loi Barnier sur la prévention des risques naturels imminents, destinée à sauver des vies humaines

GRENOBLE
de notre correspondante

Chaque dimanche, une centaine d'habitants, sur les deux cent quatre-vingts que compte le hameau de l'Ile-Falcon, dans l'Isère, se postent sur la nationale qui relie Grenoble à Briançon et arrêtent les automobilistes. Ils entendent ainsi protester contre l'expropriation qui, d'un jour à l'autre, peut les obliger à fermer leur maison et à partir. Le hameau est touché par la loi Barnier sur l'environnement de 1995 – qui autorise notamment l'Etat à exproprier des biens exposés à des risques naturels prévisibles en cas de menaces sur des vies humaines : il est prévu que la montagne (le Mont-Sec, situé à l'extrémité sud du massif de Belledonne) qui le surplombe s'écroule un jour. Deux à trois millions de mètres cubes devraient d'abord se détacher, suivis de trente, cinquante, voire cent millions d'autres. Quand ? Dans dix ans ? Un siècle ? Ou demain ? Tout est possible.

Cette incertitude déchire aujourd'hui ce petit coin de campagne, à l'apparence tranquille, avec ses pavillons cernés de jardinets. Le lancement, en septembre, de la procédure d'expropriation a, en effet, cristallisé toutes les peurs liées au départ. Tant que la loi, inspirée en partie de l'exemple de l'Ile-Falcon, n'avait pas été votée, le risque était resté théorique. Mais le compte à rebours a maintenant commencé. *Dans quelques jours*, le rapport des commissaires enquêteurs *doit être remis au préfet*. Ce dernier doit le transmettre au ministère de l'environnement, à qui appartient la décision. Or il apparaît que la loi génère un problème social et humain « *au moins aussi douloureux que celui qu'elle était supposée résoudre* », constate un sociologue.

Le scénario est totalement inédit. Ici, pas d'autoroute ou ligne TGV qui impose l'expropriation pour cause d'utilité publique, mais simplement un risque, mal identifié, qui finit par éveiller le doute. « *Si cela se trouve, dans cinquante ans, la montagne sera toujours là. Mais plus nos maisons* », résume un des opposants au départ.

MUR D'EAU

Pourtant, les rapports d'experts, attestant du caractère « *hautement probable, à terme, de l'éboulement majeur* », ne manquent pas. Les scientifiques du monde entier se sont succédé sur le site. « *Tous disent que la montagne tombera* », témoigne un responsable du Centre d'études techniques de l'équipement (CETE) de Lyon.

Leurs prévisions sur les conséquences de l'éboulement sont encore plus édifiantes. Dans l'hypothèse d'une chute de 25 millions de mètres cubes, il est prévu que la rivière la Romanche forme une retenue en amont, dans laquelle le village voisin de Séchilienne, qui compte aujourd'hui 700 habitants, serait englouti. Puis, le bouchon ayant explosé sous la pression, un mur d'eau déboulerait dans la vallée, détruisant sur son passage les captages d'eau de l'agglomération grenobloise.

En vingt minutes, l'eau serait à Vizille et en une demi-heure à la plate-forme chimique de Pont-de-Claix, avec trois usines classées « Seveso », bourrées de chlore, d'hydrogène et d'acide chlorhydrique. « *Les conséquences, tant en pertes de vies humaines que de destruction de biens, seraient alors incalculables* », écrivent les experts.

ATTENTE DU FEU VERT

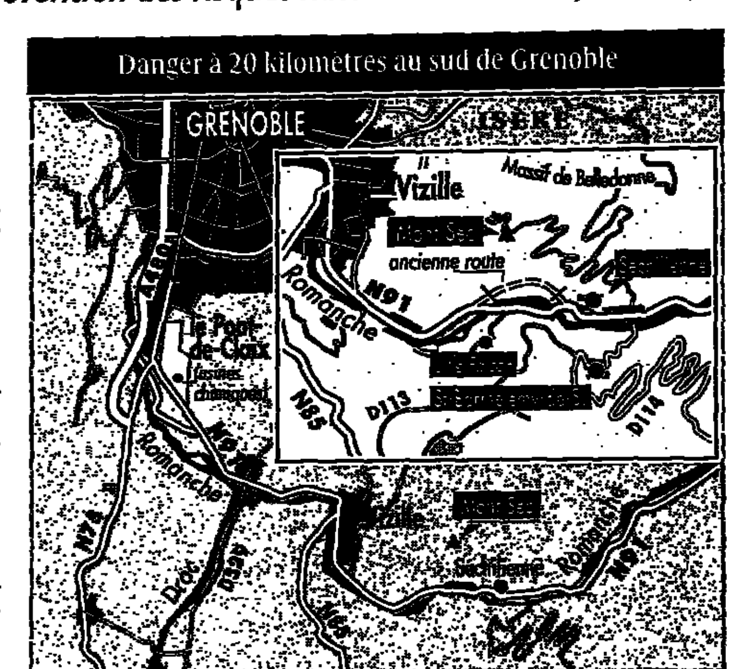
Un projet de tunnel de dérivation, doublé d'une voie de déviation pour la RN 91 reliant Grenoble à Briançon, existe depuis longtemps. Son coût a même été chiffré aux environs de 800 millions de francs.

Mais le feu vert de l'Etat tarde. Le maire de Saint-Barthélemy-de-Séchilienne, dont dépend l'Ile-Falcon, joue de l'argument. « *Si la menace existe, c'est toute la vallée qu'il convient d'évacuer* », martèle l'édile, peu pressé de perdre la moitié de sa population et 30 % de ses recettes fiscales. Contrairement à Séchilienne, qui s'est prononcé en faveur de l'expropriation à condition de ne pas dissocier le risque hydraulique du risque d'éboulement, le conseil municipal de Saint-Barthélemy a décidé, le 19 octobre, de voter contre, en réclamant l'étude de solutions alternatives, comme l'arasement de la montagne.

L'entreprise est qualifiée de « *suicidaire* » par les scientifiques qui regrettent qu'aujourd'hui le risque ne soit plus « *l'objet d'une évaluation fondée sur des arguments raisonnés, mais une affaire de croyance individuelle* ». Rien n'y fait. La crainte de ne pas retrouver le même cadre de vie l'emporte souvent. « *Je suis né au pied de la montagne. J'ai toujours vu débouler les rochers* », jure un monsieur, tandis qu'un autre s'en prend aux « *énarques qui ne savent pas ce que c'est que de construire une maison de leurs mains* ». « *Ils peuvent garder leur argent*, tempête-t-il. *Dans leur HLM, j'irai pas. Quand on n'a jamais vécu en ville, on ne peut pas y vivre.* » Même un militant du départ s'avoue déçu. « *Avec l'estimation des domaines, je ne pourrai même pas racheter un trois pièces*, déplore-t-il. *On devait faire de nous des exemples et on nous traite comme du bétail.* »

Nicole Cabret

Danger à 20 kilomètres au sud de Grenoble



Glissement de terrain dans les Hautes-Alpes

Un glissement de terrain s'est produit, mercredi 20 novembre, à Saint-Etienne-en-Devoluy, dans les Hautes-Alpes, sans faire de victimes. Les secours ont fait évacuer une dizaine de bâtiments menacés par une coulée de boue. Une faille s'est ouverte en début de matinée dans une pente surplombant ce village de montagne, suivie par un glissement de terrain et des chutes de rochers, selon le Centre opérationnel départemental d'incendie et de sécurité (Codis).

D'importantes pluies sont tombées ces derniers jours sur la zone, sans qu'un lien de cause à effet puisse d'ores et déjà être formellement établi avec l'apparition de la faille, a-t-on ajouté de même source. L'école et la poste ainsi que plusieurs maisons particulières ont été évacuées par précaution, de même qu'un bâtiment en location saisonnière.

La Rochelle : les écologistes refusent un port de plaisance

CHARENTE-MARITIME : les sociétés de protection de la nature ont réagi vivement au schéma de mise en valeur de la mer dont le projet vient d'être soumis aux élus de Charente-Maritime. La carte illustrant l'étude fait figurer dans la liste des lieux possibles pour l'implantation d'un nouveau port de plaisance une ballastière située à la pointe des Roux, au sud de La Rochelle, dans la commune d'Aytré.

L'un des obstacles à cette réalisation était l'existence d'un champ de tir militaire, mi-terrestre, mi-maritime, situé entre le grand port de plaisance des Minimes et la plage d'Aytré. Mais l'armée a promis, à l'occasion du départ d'un régiment du train basé à La Rochelle, d'abandonner cet espace et de laisser donc le champ libre à un nouvel aménagement, complétant la liaison littorale entre La Rochelle et Aytré. – *(Corresp.)*

DÉPÊCHES

■ **CÔTES-D'ARMOR : deux tiers des Français** savent sur quel littoral *se trouvent les Côtes-d'Armor, et tous associent ce département* à la Bretagne, alors que lorsqu'elles s'appelaient Côtes-du-Nord, la majorité *les situaient du côté de la Manche ou dans le Pas-de-Calais. C'est ce* qu'indique l'enquête d'image que vient de commanditer le conseil général. *Il a fallu de la patience pour obtenir ce deuxième baptême qui satisfait* 90 % des habitants du département. Pour tous, Bretons ou non, ce département évoque le tourisme, l'agroalimentaire, les télécommunications et... la pollution par les nitrates pour plus de la moitié de ses habitants. – *(Corresp. rég.)*

■ **NATURA 2000 : France nature environnement** (FNE) vient de porter plainte contre le gouvernement français auprès de la Commission européenne pour non respect de la directive Habitat, à la suite de la décision d'Alain Juppé de geler la procédure Natura 2000 sur la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et la flore sauvage *(Le Monde* du 12 octobre). Considérant que la décision de M. Juppé « *viole* » le traité d'Union européenne et « *est de nature à compromettre l'action de l'Union européenne en matière d'environnement* », la FNE a écrit à Jacques Santer, président de la Commission, afin de lui demander de saisir la Cour de justice européenne pour faire condamner la France.

■ **LYON : la Banque européenne d'investissement** (BEI) a accordé au Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération lyonnaise (Sytral) un prêt de 108 millions d'euros (700 millions de francs) pour la réalisation du prolongement de la ligne B du métro vers le quartier de Gerland, dans le septième arrondissement de Lyon. Cette ligne nouvelle (2,4 kilomètres) doit être mise en service à la fin de l'an 2000. L'investissement global se monte à 1,1 milliard de francs, l'Etat apportant une enveloppe de 120 millions de francs. – *(Corresp. rég.)*

De la concurrence entre les vaches et l'alumine à Glomel (Côtes-d'Armor)

RENNES
de notre correspondante régionale

Protégés de gilets pare-balles, les gendarmes sont arrivés au matin : « *sept ou huit camionnettes pleines* », témoigne Louis Frault. Son expulsion de la ferme de Moustourgan, sur le territoire de Glomel (Côtes-d'Armor), qu'il exploitait depuis 1971, a été spectaculaire. L'après-midi même, les piquets de clôture des pâturages étaient arrachés et la terre arable arasée. Bavard, costaud et ne dédaignant d'être procédurier bien qu'il se dise illettré, ce gros éleveur raconte à l'envi les vingt ans de combat qui ont précédé ce fatal 2 octobre.

Sus donc à ses deux ennemis intimes : le propriétaire des terres, Hervé de Saisy de Kerampuil et la société Denain-Anzin Minéraux réfractaires et céramique (Damrec), qui exploite la carrière voisine d'andalousite ou « kerphalès ». Il s'agit *d'une sorte d'alumine très résistante aux chocs* thermiques, utilisée dans la production de briques *et de béton réfractaires. Les seuls sites d'extraction* se trouvent en Afrique du Sud et ici, au fin fond du Centre-Bretagne, dans un endroit bucolique, tout en chemins creux et en ruisseaux.

Constats d'huissiers et analyses vétérinaires à l'appui, Louis Frault montre comment les poussières provenant de l'usine ont rendu son maïs impropre à la consommation, comment son troupeau de cinq cents bovins, qui en a été nourri malgré tout, souffre de retard de développement et de morts suspectes. A la fin des années 80, à force de ténacité, l'agriculteur rebelle a obtenu l'installation de filtres protecteurs.

« PROBLÈME DE VOISINAGE »

Mais la Damrec a acheté à M. de Saisy, moyennant un bon prix (3,4 millions de francs), soixante-dix hectares supplémentaires afin d'étendre ses activités sur un nouveau filon, à quelques mètres de ses fenêtres. L'enquête publique a éveillé l'intérêt des populations voisines. Du coup, Louis Frault n'est plus « *l'unique problème de voisinage* » de la Damrec, comme le qualifie le directeur de l'établissement, Philippe Dufour.

L'association (reconnue d'utilité publique) Eau *et rivières de Bretagne s'est mêlée à son tour de* cette affaire, au nom de la défense du périmètre de protection des sources d'eau, l'autre richesse naturelle du plateau de Glomel.

Depuis, elle pose des questions insistantes, car dans le village la rumeur enfle : les révélations actuelles sur l'effet cancérigène des fibres céramiques hantent les esprits. « *Il n'y aucune similitude avec l'amiante. La Damrec produit des matériaux cristallisés, pas fibreux* », répond la préfecture. De son côté, M. Dufour s'en tient à ses démêlés avec M. Frault, qui, rappelle-t-il, « *a déjà été débouté par la justice en juillet 1995, pour ses accusations de pollution* ». Le dirigeant de société omet de préciser que l'imbroglio de la ferme de Moustourgan devait donner lieu à une nouvelle audience du tribunal paritaire des baux ruraux de Guingamp, le 21 novembre. L'entreprise n'a pas attendu pour racler à coups de bulldozers la surface convoitée, alors que son achat de terrains pourrait être remis en cause.

Eau et rivières de Bretagne dénonce, en outre, la pollution par la Damrec, en 1994, dans la plus grande discrétion, de l'Ellé, une rivière qui alimente une commune en contrebas. L'association s'inquiète donc de l'extension de la carrière sur un nouveau bassin versant. A Glomel, une pétition circule pour demander une enquête épidémiologique indépendante.

La mobilisation n'a gagné que lentement. La Damrec apporte une centaine d'emplois. Et même si ses cadres n'habitent pas le village, son intégration semblait acquise : les maillots de l'équipe de foot locale portent sa griffe.

Martine Valo

Jean-Claude Gaudin définit ses priorités pour les infrastructures de transports

« *LE SCHÉMA national d'aménagement et de développement du territoire [prévu par la loi Pasqua de 1995] sera la clé de voûte de l'ensemble des politiques d'aménagement* », a affirmé, mercredi 20 novembre, Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de laville et de l'intégration, devant le congrès de l'Association des maires de France (AMF), *réuni à Paris jusqu'à jeudi*.

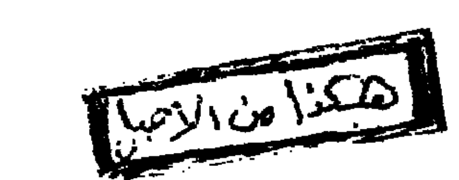
Jean-Claude Gaudin a évoqué le développement des infrastructures de transports terrestres, aérien et maritime dans le cadre de ce schéma, en précisant : « *Il faudra, premièrement, améliorer les liaisons du territoire national avec l'espace européen, en renforçant nos axes nord-sud, en contribuant à la constitution d'un axe sud européen Italie-Espagne, et en reliant la façade atlantique à l'Europe par des transversales ouest-est.* »

Le ministre et maire (UDF-PR) de Marseille propose ensuite « *de moderniser les ports du Havre et de Marseille, et d'améliorer la desserte terrestre* » de ces zones.

PRINCIPES DIRECTEURS

Quant au transport aérien, Jean-Claude Gaudin a affirmé que « *c'est (...) au sein de métropoles à vocation européenne, notamment à Lyon, qu'il faut développer les plates-formes aéroportuaires de dimension internationale* ».

« *Le schéma*, a conclu Jean-Claude Gaudin, *fixera aussi les principes directeurs pour que le choix des projets soit conforme aux priorités de l'aménagement du territoire. Il s'agira de veiller à la continuité des grands axes géostratégiques, en assurant une complémentarité entre les différents modes de transports (route, avion, train), de coordonner les créations d'infrastructures et les politiques d'aménagement, de décloisonner le système actuel de financement, trop fondé sur l'affectation automatique des ressources à chaque mode sans réelle marge de manœuvre.* »



هكذا من الأصل

DISPARITIONS

Eddie Harris

Un saxophoniste à mi-chemin du jazz et du rhythm'n'blues

LE MONDE DU JAZZ, plus particulièrement en Europe, cernait difficilement le saxophoniste Eddie Harris, mort, mardi 5 novembre, à Los Angeles, à l'âge de soixante-deux ans. Pianiste et chanteur de gospel à l'origine, élevé à Chicago, Eddie Harris a toujours montré, durant une carrière qui a débuté en 1960, une attirance pour les formes populaires des musiques noires américaines. Il s'est ainsi souvent frotté au rhythm'n'blues ou au funk, ce qui lui valut régulièrement d'être mis à l'écart par les puristes pour un jazz suspecté de compromissions commerciales.

Son premier disque contenait ce qui allait devenir un énorme succès, une version du thème du film *Exodus*, d'Otto Preminger (1960). Miles Davis lui emprunta son *Freedom Jazz Dance*, et l'un de ses disques les plus célèbres est un enregistrement au Festival de Montreux, récemment réédité (*Le Monde* du 12 octobre). Au milieu des années 70, Eddie Harris devint un saxophoniste très prisé des studios d'enregistrements américains de la Côte ouest, où le monde de la variété et du rock allait souvent chercher des musiciens. A son tour, il invita quelques stars du blues et du rock comme Stevie Winwood, Jeff Beck, Albert Lee ou Zoot Money sur le disque *Eddie Harris in the UK*. On doit à Eddie Harris l'invention de plusieurs techniques d'amplification et de déformation des timbres du saxophone. Sa sonorité, veloutée, ample, sans grain, y avait gagné en identité.

Revenu au milieu des années 80 à un idiome plus proche du jazz classique, parfois passe-partout, Eddie Harris avait bénéficié de la vogue, en voie de disparition, du courant acid jazz, notamment en Grande-Bretagne.

Sylvain Siclier

Vytautas Zalakevicius

Le père du cinéma lituanien

LE METTEUR en scène et scénariste lituanien Vytautas Zalakevicius, considéré comme le père du cinéma lituanien d'après guerre, est mort d'un arrêt cardiaque, le 12 novembre, dans un hôpital de Vilnius.

Né le 14 avril 1930, Vytautas Zalakevicius (orthographié parfois Jalakievitcius, d'après la transcription russe), après un premier cycle d'études supérieures à l'université de Kaunas (Lituanie), était entré au VGIK (l'Institut supérieur du cinéma de Moscou), où il a été l'élève de Mikhaïl Tchiaoureli, le réalisateur de *La Chute de Berlin*. Outre son travail de diplôme, *Le Noyé* (1956), il a réalisé quatorze longs métrages dont *Les Héros vivants* (1960), *Chronique d'un jour, Ce doux mot : Liberté !* (1974) et *Les Centaures* (1978).

L'Histoire, la révolution et l'homme emporté par les tourmentes de l'Histoire sont les thèmes majeurs de son œuvre : son film le plus connu est *Personne ne voulait mourir* (1966), récit dramatique de la vie d'un petit village lituanien au lendemain de la seconde guerre mondiale, où s'opposent les tenants du nouvel ordre soviétique et les nationalistes lituaniens.

Longtemps directeur artistique des studios de Lituanie, Vytautas Zalakevicius eut beaucoup de mal à monter ses projets après la perestroïka. Un seul aboutit : *La Bête qui sortait de la mer* (1991), adapté de *L'Inondation* d'Eugène Zamiatine – qu'Igor Minaïev porta lui aussi à l'écran, l'année suivante, avec Isabelle Huppert dans le rôle principal.

Joël Chapron

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Edith et Laurent BAUER,
Clémence,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Clara,

le 13 octobre 1996.

35, rue Raymond-Losserand,
75014 Paris.

Danielle et François RIPOUTEAU
annoncent la naissance de

Edouard STONE,

Long Beach *(Etats-Unis)*.

Gauvain Ripouteau-Clad,
Saint-Mandrier.

Maxime Chabanne Mokrani-Ripouteau,
Grenoble.

Mariages

Eric WAROT
et
Juliana TEOH,

sont heureux de faire part de leur mariage célébré à New York, le 16 novembre 1996.

192 East 75th St New York,
NY 10021.

Décès

– Mme Roger Andreu,
son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Ses parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger ANDREU,
inspecteur général honoraire
de l'administration
de l'Education nationale,

le 19 novembre 1996.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 22 novembre, à 14 h 30, en l'église de Louvie-Soubiron.

Louvie-Soubiron,
64440 Laruns.

– François Barnoud,
Les familles Barnoud et Hadjouti,
ont la douleur de faire part du décès de

Zohra BARNOUD,

survenu le 17 novembre 1996.

12, rue Chancelier-de-l'Hospital,
21000 Dijon.

– Mme Paul Chenevier,
son épouse,
M. et Mme Jean-Paul Chenevier,
M. et Mme Henri Betesta,
M. et Mme Jack Bourillon,
M. et Mme Patrick Cohou,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ses sœurs,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul CHENEVIER,

survenu le 11 novembre 1996, dans sa soixante-dix-septième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité.

– Xavier de Christen,
président d'honneur
et les membres du conseil d'administration de la Ligue Urbaine et Rurale,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Guy de COMMINES de MARSILLY,
président de la Ligue Urbaine et Rurale,
ancien ambassadeur,
membre de la Commission supérieure des monuments historiques
et de la Commission supérieure des sites.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 22 novembre, à 11 heures, en l'église Saint-Sulpice, à Paris.

Ligue Urbaine et Rurale,
8, rue Meissonier,
75017 Paris.

– Mme Nicole Daudé,
son épouse,
Marie, Mathieu et Juliette,
ses enfants,
Mme Marguerite Daudé,
sa mère,
M. et Mme Jean-Pierre Ristori,
ses beaux-parents,
M. et Mme Renaud Régis
et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Maria
et leurs enfants,
Toute sa famille, tous ses amis,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Michel DAUDÉ,

survenu, le 19 novembre 1996, à l'âge de quarante-huit ans.

La levée du corps aura lieu le vendredi 22 novembre, à 8 heures, à l'Hôtel-Dieu (entrée 25, quai de la Corse, Paris-4e).

L'inhumation aura lieu le même jour à 15 h 30 au cimetière Thiers de Brive-la-Gaillarde (Corrèze).

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, avenue Lamartine,
94300 Vincennes.

– Le président,
Le conseil d'administration,
Et le personnel de la Caisse nationale des télécommunications,

ont le regret de faire part du décès, le 19 novembre 1996, de

Michel DAUDÉ,
directeur général de la Caisse.

20, avenue Rapp,
75007 Paris.

– Saint-Etienne.

Ses enfants, petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
Ses belles-sœurs et son beau-frère,
Ses cousins et cousines,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Bernard DEVISMES,
née Frieda HELMSTETTER,

pieusement décédée, le 18 novembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Selon la volonté de la défunte, la cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Notre-Dame de Versailles, dans la plus stricte intimité, suivie de l'inhumation au cimetière Notre-Dame à Versailles.

Priez pour elle !

La famille exprime ses remerciements émus à tous ceux qui s'associeront à sa peine.

Clos Saint-Dominique,
35, rue Saint-Just,
42000 Saint-Etienne.

– Véronique de Fombelle,
Jean-Baptiste et Sophie, Timothée, Jérémie, Nathanaël et Félicité de Fombelle,
Mme Michel de Fombelle,
M. et Mme Georges Galichon,
Toute sa famille,
Et ses amis,
demandent de vous unir à eux dans la prière, à l'occasion du rappel à Dieu de

Laurent de FOMBELLE,

décédé dans la Paix, à Paris, le 20 novembre 1996, à l'âge de cinquante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 23 novembre, à 9 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris-6e.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité à la Forêt-sur-Sèvre (Deux-Sèvres).

Amen. Alleluia.

26, rue Jacob,
75006 Paris.

– Mme Danielle André-Jeanne,
son épouse,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Didier JEANNE,

survenu à Paris, le 20 novembre 1996, à l'âge de quarante-neuf ans.

Priez pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 23 novembre, à 9 heures, en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, 23, rue des Bernardins, Paris-5e, suivie de l'inhumation, au cimetière de Godisson (Orne), dans le caveau de famille.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

11 *bis*, rue Ernest-Renan,
92130 Issy-les-Moulineaux.

– Nous avons appris le décès de

Mme Mauricette NICOLE,

survenu le 16 novembre 1996.

Les obsèques ont lieu le jeudi 21 novembre 1996, à 14 heures, en l'église de l'*Assomption à Stains (Seine-Saint-Denis)*.

Mauricette Nicole était une de nos collaboratrices depuis décembre 1970. La direction et le personnel du *Monde* présentent à sa famille leurs sincères condoléances.

13, rue des Renauders,
93240 Stains.

– Mme Carmen Peltzman, née Alandete,
son épouse,
Ses enfants, ses petits-enfants,
Sa famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Marcel PELTZMAN,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
croix du combattant volontaire,

survenu le 19 novembre 1996, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 22 novembre, au cimetière parisien de Bagneux, à 11 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, impasse Delépine,
75011 Paris.

– La famille Rabesandratana
a la douleur de faire part du décès de

M. Polycarpe RABESANDRATANA,
magistrat honoraire,
ancien membre
de la commission constitutionnelle
de la République malgache,
ancien membre
de la cour suprême
de la République malgache,

survenu le 18 novembre 1996, dans sa quatre-vingt-unième année, à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne).

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 22 novembre, à 9 h 15, en l'église Saint-François-de-Sales, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), place J.-F.-Kennedy (quartier d'Adamville).

L'inhumation aura lieu au cimetière intercommunal de Valenton dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

57, avenue Victor-Hugo,
94100 Saint-Maur-des-Fossés.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du* Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Armelle Vincent
fait part du décès, à Tréveneuc (Côtes-d'Armor), le 27 octobre 1996, de sa mère,

Mme André VINCENT,
née Aliette LEGENDRE,
1904-1996,

veuve de

André VINCENT,

ancien des Forces françaises libres, mort pour la France.

18, rue des Dalliots,
22410 Tréveneuc.

Remerciements

– Odile Michel,
Ses enfants,
remercient tous ceux qui ont pris part à leur peine lors de la mort de

André MICHEL.

81 *bis*, rue Perronet,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Anniversaires de décès

– Maéva et Michel Kopciowski,
Et tous les administrateurs de la SA Helix Communication
qu'il a participé à créer, invitent tous ceux qui ont connu et aimé,

Jacques Yves DAVID

à vivre cette journée du 21 novembre dans sa chaleureuse présence, malgré ce maudit jour de 1992 qui l'a enlevé à *notre amitié, mais pas à notre souvenir.*

– Le 21 novembre 1985,

Me René GEORGES-ETIENNE

quittait les siens.

Que ceux qui ont connu et estimé le résistant, l'ami ou simplement l'homme pour les idées qu'il défendait, aient une pensée pour lui.

Conférences

– **Alliance israélite universelle**, Collège des études juives, 45, rue La Bruyère, 75009 Paris, forum « L'interprétation » avec A. Abécassis, D. Banon, G. Hansel, Sh. Trigano, A. Didier-Weill et C. Birman, dimanche 24 novembre 1996, de 13 h 30 à 18 h 45 (PAF).
Renseignements : 01-42-80-35-00.

Colloques

– L'Association des juristes berbères de France et l'Institut des droits de l'homme du barreau de Paris organisent un colloque :

**Les professionnels du droit et l'école.
« Les enjeux d'une relation à construire ».**

Sous le haut patronage de M. Jacques Toubon, ministre de la justice, garde des sceaux, et sous la présidence de M. le bâtonnier Bernard Vatier.

Le 4 décembre 1996, de 9 heures à 17 heures, Maison du barreau, 2, rue de Harlay, Paris-1er (métros : Cité/Châtelet/Saint-Michel/Pont-Neuf).

Renseignements et inscriptions : AJBF, BP 4101, 75163 Paris Cedex 04.
Tél. : 01-43-25-28-01.
Fax : 01-40-46-96-44.

Soutenances de thèse

– Le prix Fondation Crédit lyonnais pour l'Histoire d'entreprise 1996 a été attribué à **Patrick Eveno** pour sa thèse de doctorat « *Le Monde*, une entreprise de presse, de la Libération à nos jours ». Il sera remis en présence de Jean Peyrelevade, PDG du Crédit lyonnais et de Jean-Marie Colombani.

– **M. Jean-Eudes Bichon de Rabeau** a soutenu, le 15 novembre 1996, à l'université Paris-X-Nanterre, sa thèse de doctorat en droit : **Satellite et libre diffusion des émissions télévisuelles en Europe.**
Le jury, sous la présidence de M. Antoine Lyon-Caen, lui a décerné la mention honorable.

Etienne Daho, la résurrection du dandy

La rumeur de sa mort l'avait traumatisé. Exilé à Londres, le chanteur français s'est imprégné des nouveaux courants musicaux. « Eden », son dernier album, marque une renaissance

SUR un fond de mer azur, un quadra, tempes grisonnantes et bronzage hédoniste, sourit, ébloui par le soleil. La pochette d'*Eden*, le nouvel album d'Etienne Daho, ressemble à une carte postale envoyée d'une île paradisiaque par un proche qu'on croyait disparu. Il n'y a pas si longtemps, ce visage, familier et heureux de vivre, était poursuivi par l'enfer d'une rumeur qui le donnait malade, puis mort du sida. Le *« petit jeune homme à la mode »* de la chanson française des années 80, l'ex-gendre idéal mué à l'orée des années 90 en vedette mature grâce au succès du disque *Paris, ailleurs* (vendu à plus de 500 000 exemplaires), avait choisi d'opposer le silence et la fuite à cet avis de décès. Moins loin et moins longtemps que Brel, puisque c'est en traversant la Manche qu'il a découvert l'île qui a soulagé ses blessures. L'ancien Rennais a enregistré son nouvel album, le premier depuis cinq ans, à Londres, où il vit depuis 1994.

Le traumatisme est encore frais. Une bonne moitié des chansons d'*Eden* parlent d'ailleurs de renaissance et de résurrection. *« Je suis passé par plein de stades, l'indifférence, l'exaspération, la colère »*, explique-t-il aujourd'hui. *« Cela devenait pour moi insupportable de rester à Paris. Dès que je croisais quelqu'un, il me disait :* "Tiens, on m'a dit que tu étais mort". *C'était affreux. Surtout les détails. Le nombre de gens venus à mon enterrement, les médecins qui me soignaient... Tout est parti de ma ressemblance avec un garçon qui est mort à l'hôpital de Rennes. A la fin, c'est surtout à lui que je pensais. »*

Il a tiré les leçons de cette mort par procuration. *« Ce genre de rumeur tape dans les zones les plus fragiles. La santé, la mort. Surtout pour un hypocondriaque comme moi, complètement obsédé par la mort* [rires]. *Mais cette épreuve m'a fait aussi prendre conscience de ma vie et de mon futur. Ce n'est pas rien. »*

Son exil britannique n'est pas le premier départ de ce cyclothymique, voyageant au gré de son instabilité sentimentale. Petit Rastignac de la pop, il a d'abord quitté Rennes pour Paris quand la scène locale (il a fait ses classes aux côtés du groupe Marquis de Sade, en même temps que Niagara) s'est révélée trop étroite pour ce chef de file à venir d'une nouvelle chanson française. Il est, depuis, souvent allé voir ailleurs, traçant des itinéraires selon ses humeurs fêtardes, laborieuses et mélancoliques. A Londres déjà, à New York, de préférence dans le quartier portoricain de son amie Lyn Byrd, à Copenhague, à Lisbonne plus récemment, inspiré par la *saudade*, le célèbre spleen engendré par la capitale portugaise.

« Cette période reste un très beau souvenir, dit-il. *La charge romantique de la ville est si forte. Je me rappelle avoir acheté un recueil de poésies de Pessoa rien que pour la couverture et la couleur bleu passé du papier d'emballage. Lisbonne, c'est aussi le plaisir de vivre au bord d'une plage. De faire la fête jusqu'à midi et piquer une tête dans l'océan, après une nuit blanche. Je n'y suis pas retourné depuis longtemps. A cause des souvenirs d'une aventure sentimentale restés trop vivaces. »*

Aujourd'hui, ce tendre touriste songe à émigrer à Séville. A l'origine, peut-être, de cette inconstance géographique, une enfance instable et déracinée. *« Je suis né en Algérie, à Oran. A quatre ans, j'étais mis en pension, arraché à mes parents, qui eux-mêmes n'étaient plus ensemble. Je me rappelle un climat de guerre et de sang séché. Nous passions parfois sous les fenêtres pour ne pas se prendre de balles. Je me souviens d'avoir eu à enjamber des cadavres en rentrant de l'école. Pendant longtemps, le soleil a été pour moi synonyme de danger. C'est Lisbonne qui m'a réconcilié avec l'été. »*

Longtemps lieu de travail – il y avait déjà réalisé trois albums –, Londres est aujourd'hui pour Daho un cadre de vie quotidien. Un appartement confortable dans le quartier bourgeois et pittoresque de Covent Garden a remplacé les nuits à l'hôtel. De magasins de disques en boîtes de nuit, d'épiciers en restaurants, de *wine bars* en studios d'enregistrement, le Français a pris ses marques. Ce noctambule n'hésite pas à flirter avec la population interlope. *« Je vais parfois au Venus, un clandé qui se trouve au sous-sol d'un sex-shop de Soho. J'y croise des putes, des dealers, des musiciens, des footballeurs... »*

ENTOURÉ des chaleureuses boiseries du Prince of Wales, un pub de Drury Lane, à deux pas de sa nouvelle demeure, le Breton raconte le bonheur de l'anonymat et son goût des ambiances londoniennes. *« Ma passion pour Londres est d'abord celle d'un musicien. Ici, je n'ai plus de rôle mondain à jouer. Je peux vraiment me consacrer à ce que j'aime plus que tout : la musique. »*

L'époque a été particulièrement propice à la passion d'Etienne. Depuis son installation, la scène musicale anglaise a retrouvé une effervescence qu'elle avait perdue au début des années 80. Le rock insulaire triomphe à nouveau sous la forme de la Brit pop d'Oasis, Blur, Pulp et consorts. De jeunes alchimistes, inspirés par les musiques de danse de la génération techno, concoctent les excitants mélanges du trip hop, de la jungle et du drum'n'bass. Daho a humé l'air du temps et s'est imprégné de tous ces courants. Produit et composé avec un complice de ses premiers succès, Arnold Turboust, son nouvel album témoigne d'une compréhension très subtile de ces styles, pliés à l'aune de sa sensibilité et au format de la chanson française.

Le chanteur a particulièrement apprécié la vogue outre-Manche du *easy listening*. Lancée par quelques disc-jockeys lors de soirées mémorables chez Madame Jojo ou au City Cheese, cette mode, forcément éphémère, a eu le mérite de remettre à jour des styles musicaux jadis méprisés par les puristes du rock. Bandes originales de films et de feuilletons, mélodies instrumentales d'apparence décorative, jazz exotique, crooners. Rythmes désuets et chefs-d'œuvre oubliés. Parmi eux, des chansons signées par des auteurs depuis longtemps au panthéon personnel du Français : Burt Bacharach, Michel Legrand ou Antonio Carlos Jobim, le créateur de la bossa-nova. Pour Daho, *« ces musiques n'ont de facile que le nom. Leur force vient de leur apparente légèreté. Derrière cela se cachent généralement une grande complexité technique et une profondeur souvent existentielle »*. Un choix esthétique qui témoigne d'un véritable credo. Car, au début des années 80, c'est précisemment sur ce terrain qu'Etienne Daho a imposé sa marque.

Enfant d'un rock millésimé, il n'a jamais hésité à proclamer aussi son admiration fétichiste pour certaines icônes de la variété française. A la suite d'Elli et Jacno, punks parisiens devenus vedettes d'une vague néo-yéyé, Daho affichera sa vénération pour la perversité très littéraire du Velvet Underground comme pour le charme apparemment plus sage de Françoise Hardy, dont il est d'ailleurs devenu l'ami et le biographe. Sur ses disques, aux côtés de tubes plébiscités par les midinettes comme *Epaule Tatoo* ou *Tombé pour la France*, figureront des reprises de Syd Barrett ou Stuart Moxham, appréciées des spécialistes.

> « Sur le plan émotionnel, je suis en perpétuel danger. C'est le moteur de mes chansons »

Son dandysme séduit les lecteurs des *Inrockuptibles* comme ceux de *Podium*. Aujourd'hui encore, il peut se permettre de produire les expériences excentriques de Brigitte Fontaine, et de collaborer avec Sylvie Vartan. Sur *Eden*, Etienne fait référence aux *Demoiselles de Rochefort*, invite les violons de David Whitaker, le doo-wop désuet des Swingle Sisters et réalise un rêve d'enfant en chantant en duo avec Astrud Gilberto (*Les Bords de Seine*), muse éternelle de la bossa.

L'autre vertu du *easy listening* aura été de faire découvrir aux Britanniques les mélodies les plus sophistiquées de notre répertoire. Depuis deux ans, on assiste à une véritable réhabilitation des fondateurs de la pop *made in France*. Pour des groupes en vogue comme Pulp, Divine Comedy ou Portishead, comme pour quantité de journalistes anglais, il est du dernier chic de citer Serge Gainsbourg ou Michel Polnareff. Blur a invité Françoise Hardy à pousser la chansonnette. La *french touch* est appréciée aujourd'hui, même dans les musiques les plus électroniques.

Cet effet de mode a aussi bénéficié au chanteur breton. L'an passé, il rencontrait, lors de leur concert parisien, les membres d'un groupe anglais auteur de quelques chansons aguicheuses et dansantes, et dont le patronyme prédestiné – Saint Etienne – trahissait les goûts francophiles. Plus ou moins initiée par la maison de disques (Virgin) du Français, cette rencontre débouchera sur une collaboration, scellée dans un pavillon de banlieue londonienne reconverti en studio.

A l'époque, Etienne déclarait : *« Lorsque j'ai débuté, je me suis donné comme principe de travailler avec des gens que j'aimais par affinités. Derrière leur pop extrêmement lumineuse, colorée, il y a chez les gens de Saint Etienne un côté tordu, bizarre. Je me suis toujours senti proche de cela : dans des eaux claires qui n'excluent pas le trouble. »* Prenant le nom malicieux de St-Etienne Daho, ce collectif éphémère a produit à l'automne dernier un mini-album (ou maxi-single), *Reserection*, comprenant cinq titres, dont quatre chantés par l'ancien Rennais qui étrennait ainsi son statut de résident londonien. Déjà très en phase avec la modernité de la scène locale, ce précurseur d'*Eden* n'obtenait aucun succès en France.

Au Royaume-Uni en revanche, l'adaptation en anglais du vieux *Week-end à Rome* (devenu *Accident*) atteignait la onzième place du hit-parade et permettait à Daho d'enregistrer son premier « Top of The Pops », l'émission télévisée de variétés la plus populaire de la BBC. *« Ce succès m'a ouvert des dizaines de portes*, avoue-t-il. *J'ai pu rencontrer et travailler avec des gens que j'admire comme Brian Eno, Flood, Nellee Hooper, Alan Moulder. »*

AUJOURD'HUI prêt à de nouvelles perspectives de carrière, le chanteur a enregistré, pour la première fois, une version en anglais de son nouvel album, qui sortira quelques semaines après son édition francophone. Terreau fertile de ces nouvelles créations, on pourra tout de même se demander si l'Angleterre n'attire pas Daho pour de mauvaises raisons. La perpétuelle agitation londonienne, cette course désespérée aux nouvelles tendances, ne sont-elles pas pour lui une façon de retrouver l'atmosphère fun et branchée des années 80, dont il fut le petit prince ?

En fuyant la France, Daho ne fuyait-il pas une réalité sociale que sa langue est incapable d'appréhender ? L'auteur de *Mythomane* et du *Grand Sommeil* peut-il survivre dans la France du rap ? Dans sa syntaxe de *« narcisse de l'abstention »*, les cœurs *« illusionnent »*, *« spiralent »*, *« s'addictent »* ou *« climaxent »*. Ne fut-il pas le principal artisan d'une certaine dématérialisation de la chanson française ? Le parrain de jeunes gens n'ayant à offrir que les *« petits tas de secrets »* de leur dérive amoureuse ?

Pourtant, la vie pour Daho n'est pas qu'une éternelle surprise-partie. Si on ne le voit pas appeler la jeunesse aux urnes, il a été, au début des années 90, à l'initiative d'*Urgence*, le premier projet discographique français de lutte contre le sida. En réunissant autour de son nom les vedettes de la chanson française, il a pu collecter 13 millions de francs, remis à l'Institut Pasteur.

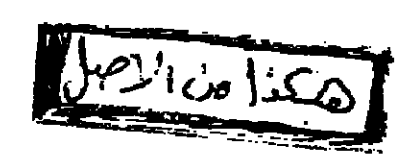
Etienne revendique aussi le courage de chanter ses sentiments. *« Il faut des couilles quand tu es un homme pour laisser parler ta sensibilité. »*

Il réfute pour ses chansons le qualificatif de fleur bleue. *« Je ne suis jamais cynique. J'aime le premier degré. J'aime l'amour, la passion, me laisser aller à ce sentiment, quand il est fort. Mais j'aime aussi le relief accidenté de mon parcours sentimental. Si j'étais fleur bleue, je rechercherais la sécurité de bras maternels. Sur le plan émotionnel, je suis en perpétuel danger. C'est le moteur même de mes chansons. J'ai l'impression de me livrer complètement dans mes disques, même s'il y a plusieurs niveaux de lecture. J'ai toujours revendiqué, depuis le début, ma légèreté même dans les moments les plus douloureux. Je n'ai pas envie de tout souligner en rouge. »*

La sérénité d'*Eden* ne fait pas exception. Résultats, en général, d'un premier jet, les textes des chansons exaltent la tendresse et la sensualité, essaient de sourire des larmes. Se révèlent en filigrane une bisexualité apparemment épanouie et parfois la brise d'un vertige autodestructeur. La désinvolture reste l'indispensable antidote. Jusqu'au prochain voyage.

Stéphane Davet
Dessin : Thierry Dalby





Le Monde des LIVRES

VENDREDI 22 NOVEMBRE 1996



L'éternelle question

CHRONOLOGIE

1901
3 novembre : naissance à Paris de Georges André Malraux. D'ascendance dunkerquoise par son père et franco-italienne par sa mère.

1905
Séparation des parents d'André, élevé dès lors par sa mère, sa grand-mère, Adrienne, et sa tante maternelle, Marie, qui tiennent une épicerie à Bondy, non loin du canal de l'Ourcq. *« Presque tous les écrivains que je connais aiment leur enfance, je déteste la mienne. »* (*Antimémoires*.)

1907
« Le fils de l'épicière » rencontre Louis Chevasson, auquel le liera une amitié durable.

1910
Fidèle lecteur de la bibliothèque de Bondy. Découverte d'Alexandre Dumas, Walter Scott, Hugo, Flaubert et Balzac...

1912
Mai : naissance de Roland Malraux, premier demi-frère d'André. André voit son père une fois par semaine et passe ses vacances chez ses grands-parents dunkerquois.

1915
Octobre : André entre à l'école primaire supérieure de la rue de Turbigo – futur lycée Turgot – et suit les cours d'une répétitrice. Rencontres avec Marcel Brandin, Georges Cusin et Georges Van Parys. Il commence à fréquenter assidûment les bouquinistes des quais de la Seine.



1916
Il voit *Le Cid* à la Comédie-Française, fréquente concerts et expositions, et s'essaie à la peinture. Passionné de livres, André lit Barrès et étend sa curiosité au-delà des auteurs français, avec Tolstoï ou Dostoïevski.

1918
Le lycée Condorcet refuse de l'inscrire. Profitant de l'absence de son père qui est au front, André quitte l'école et commence à gagner sa vie en revendant des livres. Lecture de Nietzsche et de Michelet.

1919
Chineur pour le compte de René-Louis Doyon qui tient la librairie La Connaissance, André fait ses premières rencontres littéraires – Max Jacob, Mauriac, Galanis.

1920
Janvier : Doyon lance la revue *La Connaissance*, qui publie le premier article de l'écrivain, « Les Origines de la poésie cubiste », suivi en février d'une critique de « Trois livres de Laurent Tailhade ». Collaborent à la revue Marcel Jouhandeau, Henri Bosco, Léon-Pierre Quint. Egalement éditeur, Doyon associe Malraux à cette activité pour deux volumes de Jules Laforgue.
André se lie avec Florent Fels, fondateur avec le critique Marcel Sauvage de la revue d'extrême gauche, *Action, cahiers individualistes de philosophie et d'art*.
Mars : naissance de Claude, second demi-frère d'André.
Avril : parution de « La Genèse des *Chants de Maldoror* » dans *Action*, puis de « Mobilités », en juillet, et « Prologue », en octobre.../...

PHOTO DE UNE :
C. CLAUDE, DR/COLL. FLORENCE MALRAUX

Comment suivre une démarche aussi érudite, vibrante, placée sous le regard de la mort ? En appréhendant, derrière l'incessante jonglerie de l'artiste avec les siècles et les civilisations, le même questionnement sur l'Œuvre

« Vous commenterez, et discuterez s'il y a lieu, l'entrée d'André Malraux au Panthéon. Vous avez quatre heures. Il est huit heures : à midi, je ramasse. »

Je n'ai jamais corrigé de copies d'élèves, sinon par accident. J'imagine que leur lecture à la file doit laisser la même impression que celle du monceau d'articles parus sur Malraux depuis l'été, en particulier depuis l'annonce des cérémonies du 23 novembre.

L'exercice est tentant et flatteur. Les formules lapidaires sur un peu tout, dont fourmillent écrits et entretiens de Malraux, sonnent comme autant de sujets de dissertation : la mort qui change la vie en destin, l'expérience qui se change en conscience, le prochain siècle qui sera religieux ou ne sera pas... Peu importe que cette dernière prédiction soit apocryphe, le ton de la prophétie y est. En matière de citations, on ne prête qu'aux riches.

Le penseur Malraux est de ceux qui soulèvent les commentateurs au plus subtil d'eux-mêmes ; l'homme engagé leur offre l'occasion de s'inscrire, à son image, dans leur époque ; et le styliste porte immanquablement aux paraphrases, tant ont séduit ses envolées bluffantes, ses énumérations chevaucheuses de millénaires, son questionnement haletant, ses sonorités de bronze. On y reviendra.

Parce que les années 30-40 ébranlaient les tours d'ivoire les mieux closes – sauf, curieusement, celle du futur engagé-chef Sartre –, on a cru que Malraux n'avait de cesse de lancer les intellectuels en commandos contre les scandales de l'histoire. Et du coup, on a cherché quelles leçons ces coups de main moraux recelaient pour notre aujourd'hui. C'était s'exagérer nos occasions de reprendre service à sa manière. Il est des temps pauvres en belles causes. C'est à peine si ces temps-là demandent à être pensés. Nous y sommes en plein.

A noter que l'appel à l'action ne relève pas, chez Malraux, d'un bloc de convictions constantes et valables pour toutes les situations équivalentes. Son invite est si peu idéologique, elle relève tellement plus de l'ébranlement existentiel que s'y sont reconnus sur le moment, et s'y reconnaissent encore, des jeunes gens aussi éloignés entre eux que, avant guerre, le communiste René Andrieu, plus tard rédacteur en chef de *L'Humanité*, et des esprits peu révolutionnaires comme l'actuel secrétaire d'Etat Hervé Gaymard (voir la *Revue des deux mondes* de novembre 1996). Malraux est un éveilleur, non un enrôleur. Ce n'est pas seulement parce que le patronyme s'y prête mal qu'il n'existe pas de « malrucisme ». Le « giralducisme », c'était différent : Giraudoux le charmeur ouvrait droit au jeu sur les mots ; pas Malraux, qui pose les plus hautes questions sans donner de réponse, jamais.

Ses plongées dans les mêlées du siècle ressemblent à des foucades. C'est en amateur d'art, mâtiné de trafiquant, qu'il gagne l'Indochine, non en indigné des infamies coloniales. Il a changé d'idée fixe en route, comme un cheval du Cadre noir change d'allure. La Chine de la Longue Marche, il y voit un bon sujet de roman, et non une solution importable, comme nos maoïstes de pacotille des années 70. Exagère-t-il un peu son rôle sur place, comme ensuite en Espagne ? Et alors ? La mystification est *« éminemment créatrice »* : c'est son idée, dès 1928. Des imposteurs d'aujourd'hui en ont déduit qu'il suffisait de mentir pour avoir du talent. Autre bévue d'un temps, le nôtre, qui ne restera pas comme celui du mépris, mais comme celui des imitations pâles !

Relisons *L'Espoir*, revoyons le film. Le témoin-acteur défend une conception de la République, il lève le poing à la Mutualité ; mais d'abord, il vérifie une réponse possible au *malheur d'être*, qu'il a pressentie en Chine : la camaraderie au combat. Les maniaques de la cohérence auraient souhaité que le *coroñel* de l'escadrille España reprît plus tôt du service dans la Résistance. Soit, il a un peu attendu. Mais enfin, la date de son ralliement aux maquis ne le met pas en si mauvaise place. Tant de donneurs de leçons furent moins pressés ! Il voulait être bien certain que les maquis soient une solution sérieuse – son critère constant quand parlent les armes. S'il lui fallait une excuse – ce qu'à Dieu ne plaise ! –, disons qu'il y avait l'amour. L'« Hôtel des grands hommes », devant lequel aura lieu la cérémonie du Panthéon, pourrait raconter ce qu'il en fut de ces « choses » dont l'amoureux de la si belle Josette Clotis craignait qu'elles *« ne vous amènent à rêvasser »*.

Drieu ? Bon ! – comme il disait volontiers en attaque à ses fulgurances –, l'antifasciste qu'il était a bien revu le fasciste Drieu, en pleine Occupation. Il lui a sans doute demandé d'être le parrain de son nouveau-né. Il a peut-être accepté de lui un *Ausweis* pour la *zone libre*. Il va lui proposer de quoi fuir à l'étranger les rigueurs probables de l'épuration et, pourquoi pas ? de venir se battre incognito contre son camp, à condition que les maquisards y consentent. Placer, le temps d'un dîner, l'amitié au dessus des engagements, et même des solidarités de la guerre, n'est-ce pas à cela que se mesure, non le risque de trahison, mais... l'humanité – si cette chose intéresse ? Et quand l'amitié repose sur une passion commune, cette *« chose grave »* qu'est la littérature, selon leur complice Paulhan ? Les deux hommes s'estiment. Ils s'entendent, jusqu'à paraître s'isoler des tiers, quand ils ferraillent à coups de concepts. Se comprendre à demi-mots : en pleine guerre civile, cela doit reposer de devoir, en bonne logique, se tirer dessus !

Les admirateurs éblouis du Malraux de 36-45 voudraient découper leur idole en tranches. Ils se consolent mal que le partisan « rouge » bâti pour rester irrécupérable se retrouve en anticommuniste RPF, puis en ministre guidant au musée les excellences de passage. Fut-il heureux dans ces rôles ? On l'imagine plutôt mal à l'aise quand il jure que la torture a cessé en Algérie, comme par miracle, en juin 1958, ou quand, en 1968, il laisse Jean-Louis Barrault sans consignes devant les émeutiers de l'Odéon, et qu'il empêche Armand Gatti de faire siffler Franco au TNP. Lorsque le même Franco se voit gratifié, en 1970, de la dernière visite de de Gaulle à un chef d'Etat avant sa mort (visite privée, certes, mais enfin cette poignée de main était-elle bien nécessaire ? Ne s'agissait-il pas, précisément, d'embarrasser son génial féal ?), l'ancien des Brigades naguère pris sous le feu des hommes du Caudillo dut trouver cher payée sa fidélité inconditionnelle au général.

Il ne sert à rien de chercher à comprendre l'élan qui incline parfois de très grands artistes à se jeter aux pieds de grands politiques, et à n'en pas démordre, tel François Mauriac ; l'affectif y a trop de part, il défie le jugement, comme lorsque vous dépassent les choix amoureux d'un ami. On ne peut pourtant s'empêcher d'estimer qu'un don si total – hormis le cas de guerre, où s'impose la règle des chefferies – entraîne un effacement de soi bien indû. Le lauréat du Goncourt 1933 s'était promis de placer au-dessus de la passion politique la vraie « grandeur » ; notion pathétiquement subjective.

Mais quoi ! Dès lors qu'on récapitule une vie publique, on éprouve toujours des regrets, et on leur cherche toujours des compensations. L'éloge intraitable de la liberté d'expression, en 1966 devant les députés, à propos des *Paravents* de Genet, que voulaient interdire ses « compagnons » déchaînés ; la conception d'une culture pour tous telle que l'inaugura Malraux et telle qu'elle semble menacée par les mêmes compagnons : cela nous sert de baume !

J'ai parlé de l'isolement où il arrivait que les propos escarpés de Malraux tiennent certains interlocuteurs, même les moins obtus. A ce propos, Jean Amrouche, le grand confident des éminences littéraires d'alors, raconte qu'en 1931, au sortir d'un déjeuner historique où Malraux et Drieu avaient pratiqué en virtuoses leur *« art martial »* de la lucidité (l'expression est de J.-F. Lyotard), Giono se plaignit de n'avoir *« rien compris »*, et que Gide eut cette répartie : *« Moi pas davantage, rassurez-vous... et je crois bien qu'eux-mêmes non plus ! »* L'anecdote est de nature à réconforter bien des lecteurs. L'émoustillement que manifestent les bons connaisseurs, avec des connivences de *happy few* faisant leurs preuves, accentue la perplexité du plus grand nombre. Comment suivre pas à pas une démarche aussi érudite, tendue, vibrante, sans cesse placée sous le regard de la mort et des constellations ?

Malraux témoigne, pour le siècle entier, de ce qu'il n'y a de grande œuvre que portée par une vision du monde. La sienne dépasse la visée universaliste. Elle englobe toutes les interrogations possibles, dans la mesure où elle repose sans cesse la question même de l'œuvre. L'art selon Malraux ne produit pas des bijoux ciselés ; il est fait des *« éclats d'acier tombés de l'assaut »* que l'homme livre, depuis la nuit des temps, *« contre l'informe »*. Selon une autre formule lumineuse de Lyotard, Malraux *« parle à ses questions »*. Il n'a que faire du naturalisme, héroïque ou goguenard, où nous barbotons. La création est, avec la fraternité, ce que l'homme tente de plus sublime pour se sauver d'une condition que les utopies politiques ont échoué à changer.

Le communisme n'a fait que servir, un temps, l'idéal de révolte en marche. Le nationalisme n'est

Bertrand Poirot-Delpech

qu'une étape, un moyen. Malraux n'est pas loin de penser, avec Bernanos, pourtant peu suspect de négliger la nation, que celle-ci est devenue un *« absolu dont on se sert pour terroriser les imbéciles »*. Il ne peut y avoir de *malrucisme*, décidément, pas plus qu'un parti ne saurait se dire *gaulliste*, vingt-cinq ans après qu'a disparu le champion du pragmatisme et le contempteur des... partis. Ce qu'aura engendré le plus sûrement l'auteur de *La Condition humaine*, ce sont des orphelins, conscients de leur dépendance orpheline jusqu'à douter splendidement, tel Roger Stéphane, de ne pouvoir jamais égaler le père.

Pour Malraux, l'art témoigne avant tout de l'inexplicable et invincible aspiration de l'âme humaine vers un sens toujours refusé. On s'étonnerait moins de cette conception si les Eglises, du moins les européennes, n'avaient cessé de se situer elles-mêmes à ces niveaux. L'auteur du *Musée imaginaire*, comme celui des *Antimémoires* et du *Miroir des limbes*, ne prétend pas à moins qu'à faire prendre à l'œuvre la place laissée vacante par les silences épuisés des religions, dont la religion de l'homme : la place d'une transcendance. Devant l'aléatoire, le précaire, l'indicible, la pensée s'avilit si elle se croit autre chose qu'un espoir, c'est-à-dire une question lancinante.

De ce questionnement quasi immobile découle l'incessante jonglerie de l'artiste avec les siècles et les civilisations. Toutes les réponses de l'art semblent contemporaines et dépourvues de lieu central, parce qu'elles ramènent toutes à la quête de l'inconnaissable. Simone de Beauvoir ne débordait pas d'intelligence – à moins qu'elle ne fût de mauvaise foi – lorsqu'elle reprochait à Malraux que telle page ou tel monument lui *« fassent penser »* à tels autres sans rapport clair entre eux. Le coq-à-l'âne n'est qu'apparent. Le causeur ne fait qu'expérimenter certains grands écarts, à la façon dont le peintre tente des chocs de couleurs.

Sa démarche de comparatiste titubant explique l'habitude de l'écrivain de rapprocher sans cesse, d'un même mouvement, souvent dans la même phrase, des réalités ou des beautés irréductibles l'une à l'autre. Ses fervents ne résistent pas à la tentation de parodier, pour le servir, son art de l'énumération zigzagante, des synthèses acrobatiques. Plus la pensée de Malraux gagne les cimes de la spéculation, plus elle est comme rattrapée aux basques par des observations au ras du sol. *« Et tandis que... »*

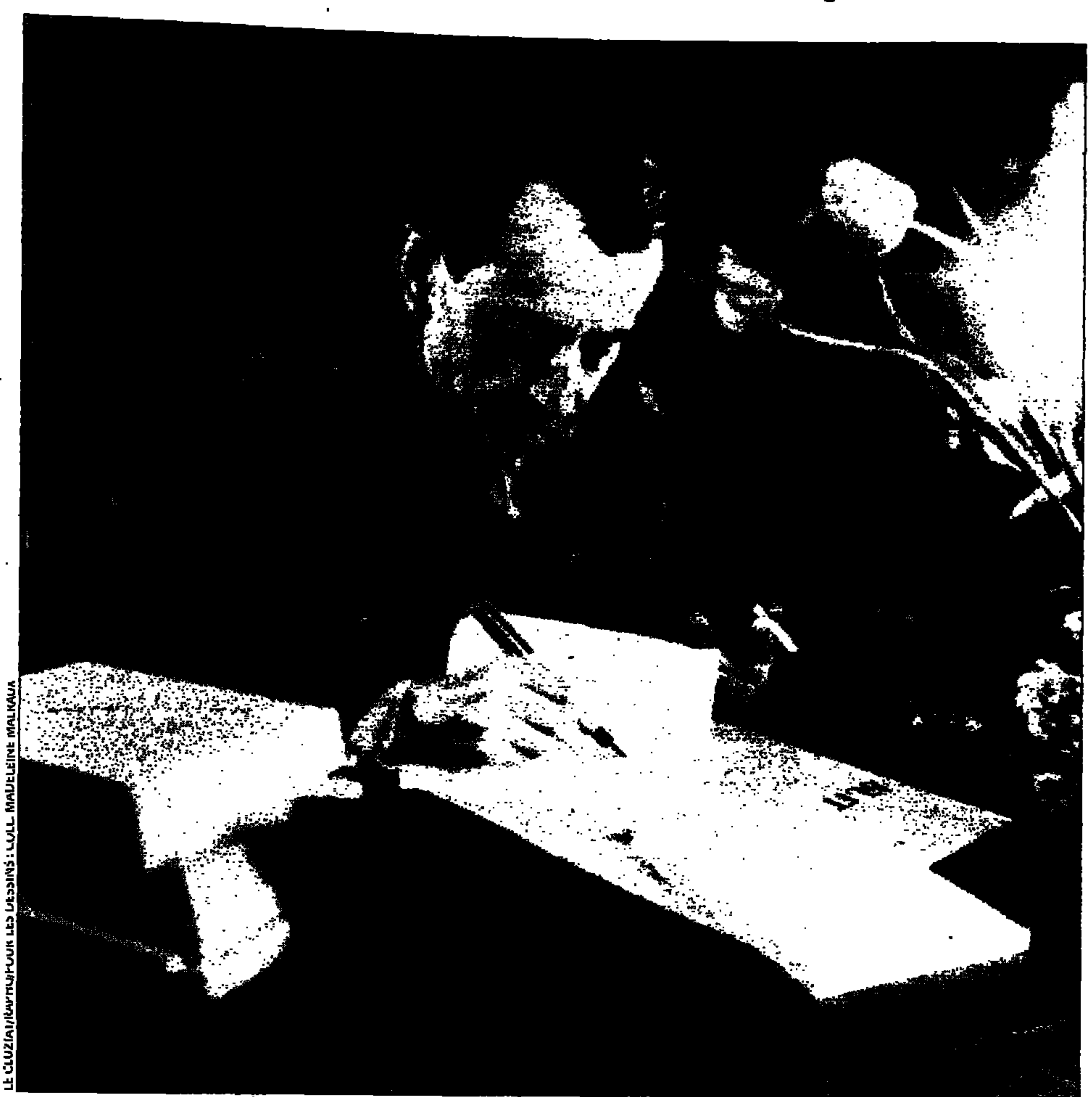
Chaque fois que son regard rêve sur les arrière-plans cachés d'un chef-d'œuvre en chantier, ou en ruine, il est rare qu'il ne soit pas distrait soudain de ses songeries par le passage d'une bestiole : renard des sables se faufilant sous une colonne éboulée, fourmis courant sur une mitrailleuse, oiseaux migrateurs traversant un tir de DCA, grenouilles croassant à perdre souffle autour de la Fondation Maeght, où Picasso écarquille, sur le monde à peindre, son œil d'obsidienne.

Parler de procédé heurterait le prosateur, non sans raison, et ferait injure à ce qui se joue à ce moment précis de sa création. A elle seule, la collision de la grandeur et du minuscule, du spirituel et de l'animal se met à signifier, au gré de chaque lecteur, comme se répondent, chez Pascal, les deux infinis. Il est secondaire, quoique non dépourvu d'intérêt, d'observer sous l'effet de quels sons la phrase se charge alors de sens. Car il y a du musicien conscient et organisé chez cet obsédé d'art plastique. Armée des *om*-bres, République de *bron*-ze, Trébi-*zonde* : les *on* abondent, dans les écrits comme dans les discours. Ils font résonner les fosses nasales. Ils se répercutent de paragraphe en paragraphe, comme des appels de trompe antique.

A quelqu'un qui lui demandait le secret de son envoûtante éloquence, j'ai entendu Malraux répondre, en forçant sur le *on* : *« L'Odéon, où l'on m'a conduit très tôt. »* Il ajoutait, pour expliquer sa diction si particulière : *« Le modèle, c'est évidemment Sarah Bernhardt ! »* C'était dit sur le ton de De Gaulle se réclamant d'Edmond Rostand.

Victor Hugo affectionnait les mêmes diphtongues en *on*, dans les mots *mondes*, *tombes*, ou *onde*. Lui aussi convoquait volontiers les gouffres et les firmaments énigmatiques. Quand on lui posait la question du *« pourquoi quelque chose au lieu de rien ? »*, de la survie, et du pourquoi de ces questions éternelles, il répondait évasivement : *« Je sens mon profond soir vaguement étoilé. »* Comme en écho, Malraux annoncera : *« Une étoile inconnue se leva au-dessus d'eux. »*

C'est son tremblement tétanisé devant le mystère sans âge qui vaut à Malraux de rejoindre le poète géant du XIXe siècle dans l'immortalité du Panthéon, abandonnant les raisonneurs à leurs progrès menus et datés. Après coup, il pourrait bien devenir le Hugo d'un siècle dont Sartre serait le Voltaire.



LE CLUZIA/RAPHO POUR LES DESSINS : COLL. MADELEINE MALRAUX

André Malraux en 1945.
Les dyables et dessins sont issus de *Dessins, messages, signes & dyables* (1946-1966, préface de Madeleine Malraux)

Le jeu de l'art et du néant

SIGNÉ MALRAUX
de Jean-François Lyotard.
Grasset, 364 p., 138 F.

Jean-François Lyotard, philosophe, propose une biographie de Malraux, inattendue et superbe

De quoi est faite une vie ? Une succession chaotique de gestes infimes et bientôt disparus ? Le silence ou la douleur des organes, heure par heure, les paroles prononcées et les pensées fugitives ? Sentiments, digestions, éveils, extases, ennuis, idéaux, illusions, contraintes – fatras où fluctuent corps et âme, avant de se dissoudre à jamais... N'est-ce vraiment que cela ? Ou bien ce qu'on appelle une vie est-il l'ensemble des actes qui demeurent, des traces immobiles que les nuits n'effacent pas – décisions mémorables, combats insensés, romans bruts, visages de pierre taillée ? Comment comprendre, quand le corps est depuis longtemps pourri, cette étrange existence qui persiste, derrière les œuvres, au-delà de la poussière dispersée des gestes et des mots, comme un style, une griffe, à quoi l'on reconnaît la comète nommée génie ? De quelle manière écrire cette présence disparue qui pourtant ne passe pas ? Ce n'est pas la collection des réalités avérées, mais le signe caché qui les rassemble – ni une voix ni une âme, rien qu'une grande signature.

Le biographe qui s'aventure dans ces parages peut laisser tomber la montre, les agendas et l'exhibition des archives. Evidemment, il a repéré les lieux, arpenté le temps, vu les témoins, a scruté les bibliothèques. Il a bien sûr dévoré les précédentes biographies. Les auteurs, sérieux, avaient fait un travail classique, ils avaient mis dans le meilleur ordre possible famille, milieu, études, influences, amitiés, crises, ascension, succès, et dessiné une trajectoire vraisemblable du personnage (1). Le Malraux de Lyotard, c'est autre chose. Un génie du siècle fouillé par un philosophe d'avenir. Inclassables tous les deux. Leur rencontre conduisit vers un livre unique en son genre. Echevelé, superbe, mêlant sans vergogne les époques et les thèmes, laissant impérialement de côté des pans entiers d'une chronologie de surface qui l'ennuie, fulgurant d'intelligence sur l'essentiel – ce qui gît et phosphore sous les hasards de la vie –, l'ouvrage ressemble à son héros.

Scène inaugurale : la mère pleure à l'enterrement d'un petit, le père a fui, André a dix-huit mois. La clé de tout ce qui suit, c'est la tribu de femmes qui élève en banlieue le petit. Leur secret ? Le néant, dit Lyotard. Ces mères ont vu partir ou mourir tous les hommes, ont enterré les enfants, se sont persuadées qu'elles perpétuent absurdement une vie de toute manière destinée à être écrasée par la maladie, la guerre et la mort, et qui sera perdue un jour ou l'autre dans la glaise. Elles savent que rien ne vaut et enseignent que dans le fond rien *n'importe. La mort gagne à tous* coups, elle efface jusqu'à la mise. Ces femmes vont parer le petit André, l'élever pour qu'il *soit leur fierté et peut-être leur* revanche, éphémère forcément, destinée elle aussi à être engloutie. Lui se débattra jusqu'à la *mort contre cette épouvante du* néant. Malraux construira son existence contre cette terreur : voir toute création annulée dans la froideur minérale des tombeaux. Ce qu'il cherche dans le miracle des œuvres, avec une incessante fébrilité, une avidité perpétuellement en éveil, c'est la possibilité d'échapper vraiment à ce rien terrible, cette menace indistincte et sans nom.

Recherche vaine, toujours reprise, interminable. Malraux n'arrête pas. Il suffit qu'une lumière s'annonce, et lui s'allume, cligne de l'œil. A l'affût, aussitôt. Dès que peut s'entrevoir, intermittente et brave, une échappée assez forte pour défier le néant, le voilà aux aguets, prêt à la glose comme à l'action. Agir est comme écrire, assemblage fugitif de gestes contre la hantise de leur *annulation. Ce qui* fait son étrangeté, sa force et sa vulnérabilité, sa parenté profonde avec le siècle, c'est ce *combat perpétué contre l'ange* du rien. Nulle certitude, aucune possession assurée, une distance marquée envers les dogmes, les partis, les tribus, une forme de cruauté ironique face aux espérances, une manière de se gausser, finalement, de ce qui se passe, quoi qu'il arrive – telles seraient chez Malraux les marques de son affinité la plus archaïque avec le nihilisme des mères. Mais comme il ne cesse malgré tout de vouloir échapper à cet anéantissement, comme toujours il s'en effraie et s'en indigne, comme il se jette dans les combats qui engendreront peut-être une dignité sauvée et un regard apaisé de l'humain sur son destin, Malraux a illustré mieux que personne une attitude majeure de notre temps : l'action sans la croyance.

Roger-Pol Droit

Lyotard éclaire les faces contrastées de l'homme et de l'œuvre à partir de cette lutte primordiale. Malraux part pour l'Asie ? Il transforme ce continent en « *patrie de son désir* » ? C'est que les mères et le néant y sont entrelacés, mais autrement *que dans la jeune Europe. La répétition* des cycles et des servitudes, la grande redite annulant l'histoire ne sont pas, en Orient, *objet de pleurs et d'affolantes* terreurs. Ces réitérations sans fin ne suscitent ni désespoir ni rébellion : elles sont en Asie se*reinement honorées – fascinante* énigme pour l'éternel enfant qui affirma : « *Il n'y a pas de grande personne.* » Malraux transforme-t-il l'Occident en un regard terminal, créateur de rapprochements et de rétrospectives plutôt que porteur d'œuvres nouvelles ? Il se demande une fois encore comment échapper au néant, de quelle manière trouver une issue, une survie, alors même qu'il n'y a plus aucune création. Et pourquoi, malgré ses erreurs, son dandysme et ses emportements, ne se *trompe-t-il pas de camp quand* viennent les fascismes ? Parce qu'il perçoit dans les cohortes de chemises noires et les sections *spéciales le parti du néant. Il ne* se leurre pas, dès que s'annonce le goût de la mort, et le vieux froid qui rôde. Donc, il se bat.

Autour de ce jeu d'art et de mort s'organisent pour Lyotard les visages multiples de Malraux : chef de bande, chat mystique, artiste de l'histoire, farfelu mécanique, amant fou et querelleur de Clara, tribun, Prix Goncourt, amateur de moteurs d'avions, père à éclipses de Florence, amoureux transi du grand homme, de Gaulle, ministre intègre et absent, explorateur de coïncidences. Dans ces silhouettes dissemblables, le philosophe discerne, sur fond de résistance au néant et de collage effréné de toutes les images du monde, un même geste : Malraux signe – des livres et des discours, évidemment, mais aussi des pages d'histoire, des lambeaux d'idées, des croquis d'univers inachevables. Il importerait moins à Malraux de créer, absolument parlant – « *à quoi bon ? on s'en fout* » – que d'apposer sa marque, de reprendre ce qui s'offre pour le plier à son style et y laisser l'empreinte de son nom. Le livre de Lyotard – où ne se distinguent plus la biographie et *la psychanalyse, l'esthétique et* la philosophie – dessine finalement un portrait qui semble d'autant plus fidèle, sans doute, *qu'il est fictif.*

Il permet en tout cas de voir autrement le Panthéon. Ce lieu, dont le nom souligne que tous *les dieux lui sont liés, convient* à l'arpenteur des limbes, à son vertige du temps et à son acharnement à paraître. Les colonnades solitaires et glacées lui iront sans doute d'autant mieux qu'on y est conduit mort, anéanti, pour être glissé sous les marbres lisses, et en même temps glorifié, transformé en nom de grand homme garanti inoubliable par le gouvernement. Comme toutes les célébrations officielles de la gloire, la panthéonisation est à double face : elle permet d'être à la fois *célébré pour toujours et ignoré* à jamais. Elle enfouit autant qu'elle exhibe. Elle organise l'oubli en offrant le souvenir. *Accès de luxe vers le néant, dis*parition de première classe, dernière ruse. La vie enfin effacée sous la légende. Du grand art !

(1) Les biographies antérieures sont principalement celles de Jean Lacouture, *André Malraux. Une vie dans le siècle* (Seuil, 1973), de Curtis Cate, *Malraux* (Flammarion, 1994).

A signaler également : La Caisse nationale des monuments historiques et des sites publiera en décembre un CD-ROM intitulé *Le Panthéon : de Voltaire à Malraux. Aux grands hommes la Patrie reconnaissante* qui permettra une visite virtuelle du monument et comprendra notamment des images du transfert des cendres d'André Malraux.

CHRONOLOGIE

.../...Malraux travaille également à la première version de *Lunes en papier*, ainsi qu'à deux comptes rendus, des *Champs magnétiques*, de Philippe Soupault, et de *La Négresse du Sacré-Cœur*, d'André Salmon. Il fréquente Max Jacob, André Suarès, Salmon, Cendrars, Aragon, Cocteau, Eluard, Tzara, Artaud, Satie, Chagall, Delaunay... Amitiés avec Pascal Pia, Georges Gabory et Marcel Arland. Avec ce dernier, passion partagée pour *Tête d'or* de Paul Claudel.
Le libraire Simon Kra lui confie la direction artistique des éditions du Sagittaire. De ses multiples activités et transactions boursières, Malraux tire de substantiels revenus. Il s'installe à Paris.

1921

Parallèlement aux éditions de luxe de Remy de Gourmont, Baudelaire, Laurent Tailhade, Jacob, Jarry, le Sagittaire se livre à la publication clandestine d'œuvres érotiques.
Juillet : Voyage en Italie avec Clara Goldschmidt. Découverte de la peinture italienne – Giotto, Fra Angelico...
Septembre : rencontre avec le marchand de tableaux et éditeur Kahnweiler et André Simon qui proposent à Malraux la direction des éditions de luxe de la Galerie Simon. Brouillé avec Simon Kra, il accepte. Parution de son premier livre, *Lunes en papier*, à la Galerie Simon, dans une édition illustrée par Fernand Léger, Georges Braque, Juan Gris. Deux fragments d'*Ecrits pour une idole à trompe* paraissent dans *Action* – « Journal d'un pompier du jeu de massacre » – et dans *Signaux de France et de Belgique* – « Les hérissons apprivoisés ».
21 octobre : mariage avec Clara Goldschmidt, rencontrée et « enlevée » en juillet. Voyages en Europe. André se constitue une fortune en Bourse.



1922

Découverte de l'expressionnisme allemand à Berlin. André Malraux se lance dans le commerce de films.
Mars : Malraux préface une exposition du peintre et illustrateur Démitrios Galanis à la galerie La Licorne. *Action* publie « Aspects d'André Gide ». Participation à la revue *Dés*, fondée par Marcel Arland, avec « *Lapins pneumatiques dans un jardin français* », « La Nuit du 12 au 13 novembre » et de nouveaux fragments d'*Ecrits pour une idole à trompe*, aux côtés de Tzara, Eluard, Crevel, Limbour, Ribemont-Dessaignes. Rencontre avec Jacques Rivière qui lui propose de faire des comptes rendus pour la *NRF*.
Juillet : critique, pour la *NRF*, *L'Abbaye de Tiphaines*, de Gobineau, suivi en août de *L'Art poétique*, de Max Jacob. Rencontre avec le peintre James Ensor.



1923

Convoqué à Strasbourg pour faire son service militaire, André parvient à se faire réformer. Croisière sur le Rhin. Lecteur assidu d'*Anthinéa*, Malraux subit l'influence littéraire et politique de Maurras, et préface une réédition de *Mademoiselle Monk*, suivie d'*Invitation à Minerve* du dirigeant royaliste. « *J'aurais aussi bien écrit sur Hegel* », remarquera-t-il lors d'un entretien en 1972.
Mars : parution de « Ménalque » dans *Le Disque vert*. De retour de voyage, le couple Malraux apprend sa ruine en Bourse. André a vingt-deux ans. .../...

CHRONOLOGIE

…/… *« Vous ne croyez tout de même pas que je vais travailler »*, dit-il à sa femme en apprenant la nouvelle (Clara Malraux, *Nos vingt ans*). Suit l'expédition en Indochine ayant pour but d'aller chercher des statues khmères sur des sites non classés de l'ancienne Voie royale, qui, une fois revendues, permettront au couple de vivre deux ou trois ans. Kahnweiler trouve des acheteurs aux Etats-Unis.

1er octobre : obtention d'un ordre officiel de mission accordé par le ministère des colonies. Kahnweiler avertit Malraux de l'interdiction d'exporter des œuvres d'art d'Indochine.

13 octobre : embarquement à Marseille, sur l'*Angkor*, du couple Malraux et de Louis Chevasson.

Décembre : sept pierres sont arrachées au temple de Banteaï-Sreï, transportées en charrette puis par bateau. Un mandat d'arrêt est lancé contre Malraux et Chevasson.

24 décembre : arrivée à Phnom-Penh et assignation à résidence – qui durera quatre mois – à l'hôtel Manolis. Malraux et Chevasson découvrent l'Indochine coloniale.

1924

5 janvier : l'affaire est rendue publique par *L'Echo du Cambodge*. A Paris, des articles de soutien commencent d'être publiés. Clara fait une tentative de suicide puis une grève de la faim. Elle est hospitalisée.

16 juillet : après six mois d'instruction, ouverture du procès. *« Bris de monuments »* et *« détournement de fragments de bas-reliefs dérobés au temple de Banteaï-Sreï, du groupe d'Angkor »* sont à la charge des accusés.

21 juillet : les peines sont prononcées. Trois ans de prison ferme et cinq ans d'interdiction de séjour pour Malraux. Dix-huit mois de prison ferme pour Chevasson. Clara bénéficie d'un non-lieu et rentre en France. Ils font appel devant la cour de Saïgon.

3 août : la condamnation est rendue publique à Paris. Le quotidien *Le Matin* accuse Malraux d'être un vaniteux mondain, un écrivain manqué, lui reproche ses amitiés à l'extrême gauche et outre-Rhin.

6 septembre : pétition de soutien que Clara fait circuler à Pontigny, qui paraît dans *Les Nouvelles littéraires*. Arland, Doyon, Fels, Mauriac, Max Jacob sont parmi les signataires. *« Tous, je l'espère, nous serons avec André Malraux »*, écrit André Breton.

Octobre : la nouvelle revue de Marcel Arland, *Accords*, publie « Divertissements » et « Triomphe » – fragments du « Journal d'un pompier du jeu de massacre » –, écrits en 1922-1923. Le 28, arrêt de la cour d'appel de Saïgon. Un an avec sursis pour André, huit mois avec sursis pour Chevasson.

Novembre : retour en France.

1925

Janvier : rencontre avec André Breton. Grâce à l'entremise de François Mauriac, signature d'un contrat pour trois livres avec Bernard Grasset.

Février : le couple Malraux repart pour Saïgon. Rencontre avec l'avocat Paul Monin. Rencontre avec Paul Morand …/…

Des graffitis sur la statue

ŒUVRES COMPLÈTES III
Le Miroir des limbes
d'André Malraux.
Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade »,
1 488 p., 360 F jusqu'au 31-1-97,
puis 410 F.

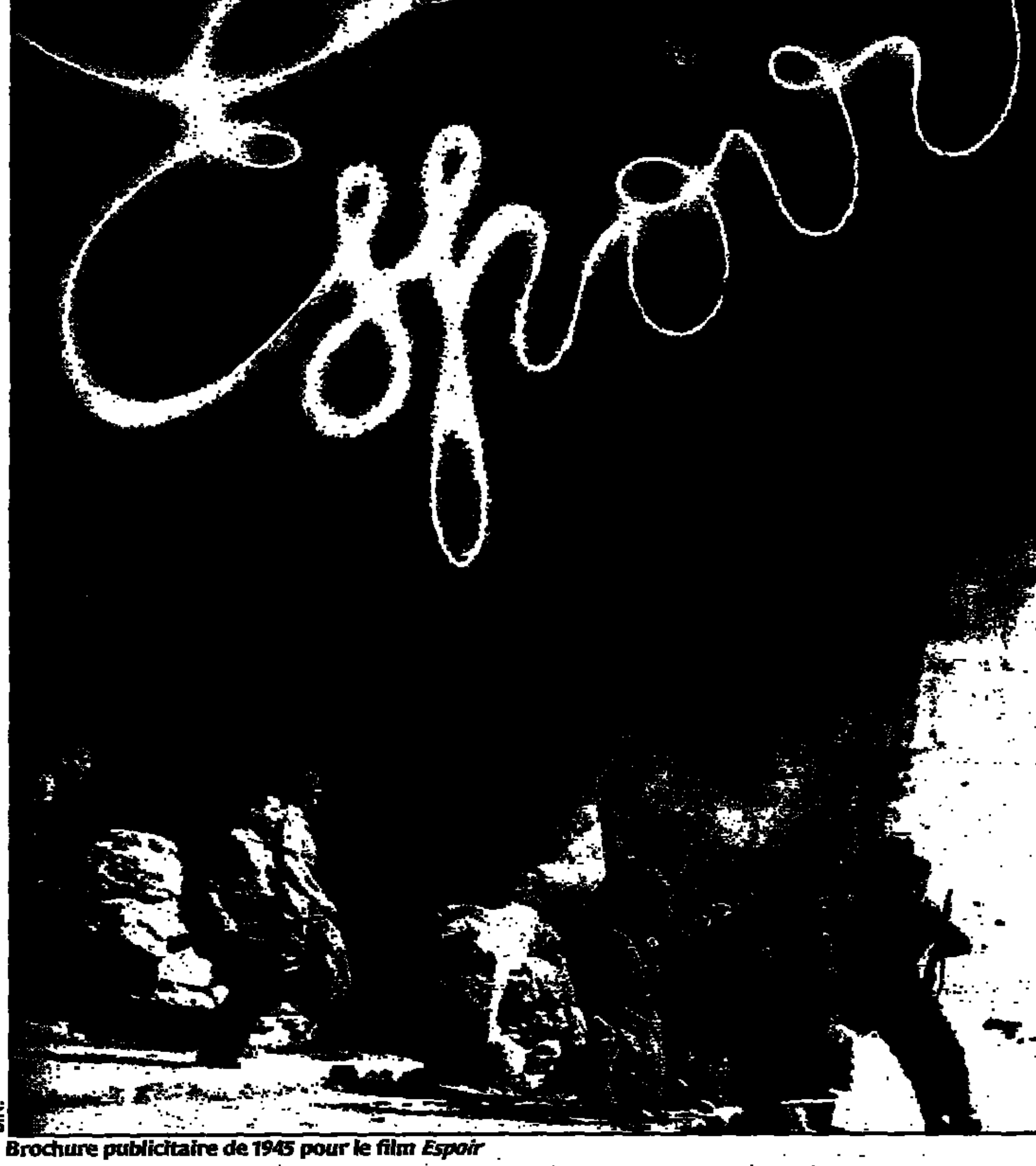
Le troisième tome de la nouvelle édition des « Œuvres complètes » de Malraux, qui réunit les écrits à caractère autobiographique, s'enrichit d'un roman : « Le Règne du Malin ». Dans cet anti-portrait de l'aventurier, l'écrivain démonte les mécanismes de l'illusion et se dévoile sur un mode mineur

André Malraux excellait dans la mort, c'était son pré carré. Parcourir son œuvre donne l'impression de déambuler dans un vaste cimetière : stèles aux victimes de la guerre d'Espagne, cendres des illusions révolutionnaires, tombeaux baroques élevés à la mort de Dieu, larmes sculptées, musées. Jusqu'à l'histoire, chez lui, qui se fige, telle une fille de Sodome, pour se statufier en légende, en posture. Jamais, sans doute, un artiste n'avait tant travaillé à ne laisser à la vie aucune place.

En ce sens, la fringale commémorative qui s'empare de sa légende à l'occasion du vingtième anniversaire de sa disparition marque son véritable triomphe intellectuel. Panthéonisation, célébrations, déferlement d'images et d'oraisons funèbres, feux de Bengale médiatiques : pour enterrer le siècle et le millénaire, la République propose à sa jeunesse le modèle du plus inspiré des nécromanciens. Seul Malraux lui-même eut, sans doute aucun, mieux réussi la fête. Il avait dans ce domaine une audace et une fougue que ses successeurs s'essoufflent à imiter. Quand il parlait des morts, Malraux se comptait parmi eux.

N'aimant ni la vie ni la réalité, qu'il estimait manquer de grandeur, Malraux n'éprouvait pas le moindre respect pour la vérité. C'est ce qui fait à la fois l'intérêt et la limite de ses œuvres de fiction. On a beaucoup dit que son importance littéraire tenait à la manière dont il avait bouleversé le roman en l'ouvrant aux tumultes de l'histoire de son siècle. Pour la première fois, la scène romanesque se confondait avec la planète ; le destin de l'homme occidental se jouait sur des champs de bataille exotiques, dans des affrontements politiques, religieux et philosophiques qui n'étaient plus les siens. Malraux romancier, c'est vrai, possède une vision planétaire, une imagination qui le porte aux analyses sans frontière du plus bel effet et aux synthèses les plus superbement théâtrales. Mais cette hauteur d'inspiration a un prix : l'exactitude, la soumission à la réalité. Les romans de Malraux sont sincères en ce sens qu'ils expérimentent la plus permanente de ses convictions : la supériorité de la croyance sur le savoir, de la légende sur l'Histoire.

Il n'est pas jusqu'à la manière dont Malraux compose et recompose sans cesse ses livres qui ne fasse la place à ces jeux mouvants de la vérité vraie et de la vérité fausse. *Le Miroir des limbes*, qui est censé réunir ses écrits à caractère autobiographique, est composé de deux grands ensembles : les *Antimémoires* et *La Corde et les Souris*, qui comprend *Hôtes de passage*, *Les Chênes qu'on abat*, *La Tête d'obsidienne* et *Lazare*. A ce diptyque, Malraux avait voulu ajouter, peu de temps avant sa mort, les *Oraisons funèbres*. C'est assez simple, sauf qu'entre leur première date de parution en volumes séparés et leur publication dans la « Pléiade » en 1976, sous le titre *Le Miroir des limbes*, les textes des *Antimémoires* et ceux des *Chênes* ont connu des remaniements si nombreux et si importants qu'il faut un chartiste pour s'y retrouver, entre les ajouts, les retraits et les déplacements. Comme pour augmenter encore la perplexité du lecteur ordinaire, Gallimard publie aujourd'hui, sous le numéro 263 de la « Bibliothèque de la Pléiade », un volume intitulé *Œuvres complètes III* qui n'est pas tout à fait le même que l'ancien numéro 263, qui avait pour titre *Le Miroir des limbes*. En vingt ans, le volume s'est enrichi d'un roman de cent quarante-six pages, *Le Règne du Malin*.



B.N.

Brochure publicitaire de 1945 pour le film Espoir

MÉMOIRE ET FICTION

Que vient faire ce roman dans un recueil de textes autobiographiques ? L'histoire vaut la peine d'être contée tant elle témoigne de la porosité de la frontière qui sépare, chez Malraux, la mémoire et la fiction. A la fin des années 20, en même temps qu'il rédige *La Voie royale*, l'écrivain commence à se documenter en vue de la composition d'un autre roman indochinois, *Le Règne du Malin*. La documentation s'accumule, sporadiquement, jusqu'en 1940, où Malraux commence la rédaction de son livre. Un contrat est signé chez Gallimard en 1947 ; le roman semble alors s'appeler *Mayrena*. Puis, plus rien jusqu'en 1967 et la parution des *Antimémoires*, dans lesquels *Le Règne du Malin* réapparaît sous la forme d'une quarantaine de pages d'un scénario qu'un personnage imaginaire nommé Clappique vient proposer à l'auteur. Lequel scénario sera réduit à quelques pages dans les éditions ultérieures. Clarifions encore : Clappique, dans les *Antimémoires*, est une projection ironique et farfelue de Malraux, un mythomane, brasseur de vent. L'art de brouiller les pistes atteint ici au sublime.

On ne fera pas l'injure à Malraux de croire qu'il a voulu seulement utiliser les restes et qu'il a versé dans ses vrais-faux Mémoires les bribes d'une fiction qu'il n'avait pas eu à cœur de mener à son terme. L'avarice n'est pas dans son tempérament. Plus intéressante semble la route qui mène de l'échec d'un roman à sa transfiguration en scénario, à sa dégradation en sujet d'un film qui ne se fera jamais.

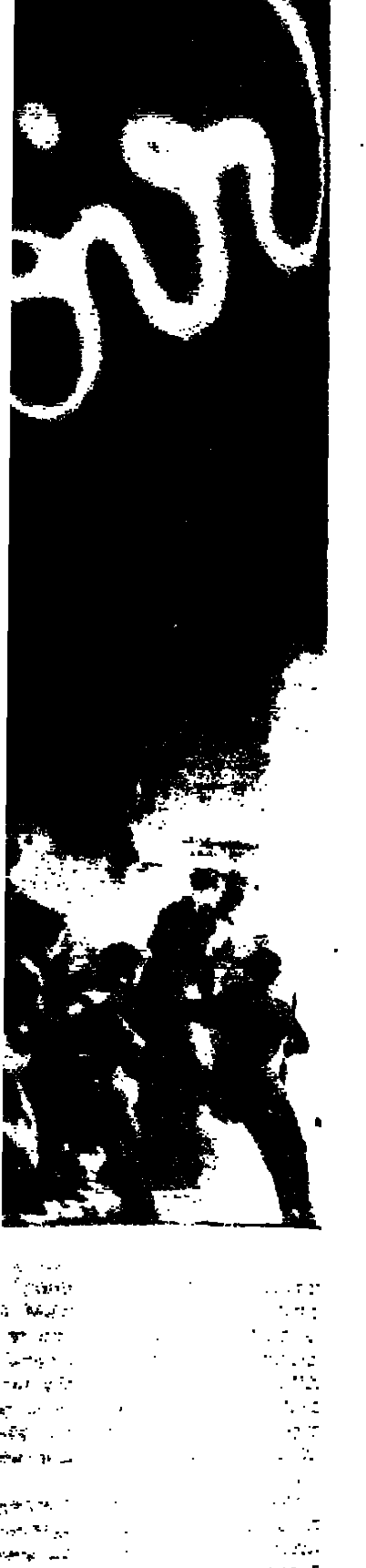
Le Règne du Malin présente cette originalité dans l'œuvre de Malraux d'être un roman historique. Pour écrire l'histoire de cet aventurier français qui devint, entre 1888 et 1890, sous le nom de Marie Ier, le roi d'un vaste territoire compris entre l'Annam, le Laos et la Cochinchine, le Sedang, l'auteur de *La Voie royale* – ce n'était pas dans ses habitudes – a voulu suivre les faits de près. La copieuse et méticuleuse notice de Jean-Claude Larrat qui accompagne le roman montre la diversité et la richesse des sources utilisées par Malraux. Tant pour reconstituer l'odyssée vraisemblable de son héros et les jeux politiques et militaires auxquels se livrent l'administration de Saïgon et les congrégations de missionnaires que pour posséder une connaissance ethnographique suffisante des paysans moïs sur lesquels va régner Mayrena.

Mais le romancier ne supporte l'esclavage du réel qu'aussi longtemps qu'il y trouve pâture. Quand l'herbe se fait moins drue, il va chercher ailleurs sa nourriture. Pudiquement, Jean-Claude Larrat écrit que *« Malraux procède sans rigueur scientifique : il attribue aux Sedangs un chant épique recueilli chez les Radès, tribu assez éloignée dans l'espace, et dont la langue et les traditions n'étaient pas les mêmes. »* Il est probable que, de la même façon, l'histoire véritable d'Auguste David, alias le baron Mayrena, après avoir un temps enflammé son imagination, lui a paru, à la longue, trop pesante, trop prosaïque, trop petite pour lui. Pas de quoi faire un roman ; tout juste un scénario, puis un synopsis placé sous le signe de la dérision. Il est arrivé en somme à Mayrena ce qui s'était passé sur une plus grande échelle avec T. E. Lawrence : le sentiment que les hommes, même les plus aventureux, sont toujours beaucoup plus médiocres et décevants que les histoires qu'on peut inventer sur eux conduit à l'ennui du biographe. *Le Règne du Malin* rejoint dans le carton des œuvres inachevables *Le Démon de l'absolu*. Ni l'un ni l'autre ne survivront à la guerre ni à l'apparition de la légende enfin débarrassée de l'homme : de Gaulle, le mythe de la France incarnée.

On est en droit de le regretter. Il y a dans *Le Règne du Malin* un Malraux qui ne s'est guère exprimé ailleurs et qui nous surprend agréablement : un Malraux sur le mode mineur. Moins qu'à l'édification de la statue du roi des Sedangs, il nous est donné d'assister à son ironique déconstruction. Passant de la représentation théâtrale des héros à la coulisse, le romancier démonte, souvent avec verve, les mécanismes de l'illusion. Mayrena est une sorte d'antiportrait de l'aventurier, de parodie souriante de la geste des conquistadors : *« Le gouverneur regardait ce gaillard aux belles dents, ancien directeur du Théâtre municipal, un tantinet escroc, bon journaliste, et qui, cependant, pouvait, sans faire rire, parler de Pizarre en pensant à lui. »* Mayrena possède cette vertu de se prendre pour ce qu'il n'est pas et d'y croire assez fort pour en convaincre, un temps, les autres. Ce genre de tromperie sur la marchandise est ce que Malraux appelle un destin. Il cite – inexactement – deux vers d'Apollinaire en exergue au *Règne du Malin* : *« Je connais gens de toutes sortes/Ils n'égalent pas leur destin… »* Mayrena est un comédien qui ne parvient pas à se hisser à la hauteur du rôle qu'il s'est écrit. Il donne à rire plus qu'à rêver. Il n'est pas désagréable d'imaginer Malraux barbouillant des graffitis sur le socle de ses statues.

Facétieux, gamin presque, plus proche souvent du roman d'aventures classique que de l'épopée conradienne : Malraux n'a guère dû reconnaître dans ce roman les traits de lui dont il voulait qu'on se souvienne. C'est Clappique, l'encombrant, le vantard, qui est désormais chargé du fardeau de Mayrena. Délesté du faix, échappant à la gravitation de la réalité, Malraux peut rejoindre dans un dialogue sans pesanteur le monde des Grands, artistes, écrivains, politiques, pour une conversation au sommet des fantômes.

Pierre Lepape





DAVID SEYMOUR/MAGNUM

Ci-contre, André Malraux au Congrès des écrivains de Paris, en 1935.
Ci-dessous, lors de la guerre d'Espagne, puis à la manifestation gaulliste en 1968 et lors de l'enterrement du général de Gaulle en 1970



HUMA/KEYSTONE-SYGMA



KEYSTONE

De l'action à la métaphysique

En passe de devenir une institution, Malraux inspire malentendus et réflexes partisans. Mais sait-on le lire réellement ?

Vingt ans après la mort de Malraux, il serait *temps pour nous* de savoir chacun où nous en sommes avec lui, et pourquoi. Il est actuellement pris dans un mélange de reconnaissance officielle et de désaffection. Le voici en passe de devenir une institution, avec tout ce que cela implique pour un écrivain de malentendu et de réduction, et qui plus est une institution, qu'on le veuille ou non, à nuance partisane. Rien d'étonnant à ce que, sous cette chape de gloire, s'affichent par réaction des marques de lassitude, de réticence, ou de franche hostilité : on l'a encore vu dernièrement dans certains comptes rendus du tome II des *Œuvres complètes* dans la *Bibliothèque de la Pléiade, qui s'ouvrait* pourtant sur *L'Espoir* ! Tous ceux qui au contraire croient en l'œuvre de Malraux au-delà même de ses romans, *dans son ensemble*, ne peuvent que s'interroger sur les raisons de cette résistance. Faute de ne pas chercher à sortir de ce cercle d'annexions et de préventions, on atteindrait vite un point où les lecteurs à venir, surtout ceux des générations nouvelles, manqueraient de reconnaître ce qui fait la force de cette œuvre dans sa partie la plus connue, et de mesurer l'apport de ce qui en reste encore très largement à découvrir.

Il faut d'abord faire la part de la méconnaissance. Les livres de Malraux sont certes généralement salués, mais souvent de loin. Les romans eux-mêmes, du fait de leur *enracinement dans des contextes* historiques désormais lointains, ne sont pas d'une lecture si facile. Les écrits *sur* l'art ont été publiés dans des éditions coûteuses, *certaines* depuis longtemps inaccessibles. On n'en retient la plupart du temps que leurs titres, qui sont eux-mêmes à interpréter, et quelques formules, toujours les mêmes. Ce ne sont pas nécessairement les plus éclairantes, et en tout cas elles finissent, à force de répétitions, par être vidées de leur sens. Il faut espérer que la publication de l'un ces livres en format de poche (1) va favoriser un contact direct avec eux, et par là commencer à leur faire prendre la place qu'ils devraient avoir dans notre réflexion.

Quant au *Miroir des limbes*, qui s'est donné la peine de lire d'affilée et dans l'ordre que Malraux leur a finalement donné les livres qui le composent, publiés d'abord séparément et dans le désordre ? Cet ordre pourtant ne se contente pas de les organiser en un seul ensemble, il en modifie aussi le sens. La lecture au coup par coup favorisait une vision myope et des critiques superficielles, esquives faciles de la réflexion qu'appellent les grands thèmes structurants de l'œuvre, et tout d'abord la confrontation des pensées et des arts de l'Orient et de l'Occident.

Mais l'œuvre de Malraux est aussi prisonnière des jugements portés sur l'action d'homme public de son auteur, voire des réactions aux images qui s'y rattachent. Combien, en Malraux, s'écartent (ou se rapprochent) du militant (de tel ou de tel camp), du ministre de la *culture, ou encore de l'orateur* (ce talent que nous n'apprécions jamais que lorsqu'il s'exerce au profit des idées qui sont les nôtres : combien de lecteurs de gauche, qui sont indisposés par les enregistrements des discours d'après 1958, écouteraient avec émotion ceux des discours de 1934-1938 si nous en disposions ?) L'action de Malraux a certes toujours eu à voir

Henri Godard

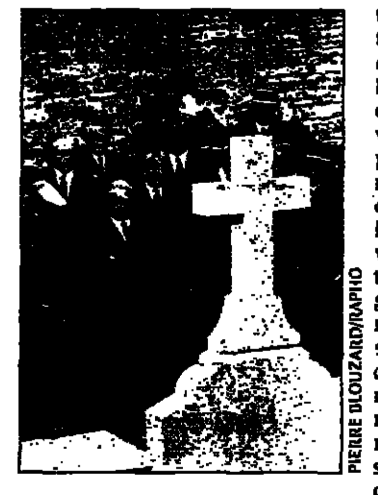
avec les interrogations, les valeurs et même l'imaginaire qui nourrissaient son œuvre. Mais il serait temps d'admettre à son propos, et donc à propos d'une vie publique, ce qui est toujours si difficile à admettre pour d'autres, quand il s'agit de vie privée : que le moi qui écrit n'est pas fondamentalement celui qui se manifeste dans la vie sociale, à quelque échelle que ce soit. Il faudrait bien en arriver à ce que notre jugement sur l'homme, *favorable ou hostile*, motivé ou épidermique, n'interfère pas dans notre contact avec l'œuvre.

Les romans, en ce qui les concerne plus *particulièrement*, sont encore menacés par un autre risque. Ils sont en trop petit nombre, et reconnus depuis trop longtemps, pour ne pas *faire figure* de monuments, dont les lecteurs les plus âgés ont le sentiment d'avoir fait le tour, et dans lesquels les plus jeunes n'ont pas forcément plus envie d'entrer que dans n'importe quel autre monument. *La Condition humaine* et *L'Espoir* ont eu, lors de leur publication, en 1933 et 1937, la chance d'être immédiatement qualifiés de chefs-d'œuvre. C'est une chance qui se paie. Eux la paient d'autant plus qu'à leur date les deux romans étaient pour une part l'expression et le moyen d'un engagement dans un combat politique. Depuis, celui-ci a été gagné, même si les idées et les attitudes contre lesquelles luttait Malraux ne sont pas toujours aussi loin de nous que nous aimerions le penser. Mais du coup, les valeurs au nom desquelles était *mené ce combat* sont devenues, au moins en apparence, l'objet d'un consensus. Pour un peu, elles apparaîtraient comme politiquement correctes. Quel lecteur de bonne foi reste pourtant vraiment insensible à la lecture ou à la relecture de *La Condition humaine* ou de *L'Espoir* ? Dans ces grandes scènes où nous voyons des hommes, en proie à un sentiment existentiel d'absurde, y répondre en luttant au risque de leur vie pour maintenir ou rétablir la dignité d'autres hommes là où elle se trouve niée, il y a quelque chose qui force assez l'admiration pour faire passer sur quelques moments moins convaincants du récit.

Malraux a beau avoir multiplié ses propres images, il n'est jamais aussi pleinement lui-même que dans cette alliance unique d'un sentiment métaphysique de la condition humaine et des moyens d'y faire face, *en commençant* par ces moments d'action collective où le choix politique se fait combat. On voit bien ce qu'il peut y avoir d'irritant, *aujourd'hui*, lisant un roman, à se sentir soulevé par des sympathies et des émotions d'ordre moral ou idéologique. Nous sommes de toute évidence plus habitués à éprouver le plaisir esthétique que nous donne une œuvre indépendamment des valeurs qui s'y affirment, et même plus d'une fois contre elles. Mais nous savons aussi d'expérience que, dans une œuvre, la sympathie morale ou idéologique n'est rien en dehors de qualités proprement littéraires. Si elle est si agissante dans les romans de Malraux, c'est qu'elle y est portée par un style narratif et par un imaginaire personnels qui sont ceux d'un romancier, et qui restent pour une part à définir.

Il faut sans doute chercher ailleurs les raisons de la résistance de certains lecteurs aux romans de Malraux, et du refus qu'ils opposent aux autres parties de son œuvre. On n'a pas assez pris *conscience que dans bien des cas*, si Malraux heurte ou gêne, c'est parce qu'il va à contre-courant de goûts ou de modes de pensée dominants. *En quoi, si nous étions* soucieux de vrais débats, il mériterait au contraire que nous le prenions comme interlocuteur privilé*gié, au lieu de le tenir* à *l'écart*, que ce soit par indifférence, dédain, ou par un excès de révérence.

Sur un point qui n'est encore que *littéraire*, *Malraux*, dans *Le Miroir des limbes*, va à l'encontre d'un goût pour l'autobiographie qui n'a cessé de s'affirmer tout au long de ce siècle. *Il* ne lui suffit pas d'écarter toute mise en histoire de son expérience, en se limitant à des souvenirs isolés et discontinus. Il se refuse encore à *l'intimité*, et donc à ces aveux que nous tendons à percevoir chez d'autres comme d'autant plus intéressants qu'ils ont *été* plus pénibles à faire. On s'est beaucoup attardé sur les distorsions qu'il introduit parfois dans l'exposé des faits et sur la place tenue dans ses souvenirs par les rencontres avec de grands hommes. Mais n'était-ce pas oc-



PIERRE BLOUZARD/RAPHO

culter le plus important, qui était dans le point de vue pris sur sa propre vie, à l'opposé de celui qui nous est le plus familier ? Par lui se trouvent mises en question des habitudes intellectuelles *qui ont* pris pour nous l'allure d'évidences. La logique de cette vie et de cette œuvre était contenue tout entière *dans la formule de 1935 : « Il est difficile d'être un homme. Mais pas plus de le devenir en approfondissant sa communion qu'en cultivant sa différence. »*

ESSENCE CRÉATRICE

La mise en évidence d'un inconscient psychique et idéologique est un des acquis de notre siècle. Face aux œuvres d'art, elle nous a accoutumés à privilégier la recherche de déterminations de toutes sortes. Malraux n'a évidemment pas la naïveté de nier la part de ces déterminations, mais il met l'accent sur le refus de s'en tenir à elles, et cela suffit à le situer à part. De 1935 à sa mort en 1976, il n'aura cessé, à travers formules, analyses d'œuvres particulières et grands panoramas, de chercher à faire partager une seule et même conviction : l'essence du geste créateur, pour l'artiste comme pour l'amateur, est dans cette même opposition au sentiment de condition humaine *qui était déjà à* l'origine d'une recherche de la fraternité dans l'action combattante.

Il se pourrait que la singularité la plus *profonde de la situation* actuelle de Malraux dans l'opinion tienne à cette réaffirmation d'une dimension métaphysique de la vie humaine, au milieu d'une époque qui tend à l'oublier ou à la nier. La vie moderne fait ce qu'elle peut, par exemple dans le contact avec la mort, pour nous épargner ces questions sur la nature de l'homme, sur sa place dans l'univers ou sur le sens de son existence. Quand elles se posent malgré tout, les idéologies les plus représentatives de notre temps s'emploient à les disqualifier comme effets d'aliénation ou de rationalisation. L'œuvre de Malraux, dans chacun des trois domaines du roman, des écrits personnels et des écrits sur l'art, est celle de quelqu'un qui refuse cette disqualification ; mieux : qui pense que l'homme ne tire jamais de lui-même ce qu'il a de meilleur que pour relever le défi d'une expérience existentielle.

L'*interrogation métaphysique* est désormais devenue l'apanage des seules religions. Mais Malraux achève de se décentrer par rapport *à nos repères habituels en ce que*, chez lui, elle est vécue et pensée en dehors de toute transcendance. Dans la triade de ses grands inspirateurs, *Nietzsche* ne pèse pas moins que Pascal et que Dostoïevski. Malraux s'oppose à toute réduction rationnelle ou rationalisante de l'expérience existentielle et des questions par lesquelles elle s'exprime. Mais il est également étranger aux croyances au sein desquelles les religions les intègrent. Restant pour lui des questions sans réponse, elles ne sont qu'une intimation adressée à l'homme de faire de sa vie quelque chose qui soit à leur mesure.

Poser en tant qu'agnostique les questions que d'autres agnostiques veulent déplacer ou écarter et que seuls les croyants prennent au sérieux ne peut que rendre problématique la position d'un écrivain à l'égard de ses contemporains. Mais c'est précisément par là que la voix de Malraux mérite le plus d'être entendue.

(1) *Le Musée imaginaire* (version définitive de la première partie des *Voix du silence*), Gallimard, « Folio Essais ».

CHRONOLOGIE

…/… **Avril** : lancement d'un journal de rapprochement franco-annamite, *L'Indochine*, au 12, rue Taberd, à Saïgon, avec Paul Monin. Il en paraîtra quarante-neuf numéros jusqu'au 14 août. Dans le premier numéro, Malraux attaque le gouverneur de Cochinchine. L'imprimeur du journal subit des pressions du gouvernement.
6 août : publication de « L'Expédition d'Ispahan », premier fragment du *Royaume farfelu*, sous le pseudonyme de Maurice Sainte-Rose. Grandes grèves de Canton et de Hongkong, où se rend le couple Malraux au cours d'un bref voyage.
Novembre : devenu *L'Indochine enchaînée*, le journal survit jusqu'au 24 février 1926.
24 décembre : dernier éditorial d'André Malraux dans *L'Indochine enchaînée*.
30 décembre : le couple Malraux quitte l'Indochine. Rédaction des premiers fragments de *La Tentation de l'Occident*.

1926

Février : Malraux monte deux maisons d'édition avec Chevasson : à la Sphère où paraîtront *Rien que la terre*, de Paul Morand, un Mauriac et un Samain, et Aux Aldes.
Avril : une interview titrée « André Malraux et l'Orient » paraît dans *Les Nouvelles littéraires*. Article sur *Défense de l'Occident*, de Massis, dans la *NRF*. Rencontre enthousiaste avec Daniel Halévy, qui le présente à Chamson, Drieu La Rochelle, Montherlant, Gabriel Marcel.
Juillet : parution de *La Tentation de l'Occident* chez Grasset. Rédaction des premiers fragments des *Conquérants*.

1927

Reparution augmentée de « Triomphe » dans la *Revue 900*, qui est un fragment d'« Ecrits pour une idole à trompe », rebaptisé « Ecrits pour un ours en peluche » et parution de « Voyage aux îles Fortunées » dans *Commerce*.
Mars : parution de l'essai *D'une jeunesse européenne* chez Grasset, dans les "Cahiers verts". Ecriture des *Conquérants*. Parution de comptes rendus sur Fleuret, Morand, Charles Sorel dans la *NRF*. Publication de textes de Larbaud, Morand, Giraudoux aux Aldes. Naissance d'une grande amitié avec Drieu La Rochelle.
Mai : défense du film d'Eisenstein *Le Cuirassé Potemkine* dans *La Revue européenne*.

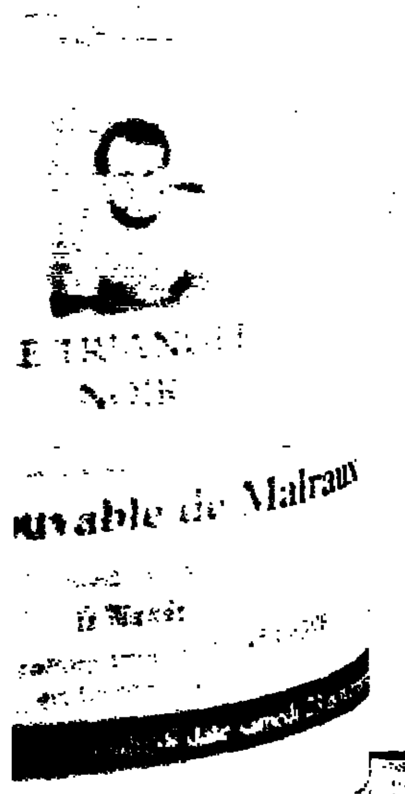
1928

« Ecrit pour un ours en peluche » dans la *Revue 900*. Parution des *Conquérants* chez Grasset, livre digne du prix Goncourt, écrit André Billy dans *L'Œuvre*. *Die Europaische Revue*, éditée à Berlin, en présente une traduction de Max Clauss au public allemand, sous le titre de *Journal de combat de Canton*. Aux Aldes est repris par Bernard Grasset. Malraux entre dans le comité de lecture de Gallimard. Entreprend le *Tableau de la littérature française*. Rencontre avec Bernard Groethuyssen. Parution de *Royaume farfelu* chez Gallimard. Rédaction de *La Voie royale*. Compte rendu de *L'Imposture*, de Georges Bernanos, dans la *NRF*. Première participation aux décades de Pontigny, sur invitation de Paul Desjardins.

1929

Direction artistique chez Gallimard et création de la collection des « Mémoires révélateurs ».

…/…



CHRONOLOGIE

…/…Edition de *Charmes* de Valéry, *Voyage au Congo* de Gide et *Pont-Egaré* de Pierre Véry. Thirian parle de « *l'escroc Malraux* » dans la revue *Variétés*. Au printemps, voyage en URSS et au Moyen-Orient avec Clara.

Juin : débat public sur *Les Conquérants*, à la salle des Sociétés savantes en présence de Benda, Brunschvicg, Desjardins, Guéhenno, Berl, Fabre-Luce et André Malraux lui-même. Lors du meeting de l'Union pour la vérité, Malraux se rapproche officiellement du Parti communiste. Projet d'expédition pour porter secours à Trotski interné à Alma-Ata.

1930

Prix Interallié pour *La Voie royale* publiée par fragments dans *La Revue de Paris*, puis en intégralité chez Grasset. Violente polémique avec le journal *Candide*. Hommage de Léon Daudet dans *L'Action française*. Publication de *Calligrammes* d'Apollinaire et d'un *Napoléon d'après des documents inédits*. Création de la galerie de la *NRF*. Article de Drieu La Rochelle intitulé *Malraux, l'homme nouveau*.

Juillet : Malraux signe une pétition contre un article dénigrant le poète russe Wladimir Maïakovski.

20 décembre : suicide de Fernand Malraux.

1931

Expositions à la galerie *NRF* – Fautrier, arts bouddhique et indo-hellénistique.

Avril : la *NRF* publie l'article de Trotski – « La Révolution étranglée » – sur *Les Conquérants*, suivi d'une réponse d'André Malraux. Trotski lui préconise « *une bonne inoculation de marxisme* ». S'ensuit une vive polémique dans la *NRF* et *La Lutte des classes*.

Mai : avec Clara, voyage au Moyen-Orient puis en Chine, qui se transforme en tour du monde financé par Gallimard.

1932

Projet d'édition des *Œuvres complètes* d'André Gide et de *L'Autre Sommeil* de Julien Green, chez Gallimard. Préface à *L'Amant de Lady Chatterley* de D. H. Lawrence. Rencontre avec Manès Sperber et Raymond Aron. Rédaction de *La Condition humaine*. Collaboration à *Marianne*, en compagnie de Josette Clotis.

Mars : mort de sa mère, Berthe Malraux.

Décembre : adhésion à l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR).

1933

Six livraisons de *La Condition humaine* dans la *NRF*.

Mars : naissance de Florence. Meeting de l'AEAR au Grand-Orient de France. Discours de Malraux repris par la brochure *Ceux qui ont choisi*. « *S'il y a la guerre, notre place est dans le camp de l'Armée rouge.* » (*Mémoires*).

Avril : chez Gallimard, sortie en volume de *La Condition humaine*, qui aura le prix Goncourt la même année (1er décembre) …/…

De la langue des dieux au gaullisme

De la tentation de l'Orient à la tentation de l'Occident, le choix astucieux du précurseur du prométhéisme inversé

L'entre-deux-guerres fut une période féconde pour les mythologies intellectuelles et les mythomanies qui en découlent. De fait, nous avons vécu sur ces mythes jusqu'à ce que Simone de Beauvoir fasse tout ce qui était en son pouvoir pour mourir en entraînant Sartre dans sa mort et en emportant dans la tombe les restes disséqués de celui qui fut le dernier gourou européen, jusqu'à l'apparition du président de la Bundesbank Hans Tietmeyer. En raison des conditions particulières de répression contre la communauté littéraire dans l'Espagne de l'après-guerre civile, nous eûmes connaissance de l'exégèse des mythes intellectuels européens avant d'avoir accès aux écrivains mythiques eux-mêmes. Nous eûmes ainsi le droit de lire *La Rebelión prometeica de los escritores de hoy*, de René-Marill Alberes, et *Literatura del siglo XX y cristianismo*, de Charles Moeller, avant les œuvres de Sartre, Bernanos, Malraux, Camus ou Gide, écrivains les plus représentatifs de la révolte prométhéenne – cet acte complexe et illicite qui consiste à dérober le langage aux dieux pour l'offrir aux hommes.

Manuel Vázquez Montalbán

Certains de ces écrivains entretenaient une relation particulière avec l'Espagne. Bernanos avait condamné le régime franquiste, et Malraux, l'un des chefs de l'aviation républicaine pendant la guerre civile, fut l'un des rares écrivains à ne pas avoir vécu la guerre d'Espagne comme une expérience de tourisme révolutionnaire. Le séjour de Malraux parmi nous donna naissance à son roman *L'Espoir* et au film du même nom, un titre emblématique au service de la vertu historique, non théologale, dans l'esprit de la religion laïque de l'avenir prônée par Ernst Bloch. Cette attente d'un avènement historique se prolongea jusqu'aux années 60, peut-être même jusqu'à ce que le Club de Rome décrète le degré zéro du développement, ayant constaté que le pétrole et la croissance n'étaient pas inépuisables.

Jusque-là, nous vivions installés dans les métaphores, et Malraux, puisque c'est de lui qu'il faut parler, incarnait la métaphore du choix de notre siècle entre la tentation de l'Occident et la tentation de l'Orient ; l'écrivain céda tout d'abord à la tentation marxiste asiatique, puis il opta astucieusement, à partir de 1945, pour celle de l'Occident. Il s'agissait de choisir entre deux barbaries, et Malraux pencha pour celle qui lui permettait de demeurer client du restaurant Lasserre et de la peinture abstraite sans que personne ne le traitât de dégénéré ou lui reprochât d'oublier les forçats de la Terre. Mauriac déjà, au moment de la parution des *Conquérants*, avait souligné le talent de l'auteur et son iconoclasme postnietzschéen versatile, puisque la société bourgeoise pouvait assumer ce type d'agression, sûre qu'un jour Malraux retournerait à la maison du père. De fait, l'évolution de Malraux servit de modèle à ses petits-enfants de 68, mais dans un cadre plus étroit, car, si Malraux dériva de Prométhée à de Gaulle à une époque où l'on disposait encore de marges d'erreur, la plupart des soixante-huitards, en revanche, ne disposaient, dans les années 70, d'autre voie que celle du retour à la maison.

Précurseur de cette longue marche, Malraux fournit presque tous les éléments de sa liturgie ; on peut même le considérer comme un précurseur du prométhéisme inversé. Après avoir dérobé le langage aux dieux pour le donner aux hommes – Sartre se posa le même problème, qui était celui des intellectuels de sa génération, pour servir le sujet historique par excellence, la classe ouvrière – Malraux, lui, vola les codes du marxisme pour les livrer au centre droit français. Grâce à Malraux, les conservateurs furent plus que jamais experts en interprétation des codes de l'ennemi, car ils pouvaient compter sur des spécialistes tels que lui, espions revenus du froid et membres métaphoriques de la cinquième colonne.

BEAUTÉ ÉTHIQUE

Nous pouvons aujourd'hui considérer l'œuvre de Malraux comme une pièce fondamentalement secondaire de la victoire du capitalisme dans cette troisième guerre mondiale jamais déclarée, la guerre froide. Mais ce serait en faire une lecture trop réductrice, stratégique, qui nous empêcherait de saisir dans sa fulgurance le sentiment de beauté éthique que procure encore aujourd'hui la simple lecture des *Conquérants*, de *La Condition humaine*, ou de *L'Espoir* – livres nés de cette confiance humaniste que le XXe siècle laissera comme le meilleur de lui-même. Ils n'ont rien à voir avec Malraux, ces bonsaïs malruciens nés de 68 pour choisir la tentation de l'Occident alors que même les intellectuels orthodoxes de la revue marxiste *La Pensée* commençaient à douter qu'il y eût suffisamment d'ouvriers en Europe pour faire la révolution en Bolivie.

★ La traduction de l'article de Manuel Vázquez Montalbán est de Jean-Louis Aragón et Martine Silber.


COLL. FLORENCE MALRAUX

Malraux photographié par Clara Malraux au Siam en 1924

Japon, l'autre voie

Tadao Takemoto, traducteur et ami personnel d'André Malraux, accompagna celui-ci lors de son dernier voyage au Japon, en mai 1974. Outre ses traductions, il est l'auteur d'un livre en français, *André Malraux et la cascade de Nishi* (Julliard). Satohiro Hotta, professeur à l'université de Waseda, est un autre introducteur de Malraux au Japon : auprès de ses étudiants et par une série d'articles sur l'influence du Malraux écrivain dans le Japon de l'entre-deux-guerres. Tous deux furent les initiateurs d'un « Cercle d'études sur André Malraux » au début des années 60. Ils rappellent pour *Le Monde* ce que fut la rencontre de Malraux avec le Japon.

Propos recueillis par Philippe Pons

« On a beaucoup écrit sur ce que le Japon inspira à Malraux. Comment fut-il perçu par les Japonais et comment est-il reçu aujourd'hui ?

Tadao Takemoto. – Il s'est produit une mutation de la perception des Japonais entre le Malraux de *La Condition humaine* et le Malraux ministre du général de Gaulle. Les premiers essais nucléaires français et l'image négative de De Gaulle perçu comme « nationaliste » donnèrent à Malraux un caractère « suspect » que seul son génie effaça, mais qui semble rester tenace.

Satohiro Hotta. – *La Condition humaine* fut traduite d'abord de l'anglais en 1938. Ce n'est qu'en 1950 que ses premiers traducteurs, Kiyoshi Komatsu et Yoshiakira Shinjo, en firent une version à partir du français. Le Malraux « antifasciste » inspira un éphémère mouvement littéraire, « La littérature de l'action », au milieu des années 30, populaire parmi les intellectuels, mais qui manquait d'un substrat théorique. Aujourd'hui, l'intérêt pour Malraux est retombé. Ce déclin a commencé après sa mort : très peu d'étudiants présentent des mémoires sur son oeuvre littéraire ; quelques-uns s'intéressent à sa réflexion sur l'art. Je pense que ce désintérêt provient de l'image éclatée que l'on a de Malraux au Japon. Sa pensée est difficile à cataloguer, déroutante si on ne la saisit dans son cheminement global.

– Malraux avait une certaine connaissance du reste de l'Asie. Que découvrit-il au Japon ?

T. T. – A l'époque de *La Condition humaine*, c'est la question de la mort au Japon qui le fascina ; l'acte de mourir dans la tradition des guerriers, ce n'est pas la même chose que simplement mourir : c'est en quelque sorte braver la mort, dépasser le tragique de la condition humaine. Par la suite, Malraux découvrit au Japon un art qui n'a rien à voir avec celui de la Chine. Ce qui retint son attention, c'est ce qu'il perçut comme une liberté très originale dans la spiritualité japonaise : dans le shinto, disait-il, on peut se dissocier de la signification religieuse. Une liberté que l'on trouve jusque dans l'arrangement floral, où la fleur se détache sur un mur imaginaire. Au cours de son dernier voyage, enfin, je crois qu'il fit l'expérience de ce qu'il nomma « l'approche englobante ». Jusqu'alors, la nature ne lui avait guère parlé, à moins quelle ne fût l'« Apparence » chez Vermeer ou Chardin. Au sanctuaire d'Ise, et auparavant devant la cascade de Nachi, où je l'accompagnai, il ressentit une vive émotion : il eut une sorte de révélation. Et j'ai vu un Malraux perdu, titubant presque. Sa vision avait été jusqu'alors conceptuelle, et soudain il saisissait une autre clef : il entrait au fin fond de l'univers, dans ce qu'il nomma « la Réalité intérieure ».

S. H. – Je crois qu'il découvrait au Japon une autre voie que celle de l'Occident pour tendre vers l'éternité : ici la mystique n'est plus une affaire personnelle, mais cosmique.

– Permettez-moi d'être iconoclaste. Le « sourire » japonais, le « Japon éternel », la « sérénité » et d'autres formules de Malraux, certes parfois brillantes, renvoient à des clichés. Ne pensez-vous pas qu'avec son mystère entretenu, sa tendance à évoquer une « essence japonaise » ineffable, le Japon se prêtait magnifiquement à toutes les équivoques de la mystique de Malraux ?

T. T. – Malraux fut aussi touriste ? Pourquoi pas ? Mais très marginalement. Il ne l'est pas lorsqu'il parle de l'art. Le sourire ? Bien sûr c'est un poncif à la Lafcadio Hearn ou à la Claudel. Mais il voit dans le sourire japonais représenté non pas l'ironie ou l'humour occidental, mais la douceur elle-même.

S. H. – Je crois qu'il faut surtout voir en Malraux un homme qui a cherché à comprendre la civilisation japonaise en dégageant les valeurs universelles dont elle est porteuse. Dans un pays brisé par la défaite, il nous faisait remarquer des aspects de notre culture que nous négligions. Surtout alors que les Occidentaux insistent sur la spécificité du Japon, Malraux le replaçait dans la civilisation planétaire. »

La leçon d'espoir

Démocrate scrupuleux, pourfendeur des compromis, intransigeant sur la morale républicaine : tel fut Malraux. Prophète mais aussi politique

C'est une évidence : il y a plusieurs Malraux, dont l'un est écrivain. Mais de toutes ses facettes, du romancier au combattant, de l'aventurier à l'esthète, le Malraux politique est sans doute celui qui a été observé par ses contemporains avec le plus de scepticisme.

Non sans quelques raisons. Chez lui, la rhétorique l'emporte souvent sur la réalité. Et nous savons que dans bien de ses récits, il n'y a pas que les musées qui furent imaginaires. En participant à l'aventure du pouvoir grâce à son compagnonnage singulier avec le général de Gaulle, aurait-il hérité d'un levier sans avoir su qu'en faire, à part des discours ? L'homme de l'Antidestin et des Antimémoires aurait-il été aussi celui de l'Antipolitique ?

Ce serait d'abord oublier l'influence qui fut la sienne pendant les années 30 en tant que compagnon de route des communistes ; négliger la réalité de l'aide militaire qu'il apporta à la cause du Frente Popular, lors de son engagement dans la guerre d'Espagne ; et accorder peu de cas à son rôle à la Libération pour empêcher l'unification, sous le contrôle du Parti communiste, de l'ensemble des mouvements de la Résistance. *« L'acte le plus important du point de vue politique, qu'il ait jamais accompli »*, de l'avis même de celui qui a le mieux fait revivre son épopée, Jean Lacouture.

Ce serait aussi passer rapidement sur ses ministères, de l'information en 1945 ; puis des affaires culturelles après 1958 : un ministre sans grands moyens et sans troupes puissantes, mais au bilan loin d'être négligeable. Ce serait enfin négliger le poids personnel qu'il a pu jouer auprès du chef de l'Etat. Dans son *C'était de Gaulle*, Alain Peyrefitte écrit que ce qui le troublait chez Malraux, c'était *« l'art de prévoir ce que fera de Gaulle alors que celui-ci ne le sait peut-être pas encore lui-même »*. Jugement qu'il convient de rapprocher du portrait que trace de son *« génial ami »* le général dans ses *Mémoires d'espoir* : A la fois Bayard et Jiminy Criquet, chevalier sans peur et conscience morale, tel était donc Malraux pour de Gaulle. On conviendra que ce n'est pas rien.

Bernard Spitz

La parution de l'ouvrage *La Politique, la culture* (1) est l'occasion de mesurer la constance et la modernité des idées qu'il aura défendues au cours d'un demi-siècle pendant lequel il aura tenté, selon sa maxime favorite, de *« transformer l'expérience en conscience »*. Ce que nous a légué Malraux, et qui reprend toute son importance en cette période de dépression collective de la société française, c'est une conception exigeante de la démocratie ; une véritable idéologie citoyenne qui repose sur un triptyque fondateur : des valeurs, une méthode, une identité.

La première des valeurs politiques de Malraux, celle qui justifie tous les engagements, c'est la fraternité. Qu'elle soit celle des armes, du cœur ou de l'esprit, elle traverse ses œuvres et sa vie.

Cette quête de la fraternité s'articule sur *« quelque chose de plus grand que le pouvoir, qui s'appelle la justice »* ; et sur la notion d'intérêt général, directement héritée de Saint-Just. A de nombreuses reprises, la pensée politique de Malraux apparaît ainsi comme celle d'un moraliste qui ne répugnerait pas à se poser en donneur de leçons, mais qui n'en est pas moins intransigeant sur la morale républicaine. Il reste en cela fidèle au précepte qu'il avait livré dans *L'Espoir* : *« On ne fait pas de politique avec la morale, mais on n'en fait pas davantage sans. »*

Malraux définit ainsi l'objectif central, à la fois cœur du contrat social et garantie de la liberté : *« La force de l'Etat au service de TOUS les citoyens »* (2). Pour incarner un tel système de volonté, encore faut-il être capable de décider. Malraux avait coutume d'ironiser sur les querelles d'état-major qui finissent par installer un demi-soldat dans un demi-char. Plus tard, il dénoncera *« la foire aux bonnes intentions »* où *« le gouvernement idéal serait celui d'une entreprise de sondages qui aurait le mieux découvert les aspirations des citoyens. Après quoi, on élirait ce gouvernement de cocagne et il n'y aurait plus qu'à attendre la catastrophe »* (3).

La volonté, c'est aussi le courage. Démocrate scrupuleux, Malraux est hanté par la faiblesse affichée face aux dictatures. Toute son œuvre d'avant-guerre n'a cessé de le rappeler. Mais ni sa dénonciation de l'univers concentrationnaire dans *Le Temps du mépris*, ni ses avertissements dans *L'Espoir* n'ont été entendus. *« Les fascistes ont aidé les fascistes, les communistes ont aidé les communistes, et même la démocratie espagnole ; les démocraties n'aident pas les démocraties. Nous, démocrates, nous croyons à tout, sauf à nous-mêmes »*, écrivait-il dans son roman sur la guerre d'Espagne.

D'où peut venir le sursaut de la démocratie ? L'action culturelle joue une place importante, en ce qu'elle permet la « résurrection » des plus nobles rêves du monde. Mais seule l'action politique permet de rester fidèle à la légende : *« Pour qu'un monde soit un monde, il fait de grands rêves et la volonté inlassable de les incarner »* (4). Pour cela, un seul homme en France est à la hauteur de la tâche à ses yeux : l'homme de l'appel de Londres, le symbole du refus du renoncement.

Dès la première rencontre entre le révolutionnaire romantique et le général rebelle, ils se rejoignent sur le primat de la Nation.

Ce qui est frappant, c'est que Malraux ne fera jamais la moindre concession aux nationalismes. Chez lui, pour reprendre la formule célèbre de Romain Gary, on sent toujours l'amour du patriote, jamais la haine du nationaliste. Mieux, il ne cessera de cultiver la mission universaliste de la France et de défendre l'Europe. *« Ce qui est le suprême honneur de la France (...), c'est que notre conscience nationale est le contraire d'un chauvinisme, que la mission de ce pays depuis des siècles est de ne jamais se replier sur lui-même (...). Notre mission, c'est que l'Europe se reconnaisse une fois de plus, comme elle s'est si souvent reconnue dans nos yeux fraternels »* (5).

On ne peut toutefois oublier que ce pourfendeur des compromis, a aussi su se montrer bien conciliant avec ses propres principes, au nom du réalisme politique. Il en va ainsi de son refus de dénoncer publiquement le pacte germano-soviétique, du temps mort qui précède son entrée dans la Résistance ; plus tard, de son assourdissant silence sur la poursuite du conflit d'Indochine et la conduite de la guerre en Algérie ; ou bien quand il toléra la censure, lui qui avait pourtant protesté aux côtés de Sartre, Martin du Gard et Mauriac contre l'interdiction du livre d'Alleg sur la torture. A quelques reprises jusqu'à la révolte étudiante de 1968, il lui arriva ainsi de se comporter plus en ministre docile qu'en Malraux.

Mais un individu est un tout. Quelques obliques ne font pas disparaître la rectitude de la trace centrale, celle que Jean Lacouture définit avec bonheur comme *« la ligne de risque »*. Et ce n'est pas pour rien que Romain Gary a écrit de lui qu'il avait incarné *« l'honneur d'être un homme »*. L'aspiration politique de Malraux consistait à redonner un contenu moderne à la notion d'intérêt général ; à réconcilier valeurs humanistes, capacité d'arbitrage, esprit de réforme et identité nationale ; et à faire de la culture l'antidote essentielle contre l'intolérance et l'exclusion. Qu'il n'ait pas réussi à mettre en œuvre ce grand dessein ne le disqualifie pas pour autant.

Il n'échappera en effet à personne que ce dont souffre l'idée européenne aujourd'hui, c'est d'un excès d'abstraction et d'un déficit de fraternité. Que l'inquiétude actuelle des Français s'explique par leur angoisse devant la crise économique et l'absence de perspectives donnant un sens à leurs sacrifices. Que le rejet de la classe politique tient à son invocation permanente d'« absence de marges de manœuvre » alors qu'on attend d'elle un langage de volonté. Que la déprime collective est nourrie par la persistance du mot « affaires » quand le mot « dignité » a disparu depuis longtemps de notre vocabulaire. Que le sentiment de délabrement civique est la conséquence de notre incapacité à faire entendre la voix de l'intérêt général au milieu du concert des corporatismes en tous genres. Que l'abandon au Front national des références de l'identité française constitue, de la part de tous les partis, pire qu'une démission, une faute.

Quand Malraux parla de Jeanne d'Arc, il fit d'elle le symbole de la femme moderne, du courage de la jeunesse, de l'union des Français, et de la tolérance. Regardons qui parle d'elle aujourd'hui dans notre pays et en quels termes ; et l'on mesurera à quel point Malraux nous manque... Lui qui n'eut jamais un mot hostile envers une gauche qu'il n'avait pas renoncé à représenter, aux côtés de de Gaulle, ne cessa d'en stigmatiser, à la notable exception de Pierre Mendès France, les responsables de l'après-guerre, de Ramadier à Mitterrand – croqué comme *« le candidat unique de quatre gauches... dont l'extrême droite ! »* (6). Ce qui ne l'empêcha pas, symétriquement, d'avoir des mots très durs contre la *« vraie droite »* dont il disait que *« si elle souhaite changer l'état des choses, c'est pour revenir au XIX[e] siècle »* (7). Au risque, mais cela le laissait indifférent, de susciter des réactions négatives des deux côtés. Comme l'écrit Jorge Semprun (8), il est resté *« Malraux l'irrécupérable »*.

Au fond, ce qui l'intéressait c'était la voie qu'il traçait, lui, dont il rêvait qu'elle rassemble dans un nouvel élan de fraternité, les héritiers de Jaurès et ceux de de Gaulle : l'illusion lyrique et l'autorité, la volonté de justice sociale et celle d'efficacité, l'internationalisme et le sens de la nation. Lui qui avait pressenti qu'après la résurrection de la nation pourrait bien surgir celle du sentiment religieux aura sans doute eu un dernier rêve : celui que, autour de l'éducation et de la culture, s'organise une réponse collective à *« l'une des crises les plus profondes que la civilisation ait connues »* (9). La révolution informatique et audiovisuelle, dont il avait, le premier, réalisé le caractère décisif, rendait cette réponse possible. Celle-ci, pensait-il, permettrait à la France de retrouver un peu de son esprit d'universalité ; et aux Français de mieux entrer dans le XXI[e] siècle... Mais les Lunes, même de papier, ne sont pas faciles à décrocher ; et sa voix de prophète usé n'était plus audible.

Elle l'est de nouveau aujourd'hui. Raison de plus pour relire Malraux et se souvenir que son nom reste indissolublement attaché à un mot, celui-là même qu'il avait choisi en 1937 pour raconter l'histoire d'une noble cause perdue. Ce mot qui est l'honneur du politique : l'espoir.

▶ **Bernard Spitz est Maître de requêtes au Conseil d'Etat et membre du comité national André Malraux du ministère de la culture.**

(1) *La Politique, la culture*. Textes d'André Malraux présentés par Janine Mossuz-Lavau, Gallimard, « Folio-essai ».
(2) *Revue des Deux Mondes*, novembre 1996.
(3) Postface aux *Conquérants*, discours du 5 mars 1948.
(4) Discours du 12 février 1949 aux assises du RPF à Lille.
(5) Discours du 17 avril 1948 aux assises du RPF à Marseille.
(6) Discours du 15 décembre 1965 au Palais des sports.
(7) « Entretien avec André Malraux », *L'Express* du 29 janvier 1955.
(8) « Malraux, l'irrécupérable », *Journal du Dimanche* du 20 octobre 1996.
(9) Discours du 20 juin 1968 au Parc des expositions.

CHRONOLOGIE

.../...Préface à *Sanctuaire*, de William Faulkner.
Août : près de Royan, entretien avec Trotski, publié dans *Marianne*. Liaison avec Louise de Vilmorin, puis Josette Clotis.
Octobre : publication de « SOS » dans *Marianne*, article en faveur des communistes annamites de Saigon.
Novembre : Malraux et Gide militent pour la défense de Thaelmann et Dimitrov, prisonniers politiques en Allemagne.

1934

Fondation du comité Thaelmann et participation à plusieurs manifestations. Voyage à Berlin, avec Gide, pour obtenir la libération de Dimitrov. Expédition aérienne en Arabie, à la recherche de la capitale de la Reine de Saba, avec Corniglion-Molinier, financée par *L'Intransigeant*. Rencontre avec Haïlé-Sélassié.
Mai : rassemblement national antifasciste au Cirque d'hiver.
De juin à septembre : le couple Malraux se rend en URSS. Rencontre avec Eisenstein. Au congrès des écrivains, à Moscou, en présence de Nizan, Aragon et sous la présidence de Maxime Gorki, discours « L'art est une conquête ».
Novembre : compte rendu du congrès de Moscou à la Mutualité.

1935

Prises de position antifascistes sur les affaires d'Ethiopie et d'Espagne.
Mai : parution du *Temps du mépris* chez Gallimard. .../...

Une aventure exemplaire, donc inimitable

Bernard-Henri Lévy

Précurseur de la « nouvelle philosophie », Malraux, mi-écrivain mi-aventurier, fut un maître à vivre et à agir pour les défenseurs du Bangladesh, de l'Afghanistan, de la Bosnie

J'appartiens à *une génération* qui a eu le choix entre deux clichés. Sartre sur son tonneau, haranguant un peuple d'ouvriers. Malraux, sur les Champs-Elysées, le 30 mai 1968, en tête de la contre-manifestation de soutien au général de Gaulle. Deux caricatures, sans doute. Deux images dont je sais, aujourd'hui, qu'elles sont également vaines et sans issue. *Mais enfin* deux figures d'intellectuels. Deux visages de l'engagement. Et, entre les deux, entre l'incorrigible anarchiste *qui* s'est remis « au service du peuple » et le ministre chancelant, ombre de ce qu'il a été, agrippé aux bras de Schumann et de Michel Debré, escorté par ce que le gaullisme finissant produisait alors de plus rance, c'est la première que, tout compte *fait*, je choisissais. J'avais vingt ans. Le fond de l'air était plus rouge que tricolore. Et je voyais le vieux Malraux comme *lui-même*, quarante ans plus tôt, voyait le dernier Barrès : un écrivain immense, mais qui se serait, sur le tard, trompé d'emploi – *« le plus difficile à comprendre*, disait-il, *c'est la place de la politique dans la vie de Maurice Barrès »* ; n'est-ce pas très *exactement ce que*, à son propos, pensait la génération des vingt ans en 68 ?

Le gaullisme de Malraux. L'ahurissante conversion qui, un quart de siècle plus tôt, avait fait du *« coronel »*, du rebelle, de l'orateur au poing levé des meetings pour Thaelmann et Dimitrov, l'anticommuniste furieux des grands-messes du RPF. Je trouve, aujourd'hui, le *geste plutôt romanesque*. Je le trouve bien dans la manière du « farfelu », cette façon de se dégager du rôle, de briser sa propre statue – vais-je passer le restant de mes jours, semble-t-il dire, à tirer des traites sur mon passé et à déjeuner avec Vercors ? Et *puis je trouve belle, surtout, cette* rencontre avec le « grand homme » dont avaient rêvé Barrès, justement, mais aussi Chateaubriand, Auguste Comte, Aragon, Voltaire, Descartes, j'en passe – et qu'il a le sentiment, lui, d'être le premier à vraiment réussir : la France n'est-elle pas le seul pays au monde où il n'y a pas de gloire littéraire qui ne soit secrètement hantée par le regret *d'une gloire* politique ? n'est-elle pas le lieu où il n'y a pas, à l'inverse, de grand politique qui n'ait la nostalgie d'une gloire ou d'une aventure littéraires ? et comment ne pas comprendre, alors, l'émerveillement de l'auteur des *Conquérants quand* il s'avise que ce correspondant dans l'autre règne, cet intercesseur, ce double après lequel coururent tant de ses devanciers car ils espéraient, par son truchement, accomplir cet autre destin rêvé mais avorté, il venait, lui, de le trouver, en la personne du général ? Mais nous sommes, pour l'heure, à la fin des années 60. On ne plaisante pas, alors, avec le « césarisme » ou le « cryptofascisme » du général. Et le choc suscité, sur le moment, par le « reniement » de *Malraux n'a rien perdu, malgré* le temps, de sa force de scandale.

L'affaire Drieu. On ne plaisante pas non plus, à l'époque, avec l'affaire Drieu. Sans doute ne déteste-t-on pas de jouer avec *Rêveuse bourgeoise* ou *Gilles*. Et je me souviens même d'un responsable « mao » qui lisait en cachette *L'Homme à cheval* – version brune, soit dit en passant, de cet appel au grand intercesseur dont Drieu n'est pas moins soucieux que son contemporain, même s'il le reconnaît, lui, hélas, en Jacques Doriot. Mais une chose est de lire, une *autre de le dire. Une chose* est la fascination obscure, une autre la pensée diurne. Et je vois bien, avec le recul, l'autre scandale : cet antinazi admirable qui conserve son estime au doriotiste impénitent – je vois bien comme elle pouvait nous sembler effrayante, l'histoire, rapportée par Suzanne Tézenas, du colonel Berger offrant au collabo traqué de venir le rejoindre, sous *un faux nom, dans la brigade* Alsace-Lorraine. Que cet effroi fût d'autant plus bruyamment affirmé qu'il dissimulait, en fait, une vraie fascination, c'est l'évidence. Mais telle était l'époque : idéologiquement, althussérienne, lacanienne, foucaldienne, à la rigueur sartrienne ; *politiquement*, obsédée par une image mythique, souvent légendaire, de la Résistance que Malraux avait pris *le* risque de brouiller ; en sorte que sa figure n'était pas réprouvée, mais occultée, presque illisible – et je ne l'aurais, pour ma part, jamais retrouvée sans la faveur de circonstances dont il faut dire, ici, quelques mots.

LA RENCONTRE

Ces circonstances ? 1971. Commencement de la fin de ces années gauchistes. Groupuscules déchirés par des querelles vaines. Sentiment, avec quelques autres, que la vraie vie est ailleurs et qu'il *faut quitter* la France *pour retrouver* l'Histoire. Et un soir, à la télévision, le même visage convulsé, mangé de tics, comme démonté par la violence qu'il semble s'infliger à lui-même et, pourtant, bizarrement rajeuni par rapport à celui du fameux cliché de mai 1968 : un Malraux fiévreux mais libéré, hagard mais enthousiaste – le Malraux des années 30 en train d'expli*quer à une France ébahie qu'il* n'a plus l'âge de piloter un Potez-540 ou un Breguet mais qu'il peut encore conduire un char et qu'il appelle à la constitution d'une brigade internationale pour le Bangladesh. Je n'ai pas d'idée bien précise, ce soir-là, de ce qu'est le Bangladesh. Mais je téléphone. Je prends rendez-vous. Et me voici à Verrières, dans le grand salon bleu, *aux banquettes tapissées de fleurs* de lys, de la maison des Vilmorin – puis dans le petit bureau du rez-de-chaussée, bizarrement féminin, où il s'est installé, me dit-on, après la mort de Louise.

Il est plus petit que je n'imaginais. Plus beau aussi. Plus élégant. *Une veste de flanelle grise qui lui* cambre légèrement la taille et rappelle l'ancien dandy. La mèche noire des années 30. Un regard non plus, comme à la télévision, égaré mais posé, étrangement attentif, parfois même moqueur, facétieux, sauf quand une rafale de tics le défigure – alors passe dans son œil quelque chose d'effaré, ou de perdu, comme chez certains bègues ou bien, quand la *secousse est trop* violente, cette *« expression de prière et d'inquiétude »* dont parla un jour Marc Chagall. Tantôt il est assis, à l'écoute, le visage posé sur la main gauche, d'un air de nonchalance feinte – c'est le geste qu'il a sur ses clichés célèbres et je me demande s'il n'est pas fait, s'il n'a pas toujours été fait, ce geste, pour retenir la joue qu'un spasme va secouer. *Tantôt, au contraire*, il se lève, marche de long en large, s'anime, s'arrête soudain, se tait – il fait entendre un reniflement véhément et semble ensuite m'épier. Me prend-il pour un de ces jeunes vandales qu'il craignait, à l'époque, de voir prendre d'assaut le Louvre et auxquels, d'après Pierre Moinot, il avait prévu d'opposer, s'ils parvenaient à envahir le rez-de-chaussée du musée, *tout un plan de résistance* : son corps de vieux ministre, amoureux de la beauté du monde, faisant barrage devant Samothrace, au milieu des marches, face à la horde ? Non. Ce n'est pas cela. C'est le jeune Malraux, simplement. C'est le Malraux fiévreux, *généreux*, qui, dans les années 30, épouvantait déjà Gide lorsque, repassant par Paris, il lui racontait ses exploits espagnols. *C'est le Malraux* de toujours, retrouvé.

Il me parle, ce soir-là, d'un autre projet de brigade qu'il avait eu, en 1938, au Chili, et dont Julien Ségnaire, le *« commissaire politique »* de l'escadrille espagnole, était censé s'occuper. Il m'explique que *l'idée est moins, cette fois, de créer* une brigade de combattants que de rassembler des officiers à la retraite qui iraient former leurs homologues du Bengale libre. Pour le reste – et outre le fait que le côté « officiers à la retraite » rendait douteuse, si elle avait vu le jour, *ma capacité à m'associer à l'entreprise !* –, je m'aperçois vite que nous ne parlons ni de la même chose ni sur le même ton : je suis marxiste, il est gaulliste ; je suis troublé par l'appui qu'apportent les Chinois au Pakistan, lui ne pense qu'aux Américains ; c'est par « internationalisme », parce qu'ils sont, à mes yeux, les damnés entre les damnés, mes frères en humanité, que je veux porter secours *aux* Bengalais – lui, raisonne en « patriote », voyant dans cette insurrection le surgissement d'une *« petite nation »*. Mais peu importe le malentendu. Je cède au charme de ce Byron chenu qui reprendrait, trente ans plus tard, après un pas*sage par la Chambre des lords et* les honneurs, le chemin de Missolonghi. Et le fait est que trois semaines passent et que je me retrouve à Jessore, puis à Dacca, porteur d'une accréditation de *Combat* et, surtout, de deux livres qui ne me quitteront pas pendant les six mois que je passerai dans les maquis, puis dans la capitale libérée : *L'Espoir* et *La Tentation de l'Occident*.

PHILOSOPHE

Ensuite ? Ensuite les autres livres que je dévore, à mon retour, avec une fièvre qui n'a d'égale que ma précédente ignorance. Les romans, bien sûr. Tous les romans. Et, au fil *des romans, cette philosophie* à l'état sauvage dont je ne suis pas sûr que l'on mesure toujours l'importance et qui jouera, en tout cas, un rôle immense dans la formation de mes propres textes. Malraux philosophe ? Bien sûr ! Son pessimisme historique. Le goût et le sens du Tragique. Le refus des philosophies consolatrices. Le projet de fonder une morale après la mort de Dieu et de l'homme. Le thème de la mort de l'homme, oui, trente ans avant *Les Mots et les Choses*. Un désamour de soi – le fameux *« tas de secrets »* – qui, dans sa façon de creuser la subjectivité et d'en compliquer la topique traditionnelle, vaut « l'anti-humanisme théorique » de nos maîtres du moment. Une philosophie du sujet – ou du « héros » – qui, voyant l'ennemi dans un totalitarisme « ontologique » aux frontières beaucoup plus larges que celles de l'analyse politique ou sociologique, croise des intuitions dont je devais, quelques années plus tard, retrouver la *formule* chez Levinas. On a dit de la « nouvelle philosophie » qu'elle devait à Popper. Ou à Camus. C'est faux. *Pour ce qui me concerne*, la source la plus vive sera Malraux.

Les livres sur l'art. Cette théorie de la métamorphose dont je me demanderai, à mesure que je la découvrirai, comment j'avais pu, si longtemps, m'en passer pour penser. Car que signifie, au fond, l'idée de « métamorphose » ? Un « musée », sans doute. Une manière de religion. Un refus de l'« irrémédiable » et une *conception du* temps. Mais aussi deux idées simples qui, pour l'althussérien – ou, ce qui revient au même, le spinoziste – que j'étais et que, d'une certaine façon, je suis toujours, avaient valeur de principe. Primo : l'art a moins affaire au monde qu'à l'art ; il dialogue moins avec les choses qu'avec les œuvres qui, déjà, les ont transfigurées ; il ne sort pas plus du musée, en *d'autres* termes, qu'un concept n'échappe aux concepts avec lesquels il fait histoire ou système – a-t-on vraiment trouvé mieux pour, par-delà même le monde des formes, résister, aujourd'hui encore, à la marée noire des « réalismes » et « naturalismes » de *toute espèce* ? Secundo : le problème de l'art n'est pas d'embellir le monde mais de le recréer ; il n'est pas d'inventer des formes charmantes, mais de donner à voir, ou penser, la part intemporelle de l'histoire des hommes ; sa catégorie décisive, autrement dit, n'est pas le « plaisir » mais « l'intelligence », pas la sensibilité mais la connaissance – que disent de plus les romanciers qui voient dans la littérature un outil d'appréhension du monde ? Et les cinéastes qui font du travelling une affaire, non d'esthétique, mais de *morale* ? Que de temps perdu...

DÉSINVOLTE

Et puis les textes de jeunesse, *enfin*. Malraux avant Malraux, le Malraux d'avant la pompe et l'éloquence. Tout ce massif « farfelu » que le burgrave du gaullisme avait presque fini par étouffer et que je redécouvre avec passion. Ces textes insolites. Ces mots comme des lâchers de ballons *ou des lunes* de papier. Cette insolence que rien n'entame. Cette désinvolture. Cet humour. Un joueur de dés qui est aussi un stratège. Un pilleur de temples qui est, d'abord, un amoureux fou des œuvres. Un aventurier ludique. Une gouaille raisonnée. Ce *jeune, très jeune Malraux* qui n'a pas encore enfilé ses panoplies et qui apparaît encore dans sa prodigieuse liberté. Y a-t-il jamais eu jeunesse plus libre que la sienne ? Y a-t-il eu, en ces temps d'embrigadement des esprits – jusque, et surtout, dans la brigade surréaliste –, plus bel exemple de cette volonté de se construire un destin seul, comptant sur ses forces propres ? *Voilà : parti du dernier cliché, je* remontais doucement, mais dans l'enchantement, à ce Malraux des commencements – s'effaçait peu à peu le barrésien pathétique, tandis que se fixait le visage d'un type d'homme, mi-écrivain mi-aventurier, qui, de son éternelle jeunesse, *domine* le siècle.

S'il m'a été, par la suite, un maître à vivre et à agir ? Si en Bosnie, par exemple, ou en Afghanistan, ou encore au Bangladesh où nous filmes finalement quelques-uns à nourrir, après qu'Indira Gandhi l'eut brisé, un peu du songe malrucien, j'ai eu la tentation de l'« imiter » ou de m'« inspirer » de lui ? Etrangement, et comme s'il avait deviné l'emprise qu'exercerait son aventure sur ses futurs lecteurs, il pose lui-même la question et va jusqu'à y voir, dans un commentaire fameux des *Conquérants*, la *« seule question sérieuse »* que poseraient un jour ses romans. *« La seule question*, écrit-il donc, *est de savoir si l'exemple donné par Garine agit avec efficacité en tant que création éthique. Ou il agit sur les hommes qui le lisent, ou il n'agit pas. S'il n'agit pas, il n'y a pas de question des Conquérants. Mais s'il agit, je ne discute pas avec mes adversaires, je discuterai avec leurs enfants. »* J'ai l'âge de ces enfants. J'ai en tête, et le modèle-Garine, et les valeurs qu'il nous transmet. Et la vérité est que je ne peux, à cette dernière question, qu'apporter une réponse nuancée.

Difficile de nier, en effet, qu'en Bosnie, *par exemple*, j'aie eu constamment présents l'image et l'exemple d'André Malraux. Qu'aurait-il dit ? Qu'aurait-il fait ? Comment aurait-il réagi à tel discours d'Izetbegovic ? A tel débat lancé par les « Alvear » de Sarajevo ? Jusqu'à quel point, d'ailleurs, la guerre de Bosnie ressemble-t-elle à la guerre d'Espagne telle qu'il l'a vécue et pensée ? Il y a les jours où le soupçon m'effleure *qu'il aurait* trouvé les Serbes plus « sérieux » (son grand mot, quand il était « sur le terrain »). Il y a ceux (heureusement plus nombreux) où il me paraît aller de soi qu'il aurait été, comme nous, et malgré la culture a-nationale qui régnait dans la capitale *bosniaque assiégée*, aux côtés de l'armée bosniaque. Il y a les problèmes liés au tournage de *Bosna !* Il y a toutes ces difficultés techniques (tournage en temps de guerre), politiques (comment filmer une résistance ? faut-il, ou non, l'« héroïser » ?), morales (comment montrer le mal ? faut-il, ou non, aller au bout de l'horreur ?), dont je sais qu'il les a affrontées avant moi. Bref, il n'y a pas un jour, c'est vrai, où, je ne me sois demandé, avant d'agir, comment il aurait raisonné et ce qu'il aurait conclu. Et ne l'aurais-je pas fait, aurais-je été tenté d'« oublier » le commandant de l'escadrille España, que ce sont les autres *qui me l'auraient rappelé* : les combattants des tranchées de Stup qui nous interrogeaient sur les rapports du POUM et des communistes catalans ; ceux de Grondj qui portaient les mêmes vareuses que les paysans soldats dans *Sierra de Teruel* ; ou encore l'artilleur de *Donji Vakuf, qui savait par cœur le* final de *L'Espoir*...

EXEMPLE PARALYSANT

Mais, d'un autre côté, comment ne pas voir que l'exemple malrucien a fonctionné *aussi* en sens inverse et que la crainte de la redondance, la *hantise de la redite*, la peur, en un mot, de voir une histoire tragique revenir, comme souvent, en farce, nous ont dissuadés de refaire ce que Malraux avait fait ? Un seul exemple. Celui de ces « Brigades internationales » que l'on a souvent reproché aux intellectuels *engagés dans la défense de* la cause bosniaque de n'avoir pas formées. Quand ce reproche venait, je répondais invariablement – et c'était la vérité – que tel était le vœu des Bosniaques, qu'ils voulaient non des hommes mais des armes, et que mieux valait, pour les défendre, tourner un *film-document* illustrant leur héroïsme et permettant de faire campagne, en *Occident*, pour la levée d'un embargo inique.

Mais il y avait – et je le savais bien – une autre vérité qui tenait au poids du passé, à l'insistance ironique de ses images, au climat de commémoration inepte où la fin du siècle semblait baigner et au risque, en un mot, de voir l'indignation désamorcée par le remake. Il existe une histoire des gestes politiques. Elle a ses rythmes. Ses espaces vides ou saturés. Elle a *aussi* ses héros – inimitables quand ils sont géniaux. Et c'était toute une série de gestes que Malraux avait, au fond, épuisés. L'effet Malraux ? Un exemple, certes, mais *dont* le rôle aura moins été de nous inspirer que de nous paralyser – à la lettre, de nous couper le souffle. Etre fidèles à Malraux ? Bien entendu, mais moins pour *redoubler ses attitudes* que pour les réinventer et, en retrouvant la grâce qui les avait dictées, produire de tout autres actes qui soient ceux de l'âge nouveau. Situation de Malraux – sans aînés, sans héritiers.

CHRONOLOGIE

.../... **Juin** : présidence du congrès national des écrivains pour la défense de la culture, à la Mutualité. Discours « L'Œuvre d'art ».
Novembre : assises de l'Association internationale des écrivains pour la défense de la culture.

1936

Mars : rencontre Maxime Gorki en Crimée. Malraux se fait traiter d'agent soviétique par Drieu La Rochelle.
Mai : voyage à Madrid, au cœur du « printemps tragique ». Réunion de l'Association internationale des écrivains pour la défense de la culture, dans la capitale espagnole.
Juin : à Londres, congrès international des écrivains pour la défense de la culture. Discours « L'Héritage culturel ». Dès le mois d'août, Malraux se livre au commerce clandestin d'avions et prend le commandement de l'escadrille républicaine *España* – qui deviendra l'escadrille *André Malraux* – dans la guerre civile espagnole. Participation aux combats de Madrid, Medellin, Tolède, Valence et Teruel. Deux blessures. Séparation d'avec Clara.

1937

Février : dernière mission de l'escadrille de Malraux. Intervention publique sur la guerre d'Espagne, à la Mutualité. *« Sur un fond rougeâtre, le pâle Malraux s'offre, hiératique, aux ovations »*, écrit François Mauriac.
Mars-avril : voyage aux Etats-Unis avec Josette Clotis. A Hollywood, naît l'idée de tourner un film sur la guerre d'Espagne. Rencontre avec Marlène Dietrich, Maurice Chevalier, Yehudi Menuhin, Hemingway, Einstein, *Oppenheimer*. Collecte de fonds pour les républicains espagnols. Passage par le Canada.
Juillet : rencontre avec Bernanos. Valence, ouverture du congrès international des écrivains pour la défense de la culture, qui se termine quinze jours plus tard à Paris.
Novembre : fragments de *L'Espoir* dans *Ce Soir*. Ecrit en six mois, le livre sort à la fin du même mois. *« Pour aimer* L'Espoir, *il faut être de gauche – je ne dis pas communiste »*, écrit Aragon sur ce *« livre fondamental »* dans la revue *New Republic*. Dans le premier numéro de *Verve*, parution du premier fragment de *La Psychologie de l'art*.

1938

Juillet : préparation du film *Sierra de Teruel* et tournage à Barcelone, Tarragone. Corniglion-Molinier et Max Aub sont *coproducteurs*. Rédaction de l'article « Laclos » pour le *Tableau de la littérature française*.

1939

Janvier : Barcelone aux mains des nationalistes.
Mai : montage et sortie du film – qui s'appelera *Espoir* après la guerre. Participation à une conférence internationale antifasciste à Paris, au cours de laquelle Malraux réaffirme ses liens avec les communistes.
Septembre : censure appliquée à *Sierra de Teruel* par le gouvernement Daladier, en réaction au pacte germano-soviétique. Ecriture de *La Psychologie de l'art*. Rédaction de *Mayrena*, second volet des *Puissances du désert*, dont *La Voie royale* constitue la première partie. *« Quand on a écrit ce que j'ai écrit et qu'il y a une guerre en France, on la fait. »* (*Antimémoires*). Refusé dans l'aviation, Malraux s'engage dans les chars.

1940

« Esquisse d'une psychologie du cinéma », dans *Verve*.
Juin : fait prisonnier et interné dans la nef de la cathédrale de Sens. Rencontre avec Jean Grosjean, futur codirecteur de la *NRF*.
Août : début de l'écriture des *Noyers de l'Altenburg*.
Novembre : évasion avec l'aide de son frère Roland. Josette donne naissance à Pierre-Gauthier à Neuilly. Ecriture de *La Lutte avec l'ange*, dont le premier volume est titré *Les Noyers de l'Altenburg*.

1941

Malraux refuse de s'engager dans la Résistance. Bourdet, Stéphane, Sartre, Beauvoir échouent dans leurs entreprises de persuasion. *« Je marche, mais je marche seul. »*

1942

Ecriture de *La Psychologie de l'art* et d'une biographie de T. E. Lawrence qui deviendra *Le Démon de l'Absolu*.
.../...

Métamorphoses d'un revenant

« Que ceux qui mettent leur passion politique avant le goût de la grandeur, où qu'elle soit, s'écartent d'avance de ce livre... », prévenait l'auteur de « La Condition humaine », qui, écoutant le chant de l'Histoire, chercha dans la nuit des civilisations disparues des réponses, ou plutôt des questions, à ses obsessions

Daniel Rondeau

Son ombre s'allonge sur les murs de Paris quand montent déjà les premières mesures de l'immense gloria entonnées par les fanfares conjointes de la République et des médias tandis que les fonctionnaires du patrimoine se demandent encore ce qu'ils vont bien pouvoir faire du cercueil bientôt vide de Verrières. Ce revenant, qui porte selon les lieux de ses apparitions soit un béret de guérillero limousin soit un costume coupé par Lanvin, n'est pas tellement surpris d'être là, non pas d'ailleurs qu'il tire à l'avance de son transfert au Panthéon une sensation de déjà-vu, comme si tout ce qui allait se dire, s'écrire ou se faire, n'était que le remake d'une cérémonie dont il aurait signé depuis longtemps le texte et la mise en scène, mais tout simplement parce qu'il a passé sa vie d'homme avec ce sentiment d'être un perpétuel revenant, *« étranger à la terre »* qu'il ne cessa de regarder, tel le rêveur diurne lawrencien, en voyant, *« le passé et l'avenir couler sur lui comme une rivière sans tourbillon »*.

A vingt ans, le jeune homme qui s'élance vers l'Asie revient d'une épicerie de Bondy. Il sort droit comme une flamme du crépuscule de son enfance. L'Europe est alors un *« grand cimetière où ne dorment que des conquérants morts »*. La guerre entre les vieilles nations chrétiennes a accéléré la cadence du temps, et tout un monde ancien a sombré dans la boue des tranchées. La paix a confirmé la relégation de nos plus humaines certitudes au magasin des antiquités. Dieu est bien mort, et les Européens, saisis de vertige de découvrir à la fois l'immensité du vide et plusieurs faces cachées de l'homme, se précipitent vers les abysses du nihilisme. *« L'esprit européen a anéanti tout ce qui pouvait s'opposer à l'homme : parvenu au terme de ses efforts, comme Rancé devant le corps de sa maîtresse, il ne trouve que la mort »*. Malraux, dandy farfelu, aurait pu entrer dans la ronde des *roaring twenties* et danser le charleston comme les autres sur le cadavre de la vieille Europe. *Mais le jeune auteur de Lunes en papier* s'éloigne à grands pas des garçonnes du Boeuf sur le toit qui parlent Dada en pensant à Lénine.

PROPHÈTE DE SA VIE

Il a choisi d'être seul parmi les hommes, tel son Napoléon de Brienne. Solitaire, et prophète de sa propre vie, il cherche alors dans le bottin de l'étranger des noms de villes romanesques comme Barrès avait autrefois respiré les parfums de l'Asie dans les fleurs d'un jardin de Lorraine. L'Asie de Barrès, qui avait trouvé aux pays du Levant les *« moyens mécaniques inventés par l'Asie pour multiplier l'âme »* s'arrêtait à la Perse. Toutes les forces de Malraux se tendent vers un Orient plus lointain. Clara lit sur ses lèvres le roman vrai des jours qui viennent : *« Sur la voie royale, qui va du Cambodge au Siam, il y a de grands temples... »*. La suite de l'histoire est connue. Des statues découpées au pic et au ciseau, l'inculpation de vol, le tribunal correctionnel de Phnom Penh. Il est pourtant permis de s'interroger. Qu'allait chercher Malraux si loin de lui dans l'imaginaire et dans le temps, au milieu des ruines en grès violet de Banteai-Srey ? Qu'allait-il quérir et dont il reprendra indéfiniment la quête, puisqu'il suffira d'un voyage en Indochine pour qu'il se tourne pour toujours vers ces royaumes de poussière et de palmes des bords du monde, si ce n'est ce qu'il appellera dans les *Antimémoires* : *« l'Ancien Orient de notre âme »*. Il s'en explique avec Grover, au soir de sa vie : *« A partir du moment où vous posez au sacré, il faut remonter à un passé antérieur au monde gréco-romain... Les brahmanes de Bénarès peuvent nous donner une idée de ce qu'étaient les prêtres d'Isis. »* L'Orient fortifie donc chez lui cette *« envoûtante conscience des siècles »* qui ne le quittera plus et l'introduit au mystère du sacré et des métamorphoses. Au moment où l'Europe fait table rase de son passé, Malraux cherche dans la nuit des civilisations disparues des réponses, ou plus exactement des questions, à ses obsessions. Mais de quoi parle-t-il encore quand il rentre, quelques années après ce premier voyage en Indochine, la cigarette aux lèvres, d'une aventure géographique à Mareb, et après un *« premier retour sur terre »* ? De tombeaux asiates, de cours de marbre criblées d'écureuils, de mausolées grenats *couverts de coupoles*, repos d'inaccessibles guerriers vivant toujours dans la mémoire des peuples, des neiges et des déserts qui sont les refuges des dernières grandes légendes du monde, en bref : du merveilleux. Et si c'était cela aussi, l'ancien Orient de son âme, cette source toujours vive sur *les lèvres des conteurs d'Ispahan*, de Chiraz ou de Samarkand, ces pages murmurées jusqu'à l'aurore, ces animaux qui parlent en écoutant chanter la lyre, le saz ou le luth, ces hommes emmitouflés dans leur manteau de nuit et de fables, qui oublient tout jusqu'au matin, l'inquiétude et la mort, et *qui rêvent. Sur son lit de la Salpêtrière*, en 1972, le vieil homme continue d'ailleurs d'entendre ce murmure inlassable où les voix des dieux se mêlent à celles des hommes. Voix de la terre et du destin, héritage du monde. L'auteur de *Lazare* trouve alors au plafond de sa chambre, quand la mort *tâtonne autour du malade qu*'elle dispute au sommeil, la bonté d'un ciel chaldéen. Les rêveurs ne meurent jamais.

GRANDEUR

Un soleil peut en cacher un autre, et le chemin réserver des surprises au voyageur impatient d'affronter *le destin. Malraux était* parti pour voler des statues, et il rencontra des Indochinois. Il commençait de tendre l'oreille au dialogue naissant des civilisations et des cris d'écorchés lui perçaient les tympans. *« On ne choisit peut-être pas »*, dira-t-il plus tard. La souffrance des vaincus le déshabille de son *indifférence. Le voici* qui publie un journal imprimé avec de vieux plombs achetés aux Jésuites de Hong kong où il raille la comédie du pouvoir colonial. Revenu à Paris, il écrit dans *Les Conquérants* : *« Je n'aime pas les pauvres gens, le peuple, ceux en somme pour qui je vais combattre, mais je les préfère aux autres »*. Des vaincus aux révoltés, il n'y a que le fil d'Ariane d'une expérience transformée en conscience aussi large que possible. *La Condition humaine* reprend quelques années plus tard, en les épurant, les thèmes des *Conquérants*. Des hommes conspirent, ils tuent, ils meurent, ils tentent d'échapper à leur destin. L'émeute passe sur le quartier des légations à Shanghaï. Le menton dans la paume de sa main, une cigarette aux doigts, couché sur un micro, Malraux présente à la radio son roman sur la dernière révolte du grand port chinois : *« Ecrasés, assassinés, jetés vivants dans les chaudières, c'est pour ces morts que j'écris... »*. L'action est une rédemption, prolongée par l'écriture. Et quand le Goncourt récompense *La Condition humaine*, il adresse à d'éventuels lecteurs une incroyable mise en garde : *« Il est d'usage après tout prix littéraire, d'expliquer par quoi et comment le livre qu'on a écrit doit plaire à tous. Je désire qu'il n'y ait aucune équivoque sur le mien. J'ai essayé d'exprimer la seule chose qui me tienne à cœur et de montrer quelques images de la grandeur humaine. Que ceux qui mettent leur passion politique avant le goût de la grandeur, où qu'elle soit, s'écartent d'avance de ce livre qui n'est pas fait pour eux. »* Le mot fatal est lâché. Grandeur. Il donne dès 1933 la force de la cohérence à la vie et à l'œuvre de Malraux, qui refuse de choisir, comme les moeurs académiques l'y invitent, entre agir et écrire. Mais qu'on ne se méprenne pas sur le sens de cette « grandeur ». Il ne faut pas y chercher je ne sais quel flonflon d'arrogance – même si le plaisir de déplaire de celui qui parle est flagrant – mais au contraire la part la plus haute de l'homme, la traduction du sentiment de noblesse qui s'empare des humbles quand ils re*fusent la servitude, la transcen*dance des destins. On est loin du stalinisme de boutique des futurs compagnons de route. Et, si Malraux court se mettre au service de la République espagnole, c'est porté par cette conviction que l'insurrection du peuple espagnol est une transfiguration. Elle brille pour lui d'une *beauté que rien ne peut ternir*, pas même les mensonges sanglants des hommes du Komintern. Canton, Shanghaï, sierra de Teruel. Le romancier écrit maintenant en écoutant le chant de l'Histoire, coiffé d'une casquette plate d'aviateur. C'est la fin des années 30, Don Quichotte a quitté Rossinante *et ses Amadis*, il vole sur un Pottez-540 ou sur un Bloch-200 et organise des tournées d'agit-prop avec des « copains » de son escadrille. Un œil fixé sur les marbres blêmes du passé, l'autre sur les orages de l'actualité, Malraux fait du héros de roman le frère de lait du héros de l'Histoire. *« Je chante les armes et l'homme »*, c'est ainsi que commençait l'*Enéide*. *L'Espoir*, le livre comme le film, est encore le projet d'un poète, la première épopée de notre littérature depuis la *Chanson de Roland*. Deux histoires de défaite. Deux histoires de chevalerie en armure. Mais n'oublions pas les oiseaux, s'il vous plaît : *« Les grandes migrations d'oiseaux que nous croisions parfois au-dessus de l'Espagne, et qui duraient depuis des siècles et des siècles, avaient quelque chose de tellement opposé aux combats des hommes que c'est resté pour moi la chose la plus impressionnante que j'ai jamais vue. »* La poésie de la guerre est toujours celle du malheur et du ciel partagés.

Quand il se présente au maquis en 1943, c'est pour se joindre à la réunion des hommes, après un long silence de deuil. Tiens un revenant ! s'exclame-t-on parfois en reconnaissant l'auteur de *L'Espoir*. Mais l'Espagne était morte deux fois et l'espoir étouffé dans l'affrontement truqué de deux monstres. La Liberté vivante se cache sous les chênes nains dans les forêts du Quercy. Elle porte des habits noirs de vieille paysanne, écoute les messages codés de la BBC et parle à Malraux d'un pays qui par deux fois – les cathédrales, la Révolution – a révélé à l'Europe son visage de lumière et fait l'offrande aux vaincus de toute la planète du droit sacré à l'insurrection contre l'oppression. Ce pays, ajoute la femme, existe maintenant par la bouche d'un paria nommé de Gaulle, qui a dit non pour son peuple et emporté avec lui, dans son exil de Londres, une certaine idée poétique de la France. Malraux l'écoute d'un air pensif. Il se souvient de Bondy. Depuis son départ, il a beaucoup lu, beaucoup voyagé, beaucoup écrit. Il a entendu des voix plus humaines que le monde, il a parlé le langage des statues, exploré les cosmos de l'*Iliade* et du *Ramayana*, il a vu la Révolution mener des peuples insurgés par les songes, l'action faire le travail de la beauté, et la mort trop souvent creuser les joues de ses compagnons.

Et si tout ce chemin de deux mondes – le monde réel, le monde imaginaire – n'avait été tracé que pour le *conduire dans cette forêt* pluvieuse du Quercy, là où une autre légende grandissait, qui recouvrait ce qu'il y avait de plus de profond dans le pays qu'il avait fui. Ce qu'il appellera plus tard : *« Le besoin de marier Jeanne d'Arc à Saint-Just. Les moments de la France héroïque au service d'une grande idée »*. Le revenant avait trouvé sa patrie. C'était celle des maquisards du Limousin, dont il adopte sur le champ la veste de cuir, celle de l'Antigone en uniforme qui rendait aux Français l'honneur perdu, mais c'était celle aussi des écrivains du bloc Michelet, comme il disait, aux premiers rangs desquels se dressait le poète des *Châtiments* et des *Misérables*. « En somme, lui dit encore la vieille femme, *c'est une patrie qui n'achève pas l'homme, mais qui le forme et le protège pour des destins qui le dépassent »*. La phrase était de Péguy, mais sonnait comme du Malraux. Il se dit qu'il aurait pu la signer et même la prolonger. *« ... Jamais plus grande que quand elle parle pour tous les hommes... »*, songea-t-il en regardant la femme qui s'éloignait. Elle ressemblait comme une sœur à la *sibylle des rivages de la Grande* Grèce. Il resta seul avec sa prophétie. Prophétie ou parole de vérité ? Tout était maintenant entre ses mains. Le voyageur des ciels lointains avait renoué avec son peuple et il avait trouvé son grand homme, – son héros, celui qui accomplit le destin, qui permet, dit Christian Jambet, *« à chaque homme de se sentir souverain derrière lui. »* Fidèle à lui-même, à ce qu'il avait écrit et à ce qu'il avait fait, il pensa qu'il ne séparerait pas le souffle du courage des braises de l'esprit et s'enfonça dans la forêt.

La conquête du merveilleux s'achèvera bientôt pour le fils de l'épicière de Bondy dans les brouillards des Vosges. Après le temps de la brigade Alsace-Lorraine, viendra le temps des recommencements, sa vie de ministre chez de Gaulle comme on est chat chez Mallarmé, son désert. Revenu de la guerre comme du reste, il reprend sa lyre de romancier qui feint de ne plus croire au roman. Les meilleurs de ses livres seront à venir. Romans justement de mémoire et d'invention, de vérité et d'imaginaire de vérité, jetés sur la grande toile de l'ancien Orient de son âme, et où sonnent toujours les *« cloches fatales »* du désespoir et du sang, comme le glas d'un Guernica qui ne finirait pas. *Antimémoires*, *Lazare*, *Oraisons funèbres*, *Hôtes de passage*, *Les Chênes qu'on abat*, chacun de ces textes griffe la légende du siècle, passé présent, Occident Orient, guerre paix, fiction vie, rivière sans tourbillon, miroir des hommes montant des ténèbres à l'idéal, comme dirait le père Hugo. Et témoignage encore une fois de *celui qui tremble en écrivant* dans la nuit parce qu'il sait des questions qui n'appellent pas d'autre réponse que la poignante témérité de l'écriture. Dieu, la mort, la transcendance. Présence fraternelle d'un revenant. Mystère des métamorphoses annoncées. Malraux traverse aujourd'hui nos brumes *de néant et de querelles* inutiles. Des hommes frissonnent en l'écoutant. Il sourit.



JEAN MOUNICQ/ANA

« Une envoûtante conscience des siècles »

CHRONOLOGIE

.../...**Juin** : achèvement des *Noyers de l'Altenburg*, publié l'année suivante en Suisse, en édition de luxe et tirage restreint. Ecriture du second volume de *La Lutte avec l'ange* et du *Démon de l'Absolu*. Ces textes resteront inédits.

1943

Mars : Josette donne naissance à un second fils, Vincent. André Malraux est mis en relation avec le réseau Buckmaster. Voyage à Paris et retrouvailles avec Drieu La Rochelle.

1944

Mars : Claude et Roland, les deux frères d'André, sont arrêtés et exécutés. Malraux devient le « colonel Berger » et s'applique à fédérer la zone « R5 », Périgord-Corrèze-Lot.
Juillet : blessé et arrêté par la Wehrmacht, Malraux est transféré à la prison Saint-Michel de Toulouse, et livré à la Gestapo.
9 Août : neuf millions sont *« versé[s] pour la libération du colonel Berger »* (Jean Lacouture, *André Malraux*).
3 septembre : rendez-vous d'Aubazine, et création de la brigade Alsace-Lorraine avec Chamson et Jacquot, dont le « colonel Berger » prend le commandement. Participation aux combats de Dannemarie et à la défense de Strasbourg.
11 novembre : mort accidentelle *de Josette Clotis*.

1945

Janvier : participation au premier congrès du Mouvement de libération nationale à Paris. Malraux s'oppose à la fusion avec le Front national communiste. *« Une nouvelle résistance commence. »* Malraux est attaqué par *Action*.
Mars : la brigade entre dans Stuttgart .../...

Révolutionnaire, Malraux ? Beaucoup trop individualiste, a jugé en son temps Trotski. Beaucoup trop pessimiste, ajouta plus tard l'écrivain Roger Stéphane, son ami

La révolution étranglée

par Léon Trotski

J'ai malheureusement lu *Les Conquérants* avec un retard de dix-huit mois ou de deux ans. Le livre est consacré à la révolution chinoise, c'est-à-dire au plus grand sujet de ces cinq dernières années. Un style dense et beau, l'œil précis d'un artiste, l'observation originale et hardie – tout confère au roman une importance exceptionnelle. Si j'en parle ici, ce n'est pas parce que le livre est plein de talent, bien que ce fait ne soit pas négligeable, mais parce qu'il offre une source d'enseignements politiques de la plus haute valeur. Viennent-ils de Malraux ? Non, ils découlent du récit même, à l'insu de l'auteur, témoignent contre lui – ce qui fait honneur à l'observateur et à l'artiste, mais non au révolutionnaire. Cependant, nous sommes en droit d'apprécier également Malraux de ce point de vue : en son nom personnel, et surtout au nom de Garine, son second moi, l'auteur ne marchande pas ses jugements sur la révolution. Le livre s'intitule roman. En fait, nous sommes en face de la chronique romancée de la révolution chinoise dans sa première période, celle de Canton.

La chronique n'est pas complète. La poigne sociale fait parfois défaut. En revanche, passent devant le lecteur non seulement de lumineux épisodes de la révolution mais encore des silhouettes nettement découpées qui se gravent dans la mémoire comme des symboles sociaux.

(...) Malraux donne un inoubliable tableau de la grève générale, non pas certes comme elle est en bas, non comme on la fait, mais comme elle est aperçue en haut : les Européens n'ont pas leur déjeuner, les Européens étouffent de chaleur – les Chinois ont cessé de travailler aux cuisines et de faire fonctionner les ventilateurs. Ceci n'est pas un reproche à l'adresse de l'auteur : l'étranger-artiste n'aurait sans doute pas pu aborder son thème autrement. Mais on peut lui faire un autre grief qui, lui, est d'importance : il manque au livre une affinité naturelle entre l'écrivain, malgré tout ce qu'il sait et comprend, et son héroïne, la Révolution. Les sympathies, d'ailleurs actives, de l'auteur pour la Chine insurgée sont indiscutables. Mais elles sont corrodées par les outrances de l'individualisme et du caprice esthétique.

> « Il manque au livre une affinité naturelle entre l'écrivain (...) et son héroïne, la révolution. »

En lisant le livre avec une attention soutenue, on éprouve parfois un sentiment de dépit, lorsque, dans le ton du récit, on perçoit une note d'ironie protectrice à l'égard des barbares capables d'enthousiasme. Que la Chine soit arriérée, que certaines de ses manifestations politiques aient un caractère primitif, personne n'exige qu'on le passe sous silence. Mais il faut une juste perspective qui mette tous les objets à leur place. Les événements chinois, sur le fond desquels se déroule le « roman » de Malraux, sont incomparablement plus importants, pour les destins futurs de la culture humaine, que le tapage vain et pitoyable des parlements européens et que les montagnes de produits littéraires des civilisations stagnantes. Malraux semble éprouver une certaine timidité à s'en rendre compte.

Dans le roman, il est des pages, belles par leur intensité, qui montrent comment la haine révolutionnaire naît du joug, de l'ignorance, de l'esclavage et se trempe comme l'acier. Ces pages auraient pu entrer dans l'anthologie de la révolution si Malraux avait abordé les masses populaires avec plus de liberté et de hardiesse, s'il n'avait pas introduit dans son étude une petite note de supériorité blasée, semblant s'excuser de sa liaison passagère avec l'insurrection du peuple chinois, aussi bien peut-être à l'égard de lui-même que des mandarins académiques en France et des trafiquants d'opium de l'esprit [...].

Le livre s'appelle *Les Conquérants*. Dans l'esprit de l'auteur, ce titre à double sens, où la révolution se farde d'impérialisme, se réfère aux bolcheviks russes ou plus exactement à une certaine fraction d'entre eux. *Les Conquérants* ? Les masses chinoises se sont soulevées pour une insurrection révolutionnaire, sous l'influence indiscutable du coup d'Etat d'Octobre comme exemple et du bolchevisme comme drapeau. Mais les Conquérants n'ont rien conquis. Au contraire, ils ont tout livré à l'ennemi. Si la révolution russe a provoqué la révolution chinoise, les épigones russes l'ont étouffée. Malraux ne fait pas ces déductions. Il ne semble même pas y penser. Elles ne ressortent que plus clairement de son livre remarquable.

Prinkipo, 9 février 1931.



WICKTOR RUI... KOWITSCH/Col. MADELEINE MALRAUX

Malraux en compagnie de Meyerhold et Pasternak en 1934

CHRONOLOGIE

.../...Installation chez Madeleine, veuve de son frère Roland, au 19 bis, avenue Victor-Hugo, à Boulogne. Suicide de Drieu La Rochelle, dont Malraux est l'exécuteur testamentaire.

Août : Malraux rencontre le général de Gaulle, accepte de devenir conseiller technique à la culture, puis, en novembre, ministre de l'information.

1946

Janvier : divorce avec Clara. Fin du ministère de l'information. Malraux critique les intellectuels de gauche, du *« Café de Flore »* et des *Temps modernes*, revue à laquelle il refuse sa collaboration. Etude d'un projet de Maisons de la culture.

4 novembre : « L'homme et la culture artistique », discours pro-européen prononcé à l'Unesco, réuni en séance solennelle à la Sorbonne. *« L'héritage de l'Europe, c'est l'humanisme tragique. »*

1947

Parution des *Romans* dans la « Bibliothèque de la Pléiade ». Malraux prend la direction du service de presse et de propagande du *RPF*. « Le RPF, c'est le métro. » Il est chargé de la publication d'un bulletin hebdomadaire, *L'Etincelle*, et de la mise en scène des apparitions publiques du général de Gaulle.

Juillet : discours prononcé au premier meeting du RPF, au Vélodrome d'hiver. A Genève, chez Skira, publication du premier volume de *La Psychologie de l'art, Le Musée imaginaire*.

1948

Février : *L'Etincelle* est un échec et fait place au *Rassemblement*, dirigé par Albert Ollivier, Pascal Pia et Jean Chauveau.

Mars : mariage avec Madeleine. Salle Pleyel, Malraux lance un appel aux intellectuels de gauche.

1949

Février : avec Claude Mauriac, fondation de la revue *Liberté de l'esprit* qui publie *Le Démon de l'Absolu*. Discours aux assises nationales du RPF, à Lille.

1950

Malraux crée chez Gallimard la collection « La Galerie de la Pléiade », où il publie un essai sur Goya, *Saturne*, et *Tout l'œuvre peint de Léonard de Vinci*. Crise de parathyphoïde pendant l'été.

1951

Discours pour le RPF, en juin au Vélodrome d'hiver et en novembre à Nancy.

1952

31 mai : conférence Salle Gaveau, « Sur la liberté de la culture » .../...

Les insuffisances de la raison

par Roger Stéphane

Dans *Une jeunesse européenne* (1927), le mot « révolution » n'apparaît qu'en filigrane. Mais la prudence avec laquelle Malraux aborde le thème de la révolution ne doit point faire illusion. Car qu'est la révolution, sinon la délivrance d'une civilisation par la création d'une nouvelle notion de l'homme ? Malraux l'évoque déjà en dehors de l'héritage scientiste et rationaliste que Marx ou plutôt ses disciples traînent derrière eux. Lorsqu'il constate *« l'impossibilité où est l'homme d'accepter une place subordonnée* (1) » et que *« notre civilisation, depuis qu'elle a perdu l'espoir de trouver dans les sciences le sens du monde, est privée de tout but spirituel* (2) », il annonce déjà ses proclamations pessimistes de la *Psychologie de l'art* (1948) : *« L'espoir dont Victor Hugo et Whitman, Renan et Berthelot avaient chargé progrès, science, raison, démocratie, celui qui remplaçait la soumission de l'homme à l'ordre du monde, avait perdu son accent impérieux. Non que la science soit mise réellement en question : ce qui l'est, c'est l'aptitude qu'on lui prête à résoudre les problèmes métaphysiques, mais l'Europe avait vu surgir ces grands espoirs sans contrepartie ; nous savons maintenant que nos paix sont aussi vulnérables que les précédentes, que la démocratie porte en elle le capitalisme et les polices totalitaires, que science et progrès impliquent les bombes atomiques, que la raison ne rend pas compte de l'homme. »*

Se répondent donc, à vingt ans de distance, deux thèmes essentiels pour l'intelligence de Malraux : la conscience de l'insuffisance de la raison et le pessimisme.

Que le révolutionnaire le reconnaisse ou non, la révolution est d'abord un acte de foi en l'homme. L'homme de Marx, comme celui de Rousseau, est un homme aliéné, et la révolution se propose essentiellement de le libérer, de libérer ses virtualités, le restaurant ainsi dans sa dignité : *« Aux yeux (...) de nombre d'intellectuels communistes, le communisme restitue à l'homme sa fertilité »*, note Malraux dans sa préface au *Temps du mépris*.

Malraux s'exprime fréquemment sur un registre prophétique qui tire son efficacité de sa concision – parfois elliptique. Il ne s'embarrasse guère de ce que Retz appelait *« les préalables »*. Ce qu'il dit, il le proclame tout net, sans artifices. (Une de ses amies le décrit ainsi : *« Jamais de mise en train ni de préambule, ni de précautions oratoires : Malraux saute à pieds joints dans son sujet ; je me rappelle qu'après une longue absence – il revenait de Perse et nous ne l'avions pas encore revu – nous fûmes le prendre en auto pour l'emmener à Pontigny. Le temps de nous serrer la main, de caser sa valise, de s'asseoir, et déjà il disait : "En Perse, la divinité"...* (2). » Chaque paragraphe de la préface du *Temps du mépris* débute par une affirmation – par une proclamation : *« Ce n'est pas la passion qui détruit l'œuvre d'art, c'est la volonté de prouver (...). L'individu s'oppose à la collectivité, mais il s'en nourrit. »*

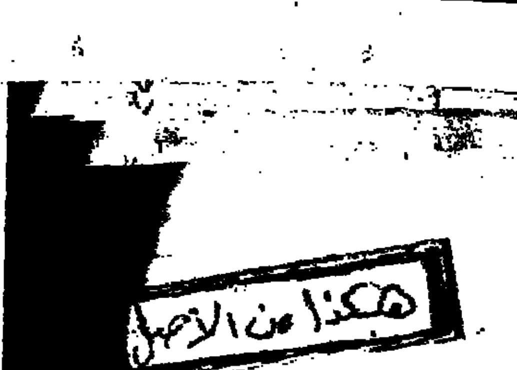
> « Il n'y a pas de place dans le communisme pour celui qui veut d'abord être lui-même, exister séparé des autres »

Une seule affirmation est limitée dans sa portée – et c'est celle qui nous intéresse. N'est-il pas singulier que ce postulat selon lequel *« le communisme restitue à l'homme sa fertilité »*, Malraux ne le prenne pas à son compte ? Que les mots *« aux yeux de nombre d'intellectuels communistes »* ne constituent pas une clause de style, mais bien plutôt comme un dégagement de responsabilité ? Malraux, dans la préface du seul de ses livres qui ait satisfait les staliniens les plus orthodoxes, marque bien la frontière entre la pensée communiste et la sienne. S'il note, moins de dix lignes plus loin, et sans précautions cette fois, qu'*« il est difficile d'être un homme, mais pas plus de le devenir en approfondissant sa communion qu'en cultivant sa différence »*, force nous est bien de constater qu'il cultive, lui, sa différence et qu'il garde, avec ses distances, son pessimisme : il sait qu'*« il n'y a pas de place dans le communisme pour celui qui veut d'abord être lui-même, exister séparé des autres* (3) ». Il le sait, puisqu'il le fait dire à Garine.

Préoccupés de leur solitude, la connaissance d'autrui importe davantage aux personnages de Malraux que l'analyse des mobiles de leur propre comportement. Il est néanmoins évident que le vieux Gisors de *La Condition humaine*, affirmant qu'*« il n'y a pas de connaissance des êtres »*, n'a pas plus de foi en la raison que le sage Alvéar de *L'Espoir*. Et quand celui-ci déclare au combattant Scali : *« Plus l'action est totale, plus la part engagée par l'homme est petite (...). L'âge du fondamental recommence, la raison doit être fondée à nouveau »*, il ne parle pas seulement en son nom, mais au nom de tous ceux des personnages de Malraux qui regardent les guerres civiles du haut de leur culture, de leur *« civilisation »*, considérée *« comme conquête et comme destin »*

★ **Extrait de *Portrait de l'aventurier*, Grasset, 1986, et coll. « Cahiers rouges », 1995.**

(1) *D'une jeunesse européenne.*
(2) M. Saint-Clair (Mme Van Rysselbergh) : galerie privée.
(3) *Les Conquérants*, III.



L'art contre la servitude

Malraux a beaucoup écrit sur l'art, tous les arts, avec éloquence, avec grandiloquence quelquefois. Mais il a surtout composé une apologie de la création et de la liberté, un hymne à la singularité et à la dignité. Cet éloge vaut pour aujourd'hui, plus que jamais

Il y a vingt ans, les écrits sur l'art de Malraux n'étaient pas au goût du jour. Les historiens leur reprochaient leurs imprécisions. Quant à ceux dont l'esthétique est la matière, ils ne lui concédaient pas même une mention. Il avait de trop grands torts à leurs yeux : pas assez doctrinaire, pas assez moderne, pas assez philosophe, Il n'avait fondé sa réflexion ni sur la linguistique ni sur la psychanalyse. Quant au marxisme, il l'avait abandonné. Aussi se trouvait-il hors-jeu. Aussi ne lisait-on plus *Les Voix du silence* ni *La Monnaie de l'absolu*, et à peine plus *La Tête d'obsidienne*, volumes aux titres trop beaux, trop éloquents pour ne pas susciter la méfiance.

Celle-ci n'a pas disparu et ses raisons n'ont pas changé : trop de rhétorique, trop de noms propres, trop d'allusions confuses. Au point de départ des essais de Malraux se trouve pourtant une observation simple, devenue plus tard lieu commun : l'accélération des moyens de communication, la prolifération des images et la multiplication des musées placent à la portée de n'importe quel amateur les reproductions de n'importe quelle œuvre issue de n'importe quelle civilisation. La connaissance historique progressant au fil des découvertes et des résurrections, l'inventaire universel du patrimoine s'étoffant, les procédés de reproduction s'améliorant, le *« musée imaginaire »* dont Malraux célébrait l'avènement dès les années 50 a pris de plus en plus de réalité. Dans la mémoire se côtoient, au risque de se confondre, *« les arts archaïques, les sculptures indienne, chinoise et précolombienne des hautes époques, une partie de l'art byzantin, les fresques romanes, des arts sauvages et populaires »*. Dans le panthéon planétaire, ils ont rejoint la peinture et la sculpture occidentales de la Renaissance à nos jours, Mantegna et Van Gogh, Rembrandt et Cézanne. Sur ce point, mille discussion possible. Peut-être faudrait-il même reconnaître à Malraux le mérite d'avoir précocement compris quelle révolution s'opérait par la photographie et la photogravure. L'informatisation, la constitution de mémoires et de réseaux ont assuré son triomphe et son règne, sous lequel nous vivons, à nos risques et périls.

De ces derniers, Malraux s'est peu inquiété. Emerveillement du novice, ivresse de l'omniscience soudain possible : on chercherait en vain dans ses essais une critique raisonnée de cet état de fait. Il le constate, mais c'est pour le célébrer. A peine remarque-t-il qu'une reproduction imprimée bouleverse l'échelle de l'œuvre reproduite, annule sa matérialité, transforme quelquefois ses couleurs. Réduction de la fresque aux dimensions de la miniature, agrandissement de la monnaie à celles d'une frise : il sait que ces procédés ne sont pas sans conséquences sur la perception, mais il ne les tient pas pour dangereux, trop occupé à en tirer parti dans ses propres ouvrages, où l'illustration tient un rôle majeur. Des comparaisons incongrues, des rapprochements inédits, il use avec volupté. Il s'en grise, il en tire des effets surprenants.

Philippe Dagen

Alors se lève le soupçon qui l'accuse de n'être, à tout prendre, qu'un rhéteur savant : quand l'énumération tourne à l'annuaire. Alaska, Gandhara, Chartres, Angkor, Florence, Amsterdam, Nara, Borobudur, Palenque, Pékin, Madrid, Tahiti, Nouveau-Mexique, Alexandrie. Le pilote virtuose tourne à toute vitesse autour du globe. Il exécute au ciel des idées des loopings stupéfiants. Les distances s'annulent ; toutes les acrobaties sont autorisées ; des parentés mystérieuses semblent se révéler, des cousinages transcontinentaux, des filiations qui se rient des millénaires.

La Terre se met à ressembler au Metropolitan Museum, où il est si facile de glisser d'une civilisation à l'autre. Mais à glisser trop vite, le visiteur ne prend pas le temps de préciser ses connaissances. Il s'en tient à des généralités qui pourraient n'être que des approximations. De ces reproches, Malraux n'est pas exempt. Ce qu'il affirme de telle culture lointaine exigerait parfois correction, et la manière dont il tranche en matière d'art européen, si elle ne manque pas de vigueur, manque de nuances. Aucun registre n'est négligé. Le tragique : *« L'homme antique écroulé, la Grande Régression recouvrit le monde, de la Narbonnaise à la Transoxiane. »* Le mystique : *« Dans la région où se rejoignent les plus hautes créations, le Crucifix de Giotto est le frère douloureux de l'Ange de Reims. »* L'exotique : *« La géométrie magique des Tsins avait dominé de haut la luxuriance des arts de l'Inde... »* Et que dire des énigmes qui foudroient le lecteur soudain accablé par son ignorance et sa lourdeur ? Saura-t-il répondre quand l'écrivain l'interroge : *« Dans quel couvent bouddhique l'art grec n'eût-il pas paru plus indiscret encore qu'à l'Athos ou à la Grande-Chartreuse ? »* Personne ne sait. Personne ne s'était jusqu'ici posé la question en de tels termes.

Ce lyrisme lesté de mots rares qui sévit dans les *Antimémoires* autant que dans les écrits esthétiques finirait par en rendre la lecture fastidieuse s'il régnait sans partage et si sa démesure n'était que l'un des moyens de la défense de l'art, à laquelle Malraux s'est consacré. Il lui arrive de s'arrêter sur une œuvre, sur un artiste, ou d'intercaler, entre deux périodes, quelques paragraphes d'un style moins noble, comme s'il se lassait d'écrire du Malraux solennel, comme si sa méditation était traversée par des accès d'ironie ou de colère. Il faut surprendre ces moments, quand le voyant voit juste, quand la critique interrompt le cours de l'incantation. La phrase raccourcit, la formulation se fait plus précise. *« En tant qu'art, tout réalisme est une rectification »* : Caravage et Courbet vérifient l'exactitude de la maxime, qui s'appliquerait aussi au cubisme. *« La dérision universelle est un sentiment de sujétion, et la plus profonde sujétion est mise en cause par la création même »* : à preuve, tout ce que l'art d'aujourd'hui compte de parodies inutiles et toutes prêtes à la consommation et à l'oubli.

Or Malraux ne tolère ni l'une ni l'autre – voilà pourquoi il force l'intérêt, voilà pourquoi il est à nouveau nécessaire de le lire : parce qu'il défend la création contre tout ce qui l'assaille et veut la faire taire. Il ne s'agit pas ici de censures politiques – elles existent, il les a affrontées –, mais de la censure qu'exerce le système du marché mondial. Singulière position : l'homme qui a décrit le premier le processus de prolifération à l'infini des images, celui au terme duquel l'art devient culture, c'est-à-dire produit de consommation courante, est aussi celui qui défend le plus violemment l'art contre ce qui l'appauvrit et l'humilie, c'est-à-dire contre la culture dite de masse. Contre les mythes, contre les simplifications, contre les travestissements, Malraux défend l'intégrité et l'indépendance de l'artiste.

Face aux explications faciles, face au goût du journaliste et du policier pour la biographie, il attaque : *« Si nul ne soumet encore la tactique de la campagne d'Italie à l'adultère de Joséphine, ni la modification de l'équation de Maxwell à une aventure d'Einstein, chacun est prêt à trouver dans la liaison de Goya avec la duchesse d'Albe la clef de sa peinture. Notre époque croit aux secrets dévoilés. D'abord parce qu'elle pardonne mal son admiration, ensuite parce qu'elle espère obscurément, parmi les secrets dévoilés, trouver celui du génie... »* L'époque, en effet, pardonne mal son admiration. Elle la fait payer d'un prix exorbitant. Elle chérit Van Gogh parce que, supposé fou, il fournit prétexte à compassion. Elle ne voit en Picasso que l'amant, qui la fait rêver. En Léonard de Vinci, elle croit découvrir un enfant obsédé par un rapace. Qu'est-ce que cela prouve ? Que l'on peut se dispenser de connaître les œuvres ; qu'il est plus commode d'aller tout de suite à l'anecdote, si reposante ; que tout se réduit à des historiettes distrayantes et, au fond, dénuées de sens.

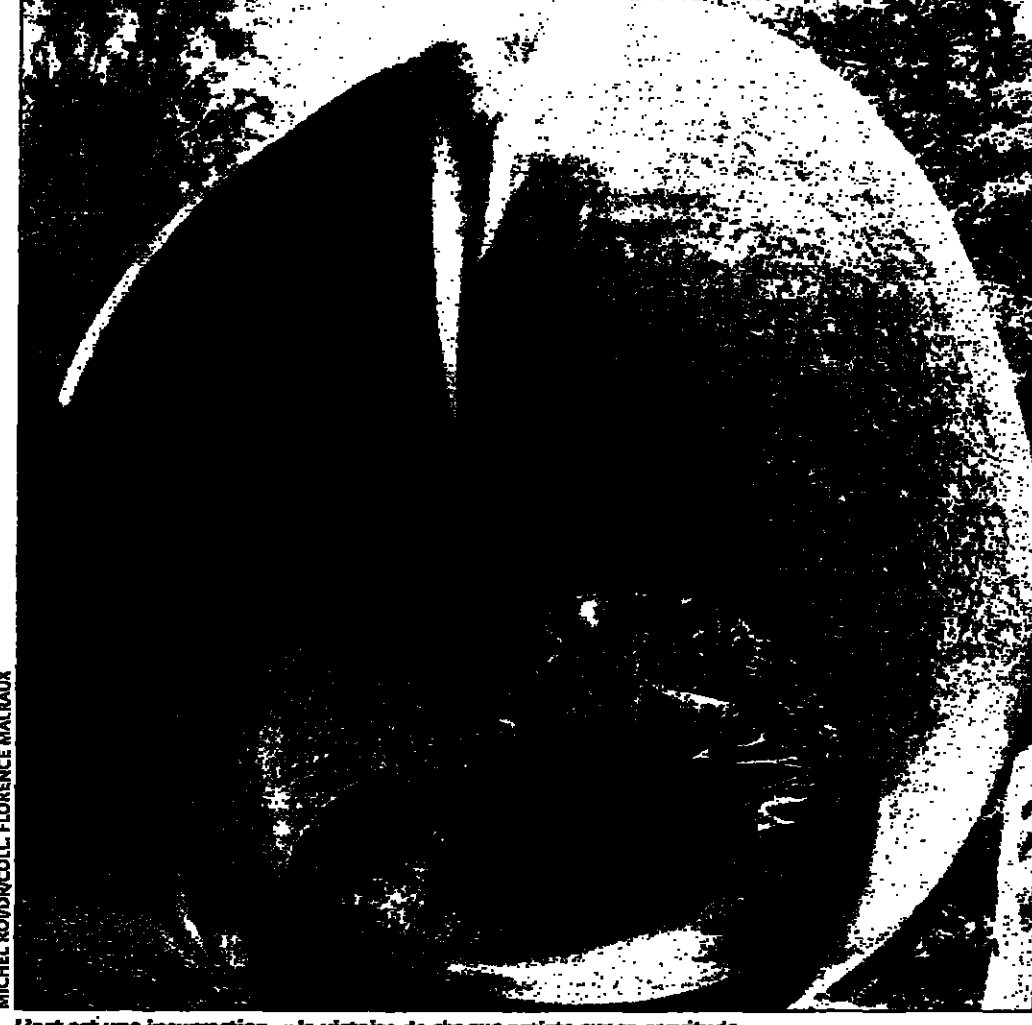
Tel est l'enjeu : qu'il y ait le moins de sens possible, ou le plus anodin, le plus consensuel, le plus réconfortant. Qu'il ne soit fait allusion à rien de grave, rien d'obscène, rien d'effrayant. Or Malraux, lui, reconnaît en Frans Hals un portraitiste hanté par la mort. En Caravage, il célèbre l'inventeur d'*« un réalisme de combat, arme passionnée, et peut-être dostoïevskienne, contre l'idéalisme baroque (...) »*. Il vénère le dernier Titien, peintre des fantômes, et Goya, peintre des monstres. Il lui faut de la grandeur et de l'effroi. Une civilisation de l'amnésie et de l'éphémère à perpétuité – la nôtre – ne peut entendre un tel langage.

DEVOIR DE RÉSISTANCE

Aussi invente-t-elle « ses » arts, « tous publics », et « ses » œuvres, qui ne prêtent pas à conséquence. Sur ce point, Malraux attaque encore : *« Lorsqu'à la cantilène a succédé la radio, à la xylographie la photo des magazines, au roman de chevalerie le roman policier, on a parlé d'art des masses ; c'est-à-dire confondu l'art et les moyens de la fiction. Il y a un roman des masses ; pas de Stendhal des masses (...). »* Ou ceci, qui s'applique à ce qui se passe sous nos yeux : *« Un souvenir d'amour n'est pas un poème, un témoignage devant un tribunal n'est pas un roman, une miniature de famille n'est pas un tableau. »* Si la troisième partie du *Musée imaginaire* s'appelle « La Création artistique », si elle exalte l'importance du style, la liberté du créateur contre son temps et contre les modes et sa liberté souveraine de procéder comme il le veut dans son œuvre, si elle ne cesse de rappeler quels enjeux métaphysiques et moraux sous-tendent la fresque du *Jugement dernier* à la Sixtine autant que la statuaire bouddhique, c'est au nom d'un principe qui se nomme devoir de résistance.

Malraux cite Wagner, qui en appelle à *« l'esprit de mécontentement de tout ce qui existe »*. Il cite Picasso s'expliquant sur sa découverte de l'art africain au Trocadéro : *« Les Nègres, ils étaient des intercesseurs, je sais le mot en français depuis ce temps-là. Contre tout ; contre des esprits inconnus, menaçants. Je regardais toujours les fétiches. J'ai compris : moi aussi, je suis contre tout. Moi aussi, je pense que tout. c'est inconnu, c'est ennemi ! Tout ! Pas les détails ! »* L'art, autrement dit, est une insurrection, le refus de la capitulation, *« un anti-destin »*, *« la victoire de chaque artiste sur sa servitude »*. Par ces temps de servitude doucereuse, mollement consentie, férocement consensuelle, relire Malraux fait du bien, simplement du bien. Peut-être faut-il rappeler qu'il commença à écrire ce qui est devenu *Le Musée imaginaire* en 1935, en un temps de tyrannies.

Sans doute faut-il répéter aujourd'hui, précisément aujourd'hui, avant qu'il ne soit vraiment trop tard, que *« dans le soir où dessine encore Rembrandt, toutes les Ombres illustres, et celles des dessinateurs des cavernes, suivent du regard la main hésitante qui prépare leur nouvelle survie ou leur nouveau sommeil... »*.


MICHEL ROI/DR/COLL. FLORENCE MALRAUX

L'art est une insurrection, « la victoire de chaque artiste sur sa servitude »

CHRONOLOGIE

1953
Malraux préface *Chimères ou réalités*, travaille à la suite du *Musée imaginaire*. Gaëtan Picon prépare un *Malraux par lui-même*.

1954
Janvier : discours prononcé au Congrès international d'histoire de l'art et de muséologie organisé pour l'ouverture des nouvelles galeries du Metropolitan Museum. Préface au *Pays d'origine* d'Eddy Du Perron, et au *Saint-Just ou la Force des choses* d'Albert Ollivier, chez Gallimard. « La Galerie » de la Pléiade publie les deux derniers volumes du *Musée imaginaire : Des bas-reliefs aux grottes sacrées* et *Le Monde chrétien*.

1955
Avec Georges Salles, Malraux prépare une nouvelle collection de livres sur l'art, « L'univers des formes ». *Du musée* et *Le Portrait* aux éditions Estienne. Plusieurs préfaces, pour *Le Sang noir* de Louis Guilloux, *Israël* de Lazare et Isis Biderman, et *Temps et Destin* de Jeanne Delhomme. Ecriture de *La Métamorphose des dieux*, suite des *Voix du silence*, dont le premier tome paraîtra deux ans plus tard.

1956
Discours de Stockholm pour le 350e anniversaire de la naissance de Rembrandt. Voyage en Italie.

1957
Parution du premier tome de *La Métamorphose des dieux*.

1958
17 avril : avec Mauriac, Sartre et Martin du Gard, Malraux signe une « Adresse solennelle » au président René Coty. En réponse à la censure exercée contre le livre d'Henri Alleg, *La Question*, ce texte, publiée dans *L'Express*, *L'Humanité*, et *Le Monde*, dénonce la torture en Algérie.
1er juin : ministre délégué à la présidence du conseil, chargé de l'information, de l'expansion et du rayonnement de la culture française. Trois discours majeurs en juillet, août, et septembre. Malraux appuie le général de Gaulle en vue du référendum du 28 septembre .../...

CHRONOLOGIE

1959
Janvier : nommé ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, Malraux résume son projet ainsi : *« Autant qu'à l'école les masses ont droit au théâtre, au musée. Il faut faire pour la culture ce que Jules Ferry faisait pour l'instruction. » « A ma droite, j'ai et j'aurai toujours Malraux »*, écrit Charles de Gaulle dans ses *Mémoires d'espoir*.
Octobre : inauguration du Théâtre de France confié au couple Renaud-Barrault.

1960
Procès Jeanson. Inauguration de la Maison franco-japonaise de Tokyo. Rédaction des préfaces d'une exposition « Trésors de l'Inde » et du premier volume de *L'Univers des formes, Sumer* d'André Parrot. Voyage en Amérique latine.
23 juin. Graham Greene publie une *Lettre ouverte à André Malraux* dans *Le Monde*, traitant de la question algérienne Greene rappelle au ministre qu'il fut l'auteur de *La Condition humaine*.
Septembre : « Le Manifeste des 121 », qui est notamment signé par Florence Malraux, s'adresse à tout le gouvernement.

1961
23 mai : mort accidentelle de ses deux fils. *« Il faut soixante ans pour faire un homme, et après il n'est bon qu'à mourir. »*
Novembre. *Saint-Michel et le dragon*, livre d'un combattant parachutiste paru aux éditions de Minuit, est saisi. L'éditeur Jérôme Lindon adresse une lettre ouverte à Malraux : *« le défenseur attitré de la culture »*.

1962
Février : attentat à la bombe contre la maison de Boulogne. Installation à Versailles. Voyage aux Etats-Unis. Rencontre avec Kennedy. Meeting du palais de Chaillot, Malraux lance l'Association pour la Ve République.
Août : « Loi Malraux » sur la création de quartiers sauvegardés. Commande à Chagall d'un nouveau plafond pour l'Opéra Garnier.

1963
Discours pour l'exposition de *La Joconde* à la National Gallery de Washington.

1964
Avril. Inauguration de la maison de la culture de Bourges. *« La culture, c'est l'ensemble des formes qui ont été plus fortes que la mort. »*
Décembre : discours pour le transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon.

1965
Voyage à Pékin. Rencontres avec Zhou Enlai et Mao. Rédaction des premiers fragments des *Antimémoires*.

1966
Participation, en compagnie de Léopold Sédar Senghor, au premier Festival mondial des arts nègres, à Dakar.

En vitrine cet automne

« L'Automne Malraux » a apparemment alerté de nombreux lecteurs potentiels du dernier hôte du Panthéon : depuis plusieurs semaines on s'arrache les livres de Malraux dans les librairies. Les éditeurs ont, eux aussi, voulu profiter de ce mouvement. De nombreux livres, de circonstance et d'intérêt inégal, sortent actuellement.

● **LA POLITIQUE, LA CULTURE, DISCOURS, ARTICLES, ENTRETIENS (1925-1975)**, d'André Malraux, Présentés par Janine Mossuz-Lavau.

Janine Mossuz-Lavau a réuni quarante et un textes essentiels – articles, discours, oraisons et entretiens –, sur l'art, la politique, la mort ou l'histoire, familiers aux spécialistes de l'oeuvre mais à ce jour dispersés au gré d'éditions variées. (Gallimard, coll. « Folio Essais », *416 p., 47,50 F*).

● **LES RÉALITÉS ET LES COMÉDIES DU MONDE**, d'André Malraux

Ce court ouvrage regroupe quatre textes extraits du *Cahier de l'Herne* consacré à André Malraux – deux entretiens, pour la revue *L'Appel* (1974) et *Le Point* (1975), l'intervention de Malraux lors du débat public sur *Les Conquérants* (8 juin 1929), et la réponse de l'écrivain à un questionnaire de la revue de gauche *Avant-poste* (1933), sur le thème du fascisme en France. On y retrouve le regard que Malraux porte sur l'amour et les femmes, dont il fait confidence dans l'entretien de 1975, intitulé *Elle a des ailes !* (éd. de L'Herne, coll. « Confidences », *80 p., 69 F*).

● **ANDRÉ MALRAUX, LA CRÉATION D'UN DESTIN**, de Christian Biet, Jean-Paul Brighelli et Jean-Luc Rispail

Une biographie à caractère pédagogique, où la vie et l'œuvre de Malraux sont racontées de front, dans leur interdépendance, au fil de l'enfance, la révolte, l'action, le temps des armes, la gloire, le pouvoir et la mort. Une synthèse abondamment illustrée et efficace (Gallimard, coll. « Découvertes/Littérature », 176 p., 82 F).

● **ANDRÉ MALRAUX ET LA POLITIQUE**, de Dominique Villemo

Malraux, c'est *« une sorte d'Arthur Rimbaud qui aurait su vieillir »*, estime l'auteur de cet essai. Des aventures intellectuelles et de la guerre, aux combats politiques –, l'aventurier, le politique et l'écrivain furent toujours en interdépendance. *« En politique, je ne crois à une pensée cohérente que chez les hommes d'action et chez les imbéciles »*, écrivit Malraux (préface de Philippe Séguin, L'Harmattan, 192 p., 110 F).

● **MALRAUX MINISTRE D'ÉTAT**, journées d'étude des 30 novembre et 1er décembre 1989, avec le concours du *Comité d'histoire* du ministère de la culture

Préfacé par Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, et complété par Augustin Girard et Geneviève Gentil, cet ouvrage entend circonscrire l'action d'André Malraux en tant que ministre de la culture. Il s'agit d'en établir l'historique et d'en retenir un héritage. *« Lorsque nous parlons de culture, nous parlons très simplement de ce qui, sur la terre, a appartenu au vaste domaine de ce qui n'est plus, mais qui a survécu.* [...] , expliquait Malraux devant l'Assemblée nationale, en 1965. Les journées d'étude de novembre-décembre 1989 eurent pour objectif de mettre en lumière cette politique. Extraits des discours de Malraux, entretiens, chronologie de son action ministérielle, complètent l'ouvrage (La Documentation française, 510 p., 140 F).

● **ANDRÉ MALRAUX ET DUNKERQUE, UNE FILIATION**, de Jean-Marc Alcalay

Voyage à la découverte d'une famille, les Malraux, et d'une ville, Dunkerque. *« Dans la région de Dunkerque, j'ai cinquante-deux cousins »*, lit-on dans les *Antimémoires*, mais André Malraux n'aimait pas s'attarder sur sa famille et son enfance, qu'il disait avoir détestée. De ses origines dunkerquoises, ce livre offre une approche *généalogique* et culturelle neuve (Société dunkerquoise *d'histoire et* d'archéologie, 104 p., 90 F).

● **ANDRÉ MALRAUX OU L'ANTI-DESTIN**, de Patrick Dambron

Fondateur d'*« une métaphysique de l'art »*, l'écrivain pensait le présent au regard d'un imaginaire intemporel, caractéristique d'une unité de l'homme. Pour Patrick Dambron, Malraux est un penseur éminemment actuel, qui nous pousse à aborder l'éducation, la culture et la politique en termes esthétiques et mondialistes (éd. Vague verte, coll. « Souvenance », 48 p., 45 F).

● **L'ESTHÉTIQUE DE MALRAUX**, de François de Saint-Cheron

L'auteur nous révèle un homme curieux de tout, érudit, obsédé par la mort et que seules *l'action* et la contemplation d'œuvres d'art *peuvent apaiser*. Ce volume comprend également une anthologie de vingt-deux écrits essentiels d'André Malraux sur l'art (Sedes, coll. « Esthétique », 214 p., 120 F).

● **MALRAUX OU LA PENSÉE DE L'ART**, de Jean-Pierre Zarader

Il y a la civilisation, *« point chose sociale mais psychologique »*, contre l'histoire enseignée comme un *flux* continu. Il y a la lutte infinie de l'homme, pour se *« rend[re] moins esclave »*, contre la politique partisane. Il y a une philosophie de l'art chez Malraux, qu'il faut lire à rebours pour comprendre que *La Métamorphose des dieux* et *La Tentation de l'Occident* sont les parties d'un même discours de *« création »*, de *« délivrance »* et contre la *« mort »*, – trois termes chers à Malraux. En faisant dialoguer l'écrivain avec Hegel, Aristote, Plotin ou Spengler, l'essai de Jean-Pierre Zarader ramène l'œuvre à son unité (préface d'André Brincourt, éd. Vinci, coll. « Le Miroir des idées », 256 p., 110 F).

● **ANDRÉ MALRAUX, LA MORT ET L'HISTOIRE**, de Pierre de Boisdeffre

Ayant connu l'auteur des *Noyers de l'Altenburg*, le fidèle du général de Gaulle, l'intellectuel hanté par la mort, mais toujours en quête d'immortalité, et le ministre d'Etat, Pierre de Boisdeffre, révèle André Malraux dans l'intimité de ses convictions et de sa vie, au gré de souvenirs personnels et d'entretiens *inédits (éd. du Rocher, 264 p.*, 135 F).

● **MALRAUX-DE GAULLE : LA NATION RETROUVÉE**, de François Gerber

Une interprétation universitaire de l'itinéraire politique de Malraux, rédigée sur la base d'une thèse présentée par l'auteur il y a quelques années à *Sciences-Po (préface* d'Alain Peyrefitte, L'Harmattan, *264 p.*).

● **LES MARRONNIERS DE BOULOGNE, MALRAUX « PÈRE INTROUVABLE »**, d'Alain Malraux

Paru en 1978 chez Plon, le livre d'Alain Malraux est un témoignage, par l'un de ses proches. L'auteur de *La Condition humaine, tour à tour* exalté et seul, à la manière de Chateaubriand, *ou* tendre et humain comme un père, est abordé par son *« neveu-fils »* sous l'angle du *« petit tas de secrets »* (éd. Bartillat, 384 p., 120 F).

● **LETTRE A MALRAUX**, de Jack Lang

Organisateur de la cérémonie d'investiture de François Mitterrand, en 1981, *Jack Lang aime* l'art oratoire. C'est dans cet esprit que *l'ex-ministre* d'Etat a écrit sa *Lettre à Malraux*. Le voussoiement reste de rigueur, mais l'auteur est proche de son destinataire, lui écrit au présent et l'interroge, n'usant du passé que pour raviver les faits historiques. Malraux, qui étiez-vous ? En politicien, Jack Lang lance des piques, en auteur, il célèbre le grand écrivain (Hachette édition no 1, 192 p., 100 F).

● **POUR MALRAUX**, d'Hervé Gaymard

L'auteur, actuel secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, n'a pas connu Malraux. C'est également sous la forme d'une lettre que Hervé Gaymard rend aujourd'hui hommage à l'écrivain des *Noyers de l'Altenburg* – ce *« livre de* [son] *adolescence »* –, plein d'un enthousiasme de jeunesse que l'on retrouve *dans sa manière d'écrire*, et de l'aspiration vaine à provoquer une rencontre que la mort a rendue définitivement impossible (La Table ronde, 104 p., 60 F).

● **L'INVENTEUR DE ROYAUMES, POUR CÉLÉBRER MALRAUX**, de Philippe Le Guillou

Cet hommage se comprend comme un dernier adieu, comme si l'entrée du grand écrivain au Panthéon était son premier vrai *départ*. Philippe Le Guillou, romancier et essayiste, a *consacré plusieurs* travaux universitaires à l'étude de l'esthétique et de l'éthique chez Malraux. Puis, de la connaissance de l'oeuvre, il est passé naturellement à l'admiration pour l'homme. *L'Inventeur de royaumes*, sous le double regard du spécialiste et de l'admirateur, mêlant l'analyse au récit romanesque, regroupe des fragments d'une vie que Malraux lui-même voua à l'imaginaire (Gallimard, 180 p., 85 F).

A PARAÎTRE

● **ANDRÉ MALRAUX OU LA GRANDEUR HUMAINE**, de Komnen Becirovic

Komnen Becirovic, diplômé de littérature comparée de l'université de Belgrade, rencontre André Malraux en 1969, à l'occasion d'un entretien pour l'hebdomadaire belgradois *Nin*, qui constitue la première partie de ce livre. (éd. L'Age d'homme, 80 p., 100 F).

● **ODE A L'HOMME QUI FUT LA FRANCE**, suivi de **Malraux, conquérant de l'impossible**, de Romain Gary

Quatre textes de l'écrivain gaulliste composent ce volume, dont le dernier, sur Malraux, publié dans le catalogue d'une exposition en 1977, quelques mois après sa mort, est resté pratiquement inconnu. Présenté par Paul Ady (Calmann-Lévy, 120 p., 85 F, janvier 1997).

● **LE JAPON D'ANDRÉ MALRAUX**, de Michel Temman

Une étude sur les rapports de Malraux avec le Japon (Philippe Picquier, février 1997).

EN POCHE

Beaucoup de rééditions récentes des oeuvres d'André Malraux, par exemple, en « Cahiers rouges » (Grasset) *La Tentation de l'Occident* (220 p., 49 F). Au « Livre de poche », de nouveau *La Tentation de l'Occident* (160 p., 15 F), *La Voie royale* (228 p., 26 F), et *Les Conquérants* (386 p., 35 F). En « Folio Plus » (Gallimard), *La Condition humaine*, (412 p., 32,50 F), et *L'Espoir* (662 p., 42 F). En « Folio Essais » (Gallimard), *Le Musée imaginaire* (290 p., 60 F).

Egalement, en « Cahiers rouges » (Grasset), *Nos vingt ans*, de Clara Malraux (208 p., 49 F).

A signaler en outre, en « Points » Seuil, la biographie de *Malraux, une vie dans le siècle*, par Jean Lacouture (448 p., 49 F).

En « Repères Hachette » (Hachette Education), deux études, *« L'Espoir » de Malraux* et *« La Condition humaine » de Malraux*, (96 p., 27 F).

Plusieurs revues et magazines consacrent également un dossier à André Malraux. Le *Magazine littéraire*, « Malraux et sa légende », (no 347, octobre 1996, 114 p., 30 F), la *Nouvelle Revue française* dans son numéro de novembre, comprenant un inédit de l'écrivain, *Les Grands Révolutionnaires*, (no 526, 128 p., 62 F), *La Revue des deux mondes*, « Les Mille et un visages de Malraux », offrant une trentaine de témoignages, dont ceux de Chagall, Simone de Beauvoir, Marguerite Yourcenar... (novembre 1996, 194 p., 65 F).

CHRONOLOGIE

Malraux organise une rétrospective Picasso aux Grand et Petit Palais.
27 octobre : discours à la chambre des députés, en faveur des maisons de la culture. *« Pour le prix de 25 kilomètres d'autoroute, la France peut, dans les dix années qui viennent, redevenir, grâce aux maisons de la culture, le premier pays culturel du monde. »* Défense des *Paravents*, de Jean Genet, devant les députés. Séparation avec Madeleine.

1967
Opposition à de Gaulle sur sa politique israélienne. Sortie des *Antimémoires*.

1968
Février : inauguration de la maison de la culture de Grenoble. Voyage en URSS.
Août : le couple Renaud-Barrault chassé du *« théâtre de France »* par décision ministérielle pour ses prises de position face aux événements politiques.

1969
23 avril : discours du Palais des sports. *« Il n'y a pas d'après-gaullisme contre le général de Gaulle... »* Installation au château de Verrières-le-Buisson, chez Louise de Vilmorin. Avec Mauriac et Sartre, Malraux s'associe à une pétition en faveur de Régis Debray, détenu en Bolivie. Mort de Louise de Vilmorin.

1970
Novembre : obsèques du général de Gaulle. Malraux travaille encore à l'achèvement de *La Métamorphose des Dieux* et des *Antimémoires*. Rédaction des *Chênes qu'on abat*.

1971
Prises de position pour l'indépendance du Bengale. Publication de *La Mort qui n'est pas loin*, article autobiographique, dans la NRF, et des *Chênes qu'on abat*, chez Gallimard. Croisière en Islande. Entretien télévisé par Françoise Verny et Claude Santelli.
17 décembre : publication, dans *Le Figaro*, d'une lettre d'André Malraux au président Nixon, sur la question vietnamienne.

1973
Rédaction de nouveaux fragments d'*Antimémoires*. *« Mais tout cela est du roman... »*
Avril : voyage au Bangladesh, au Népal et en Inde.
Juillet : la fondation Maeght lui consacre une grande rétrospective.

1974
Mars : *La Tête d'obsidienne*, chez Gallimard. Soutien à Jacques Chaban-Delmas pour les présidentielles. Parutions de *L'Irréel* et de *Lazare*, chez Gallimard.

1975
Inauguration du centre culturel André-Malraux, à Verrières-le-Buisson. Discours de Chartres pour le trentième anniversaire de la libération des camps de concentration.

1976
Ecriture de *L'Homme précaire et la littérature*.
Juin : publication de *L'Intemporel*, tome II de *La Métamorphose des Dieux*, chez Gallimard.
Octobre : les *Antimémoires* sortent en « Pléiade » sous le titre du *Miroir des limbes*.
23 novembre : victime d'une embolie pulmonaire, André Malraux meurt à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil. Il sera inhumé à Verrières-le-Buisson.
27 novembre : hommage lui est rendu dans la cour Carrée du Louvre.

1996
23 novembre : transfert des cendres d'André Malraux au Panthéon.

Cette chronologie ainsi que la bibliographie ci-contre ont été réalisées par Alexandre Renaud.



Le choix des philologues

Vingt ans après sa mort, André Malraux entre au Panthéon sans même avoir connu de purgatoire. Pas chez les lexicographes en tout cas, qui ont très tôt puisé dans cette œuvre protéiforme (romans, essais, mémoires) pour illustrer la langue française contemporaine. Pour s'en tenir au seul Robert, près de 800 citations dans le dictionnaire de langue en neuf volumes et 200 mentions dans le format plus resserré du CD-ROM du Petit Robert.

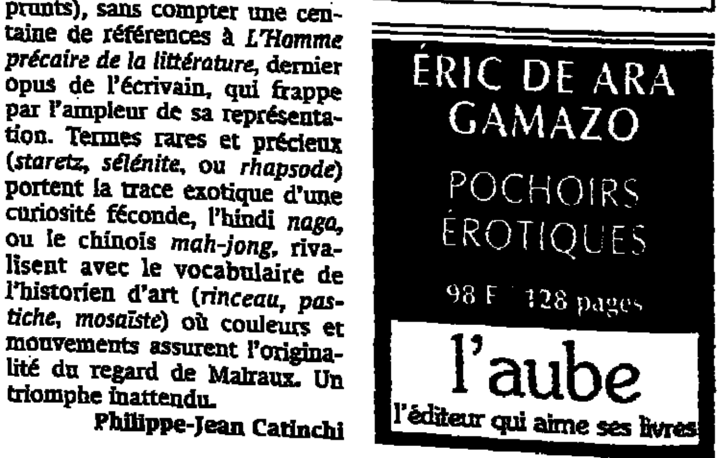
Toutefois, Malraux romancier retient peu l'attention des lexicographes et seuls *L'Espoir* et *La Condition humaine* sont largement exploités (respectivement 129 et 99 mentions) pour un vocabulaire populaire et simple – un camion qui *patine* ; des guichets fermés *à bloc* ; quelque chose qui ne *gazera* pas ; ou le prosaïque « allô, *ici* Madrid » voire le trivial *gueule de raie* –, volontiers martial, des bombes en *chapelets*, un *lance-flammes*, des *miliciens*, des *multiplaces* rivaux des Douglas, avec, enfin, quelques emprunts à l'étranger (*kidnappage, shaker, swing*) ou au régional (*touques*). On relèvera l'absence presque totale des *Conquérants* (4 mentions) ou de *La Voie royale* (une seule pour le mot *gaz*).

C'est que Malraux a davantage contribué à imposer les mots théoriques de l'analyse. Employant dans des acceptions modernes des mots déjà entérinés par l'usage ou imposant des néologismes délicats, comme *protocommunistes*. C'est sans surprise les *Antimémoires* qui se taillent la part du lion – pas loin de trois cents références (curieusement le mot lui-même n'est pas repris, ce qui est le cas de l'*antidestin*). A la croisée du politique, de la relation romanesque de soi, de l'essai sociologique, l'ouvrage a de quoi alimenter tous les champs du langage. *Bonassement* y côtoie *l'activiste* ; l'invention verbale *acoquinée* à la gouaille triomphe quand elle ne sert pas l'histoire, corps *franc* ou cent *fleurs*.

C'est cependant le corpus artistique, *Les Voix du silence* et *La Métamorphose des dieux* (respectivement 223 et 70 emprunts), sans compter une centaine de références à *L'Homme précaire de la littérature*, dernier opus de l'écrivain, qui frappe par l'ampleur de sa représentation. Termes rares et précieux (*staretz, sélénite*, ou *rhapsode*) portent la trace exotique d'une curiosité féconde, l'hindi *naga*, ou le chinois *mah-jong*, rivalisent avec le vocabulaire de l'historien d'art (*rinceau, pastiche, mosaïste*) où couleurs et mouvements assurent l'originalité du regard de Malraux. Un triomphe inattendu.

Philippe-Jean Catinchi







CHRONOLOGIE

1967

1968

1969

1970

1971



Ensemble construisons

La fusion de nos deux Groupes permet de construire un nouvel ensemble qui détiendra une position stratégique inégalée que ni AXA, ni l'UAP ne pouvaient atteindre seuls.

Ce rapprochement est fondé sur une complémentarité géographique exceptionnelle. N° 1 en France, nous détenons des positions de premier plan dans les principaux pays européens et des positions fortes aux États-Unis, au Canada, dans la région Asie-Pacifique et en Afrique.

L'union de nos deux groupes dans un marché en croissance crée un considérable potentiel d'économies d'échelle et de synergies qui permettront d'accroître rapidement notre profitabilité.

Ensemble nous disposons des équipes les plus compétentes, d'une plus forte capacité d'innovation et de moyens renforcés au service de nos clients.

La puissance, le dynamisme et la profitabilité accrue de ce nouvel ensemble assureront l'avenir et l'emploi des salariés d'AXA et de l'UAP.

Claude Bébéar

Jacques Friedmann



N° Vert 0 800 139 139
APPEL GRATUIT



Le sixième critère

par Paul Marchelli

CE n'est pas un hasard si Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt viennent d'exprimer, chacun à sa manière, leurs doutes et leur perplexité face aux prochaines échéances européennes. Le premier constate la méfiance des peuples en l'absence de croissance suffisante et de solution pour l'emploi ; le second s'en prend à la rigidité monomaniaque de la banque centrale allemande.

Je suis un Européen de raison, mais aussi de passion, car je sais que, dans la première décennie du siècle prochain, va se jouer le sort des nations du Vieux Continent.

La globalisation de l'économie, n'en déplaise aux nostalgiques de la préférence nationale, est une réalité, de même que le progrès technologique et les avancées de la multicommunication. Nous ne pouvons plus y échapper, même si nous sommes encore porteurs de quelques regrets et de beaucoup d'incertitudes. Demain, le monde sera notre village et les fondations que nous sommes en train de construire sont celles du hameau de l'Europe. Que les Européens prennent soin de terminer leur ouvrage et de marquer leur territoire sans trop tarder. Sinon, ils risquent d'être cantonnés dans les communs des grandes puissances continentales déjà installées, *comme les Etats-Unis et le Japon*, ou de celles qui sont en train de *monter en régime, comme la Chine*...

Quinze peuples vont former la première puissance industrielle et commerciale du monde, le premier marché de consommation et la première capacité de recherche fondamentale et appliquée. Quinze peuples vont pouvoir, grâce à leurs racines communes, additionner leurs cultures et leur savoir-faire « sociétal » pour mettre le progrès au service de l'homme et devenir une référence pour les autres nations.

Extraordinaire aventure ! Au-delà de la démarche rationnelle qui nous oblige à préparer notre avenir dans un monde nouveau où la *création et la répartition des richesses* feront l'objet d'une féroce *compétition entre les grands sous-ensembles économiques* en voie de constitution, la création de l'Europe et son devenir devraient mobiliser et passionner les générations présentes et futures.

Formidable défi pour nos jeunes filles et nos jeunes gens – sans aucun doute le plus enthousiasmant – à condition que leurs aînés ne cassent pas leur élan en persistant à les oublier dans leurs projets. Revenons en effet à la réalité. La vision de notre avenir tel que je viens de l'évoquer n'est pas ou n'est plus, hélas, partagée par la très *grande majorité des Français*, parce qu'ils ont peur, peur du *changement, du chômage*, de la pauvreté.

Je veux jeter ici la pierre, en espérant les atteindre, à tous les beaux esprits et autres experts qui bavardent à tort et à travers de la « *psychose collective* » ou de la « *France psychotique* ». Savent-ils, ces poseurs de diagnostics, ce que représente pour un homme ou une femme, pour un jeune ou un moins jeune d'aller pointer à l'ANPE et de *tendre la main* à l'Assedic pendant des mois, voire des années ? *Savent-ils que ceux qui sont passés* par là restent marqués à vie par cette atteinte à leur dignité et par les craintes qu'ils ont vécues pendant cette épreuve ?

Trop de jeunes sans emploi, trop de quinquagénaires en préretraite. Et pourtant, nos compatriotes, si l'on se réfère aux sondages, sont moins obtus et moins conservateurs que le proclament les caciques du CNPF qui profitent des circonstances pour jeter dans la fosse aux oubliettes le dialogue social et la politique contractuelle.

Les Francais sont acquis à la réduction des dépenses de santé, mais les médecins sont contre et le font savoir. Les Français sont *acquis à la réduction du temps de* travail, mais le président de la commission sociale du CNPF préfère, pour son entreprise Vallourec, utiliser le FNE plutôt que la loi de Robien afin de régler ses problèmes de sureffectifs. Les Français sont acquis au franc stable et à la réduction de l'inflation, mais n'admettent pas que cela passe par le développement du chômage et la diminution de leurs revenus, qu'ils soient actifs ou retraités.

Faut-il s'étonner de ces contradictions et de ces blocages alors que pendant quatorze ans notre peuple a été trompé et lourdement endetté par celui en qui il avait mis sa confiance ?

Parce que nous ne pouvons pas laisser aux *générations futures* le soin d'éponger nos dettes, parce *que nous devons en quelques* années réaliser les réformes de structure *et de fonctionnement que* nous n'avons pas faites ces deux dernières décennies, parce qu'enfin la France ne peut pas condamner son avenir en ne participant pas à la grande aventure européenne, nous ne devons pas laisser l'incompréhension et les blocages s'amplifier jusqu'au refus et à la révolte.

Quels que soient la clairvoyance et le charisme du président de la *République, le courage et la* constance du premier ministre et de son gouvernement, nous serons sans horizon tant que ne sera pas tranché le nœud gordien du chômage.

Même si la croissance revient à un rythme de 2,5 % (ce qui est le mieux que l'on puisse espérer) pour les toutes prochaines années, cela ne réglera pas le problème parce que nos entreprises s'efforceront de réaliser de nouveaux gains de productivité au détriment de l'emploi alors que les jeunes *continueront à arriver sur le* marché du travail (qui s'en plaindrait ?). *Tous les palliatifs ont été* utilisés, au point qu'une partie de plus en plus importante de notre peuple vit de subsides prélevés sur ceux qui ont encore la chance de travailler. Notre société est en plein coma solidaire dépassé qui justifie toutes les démagogies égalitaristes, exacerbe les corporatismes et prépare la guerre des générations.

Cela fait vingt-cinq ans que je milite pour mettre en évidence que la France vit sur les schémas du siècle dernier : un Etat omniscient et omniprésent, un cloisonnement de la vie des individus totalement inadapté aux exigences de notre époque (compartiment formation, compartiment travail, compartiment retraite). Cela fait vingt-cinq ans que je répète que le paramètre de l'emploi doit faire partie des *fondamentaux économiques de* notre nation.

Aucun parti, aucun sénateur, aucun député – ils sont sans doute trop préoccupés *par les prochaines* échéances électorales – n'a repris cette thèse. Résultat : lorsque les gouvernements préparent leurs budgets, lorsque le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France délibère dans le cadre de la mission que lui a confiée le législateur, le niveau de l'emploi, donc celui du chômage, n'est traité que comme conséquence secondaire de l'évolution des fondamentaux économiques.

Au lieu de passer leur temps à s'entre-déchirer à coups de formules assassines finement ciselées ou de faire le compte du nombre de voix qui vont leur manquer pour être réélus, nos législateurs *feraient mieux de se préoccuper de* ce genre de problèmes.

Dans le même élan, ils pourraient démontrer qu'ils sont bien déterminés à participer *sans ambiguïté* à la construction de l'Europe : qu'ils deviennent les promoteurs d'un véritable pacte social européen ; qu'ils réclament l'apparition du sixième critère qui a été oublié à Maastricht : l'emploi.

Alors, mais alors seulement, les peuples croiront à L'Europe et seront prêts à se battre pour son avenir.

Que nos législateurs deviennent les promoteurs d'un véritable pacte social européen ; qu'ils réclament l'apparition du sixième critère oublié à Maastricht : l'emploi

Paul Marchelli *est membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France.*

Thomson : Mme Cresson avait raison

par Guy Turquet de Beauregard

FAIRE disparaître Thomson du paysage industriel reviendrait à faire disparaître un pan entier de la technologie française. La cession de Thomson à Matra et à Daewoo donne l'occasion de revenir sur les critères qui avaient entraîné la décision d'Edith Cresson en 1991 d'organiser la fusion entre le groupe CEA Industrie et le groupe Thomson dont la réalisation fut abandonnée ultérieurement par Pierre Bérégovoy.

Dès sa nomination comme *premier ministre* au printemps 1991, Edith Cresson organisa un groupe *de travail dont la mission* était de lui proposer les options possibles d'une *politique industrielle européenne* pour l'électronique. Elle percevait cette industrie comme la clef d'entrée de beaucoup d'autres activités en France et en Europe. Annoncé en décembre 1991 dans un contexte politique difficile, le rapprochement de Thomson et de CEA Industrie fut immédiatement qualifié de « Meccano » par certains commentateurs. Alcatel, comme candidat à la reprise de Thomson, proposait néanmoins une solution identique qui réunirait dans le même ensemble le *nucléaire et les téléviseurs*.

Edith Cresson avait raison et, si cette idée *avait été menée à bien*, le problème de Thomson ne se poserait pas dans des conditions aussi critiques aujourd'hui.

Trois raisons fondamentales justifiaient alors cette décision : le rôle de la technologie avant tout, l'importance d'une vision à long terme dans ces métiers et enfin les besoins urgents de financement de cette industrie. Le CEA représentait, par rapport à ces trois critères, le meilleur réceptacle pour Thomson.

On ne peut comprendre ce choix sans connaître *les logiques des* métiers et des marchés de l'électronique civile et militaire. Pour Thomson CSF, leader mondial en électronique, l'enjeu était – est toujours – de nouer les alliances nécessaires pour affronter une concurrence exacerbée par la baisse des budgets militaires, tout en continuant à développer ses technologies profitant du boom *des programmes publics de re*cherche en électronique profes*sionnelle ou grand public*. Contrairement aux autres filiales du groupe, les besoins de financement de Thomson CSF étaient essentiellement assurés par les avances des clients.

Quatrième entreprise d'électronique grand public au classement mondial en 1991, Thomson Multimédia (TMM) devait affronter quatre défis caractéristiques de *son métier : se forger* une politique de marketing très pointue, savoir produire à très faible coût, investir massivement dans les technologies, et enfin disposer des financements nécessaires pour le développement de ses recherches et de son outil industriel.

TMM souffrait, en 1991, de deux maux majeurs : un endettement de plus de 10 milliards de francs avec, en plus, des taux d'intérêt élevés, et un résultat d'exploitation à *peine proche de l'équilibre*, donc incapable de rembourser ses *dettes et d'investir*.

Troisième filiale du groupe, *qu'on oublie trop souvent* : SGS Thomson, spécialisée dans les composants électroniques. Commençant à récolter les fruits de ses investissements et de ses *choix stratégiques*, il lui fallait les capitaux nécessaires pour se main*tenir dans la compétition* mondiale.

Edith Cresson *considérait* que l'Etat actionnaire devait jouer son rôle d'actionnaire, *c'est-à-dire or*ganiser la meilleure valorisation future de son patrimoine. *Aussi* hérétique que cela pût paraître, si TMM et SGS Thomson avaient besoin d'une recapitalisation immédiate, il fallait injecter les capitaux nécessaires. Ce fut le cas de SGS Thomson avec le succès que l'on *sait. C'est ce qui* va être fait avant la cession à Daewoo.

De plus, les choix stratégiques de Thomson étaient bons. Il convenait de savoir attendre pour en récolter les fruits en préparant les alliances futures sur des bases assainies. Mais cela supposait un financement et un actionnariat *dont la volonté à moyen terme* était crédible pour les partenaires de futures alliances. Or, grâce aux dividendes d'une politique industrielle de long terme dans le nucléaire, les ressources financières (7 milliards) et surtout technologiques du groupe CEA offraient une solution pérenne pour ce secteur stratégique de l'économie.

Mais outre l'aspect financier, la technologie *représente un enjeu* majeur pour l'amont de toutes les *activités de Thomson et indirecte*ment pour le maintien d'un niveau de savoir-faire indispensable à certaines activités industrielles de ce pays.

Le CEA était apparu comme un excellent réservoir de matière grise et de technologies orientées vers l'industrie électrique des courants forts (nucléaire) et faibles (électronique). Des équipes, ressoudées *autour d'objectifs* coordonnés par un industriel puissant, peuvent se mobiliser efficacement et former des générations d'ingénieurs et de chercheurs. On voit comment l'économie américaine aujourd'hui tire directement sa croissance de ses formidables réseaux de technologie.

Cette solution CEA *ne reste-t-elle* pas toujours bonne pour *Thomson et pour le patrimoine de* son actionnaire, l'Etat ?

Si l'idée de l'ancien premier ministre avait été menée à bien, le problème de Thomson ne se poserait pas dans des conditions aussi critiques aujourd'hui

Guy Turquet de Beauregard*, ancien conseiller industriel d'Edith Cresson à Matignon, est directeur général adjoint de CIS-Bio-International.*

Le Japon peut-il avoir une politique indépendante ?

par Modjitaba Sadria

EN réaffirmant, au cours de sa visite à Tokyo, le soutien de la France à la candidature du Japon à *un siège permanent au Conseil* de sécurité des Nations unies, le président *Chirac a confirmé que le* processus de consécration du poids du Japon sur la scène mondiale est entré dans sa phase finale. Le soutien français intervient en effet après celui exprimé la semaine dernière, à Tokyo, par le chancelier Helmut Kohl. Egalement candidate à un siège permanent au Conseil de sécurité, l'Allemagne fait valoir des arguments qui ne rendent que plus crédibles ceux présentés par les Japonais en soulignant, notamment, l'importance de sa contribution au budget des Nations unies. Le soutien français est d'autant plus apprécié à Tokyo que Paris est favorable à une entrée du Japon au Conseil de sécurité à part entière – c'est-à-dire avec le droit de veto – ce que certains pays d'Asie de l'Est lui contestent.

Le retour au pouvoir d'un gou*vernement libéral-démocrate* ne peut que donner plus de marge de manœuvre au ministère des affaires étrangères. La récente élection, pour la huitième fois, du Japon comme membre non-permanent du Conseil de sécurité – un record inégalé – est en outre d'autant plus significative qu'il a obtenu 142 voix, soit plus des deux tiers des pays membres de l'Assemblée générale, contre l'Inde, soutenue par les non-alignés et également candidate.

Cette large adhésion à la candidature du Japon est le fruit d'une patiente *stratégie onusienne de* Tokyo tant au sein de l'organisation que dans le cadre des relations bilatérales du Japon avec ses partenaires. Le consensus qui se dessine est en outre favorisé par le nouvel ordre mondial de l'après-guerre froide. Mais la question se pose : une fois qu'il sera devenu membre permanent du Conseil de sécurité, le Japon pourra-t-il faire preuve *d'initiative ? Pourra-t-il avoir une* politique indépendante et, si oui, *laquelle ?*

Deux facteurs ont fait des Nations unies un élément essentiel de la vie politique intérieure et de la diplomatie japonaises. Les mouvements pacifistes des années 1950 se sont vite emparés de l'ONU – ou plus exactement des principes de paix sur lesquels repose sa Charte –, en y voyant un contrepoids à la politique *menée* par les gouvernements conservateurs qui *faisaient du traité de sécurité* avec les Etats-Unis la pierre angulaire de la diplomatie nippone. Tout au long de la guerre froide, une palette d'organisations a investi l'ONU de ses espoirs d'une plus grande indépendance pour le Japon.

Dès l'entrée du Japon aux Na*tions unies en 1956, le* « *Livre* Bleu », c'est-à-dire le rapport diplomatique annuel élaboré par le ministère des affaires étrangères, a fait de l'appartenance du pays à l'organisation mondiale le principe en fonction duquel devait être *orientée toute la politique extérieure* nationale. Tirant les leçons de ses mésaventures au sein de la Société des nations, le gouvernement de Tokyo voyait dans son appartenance à l'ONU le signe de sa réinsertion dans le concert international et un moyen de se rallier une grande partie de l'opinion publique hostile à l'alliance militaire en voie de formation avec les Etats-Unis. *Cette convergence du gouvernement* et de l'opinion publique sur *l'ONU n'était cependant qu'*apparente et, lorsque les choix diplomatiques pouvaient entrer en conflit avec les principes auxquels était attachée cette dernière, Tokyo adoptait une position si frileusement prudente qu'elle semblait relever de l'immobilisme.

Dès la crise libanaise de 1958, le gouvernement japonais a souhaité participer *aux missions de maintien* de la paix des Nations unies, mais ce fut impossible. Ce n'est qu'après la crise du Golfe que put être votée, en septembre 1991, la loi permettant au Japon de participer, sous certaines conditions, à de telles missions. L'après-guerre froide qui, au Japon, s'est traduite par une dé*composition intellectuelle, puis* politique, du Parti socialiste, a privé de *relais* d'expression politique l'opinion hostile à l'envoi de troupes japonaises à l'extérieur du territoire, fût-ce dans le cadre d'une mission de paix. La stratégie onusienne du *gouvernement a été* ainsi, dès lors, libérée de l'hypo*thèque* intérieure.

Parallèlement, le Japon accroissait son poids au sein de l'organisation mondiale en réussissant à faire éliminer les articles de la Charte qui le désignaient comme « pays ennemi » et à faire accepter le principe d'une révision de celle-ci afin de permettre une recomposition du Conseil de sécurité. Des représentants japonais occupaient en outre un *nombre croissant de fonctions* dirigeantes dans les différentes instances de l'organisation. Le *Japon* est enfin devenu le premier contributeur aux finances *de l'ONU* et le premier donneur d'aide publique au développement (14,5 milliards de dollars en 1996).

Le Japon est aujourd'hui à la veille de recueillir les fruits de sa patiente et laborieuse stratégie onusienne. Que fera-t-il de sa position de membre permanent du Conseil de sécurité qui lui conférera, sinon tous les attributs (en raison de ses contraintes constitutionnelles) du moins le statut de grande puissance ?

On peut voir se dessiner deux grandes orientations dans l'usage que le Japon fera de l'ONU. Tout d'abord, *chercher à donner à l'or*ganisation une plus grande efficacité. *Ensuite*, sur le plan stratégique, le Japon peut trouver des moyens de contenir la Chine en cas de crise entre les deux pays et chercher à infléchir l'ordre mondial dans un sens qui le serve davantage.

Le Japon ne semble pas avoir pour *objectif de faire émerger* un autre ordre mondial que celui qui *existe déjà* : une *pax nipponica* ne se ferait pas en rupture avec la *pax americana* existante. L'ordre mondial auquel le Japon semble aspirer, c'est l'ordre américain, mais dont il deviendrait graduellement le principal bénéficiaire. Ce que le Japon *semble chercher en devenant* membre permanent du Conseil de sécurité, c'est la légitimité d'une politique de grande puissance.

Ce que le Japon semble chercher en devenant membre permanent du Conseil de sécurité, c'est la légitimité d'une politique de grande puissance

Modjitaba Sadria *est professeur de relations internationales à l'université Chuo de Tokyo.*

AU COURRIER DU « MONDE »

LES « PAUVRES » À LA MODE

Ainsi donc M. Barrot, notre *ministre* des affaires sociales, nous fait un cours de *catéchisme* sur le « *péché* » sous forme d'« *usure* ». Le voilà devenu « *vigile* » du Temple, prêt à en chasser les marchands. Tous les marchands, monsieur le ministre ?

Le Crazy George's aura au moins eu un effet inattendu ! Que se cache-t-il derrière cette indignation orchestrée à droite et à gauche ? Un réel souci de protéger « *le pauvre* » ? Comme cette étiquette est utile quand les échéances électorales approchent ! Les « *pauvres* » vont être à la mode jusqu'au printemps 98 : toutes les couleurs politiques vont vouloir se les approprier.

M. Barrot, quelques jours auparavant, dans un débat sur la santé, osait affirmer que, en France, nul ne pouvait dire qu'il était privé de soins, faute de revenus. J'ai immédiatement pensé à ces malentendants qui ne peuvent se payer des prothèses auditives ; à ces malvoyants qui ne peuvent s'offrir des lunettes ; à ces personnes aux revenus modestes ou inexistants qui ne peuvent aller chez le dentiste et se faire faire un dentier.

Quand aurons-nous des Crazy George's de santé qui nous permettront d'entendre, de voir, de manger et de sourire ? Pour l'instant, si j'ai compris la publicité, nous n'avons que des Crazy George's qui offrent un bon fauteuil et une télé pour voir le mercredi le spectacle navrant d'une Assemblée aux trois quarts vide ! Péché d'omission !

Maryvonne Goarant,
Cambo-les-Bains
(Pyrénées-Atlantiques)



Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction :
Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre,
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance

SIÈGE SOCIAL : 21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
TÉL. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21 Télex : 206 806 F

La tentation de la dévaluation

À NOUVEAU, la tentation de la dévaluation taraude une partie de la classe politique française. Dans un point de vue publié jeudi 21 novembre par *L'Express*, l'ancien chef de l'Etat Valéry Giscard d'Estaing se déclare favorable à une *dépréciation* du franc par rapport au deutschemark, seul moyen, selon lui, de faire baisser sa valeur face au dollar. Il y a quelques jours, l'ancien premier secrétaire du PS Henri Emmanuelli et le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Pierre Mazeaud (RPR), ont préconisé de *décrocher* le franc du deutschemark.

Alors que le levier des taux d'intérêt a été actionné avec une énergie dont on n'avait pas cru capable la Banque de France et que la marge de manœuvre budgétaire du gouvernement est nulle, l'arme de change apparaît comme la solution *de la dernière chance*, l'ultime recours pour stimuler l'activité économique.

En théorie, une baisse du franc face au mark donnerait un coup de fouet aux exportations de produits français, qui deviendraient du même coup moins chers et plus attractifs que leurs concurrents allemands ; elle stimulerait l'activité économique et aiderait à combler le déficit de croissance dont la France souffre depuis plusieurs années. En offrant un ballon d'oxygène aux entreprises, elle permettrait enfin d'adoucir une rigueur salariale à laquelle a contribué la politique de franc fort : pour rester compétitifs, les groupes français ont dû compenser la vigueur de la devise par une compression de leurs coûts.

La tentation de la dévaluation est d'autant plus forte que la période récente tend à démontrer que l'arme du taux de change conserve une grande efficacité. Dans la compétition acharnée à laquelle se livrent les entreprises pour conquérir le marché mondial, la possibilité de pouvoir vendre ses produits à un meilleur prix grâce à une monnaie *dépréciée* a, *semble-t-il*, constitué un atout décisif. En matière de croissance, le camp des pays à devise faible l'a nettement emporté sur celui des nations à monnaie forte.

De 1993 à 1996, le produit intérieur brut du Japon, étranglé par la vigueur du yen, aura progressé de *0,9 % par an en moyenne contre* 2,5 % pour les Etats-Unis et leur dollar faible. Celui de la Suisse, affecté par l'irrésistible ascension du franc, n'aura gagné que 0,4 %, contre 2,7 % au Royaume-Uni avec sa livre dépréciée.

Les gains immédiats de compétitivité que les pays ont tirés de leur *monnaie faible n'ont, de surcroît*, pas été rognés par une accélération de l'inflation. Contrairement à toutes les prévisions des experts, aucune tension sur les prix n'a été observée en Italie, au Royaume-Uni, en Suède, en Espagne, aux Etats-Unis, où le rythme de hausse des prix à la consommation est *même tombé* à des niveaux jamais vus depuis vingt ans. Les avantages économiques tirés de la dépréciation du taux de change sont donc restés entiers. La dévaluation a été, en ce sens, pleinement compétitive.

Pourquoi la France n'utiliserait-elle pas, à son tour, l'atout de la monnaie faible et ne choisirait-elle pas de laisser filer le franc par rapport à la monnaie allemande ? En dehors des multiples problèmes pratiques et politiques que poserait une dévaluation du franc face au mark, une telle décision, de l'avis de la plupart des experts, n'apparaît pas justifiée sur le plan économique. A leurs yeux, si la parité actuelle *mark-franc présente* bien une anomalie, ce n'est pas dans le sens présenté par certains hommes politiques français. Ce n'est pas le franc qui est surévalué face à la monnaie allemande, mais bien l'inverse.

D'abord parce que la France connaît un important excédent de sa balance courante (71 milliards de francs en 1996) alors que l'Allemagne enregistre un déficit massif (58 milliards de francs). Ce *déséquilibre plaide*, de façon mécanique, pour une appréciation du franc par rapport au mark.

De plus, selon les calculs de parité de pouvoir d'achat, qui égalisent les prix des biens et des services entre les pays, le mark est surévalué de 7,5 % par rapport au franc. Réévaluer une monnaie déjà surévaluée apparaît, aux yeux des analystes, comme largement fantaisiste. Une dépréciation du franc par rapport au mark soulagerait peut-être, à très court terme, l'économie française, mais elle aggraverait les maux de son homologue allemande, en détériorant davantage la compétitivité des entreprises d'outre-Rhin. Rapidement, les difficultés supplémentaires de l'Allemagne pèseraient sur l'activité en France, son principal partenaire commercial. Injustifiée sur le plan théorique, une dévaluation du franc serait donc également un mauvais calcul économique à long terme.

Pour des raisons politiques et psychologiques, une dévaluation de la monnaie allemande n'est pas envisageable

Il serait plus légitime et plus astucieux, suivant ce raisonnement, de dévaluer la monnaie allemande par rapport au franc. Une baisse du deutschemark contribuerait à améliorer la compétitivité de l'Allemagne, la locomotive économique de l'Europe. Ce qui est bon, en matière de croissance, pour Bonn, l'est aussi pour Paris, Milan ou Madrid. Mais pour des raisons politiques et psychologiques – les Allemands vivraient comme une véritable humiliation nationale une dévaluation du mark –, la France n'osera jamais formuler une telle requête auprès de Francfort et de Bonn. Une dévaluation de la monnaie allemande n'est donc pas envisageable.

De la même façon, les marchés financiers, influencés par le passé prestigieux de l'économie allemande et de sa monnaie, impressionnés par la puissance légendaire de la Bundesbank, continuent à acheter du deutschemark et à maintenir son cours à un niveau trop élevé. Par là même, ils perpétuent un déséquilibre nocif pour l'ensemble de l'économie européenne.

Le problème n'est pas aujourd'hui, aux yeux des spécialistes, de faire baisser le franc face au mark, mais de s'employer à le déprécier face à des monnaies sous-évaluées : le dollar, la lire ou la livre. Un tel mouvement serait monétairement plus légitime et économiquement plus efficace.

Encore faut-il, pour qu'il puisse se mettre en place, que les Allemands partagent ce raisonnement et soient prêts à accepter, parallèlement, une baisse de leur devise face au billet vert. *« Cela ne semble pas être leur idée »*, estime M. Giscard d'Estaing. Maître de la règle à *calcul, il arrive* à la *conclusion* que les Français doivent agir seuls. Pour obtenir une dévaluation de 8 % du franc face au dollar, nécessaire à l'économie française, il faudrait déprécier dans les mêmes proportions la devise française par rapport au mark.

Pierre-Antoine Delhommais

Le Monde

ÉDITORIAL

Et tant pis pour l'ONU...

LA bataille qui se livre actuellement à New York pour la désignation du futur secrétaire général des Nations unies n'a pas grand-chose à voir avec la personnalité, les options politiques, les qualités ou les défauts de Boutros Boutros-Ghali, auquel les Etats-Unis refusent un second mandat. Le diplomate égyptien est en tout premier lieu victime des luttes politiques intérieures américaines.

Il est devenu au fil des ans le symbole à abattre pour certains ténors républicains du Congrès, qui ont fait de la dénonciation du *multilatéralisme (donc de l'ONU plutôt que* de la personne de son secrétaire général) l'un des thèmes de leur démagogie. En s'en prenant dès l'été dernier à M. Boutros-Ghali, l'administration Clinton n'avait pour but que de priver les républicains d'un thème qu'ils auraient utilisé contre elle dans la campagne présidentielle. Aujourd'hui, elle fait valoir que le Congrès reste dominé par les républicains et refusera de voter les crédits à l'ONU tant qu'on n'aura pas procédé au sacrifice de M. Boutros-Ghali.

Le vote du mardi 19 novembre au Conseil de sécurité témoigne de l'indignation suscitée par ce comportement des Etats-Unis. Quatorze contre un : les Américains ont été acculés à utiliser leur veto, démonstration a été faite publiquement de leur isolement et la France, qui avait pris la tête du mouvement de résistance au diktat américain, peut être satisfaite. *Mais convient-il à* présent de s'entêter encore, et, comme le fait Paris, de poursuivre, par pays africains interposés, une guérilla qui n'a pas davantage à voir avec le sujet que l'obstination de Washington ?

M. Boutros-Ghali est-il l'unique et le meilleur candidat possible au secrétariat général de l'ONU ? Il a certes amorcé une réforme de l'ONU visant entre autres à rationaliser son budget, contrairement à ce que prétendent les Américains, qui s'exprimeraient plus légitimement sur ce point s'ils s'acquittaient mieux de leur propre dette envers l'organisation. Mais, au cours *de ces cinq dernières années, jalonnées de* crises meurtrières, il n'a jamais été la voix de l'indignation et de la conscience, qui a tant manqué à la communauté internationale. Certaines de ses remarques, comme celle par laquelle il qualifia un jour de *« guerre de riches »* les tortures infligées aux populations civiles de Bosnie, ont au contraire donné de lui l'image d'un homme très peu sensible aux malheurs du monde.

De cela, ni les Américains ni les Français n'ont cure. Les premiers réclament un gestionnaire ; les seconds, avec une mauvaise *foi presque égale, s'en tiennent à leur* candidat francophone, comme si l'impeccable maîtrise de la langue de Molière devait être la qualité essentielle du premier représentant des Nations unies. Selon les bonnes vieilles méthodes, Paris fait donner ses amis dans le groupe des Etats africains, jouant francophones contre anglophones et obtenant de l'OUA qu'elle renonce, pour l'ins*tant du moins, à désigner aucun* autre candidat africain que M. Boutros-Ghali.

A ce jeu, tous les Africains pourraient finalement perdre. On voit mal, par ailleurs, ce que l'ONU y gagne.

Démonstration *par Leiter*

DANS LA PRESSE

THE INDEPENDENT

■ Quiconque cherche des preuves sur le fossé culturel entre Français et Britanniques n'avait qu'à jeter un coup d'œil aux unes des journaux (de mercredi) à chaque bout du tunnel sous la Manche. Alors que les médias britanniques ont interviewé le moindre camionneur et des personnes ordinaires pour trouver ce qui s'était produit et qui était responsable, les Français en étaient réduits à des rapports sur la rapidité de l'arrivée des services de secours franco-britanniques. Au lendemain même de cet incendie, c'est la chute malheureuse des actions d'Eurotunnel qui semblait surtout préoccuper les journalistes français.

THE TIMES

■ Tandis que la presse britannique a réagi avec stupeur et colère à l'incendie du tunnel, les médias français l'ont minimisé en le décrivant comme une tragédie évitée de justesse grâce à l'action rapide et responsable des autorités. Un seul journal national a critiqué la gestion du sinistre. Les chaînes de télévision ont diffusé des images d'exercices de sécurité montrant l'évacuation de passagers calmes et souriants. Les bulletins d'information insistaient sur le respect strict des procédures de sécurité.

LA CHAÎNE INFO

Pierre-Luc Séguillon

■ L'art de l'ancien président de la République a toujours été de s'inscrire avec brio dans l'air du temps. Son habileté est, comme à l'accoutumée, de prendre la pose du précurseur avec l'exposé talentueux des idées à la mode, c'est-à-dire des plus communément partagées. (...) Ce faisant, il illustre magistralement l'affligeant penchant qu'a le monde politique français à penser et souvent à agir à contretemps. Le tout-politique qui compte a célébré la rigueur, le franc fort et approuvé les critères contraignants de Maastricht à un moment où le contexte international et l'état de notre économie eussent appelé une autre politique. Les mêmes, qui se gargarisent de leur savoir et de leur lucidité, célèbrent aujourd'hui et tardivement cette autre politique au moment où, bon an mal an, la France est proche de toucher les dividendes de son orthodoxie monétaire et aurait tout à perdre d'un renoncement si près du but.

La diplomatie du négoce de Bill Clinton

Suite de la première page

C'est là une certaine « vision » très américaine du monde, mais que la fin de la guerre froide a *confortée. Les républicains sont* autant ou davantage libre-échangistes que les démocrates, et ils ne peuvent contester les résultats de M. Clinton : depuis 1992, l'administration démocrate a signé quelque deux cents accords commerciaux bilatéraux, tout en favorisant une augmentation de 30 % des exportations américaines. L'accent mis sur la conquête de nouveaux marchés n'est cependant pas sans conséquences pour l'avenir, que le bilan du premier mandat de M. Clinton permet d'appréhender. Depuis quatre ans, la politique étrangère des Etats-Unis a été essentiellement réactive.

Le président n'a pas été en mesure de présenter une vision globale de l'évolution des relations internationales et du rôle qu'entend jouer l'Amérique dans un monde ayant cessé d'être bipolaire. Confronté aux crises impliquant l'Amérique, Bill Clinton a *réagi au coup par coup, quitte à* surprendre ses compatriotes par un discernement diplomatique dont personne ne le créditait à son arrivée à la Maison Blanche. Faculté d'improviser, y compris brillamment, souci de limiter au maximum les risques politiques et militaires, chance, telle fut sa recette. Mais de « grand dessein » ou de leadership en rapport avec le statut unique de l'Amérique, point.

Le pragmatisme du président américain en politique étrangère a *trouvé un porte-parole ad hoc en* la personne de Warren Christopher. Pour le secrétaire d'Etat américain (démissionnaire), la fin de la guerre froide a sonné le glas des grandes stratégies planétaires. Dès lors, toute tentation d'imposer une « vision » ou une « architecture » globale est à la fois peu *sage et vouée à l'échec.*

La mise en pratique de cette approche minimaliste a laissé une impression de « diplomatie du patchwork », ce qui ne dérange pas outre mesure les Américains : le communisme vaincu, ceux-ci ne rêvent pas d'une diplomatie du panache « à la française », et sont globalement satisfaits de la gestion de leur président : 53 % d'entre eux approuvent la politique étrangère de M. Clinton.

Le sommet de l'APEC arrive donc à point pour permettre à Bill Clinton de tenter de présenter une « stratégie globale », fondée sur la libéralisation du commerce. Or, si *celle-ci bénéficie dans son principe* d'un large consensus international et régional, elle provoque en pratique bien des tensions diplomatiques. A Manille, M. Clinton va avoir l'occasion de prendre *le pouls* des relations américano-asiatiques, en particulier s'agissant de ses aspects chinois, japonais et coréen. Les Etats-Unis savent que le climat des relations sino-américaines conditionne l'évolution de l'ensemble de leur coopération commerciale, diplomatique et stratégique avec les *pays asiatiques.*

BRAS DE FER AVEC PÉKIN

Au moment où la Corée du Nord fait mine de vouloir remettre en cause le gel de son programme nucléaire, Pékin peut exercer une influence sur Pyongyang et favoriser la reprise du dialogue *entre les deux Corées*, gage de stabilité et de prospérité régionales. En décidant de ne plus lier la question des droits de l'homme à l'évolution des échanges commerciaux, Bill Clinton est allé bien plus loin que ses prédécesseurs dans cette politique d'« apaisement » de Pékin, critiquée par les républicains, pour un résultat contestable.

Les échanges commerciaux entre les deux pays se sont certes accrus de plus de 20 % depuis quatre ans, mais outre que la Chine n'hésite pas à provoquer Washington en poursuivant une coopération nucléaire et militaire avec l'Iran, le *déficit bilatéral* menace de dépasser celui des échanges avec le Japon, pour atteindre le niveau record de 40 milliards de dollars. Les dirigeants chinois, souligne-t-on à Washington, font preuve de pusillanimité s'agissant de l'accès à leur marché intérieur.

Dans ces conditions, tant qu'une vraie libéralisation commerciale ne sera pas intervenue, les Etats-Unis ne sont pas pressés de favoriser l'entrée de la Chine au sein de l'Organisation *mondiale du commerce (OMC)*, encore moins de transformer le renouvellement annuel de la clause de la nation la plus favorisée (MFN) en facilité permanente, comme le réclame Pékin. Les dirigeants chinois, de leur côté, ont besoin de l'Amérique, devenue leur plus important marché d'exportation.

Cette partie de bras de fer est donc essentielle pour M. Clinton : avec son volet japonais, elle conditionne à la fois sa politique asiatique et cette « vision » commerciale dont le chef de la Maison Blanche semble vouloir faire la clef de voûte de son second mandat. *« L'Amérique doit regarder vers l'Est tout autant que vers l'Ouest »*, insistait récemment le conseiller adjoint de M. Clinton pour la sécurité nationale, Sandy Berger. Elle peut en effet y voir les mêmes potentialités, et les mêmes incertitudes.

Laurent Zecchini

POLITIQUE INDUSTRIELLE

La demande de Renault et de PSA de pouvoir faire partir en préretraite 40 000 salariés d'ici à l'an 2000 a provoqué une prise de conscience. Les constructeurs français d'automobiles ont, depuis vingt ans, bénéficié du soutien constant de l'Etat, sous forme de quotas d'importation ou d'incitations fiscales. ● LE RÉSULTAT de cette politique active d'aide s'est révélé très décevant. Les différentes formes de protection accordées aux entreprises françaises n'ont pas été utilisées prioritairement pour renforcer leur compétitivité. Elles sont mal armées pour affronter l'ouverture complète du marché européen en l'an 2000. ● LE MINISTRE de l'industrie a demandé une analyse exhaustive des coûts dans l'automobile française. La concurrence, parfois anarchique, que se mènent les deux groupes français paraît désormais de plus en plus coûteuse.

L'Etat s'interroge sur les aides aux constructeurs automobiles

Devant le résultat décevant de son appui constant à Renault et PSA, le gouvernement a nommé deux experts. Ils enquêteront sur les coûts de l'industrie française et le poids des réglementations européennes

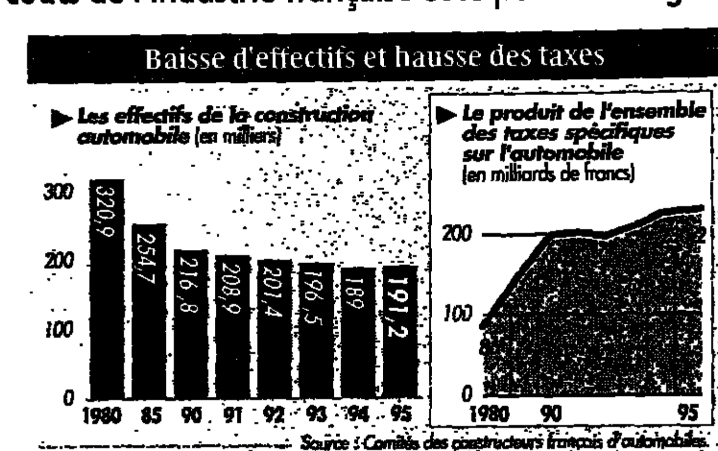
L'AUTOMOBILE revient au centre des préoccupations du gouvernement. Mercredi 20 novembre, coup sur coup, le ministre de l'industrie a nommé un expert, puis un deuxième, chargés d'élaborer des solutions aux problèmes soulevés par Renault et PSA. La nomination de Bernard Cabaret (*Le Monde* du 21 novembre) est la réponse à *« la demande faite par les deux firmes d'une aide de l'Etat pour des départs anticipés à la retraite »*, révélée récemment dans la presse. La mission confiée à Henri Guillaume, président d'honneur de l'Anvar, est plus vaste. Elle porte sur une évaluation du programme-cadre de recherche et de développement (PCRD) de l'Union européenne, et ses implications sur l'industrie française, avec *« une attention particulière à l'industrie automobile »*, précisent le ministère de l'industrie et le secrétariat d'Etat à la recherche.

M. Guillaume devra comparer la situation des industries automobiles américaine, coréenne et japonaise avec celle des entreprises européennes, et analyser *« l'influence de la politique européenne sur la construction automobile »*. Le poids des réglementations européennes, estime-t-on chez PSA, compterait pour environ 15 % dans le prix des voitures, en imposant par exemple des dispositifs toujours plus sophistiqués pour dépolluer ou rendre les voitures plus sûres.

Avec ces nominations, le ministre de l'industrie montre qu'il prend en compte les problèmes de l'automobile, qui représente 17 % de l'emploi industriel en France. Mais il signifie aussi aux constructeurs qu'il n'a pas l'intention de défendre leur cause sans nuance. *« Plus de plan social sans projet industriel »*, a-t-il déclaré aux *Echos*, le 20 novembre. Vis-à-vis tant de l'opinion publique que des autres secteurs d'activité, le gouvernement ne peut se permettre de consacrer 30 milliards de francs – le coût estimé d'un plan de 40 000 préretraites – à une industrie qui fait déjà figure de privilégiée. Et qui répète, avec une certaine dose de cynisme ou d'inconscience, qu'elle *« n'est plus et ne sera plus créatrice d'emplois »*, tandis que le gouvernement proclame la priorité à l'emploi. Créer un tel précédent serait ouvrir la boîte de Pandore. Déjà, les entreprises de BTP et le monde du transport routier, actuellement aux prises avec un conflit social, demandent à leur tour à pouvoir bénéficier d'un régime dérogatoire de préretraites.

Le puissant lobby automobile pourrait, cette fois, ne pas obtenir satisfaction sur toute la ligne. Pour résister à la concurrence, il n'a cessé de réduire ses effectifs depuis quinze ans. Si bien que l'emploi direct dans la construction automobile a largement fondu, passant de 321 000 à 191 200 salariés entre 1980 et 1995. Mais ses résultats, malgré vingt ans de politique d'« encouragement », n'en sont pas plus... encourageants pour autant.

A peine privatisée, Renault devrait accuser une perte en 1996, pour la première fois depuis dix ans, faute d'avoir su anticiper la guerre des prix dans l'automobile et le retournement du marché du camion. PSA a, lui, réussi à préserver ses parts de marché en France et en Europe. Mais, avec une baisse de 50 % de son bénéfice d'exploitation, le groupe de Jacques Calvet n'a pas de quoi pavoiser. L'Etat peut se permettre de taper du poing sur la table. Contrairement à Thomson Multimédia, il a joué avec Renault son rôle d'actionnaire, recapitalisant l'entreprise de quelque 40 milliards de francs en quinze ans. Et il n'a pas lésiné sur son soutien à cette industrie-clé ces dernières années.



PRODUCTIVITÉ INSUFFISANTE

Est-ce pour avoir trop voulu *« maintenir l'emploi coûte que coûte en France »*, comme on le soutient dans l'entourage de Jacques Calvet, que les usines françaises sont aujourd'hui à la traîne en termes de productivité ? Selon une étude de l'Economist Intelligence Unit, réalisée en 1995, Renault-Flins, avec 48 voitures produites par personne et par an, n'arrive qu'en cinquième position en Europe. Sa productivité est loin de celle des trois premières, Opel-Eisenach, Fiat-Melfi, Nissan-Sunderland, construites récemment et dont les ouvriers, âgés de moins de trente ans, fabriquent en moyenne chacun entre 54 et 59 voitures par an. Les usines Peugeot de Sochaux et Mulhouse se classeraient onzième et douzième (31 et 23 voitures), mais le groupe PSA conteste les critères de comparaison de cette étude.

Les deux constructeurs pensent avoir trouvé la cause de ce retard dans l'âge des salariés. D'où leur demande d'un plan de préretraite. Le ministère de l'industrie attend de leur part des études irréfutables prouvant le lien entre l'âge et la performance industrielle avant de trancher.

Mais il est dûment précisé dans la lettre de mission de Bernard Cabaret qu'il devra étudier le problème et la solution présentés par les constructeurs *« et leurs alternatives, en particulier le développement de nouvelles coopérations entre les deux constructeurs français »*. Vœu pieux ? On faisait savoir chez PSA comme chez Renault, le 20 novembre, qu'il n'y avait *« rien dans les tuyaux »*, hormis les coopérations déjà engagées et connues entre les deux firmes. L'incapacité chronique des deux constructeurs français à s'entendre, sauf lorsqu'il s'agit de réclamer l'aide de l'Etat, agace manifestement Franck Borotra. *Au Brésil*, Renault a cherché en vain un partenaire pour partager les 3,5 milliards d'investissements d'une usine, annoncés au printemps, avant de s'apercevoir six mois plus tard que... Peugeot avait aussi un projet dans ce pays.

Les prédécesseurs de M. Borotra se sont souvent cassé les dents sur l'intransigeance d'un homme, Jacques Calvet, qui, à la tête du groupe privé PSA, n'a cessé de diaboliser Renault, *entreprise nationalisée*. Mais M. Borotra a de la chance : Renault est désormais privatisée. Et M. Calvet doit justement prendre sa retraite l'année prochaine.

Pascal Galinier

Vingt ans de soutien indéfectible

N'EN DÉPLAISE aux constructeurs, qui ne cessent de rappeler les 230 milliards de francs de recettes fiscales prélevées en 1995 par l'Etat sur la vente et l'usage de l'automobile, cette industrie a été l'une des plus choyées. Depuis vingt ans, tous les gouvernements ont mené *une politique* de soutien dont les résultats, avec le recul, n'ont pas été aussi probants qu'espéré.

En 1977, le président Valéry Giscard d'Estaing avait instauré la mise sous quota des importations de voitures japonaises à 3 % du marché. Resté en vigueur jusqu'en 1991, ce quota permit aux firmes nationales de mener à bien leurs restructurations sans être mises en danger sur leur marché intérieur, alors que s'ouvraient les autres pays d'Europe. Mais aujourd'hui, la part de Renault et de PSA au Japon – troisième marché du monde après les Etats-Unis et l'Europe – est insignifiante (2,2 %).

De 1987 à 1992, l'harmonisation européenne pousse Edouard Balladur, puis Pierre Bérégovoy, ministres de l'économie, à mener des baisses successives de TVA, dont le taux majoré passe de 33,3 % à 18,6 %. Un allègement fiscal de quelque 30 milliards de francs, rapidement « confisqué » aux consommateurs par les hausses de tarifs. PSA et Renault affichèrent sur cette période 75 milliards de bénéfices nets, *préférant continuer à augmenter* leurs prix plutôt que de s'atteler à la réduction de leurs coûts *de production*.

Entre février 1994 et septembre 1996, Edouard Balladur, puis Alain Juppé, à Matignon, lancent les fameuses primes à la casse, dont le coût, qui dépassera 3 milliards de francs, est théoriquement compensé par l'augmentation des rentrées fiscales. De fait, les « balladurettes » et les « juppettes » ont généré plus de 600 000 ventes supplémentaires de voitures neuves sur le marché français. Mais, en favorisant les petites voitures peu chères, elles ont déstabilisé les marques françaises, Renault en particulier, en retard sur PSA dans la réduction des coûts.

Enfin, aucun ministre des finances n'a osé remettre en cause la fiscalité plus faible dont bénéficie le gazole par rapport au supercarburant en France. Pas même Jean Arthuis qui, lorsqu'il était sénateur, dénonçait cet avantage qu'il évaluait entre 20 et 25 milliards de francs par an... *Cette « exception française » a permis à* Jacques Calvet de faire de PSA le premier spécialiste *mondial du diesel*. Renault a suivi le mouvement contraint et forcé, tout en dénonçant le risque d'une position de pointe bâtie sur une technologie contestée, du point de vue écologique, et un marché français artificiellement gonflé.

P. Ga.

Chez Thomson, un tiers des « vaut rien » a manifesté le 20 novembre

LE MERCREDI *20 novembre* avait été décrété *« journée morte »* par les syndicats *CFDT et CGT* de Thomson SA, auxquels s'était jointe la CGC. Ces organisations appelaient les salariés à demander la suspension du processus de privatisation, qui doit aboutir au rachat de Thomson par le groupe Lagardère – qui n'en conserverait que l'électronique de défense – et à la cession de Thomson Multimédia au sud-coréen Daewoo. *« Morte »*, cette journée l'a été dans un grand nombre de sites. Particulièrement chez Thomson Multimédia, la filiale d'électronique grand public. Son siège, à La Défense (Hauts-de-Seine), était vide *« comme un samedi »*, selon un cadre. Dans les établissements, les taux de grévistes variaient de 70 % à 95 %. Selon la direction, l'usine d'Angers était à l'arrêt.

« Morte », la journée ne l'a en revanche pas été dans les rues des cinq villes choisies par les syndicats pour manifester. Le tiers des quelques *40 000 salariés français du* groupe a participé aux manifestations. *Ils étaient 10 000 à Paris* selon les syndicats (6 500 selon la police), entre 1 200 et 1 500 à Rennes, 1 000 à Bordeaux, 500 à Nice et entre 600 (selon la police) et 1 500 à 2 000 (selon les syndicats) à Grenoble.

A Paris, les manifestants se sont rassemblés devant le siège de Thomson, boulevard Haussmann, en fin de matinée, mais n'ont défilé que jusqu'à Richelieu-Drouot, le projet initial de se rendre au Palais Bourbon ayant été annulé. *« Philippe Séguin, le président de l'Assemblée nationale, a refusé de nous recevoir »* expliquait Robert Vieillard, secrétaire de l'inter CFDT.

La présence des salariés de Thomson Multimédia était massive : 700 sur 1 300 salariés, selon les syndicats. *« Nous sommes 400 sur 500 à être venus en car »*, indiquait une salariée de l'usine d'Auxonne. Une mobilisation qui *n'avait rien d'étonnant au vu du* tollé suscité depuis plusieurs semaines par la perspective de la cession à Daewoo. *« On n'en veut pas »* assurait un salarié d'Angers, relevant que le groupe sud-coréen mettrait ainsi, à peu de frais, la *main sur des parts de marché* importantes et une technologie de pointe.

« Ce projet de cession à Daewoo n'est pas acceptable », relevait Jean-Pierre Chaffin, président de la fédération CGC métallurgie. La CGC, qui n'est pas opposée à la privatisation de Thomson, défilait derrière un cercueil rempli de téléviseurs et de platines laser, surmonté d'un *« Vous n'aurez pas Thomson et ses brevets et malgré vous, nous resterons français »*.

La présence massive des salariés de Thomson-CSF dans le cortège était plus inattendue. *« Depuis plusieurs jours, le débat monte chez Thomson-CSF : la concentration sur le seul secteur militaire est-elle viable ? N'y-a-t-il pas intérêt à privilégier la dualité militaire-civil ? Des inquiétudes se font aussi jour sur les intentions de Matra »* soulignait Jean-Luc Maletras, de la fédération CGT métallurgie. *« Et puis, la vente pour le franc symbolique et le* « Thomson ne vaut rien » *d'Alain Juppé ont été ressentis avec autant d'émotion chez CSF que chez Multimédia »*.

Ce franc symbolique et la déclaration de M. Juppé cristallisaient toutes les rancœurs des manifestants. Une énorme pièce à l'effigie de la *« semeuse »* était visible en tête du cortège. Arborée sur des T-shirts, on la retrouvait sur les pancartes : *« 98 000 salariés, 45 000 brevets = 1 franc »*, *« 1 baguette = 4 Thomson »*... On pouvait voir de nombreuses brouettes remplies de pièces, alors qu'un salarié arborait un *« Juppé attention, les vaut-rien sont dans la rue »*. A l'issue de la manifestation, un chèque factice de 25 000 francs a été remis à des députés socialistes et communistes à l'Assemblée nationale.

CFDT et CGT prévoient de nouvelles actions d'ici au 6 décembre, jour de l'assemblée des actionnaires de Thomson SA. Une marche des salariés d'Angers sur Paris est notamment à l'étude.

Philippe Le Cœur

Situation de « sinistre économique », selon M. Borotra

Le ministre de l'industrie, Franck Borotra, a affirmé, mercredi 20 novembre, à l'Assemblée nationale, que la privatisation de Thomson s'impose *« pour trois raisons : le sinistre économique, la nécessité de restructurer les industries d'armement et celle de donner à Thomson Multimédia les moyens de valoriser ses atouts »*. Alors qu'il avait recommandé l'offre d'Alcatel Alsthom, M. Borotra a défendu *« la préférence du gouvernement »* pour l'offre du groupe Lagardère en expliquant qu'*« il fallait trouver un partenaire qui apporte plusieurs milliards au-delà de la recapitalisation publique »*.

Le ministre s'est quelque peu démarqué de précédents propos gouvernementaux en soulignant que *« Thomson Multimédia vaut ce que vaut son personnel, ses cadres, ce que vaut sa technologie et ses parts de marché »*. Mais, a-t-il ajouté, l'entreprise *« est en situation de sinistre économique, déficitaire, surendettée et ne trouve les moyens de son développement qu'à travers l'emprunt, ce qui la condamnerait »*.

George Soros prend 5,5 % du capital de Moulinex

Le financier américain a acquis 1,5 million d'actions

GEORGE SOROS vient de s'inviter au capital de Moulinex. Le financier américain a acquis 1,5 million d'actions du groupe *d'électro-ménager, ce qui représente* 5,48 % du capital et 4,39 % des droits de vote, selon un communiqué de la SBF-Bourse de Paris, publié mercredi 20 novembre.

Trois fonds d'investissements dirigés par M. Soros, *Quantum Partners*, basé aux îles Caïman, Geosor Corp. et Lupa Family Partners, ont déclaré, le 12 novembre, avoir franchi de concert le seuil de 5 % du capital. Quantum Partners a pris l'essentiel de la participation (5,39 %).

« C'est le signe que George Soros croit au retournement de Moulinex », dit-on dans l'entourage d'Euris, principal actionnaire du groupe *d'électro-ménager* avec 28 % du capital. L'entrée surprise de l'américain se fait alors que l'action de Moulinex est à ses plus hauts de l'année. Au cours actuel de l'action (111 francs), cette participation représente un investissement de 172 millions de francs.

PLAN SOCIAL

Moulinex, qui a perdu 702 millions de francs au cours de l'exercice 1995-96 (clos le 31 mars), a vu le cours de son titre grimper de plus de 47 % depuis l'annonce de son plan de restructuration, en juin. Pour se redresser, le groupe prévoit de supprimer 2 600 emplois, dont 2 100 en France. Des négociations sont en cours avec les syndicats sur le plan social. Pierre Blayau, président du directoire de Moulinex, veut atteindre dans trois ans un résultat d'exploitation de 1 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 9 milliards.

Moulinex, qui affiche un endettement de 1,5 *milliard pour* 750 millions de fonds propres, a l'intention de lancer prochainement une augmentation de capital inférieure à 1 milliard de francs. Jean-Charles Naouri, président d'Euris, a déjà annoncé qu'il suivrait cette opération. Il serait surprenant qu'à peine rentré dans Moulinex, George Soros accepte de se laisser diluer.

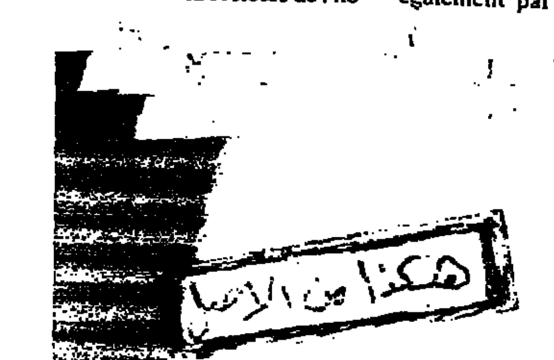
Les rumeurs se multiplient à la Bourse de Paris sur un possible rachat du Club Méditerranée

MERCREDI *20 novembre*, la vive progression de l'action Club Méditerranée n'a pas manqué d'interpeller les boursiers. Alors que depuis le 23 octobre et l'annonce d'un résultat inférieur aux prévisions en 1996, le titre suscitait peu d'intérêt, l'action du groupe de tourisme et de loisirs a terminé la séance sur un gain de 3,98 % à 321 francs, avec des échanges portant sur 459 000 titres, soit près de 3,4 % du capital. La rumeur d'une OPA lancée par Accor sur le Club allait bon train dans les salles de marché, bien que cette nouvelle ait fait l'objet d'une absence de commentaire de la part des deux groupes.

Les familiers du secteurs de l'hôtellerie et du tourisme accordent un crédit limité à ces spéculations, voyant peu de synergie entre un groupe hôtelier, dont le désendettement reste une priorité, et le numéro un du village de vacances. Ils reconnaissent toutefois qu'un niveau de cours très bas – l'action Club Méditerranée est actuellement proche de son plancher historique – favorise la diffusion de ce type de nouvelles. Mais les premiers raiders sur les rangs seraient, selon eux, plus vraisemblablement des voyagistes internationaux comme les allemands LTU ou TUI.

Le Club est fragilisé, non seulement par un cours très bas, mais également par ses actionnaires. Exor, société de portefeuille de la famille Agnelli et actionnaire de référence avec 12,98 % du Club Méditerranée, accentuerait sa pression sur les dirigeants et demanderait une *« rentabilité plus acceptable »*. Même si les décisions prises par la direction du Club *« vont dans le bon sens »*, Exor juge que les résultats tardent à venir. Quand aux acheteurs, si l'on sait que le Crédit lyonnais a effectué des achats de couverture, une partie des actions pourrait justement avoir été achetée par Exor, pour faire une moyenne à la baisse du coût de sa participation acquise au prix fort il y a plus d'un an.

François Bostnavaron



Un accord sur le temps de travail et la mobilité pourrait être bientôt signé au Crédit lyonnais

La loi Robien permettrait d'éviter 1 000 suppressions d'emplois

Le troisième comité central d'entreprise du Crédit lyonnais s'est tenu le mercredi 20 novembre. S'ils s'opposent aux 4 046 suppressions d'emplois envisagées, certains syndicats sont favorables aux mesures d'accompagnement. La direction et les syndicats devaient se retrouver jeudi 21 novembre pour négocier sur la mobilité et sur la réduction du temps de travail à trente-trois heures, payées entre trente-six et trente-sept heures.

LA DIRECTION et les syndicats du Crédit lyonnais sont sur le point de boucler les négociations sur le troisième plan social, qui prévoit la suppression de 4 046 emplois d'ici à la fin de 1998. Réuni le mercredi 20 novembre, pour la dernière séance de consultation sur une première tranche du plan – une seconde tranche portant sur un millier d'emplois dans les unités fonctionnelles devant intervenir ultérieurement, – le comité central d'entreprise (CCE) s'est prononcé défavorablement sur le volet concernant l'évolution des structures du Lyonnais et contre le plan.

Le SNB-CGC, deuxième syndicat de la banque, qui avait signé l'accord sur les mesures d'accompagnement dans le précédent plan, n'a pas souhaité participer à ce dernier vote. Le CCE est parvenu à un accord sur sept conventions faisant appel au Fonds national de l'emploi (FNE), portant notamment sur le temps partiel et les préretraites. L'Etat devra se prononcer le 17 décembre sur cette demande. Mais jusqu'ici aucune banque n'a bénéficié du FNE, et les responsables du Crédit lyonnais ne se font guère d'illusions.

Si le CCE s'est terminé mercredi, la direction et les syndicats devaient se retrouver jeudi 21 novembre pour négocier deux accords : l'un sur l'application de la loi Robien, l'autre sur l'ensemble des autres mesures, dont la mobilité.

Pour la direction comme pour le SNB-CGC et FO, un accord paraît possible sur le premier point. La banque propose une diminution du temps de travail à trente-trois heures sur quatre jours, payées trente-six heures, la réduction étant financée jusquà 35,64 heures par le mécanisme Robien et à hauteur d'à peine vingt minutes par le Crédit Lyonnais. Aux yeux des syndicats, l'effort supporté par les salariés, soit trois heures non payées, c'est-à-dire 7,7 % du salaire, est inacceptable. Refusant d'écarter un accord qui permet d'éviter un millier de suppressions d'emplois, certaines organisations seraient prêtes à accepter un accord prévoyant trente-trois heures payées trente-sept. Mais au Lyonnais on rappelle que *« l'état de la banque ne lui permet pas de pratiquer des conditions aussi généreuses que Moulinex ou Thomson »*.

Le Lyonnais doit pouvoir montrer, à ses concurrents, comme à l'Etat ou à la Commission de Bruxelles, que la banque comme les salariés font un effort réel. Une solution devait donc être trouvée pour financer la trente-septième heure. Le SNB-CGC a notamment proposé à la direction un gel de la prime d'ancienneté pendant deux ans. Une proposition approuvée par la direction, mais que la CGT envisage déjà de contester devant les tribunaux. Par ailleurs, l'utilisation de la loi Robien ne s'appliquerait pas seulement aux sites les plus touchés (centres de traitement administratifs et unités d'appui commercial), mais pourrait être étendue, expérimentalement, aux activités commerciales.

Reste une dernière condition pour que la direction s'engage à ne pas licencier : les syndicats devront accepter un accord de mobilité contraignant : la direction pourrait licencier des salariés qui refusent deux offres d'emploi dans une autre région. Un accord paraît envisageable sur la loi Robien avec le SNB, la CFTC et FO et avec le seul SNB sur la mobilité. Les syndicats ont jusqu'au début de la semaine prochaine pour donner leur réponse.

Sophie Fay et Frédéric Lemaître

Le Matif collabore avec le deuxième marché à terme de Chicago

LES GRANDES MANŒUVRES se succèdent dans l'industrie des marchés à terme qui va être confrontée en Europe à une secousse considérable avec la création de l'euro en 1999. Le deuxième marché mondial et deuxième marché américain, le Chicago Mercantile Exchange (CME) a annoncé mercredi 20 novembre une série d'accords avec le Marché à terme international de France (Matif) et le London International Financial Futures and Options Exchange (Liffe) afin de négocier leurs produits de taux en dehors des créneaux horaires européens.

Le CME va ainsi coter des produits de taux à moyen et à long terme du Matif, libellés notamment en franc, écu ou euro. Ils seront négociés au CME après 18 heures à Paris (11 heures à Chicago) ou après la clôture de la cotation à la criée sur le Matif, si celle-ci intervient plus tôt, et jusqu'à la fermeture du CME.

LA PERSPECTIVE DE L'EURO

La mise en place de cet accord, conclu pour une durée initiale de cinq ans, débutera avec le contrat notionnel sur les emprunts d'Etat français. *« Nous sommes très satisfaits de cet accord qui constitue un jalon dans notre stratégie de préparation à l'union monétaire »* et *« qui confirme la reconnaissance du Matif comme marché leader sur les produits en euro »*, a indiqué Gerard Pfauwadel, président du Matif. Cet accord intervient après l'échec en août de la coopération du Matif avec la Bourse allemande, Deutsche Termin Boerse (DTB).

S'appuyant sur ses produits de taux (90 % de son activité), le Matif espère tirer profit de l'avènement de l'euro. Avec la disparition du risque de change, les investisseurs internationaux pourraient se porter plus facilement sur la dette française, qui deviendrait une référence en Europe compte tenu de son poids et de sa liquidité.

Mais le principal concurrent européen du Matif, le Liffe a également beancoup d'atouts dans son jeu. Il a annoncé lui aussi mercredi la conclusion d'un accord avec le CME, mais pour la négociation de ses contrats à court terme et notamment de l'euromark à trois mois. Or, le Chicago mercantile exchange est plutôt spécialisé dans les produits de taux courts et notamment l'eurodollar. Le Liffe a par ailleurs déjà signé un accord sur les produits de taux à moyen et long terme (le contrat sur le Bund allemand) avec l'autre grand marché à terme de Chicago et le numéro un mondial, le Chicago Board of Trade qui est justement le spécialiste des contrats sur les taux longs. *« Cela me laisse le sentiment que l'accord avec le CME pourrait bien être un lot de consolation pour Paris »*, explique à l'agence Reuter Marc Riez, le directeur général de IFF, une des principales maisons de courtage.

Pour tenir tête au Liffe, le Matif compte sur un autre avantage qu'il espère décisif : l'adhésion certaine de la France à l'Union monétaire dès 1999, alors que des incertitudes fortes pèsent sur la participation de la Grande-Bretagne, au moins dans un premier temps. Le Matif compte également prolonger son association sur les taux à moyen et long terme avec une Bourse asiatique afin d'offrir 24 heures sur 24 ces produits aux investisseurs de la planète. Le marché à terme de Singapour, le Simex pourrait devenir le nouvel allié du Matif.

E. L.

La fusion entre l'UAP et AXA coûtera plus de 2 milliards de francs à la BNP

LA PREMIÈRE conséquence tangible de la prise de contrôle de l'UAP par sa concurrente AXA, annoncée le 12 novembre, concerne la BNP. Alors que l'offre publique d'échange (OPE) que prévoit de lancer AXA sur les actions UAP (*Le Monde* du 13 novembre) devait débuter jeudi 21 novembre pour durer jusqu'au 18 décembre, le conseil d'administration de la BNP, réuni mercredi, a décidé de rendre publics les moyens d'amortir l'opération dans ses comptes et d'anticiper ainsi une éventuelle réaction négative des agences de notation. La banque détenait 16,5 % de la compagnie d'assurance dans le cadre de participations croisées. Le rapprochement AXA-UAP diluera à terme sa participation aux alentours de 5,7 % du nouvel ensemble.

La part de la BNP dans l'UAP est actuellement valorisée dans les comptes de la banque à 201 francs par action (pour un total de 54 millions d'actions). L'offre faite par AXA, compte tenu d'une garantie de cours de 157 francs par action, fait apparaître une moins-value de quelque 2,4 milliards de francs pour la BNP.

Le conseil d'administration de la BNP – comme celui de l'UAP deux jours auparavant – a approuvé l'opération, ainsi qu'une série de mesures neutralisant l'impact sur ses comptes. Michel Pébereau, président de la BNP, a annoncé que la banque cessera au 31 décembre de consolider sa participation dans l'UAP et qu'elle la *« valorisera dans ses comptes au niveau correspondant aux valeurs anticipées à moyen terme, la différence étant notamment compensée par des plus-values sur réalisations d'actifs et par reprise de provisions pour risques sectoriels et divers »*. Lors de la présentation des résultats semestriels du groupe, M. Pébereau avait souligné le surprovisionnement important qui existait au 30 juin sur les *« risques pays »*. Des cessions de créances sur des Etats souverains devraient suffire pour atteindre les réalisations d'actifs envisagées. En ce qui concerne les *« provisions pour risques sectoriels et divers »*, la banque dispose d'un surplus sur les provisions de 2,6 milliards de francs.

La fusion UAP-AXA, affirme la BNP, ne devrait pas avoir d'impact direct sur ses fonds propres ni sur ses résultats. La banque a d'ailleurs confirmé l'objectif de résultat net de l'exercice 1996, qui se situe *« dans la ligne du résultat du premier semestre »*. Elle a réalisé au premier semestre un résultat net part du groupe de 1,735 milliard de francs, en hausse de 80 % par rapport aux six premiers mois de 1995. Les résultats de l'OPE d'AXA sur l'UAP seront communiqués le 13 janvier 1997.

Babette Stern

Le Crédit Agricole intègre Indosuez dans son organisation

LES AXES DE LA RÉORGANISATION entre la Caisse nationale du Crédit Agricole (CNCA) et la Banque Indosuez, dont la « banque verte » a pris le contrôle en mai, ont été arrêtés le 20 novembre. Ils débouchent sur des mouvements d'hommes décidés par le conseil d'administration de la CNCA et le conseil de surveillance d'Indosuez. Philippe Guiral, directeur général adjoint de la CNCA chargé de l'international et des entreprises, et notamment de la filiale spécialisée dans les grands groupes, Unicrédit, devient vice-président directeur général du directoire d'Indosuez, présidé par Christian Maurin.

Le rapprochement des activités du Crédit Agricole et de celles d'Indosuez *donnera naissance à un grand pôle intitulé « international et grandes clientèles »*. Un deuxième grand pôle sera confié à Thierry Coste, également directeur général ajoint de la CNCA, chargé des marchés de capitaux. Il regroupera les activités de gestion de Ségespar, filiale de la CNCA, et d'Indosuez.

DÉPÊCHES

■ **GAN-CIC : le président du Sénat a volé jeudi 21 novembre** au secours du président du Gan, sommé de démissionner par le ministre de l'économie. *« Le président du Gan n'a pas démérité,* a estimé René Monory au micro d'Europe 1, *Il n'est pas responsable de la non privatisation du Gan. Ceux qui sont responsables sont ses prédécesseurs. M. Bonnaud n'a pas de raison de se culpabiliser »*. Pour M. Monory, le ministre de l'économie n'est pas *« forcément »* le seul critiquable dans cette affaire. *« C'est le gouvernement en général »*.

■ **EDF-CORSE : la direction régionale d'EDF en Corse et les représentants syndicaux CGT** ont signé le 20 novembre à Ajaccio un protocole mettant fin à un conflit de près d'un mois. L'accord prévoit la création de 20 emplois et le redéploiement de 8 autres qui devaient être supprimés. La sortie du conflit, qui achoppait en particulier sur le paiement des jours de grève, se conclut par des retenues de salaires sur cinq jours, alors que le conflit s'était généralisé le 22 octobre, a souligné la CGT.

■ **CHARBONNAGES DE FRANCE : l'entreprise a accordé** à l'occasion du cinquantenaire de sa nationalisation, une journée de congé payé supplémentaire et une prime de 500 francs, a annoncé mercredi 20 novembre la Fédération Nationale des Mineurs Force Ouvrière.

■ **ALCATEL : le groupe français de télécommunications** a annoncé le 20 novembre un contrat avec l'opérateur de téléphonie mobile SFR de plus d'un milliard de francs sur la période 1996-1998.

■ **JAPON : le ministère des finances a ordonné jeudi 21 novembre à la** Hanwa Bank, banque en difficulté dans l'ouest du Japon, de suspendre toutes ses activités à l'exception des retraits de dépôts. C'est la première décision de ce genre en un demi-siècle au Japon.

■ **CABLE & WIRELESS : l'opérateur téléphonique britannique** négocie une alliance avec l'américain Nynex selon le *Financial Times* du 21 novembre.

■ **AT&T : le groupe américain de télécommunications** a annoncé le 20 novembre que sa filiale informatique NCR deviendra une société indépendante le 31 décembre 1996.

■ LE PRÉSIDENT DU CONSEIL italien Romano Prodi a confirmé mardi que l'Italie avait mis en route les négociations sur le retour de la lire dans le système monétaire européen.

■ WALL STREET a battu mercredi son dixième record depuis le début du mois. L'indice Dow Jones a terminé à 6 430,02 points en hausse de 32,42 points (0,51 %).

■ LE FRANC a perdu un peu de terrain à 3,3848 pour un mark, suite aux déclarations de Valéry Giscard d'Estaing, en faveur d'un franc *« plus bas »*.

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé en baisse de 0,2 % jeudi 21 novembre. L'indice Nikkei a abandonné en clôture 46,62 points pour s'inscrire à 21 143,34 points.

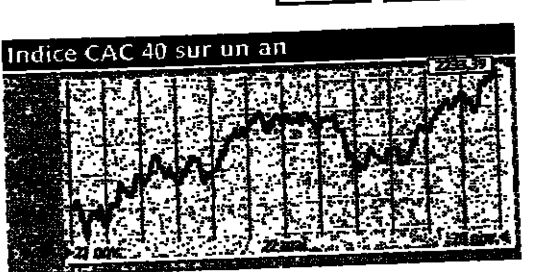
■ LE DOLLAR était en hausse jeudi 21 novembre face au yen sur le marché des changes de Tokyo à 111,54 yens par rapport à 111,50 yens à la clôture à New York mercredi.

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↘ Clôture | CAC 40 ↗ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↗ 1 mois

NEW YORK ↗ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN → MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

Hésitation à la Bourse de Paris



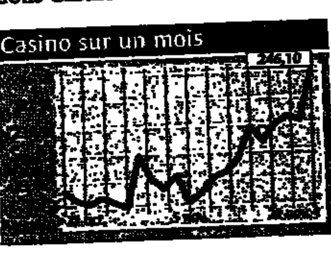
CAC 40 5 jours

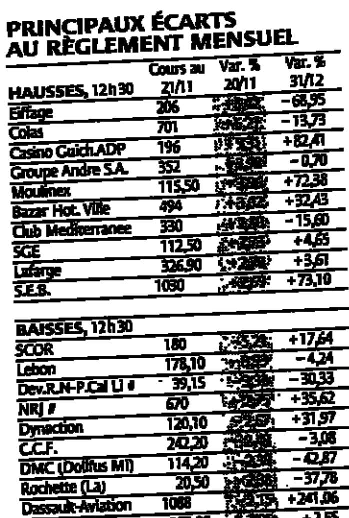
LA TENDANCE était hésitante jeudi 21 novembre à la Bourse de Paris à la veille de la liquidation mensuelle – pour l'instant gagnante de près de 4 % –, généralement propice à des prises de bénéfice. En repli de 0,30 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,15 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises avaient refait le chemin perdu et même au-delà puisqu'elles affichaient un gain de 0,25 % à 2 238,91 points. Le volume des échanges s'élevait sur le compartiment à règlement mensuel à 2,1 milliards de francs, dont 1,5 milliard sur les valeurs de l'indice CAC 40.

Du côté des valeurs, les ADP Casino étaient recherchées, 0,82 % du capital ayant déjà été échangé. Le titre était en hausse de 4 % sur des rumeurs de rapprochement imminent de Promodès avec Casino. Autre valeur à jouer les vedettes : Moulinex, qui gagnait 3,9 % après l'annonce d'une participation de 5,48 % du groupe du financier américain Georges Soros dans le capital de la société d'électroménager. Depuis le début de l'année le titre – au plus haut jeudi – a gagné près de 70 %. Club Méditerranée montait de 3 % et Groupe André de 3,40 %. On notait, par ailleurs, la baisse de 4,80 % de Lebon, de 2,8 % de NRJ et de 2,6 % de Scor.

Casino, valeur du jour

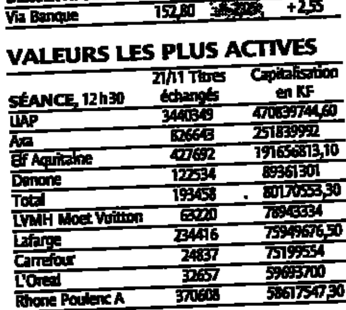
LE TITRE Casino a terminé la séance à son plus haut niveau de l'année, mercredi 20 novembre, à la Bourse de Paris. L'action a gagné 2,5 %, à 246,10 francs, dans un volume nourri de 498 000 titres. Selon les observateurs, le titre a bénéficié de nouvelles spéculations sur l'imminence d'un rapprochement entre Casino et Promodès, formellement démenti jeudi matin. Les boursiers estiment que celui-ci pourrait se faire par le biais d'une offre publique d'échange (OPE) dont la parité retenue serait de une action Promodès pour six actions Casino.





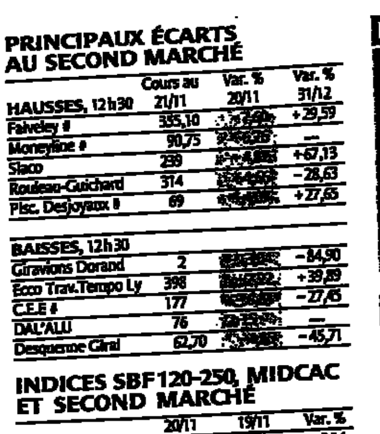
PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 21/11	Var. % 20/11	Var. % 31/12
Eiffage	206	[illegible]	−68,95
Colas	701	[illegible]	−13,73
Casino Guich.ADP	196	[illegible]	+82,41
Groupe Andre S.A.	352	[illegible]	−0,70
Moulinex	115,50	[illegible]	+72,38
Bazar Hot. Ville	494	[illegible]	+32,43
Club Mediterranee	330	[illegible]	−15,60
SGE	112,50	[illegible]	+4,65
Lafarge	326,90	[illegible]	+3,61
S.E.B.	1050	[illegible]	+73,10
BAISSES, 12h30			
SCOR	180	[illegible]	+17,64
Lebon	178,10	[illegible]	−4,24
Dev.R.N-P.Cal Li #	39,15	[illegible]	−30,33
NRJ #	670	[illegible]	+35,62
Dynaction	120,10	[illegible]	+31,97
C.C.F.	242,20	[illegible]	−3,08
DMC (Dollfus Mi)	114,20	[illegible]	−42,87
Rochette (La)	20,50	[illegible]	−37,78
Dassault-Aviation	1088	[illegible]	+241,06
Via Banque	152,80	[illegible]	+2,55



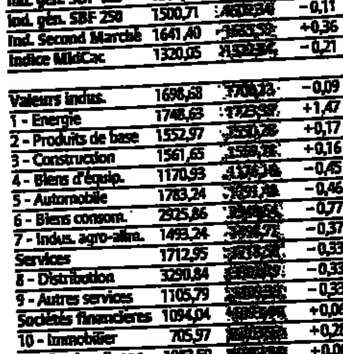
VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	21/11 Titres échangés	Capitalisation en KF
UAP	3440349	470839744,60
Axa	826643	251839992
Elf Aquitaine	427692	191656813,10
Danone	122534	89361301
Total	193458	80170553,30
LVMH Moet Vuitton	63220	78943334
Lafarge	234416	75949676,50
Carrefour	24837	75199554
L'Oreal	32657	59693700
Rhone Poulenc A	370608	58617547,30



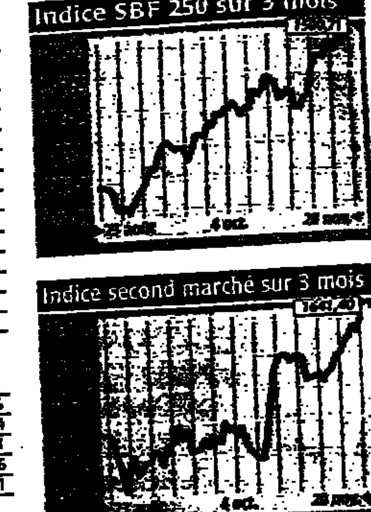
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

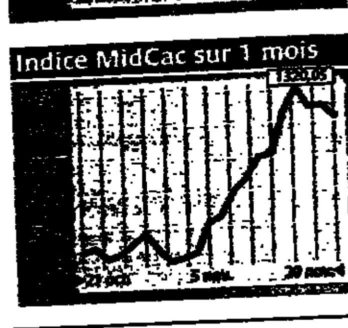
HAUSSES, 12h30	Cours au 21/11	Var. % 20/11	Var. % 31/12
Faiveley #	355,10	[illegible]	+29,59
Moneyline #	90,75	[illegible]	—
Slaco	239	[illegible]	+67,13
Rouleau-Guichard	314	[illegible]	−28,63
Plsc. Desjoyaux #	69	[illegible]	+27,65
BAISSES, 12h30			
Giravions Dorand	2	[illegible]	−84,90
Ecco Trav.Tempo Ly	398	[illegible]	+39,89
C.E.E #	177	[illegible]	−27,45
DAL'ALU	76	[illegible]	—
Desquenne Giral	62,70	[illegible]	−45,71



INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	20/11	19/11	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1562,15	[illegible]	−0,14
Ind. gén. SBF 250	1500,71	[illegible]	−0,11
Ind. Second Marché	1641,40	[illegible]	+0,36
Indice MidCac	1320,05	[illegible]	−0,21
Valeurs indus.	1698,68	[illegible]	−0,09
1 - Energie	1748,63	[illegible]	+1,47
2 - Produits de base	1552,97	[illegible]	+0,17
3 - Construction	1561,65	[illegible]	+0,16
4 - Biens d'équip.	1170,93	[illegible]	−0,45
5 - Automobile	1783,24	[illegible]	−0,46
6 - Biens consom.	2925,86	[illegible]	−0,77
7 - Indus. agro-alim.	1493,24	[illegible]	−0,37
Services	1712,95	[illegible]	−0,33
8 - Distribution	3290,84	[illegible]	−0,33
9 - Autres services	1105,79	[illegible]	−0,33
Sociétés financières	1094,04	[illegible]	+0,06
10 - Immobilier	705,97	[illegible]	+0,28
11 - Services financ.	1083,50	[illegible]	+0,06
12 - Sociétés invest.	1410,68	[illegible]	−0,06





Prises de bénéfice à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé en baisse de 0,2 %, mercredi 20 novembre, l'indice Nikkei reculant peu avant la clôture après un courant d'achats en début de séance. L'indice Nikkei a abandonné 46,62 points pour terminer à 21 143,34 points.

La veille, profitant de la bonne performance de certaines valeurs vedettes et d'une baisse des rendements sur le marché obligataire, Wall Street a conquis le sommet des 6 400 points. L'indice Dow Jones a terminé à 6 430,02 points, en hausse de 32,42 points, soit 0,51 %. Le principal indicateur de Wall Street a enregistré presque la moitié de ses gains grâce à un bond de l'action Caterpillar. General Motors, une autre valeur vedette, a également contribué de façon déterminante à la progression de l'indice. En Europe, la Bourse de Londres a reculé, de nouvelles statistiques signalant un risque d'accélération de l'inflation en Grande-Bretagne. L'indice Footsie a terminé en baisse de 15,3 points, soit 0,38 %, à 3 962,8 points. La Bourse de Francfort a, pour sa part terminé en hausse de 0,38 % à 2 774,50 points.

INDICES MONDIAUX

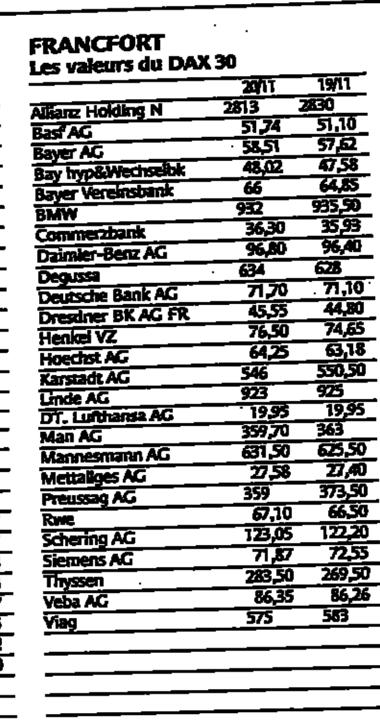
	Cours au 20/11	Cours au 19/11	Var. en %
Paris CAC 40	2230,84	[illegible]	−0,41
New-York/DJ indus.	6429,28	[illegible]	+0,49
Tokyo/Nikkei	21190	[illegible]	+1,10
Londres/FT100	3961,50	[illegible]	−0,42
Francfort/Dax 30	2774,50	[illegible]	+0,38
Frankfort/Commer.	966,93	[illegible]	+0,63
Bruxelles/Bel 20	2223,90	[illegible]	−0,41
Bruxelles/Général	1859,35	[illegible]	−0,41
Milan/MIB 30	964	964	—
Amsterdam/Gé. Cbs	414,10	[illegible]	−0,05
Madrid/Ibex 35	391,45	[illegible]	+0,16
Stockholm/Affarsal	1748,37	1748,37	—
Londres FT30	2809,20	[illegible]	−0,48
Hong Kong/Hang S.	13167,20	[illegible]	+0,84
Singapour/Strait t	2194,28	[illegible]	+1,10

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	20/11	19/11
Alcoa	63,50	61,75
American Express	50,87	50,75
Allied Signal	72,87	72,62
AT & T	37,25	37,12
Bethlehem	9	9
Boeing Co	96,37	94
Caterpillar Inc.	78,62	73,87
Chevron Corp.	67,25	67,50
Coca-Cola Co	51,75	51,75
Disney Corp.	71,75	71
Du Pont Nemours&Co	92,87	93,37
Eastman Kodak Co	83,50	84,62
Exxon Corp.	91,37	91,87
Gen. Motors Corp.H	57,12	54,62
Gén. Electric Co	102,75	103
Goodyear T & Rubbe	49,12	48,75
IBM	152,75	153,75
Intl Paper	43	43,50
J.P. Morgan Co	89,87	89,87
Mc Don Dougl	53,12	52,37
Merck & Co.Inc.	82,62	81,87
Minnesota Mng.&Mfg	82,87	82,37
Philip Moris	101,87	101,62
Procter & Gamble C	109	107,87
Sears Roebuck & Co	48,12	48,50
Texaco	99,87	100
Union Carb.	45,87	45,75
Utd Technol	133,37	133,25
Westingh. Electric	18,62	18,87
Woolworth	24,25	24,25

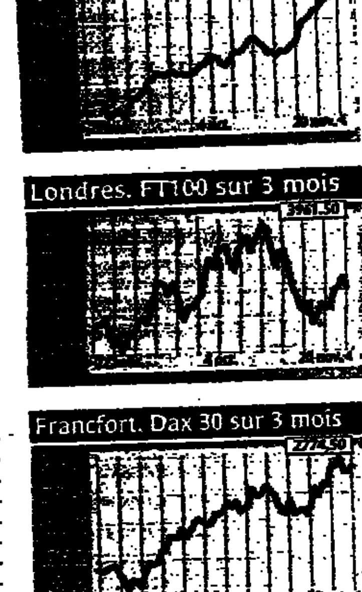
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	20/11	19/11
Allied Lyons	4,49	4,53
Barclays Bank	9,84	9,73
B.A.T. Industries	4,36	4,36
British Aerospace	11,45	11,54
British Airways	5,93	5,93
British Gas	2,29	2,31
British Petroleum	6,84	6,87
British Telecom	3,59	3,63
B.T.R.	2,41	2,44
Cadbury Schweppes	5,08	5,12
Eurotunnel	0,86	0,88
Glaxo	9,53	9,59
Grand Metropolitan	4,64	4,71
Guinness	4,39	4,45
Hanson Plc	0,77	0,79
Great Ic	6,63	6,62
H.S.B.C.	12,14	12,15
Impérial Chemical	7,65	7,68
Legal	8,29	8,29
Marks and Spencer	4,78	4,81
National Westminst	6,86	6,97
Peninsular Orienta	6,07	6,07
Reuters	7,10	7,14
Saatchi and Saatch	0,98	0,98
Shell Transport	9,91	9,97
Tate and Lyle	4,67	4,65
Univeler Ltd	13,62	13,62
Zeneca	16,87	16,90



FRANCFORT
Les valeurs du DAX 30

	20/11	19/11
Allianz Holding N	2813	2830
Basf AG	51,74	51,10
Bayer AG	58,51	57,62
Bay hyp&Wechselbk	48,02	47,58
Bayer Vereinsbank	66	64,85
BMW	932	935,50
Commerzbank	36,30	35,93
Daimler-Benz AG	96,80	96,40
Degussa	634	628
Deutsche Bank AG	71,70	71,10
Dresdner BK AG FR	45,55	44,80
Henkel VZ	76,50	74,65
Hoechst AG	64,25	63,18
Karstadt AG	546	550,50
Linde AG	923	925
DT. Lufthansa AG	19,95	19,95
Man AG	359,70	363
Mannesmann AG	631,50	625,50
Mettaliges AG	27,58	27,40
Preussag AG	359	373,50
Rwe	67,10	66,50
Schering AG	123,05	122,20
Siemens AG	71,87	72,55
Thyssen	283,50	269,50
Veba AG	86,35	86,26
Viag	575	583



LES TAUX

PARIS → Jour le jour | PARIS ↘ OAT 10 ans | NEW YORK ↘ Jour le jour | NEW YORK ↘ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↗ Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bunds 10 ans

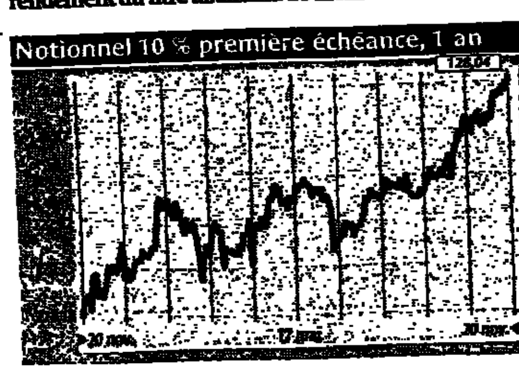
Légère progression du Matif

LE CONTRAT notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en légère hausse, jeudi 21 novembre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre gagnait 4 centièmes, à 127,74 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,82 %, soit au même niveau que le rendement du titre allemand de même échéance.

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en hausse, à la suite du bon déroulement de l'adjudication du titre à cinq ans. Le rendement de l'emprunt à 30 ans s'était détendu revenant de 6,43 % à 6,41 %.

La Banque de France a laissé inchangé, jeudi matin, à 3,31 %, le taux de l'argent au jour le jour. Les taux à trois mois se tendaient légèrement à 3,35 %.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 20/11	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,25	5,79	6,73	1,80
Allemagne	3	5,79	6,71	1,40
Grande-Bretagne	5,75	7,55	7,77	2,70
Italie	7,37	7,59	8,09	3,40
Japon	0,44	2,63	—	−0,20
États-Unis	5,06	6,16	6,44	2,90

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 20/11	Taux au 19/11	Indice (base 100 fin 95)
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,44	4,45	102,45
Fonds d'État 5 à 7 ans	5,16	5,20	105,63
Fonds d'État 7 à 10 ans	5,59	5,62	106,65
Fonds d'État 10 à 15 ans	6	6	105,91
Fonds d'État 20 à 30 ans	6,56	6,58	108,71
Obligations françaises	5,91	5,95	106,56
Fonds d'État à TME	−2,21	−2,21	101,80
Fonds d'État à TRE	−1,84	−1,84	102,05
Obligat. franç. à TME	−1,80	−1,76	101,49
Obligat. franç. à TRE	+0,08	+0,09	100,48

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

	Achat 20/11	Vente 20/11	Achat 19/11	Vente 19/11
Jour le jour	3,3125	—	3,3125	—
1 mois	3,32	3,40	3,28	3,40
3 mois	3,33	3,43	3,34	3,44
6 mois	3,42	3,52	3,45	3,57
1 an	3,58	3,60	3,58	3,63
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	3,4141	—	3,4102	—
Pibor Francs 3 mois	3,4453	—	3,4648	—
Pibor Francs 6 mois	3,5000	—	3,5319	—
Pibor Francs 9 mois	3,5469	—	3,5664	—
Pibor Francs 12 mois	3,6055	—	3,6250	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Ecu 3 mois	4,1875	—	4,1875	—
Pibor Ecu 6 mois	4,1875	—	4,1875	—
Pibor Ecu 12 mois	4,2500	—	4,2500	—

MATIF

Échéances 20/11	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Déc. 96	159039	128,04	128,14	127,68	127,70
Mars 97	12704	127,94	128,04	127,50	127,60
Juin 97	50	126,74	126,78	126,34	126,38
Sept. 97	—	—	—	—	—
PIBOR 3 MOIS					
Déc. 96	11548	96,52	96,53	96,48	96,51
Mars 97	15015	96,48	96,49	96,44	96,46
Juin 97	10271	96,45	96,45	96,39	96,40
Sept. 97	5300	96,40	96,40	96,30	96,32
ÉCU LONG TERME					
Déc. 96	1633	—	95,36	94,94	95,02
Mars 97	150	94,52	94,52	94,52	94,58

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 20/11	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Nov. 96	19103	[illegible]	2248	2222	2235,50
Déc. 96	1437	[illegible]	2252,50	2229,50	2240
Janvier 97	505	[illegible]	2257,50	2243	2245,50
Mars 97	—	[illegible]	—	[illegible]	2257

LES MONNAIES

US/F ↘ 5,0760 | US/DM ↘ 1,4965 | US/¥ ↘ 111,5600 | DM/F ↗ 3,3845 | £/F ↗ 8,5165

Repli du dollar et du franc

LE DOLLAR s'inscrivait en baisse, jeudi matin 21 novembre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,4976 mark, 5,0715 francs et 111,47 yens.

Il s'était nettement replié, la veille, après l'annonce d'un déficit de la balance commerciale américaine plus important que prévu au mois de septembre (11,3 milliards de dollars). Il avait également été affecté par la publication de la croissance de la masse monétaire allemande en octobre (8,4 %).

La proposition de Valéry Giscard d'Estaing de déprécier le franc de 8 % face au mark pesait, parallèlement, sur les cours du franc. La devise française s'échangeait à 3,3858 francs pour un deutschemark. La lire italienne, en revanche, progressait fortement, à 996,10 lires pour un mark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 20/11	% 19/11	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	338,4500	[illegible]	326	[illegible]
Ecu	6,5025	[illegible]	—	[illegible]
Etats-Unis (1 usd)	5,0760	[illegible]	4,7900	[illegible]
Belgique (100 F)	16,4205	[illegible]	15,8600	[illegible]
Pays-Bas (100 fl)	301,7300	[illegible]	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	3,3830	[illegible]	3,1100	[illegible]
Danemark (100 krd)	88,1300	[illegible]	82,2500	[illegible]
Irlande (1 iep)	8,5380	[illegible]	8,1000	[illegible]
Gde-Bretagne (1 L)	8,5165	[illegible]	8,0700	[illegible]
Grèce (100 drach.)	2,1430	[illegible]	1,9000	[illegible]
Suède (100 krs)	76,8000	[illegible]	71	[illegible]
Suisse (100 F)	400,2200	[illegible]	387	[illegible]
Norvège (100 k)	80,4000	[illegible]	74,5000	[illegible]
Autriche (100 sch)	48,0910	[illegible]	46,4000	[illegible]
Espagne (100 pes.)	4,0220	[illegible]	3,7200	[illegible]
Portugal (100 esc.	3,3500	[illegible]	2,9500	[illegible]
Canada 1 dollar ca	3,7855	[illegible]	3,4800	[illegible]
Japon (100 yens)	4,5656	[illegible]	4,3500	[illegible]
Finlande (mark)	112,2400	[illegible]	105,5000	[illegible]

PARITÉS DU DOLLAR	21/11	20/11	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,4965	1,5256	−1,94
TOKYO : USD/Yens	111,5600	111,5900	−0,03

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant :	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar États-Unis	5,0802	5,0792	5,0910	5,0900
Yen (100)	4,5706	4,5676	4,5791	4,5740
Deutschemark	3,3807	3,5882	3,3793	3,3803
Franc Suisse	4,0058	4,0011	3,9942	3,9903
Lire ital. (1000)	3,3724	3,3689	3,3597	3,3557
Livre sterling	8,5200	8,5116	8,4694	8,4926
Peseta (100)	4,0188	4,0163	4,0182	4,0142
Franc Belge	16,406	16,395	16,407	16,393

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,34	3,37	3,50
Eurodollar	5,25	5,43	5,44
Eurolivre	6,50	6,31	6,50
Eurodeutschemark	3,03	3,15	3,15

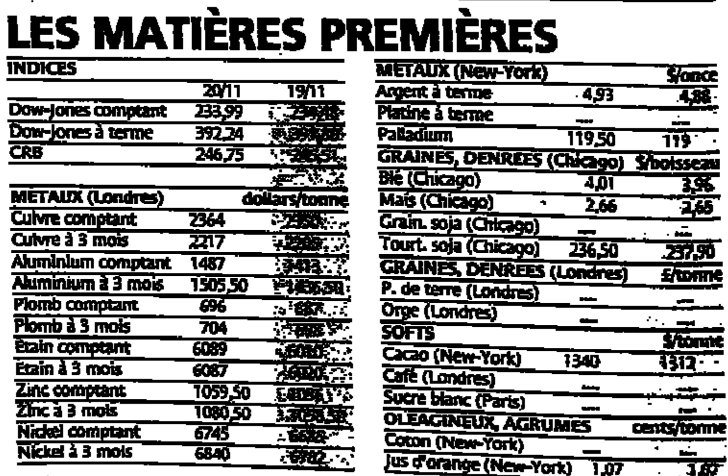
L'OR

	cours 20/11	cours 19/11
Or fin (k. barre)	61800	61500
Or fin (en lingot)	62200	61850
Once d'Or Londres	378,20	379,10
Pièce française(20f)	356	353
Pièce suisse (20f)	354	352
Pièce Union lat(20f)	354	354
Pièce 20 dollars us	2350	2350
Pièce 10 dollars us	1510	1510
Pièce 50 pesos mex.	2295	2320

LE PÉTROLE

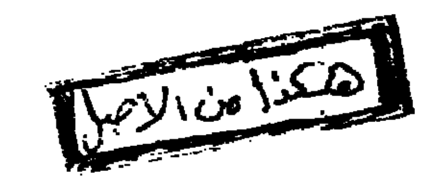
En dollars	cours 20/11	cours 19/11
Brent (Londres)	—	—
WTI (New York)	—	—
Crude Oil (New York)	—	—

LES MATIÈRES PREMIÈRES



INDICES	20/11	19/11
Dow-Jones comptant	233,99	[illegible]
Dow-Jones à terme	392,24	[illegible]
CRB	246,75	[illegible]
METAUX (Londres)		dollars/tonne
Cuivre comptant	2364	[illegible]
Cuivre à 3 mois	2217	[illegible]
Aluminium comptant	1487	[illegible]
Aluminium à 3 mois	1505,50	[illegible]
Plomb comptant	696	[illegible]
Plomb à 3 mois	704	[illegible]
Etain comptant	6089	[illegible]
Etain à 3 mois	6087	[illegible]
Zinc comptant	1059,50	[illegible]
Zinc à 3 mois	1080,50	[illegible]
Nickel comptant	6745	[illegible]
Nickel à 3 mois	6840	[illegible]

METAUX (New-York)		$/once
Argent à terme	4,93	4,88
Platine à terme	—	—
Palladium	119,50	119
GRAINES, DENREES (Chicago)		$/boisseau
Blé (Chicago)	4,01	3,96
Maïs (Chicago)	2,66	2,65
Grain. soja (Chicago)	—	—
Tourt. soja (Chicago)	236,50	237,90
GRAINES, DENREES (Londres)		£/tonne
P. de terre (Londres)	—	—
Orge (Londres)	—	—
SOFTS		$/tonne
Cacao (New-York)	1340	1312
Café (Londres)	—	—
Sucre blanc (Paris)	—	—
OLEAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne
Coton (New-York)	—	—
Jus d'orange (New-York)	1,07	3,87





RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 21 NOVEMBRE

Liquidation : 22 novembre
Taux de report : 3,38
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS

+0,31 %
CAC 40 : 2240,27

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
B.N.P. (T.P)	930	[illegible]	—	910
Cr.Lyonnais(T.P.)	800	[illegible]	- 0,12	782
Renault (T.P.)	1598	[illegible]	- 0,18	1599
Rhone Poulenc(T.P)	1855	[illegible]	+ 0,26	1850
Saint Gobain(T.P.)	1226	[illegible]	- 1,14	[illegible]
Thomson S.A (T.P)	1023	[illegible]	+ 0,09	1005
Accor	665	[illegible]	+ 0,45	625
AGF-Ass.Gen.France	166	[illegible]	—	149
Air Liquide	776	[illegible]	+ 0,12	780
Alcatel Alsthom	457,50	[illegible]	- 0,26	430
Axa	302	[illegible]	+ 1,62	310
Axime	626	[illegible]	+ 0,63	585
Bail Investis	759	[illegible]	- 0,92	775
Bancaire (Cie)	560	[illegible]	+ 0,53	510
Bazar Hot. Ville	479,50	[illegible]	+ 3,02	485
Bertrand Faure	196	[illegible]	- 1,22	187
BIC	762	[illegible]	—	[illegible]
BIS	520	[illegible]	- 0,76	525
B.N.P.	203,80	[illegible]	+ 1,42	[illegible]
Bollore Techno.	555	[illegible]	—	580
Bongrain	2049	[illegible]	+ 0,04	2080
Bouygues	530	[illegible]	- 0,94	[illegible]
Bouygues Offs.	124	[illegible]	- 0,80	[illegible]
Canal +	1222	[illegible]	- 0,98	[illegible]
Cap Gemini	245	[illegible]	- 0,04	248
Cred.Fon.France	69,50	69,30	- 0,28	69
Credit Local Fce	466	464,60	- 0,30	440
Credit Lyonnais CI	137,30	136	- 0,94	138
Credit National	287	284	- 1,04	286
CS Signaux(CSEE)	220	221	+ 0,45	225
Damart	4126	4170	+ 1,06	4160
Danone	725	733	+ 1,10	715
Dassault-Aviation	1112	1088	- 2,15	1050
Dassault Electro	451	450	- 0,22	395
Dassault Systemes	243,80	240,10	- 1,51	219
De Dietrich	208,70	208	- 0,33	200
Degremont	380,10	386	+ 1,55	395
Dev.R.N-P.Cal Li #	40,50	39,15	- 3,33	40
DMC (Dollfus Mi)	117	114,20	- 2,39	148
Dynaction	123,40	120,10	- 2,67	132
Eaux (Gle des)	635	636	+ 0,15	600
Eiffage	190	206	+ 8,42	340
Elf Aquitaine	445,10	449,50	+ 0,98	428
Eramet	287	281	—	349
Eridania Beghin	826	821	- 0,60	805
Essilor Intl	1514	1508	- 0,39	1350
Essilor Intl ADP	1190	1210	+ 1,68	1028
Esso	545	545	—	530
Eurafrance	2288	2292	+ 0,26	2148
Euro Disney	11,15	11,10	- 0,44	10,30
Europe 1	1110	1117	+ 0,63	1070
Eurotunnel	7,45	7,40	- 0,67	7,50
Filipacchi Medias	1100	1090	- 0,90	1130
Fimalac SA	460	460	—	480
Finextel	83,10	82,55	- 0,66	84
Fives-Lille	489	486	- 0,61	460
Fromageries Bel	4300	4290	- 0,23	4490
Galeries Lafayette	1810	1811	+ 0,05	1690
GAN	115,20	113,60	- 1,38	120
Gascogne (B)	435,80	434,80	- 0,22	480
Gaumont #	425,10	425	- 0,02	400
Caz et Eaux	2104	2100	- 0,19	2100
Geophysique	370	370,70	+ 0,18	370
G.F.C	445,10	447	+ 0,42	430
Groupe Andre S.A.	338,50	352	+ 3,98	350
Gr.Zannier (Ly) #	104	103,90	- 0,09	111

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
United Technol. #	675	678	+ 0,44	655
Vaal Reefs #	389	390	+ 0,25	430
Volkswagen A.G #	2115	2105	- 0,47	1980
Volvo (act.B) #	104,70	106	+ 1,24	109
Western Deep #	168,90	169,90	+ 0,59	166
Yamanouchi #	107,50	108,10	+ 0,55	106
Zambia Copper	6,45	6,40	- 0,77	6

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 21 NOVEMBRE

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	229	229
Commerzbank AG	119,60	129,50
Fiat Ord.	16,80	16,80
Gevaert	339	339

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 21 NOVEMBRE

NOUVEAU MARCHÉ

Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 21 NOVEMBRE

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 21 NOVEMBRE

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 20 novembre

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

AUTOMOBILE Depuis le début de la semaine le réseau Renault commercialise le nouvel Espace. Déjà construite à 500 000 exemplaires depuis son lancement en 1984, cette voiture possédait de nombreux atouts pour séduire une clientèle familiale. Mais les concepteurs de la troisième génération de ce monospace ont voulu aller encore plus loin. ● APRÈS AVOIR INTERROGÉ des enfants et des utilisateurs, ils ont choisi de construire la voiture *« comme s'il s'agissait d'une habitation »*. ● LES LIEUX DE RANGEMENT ont été multipliés et deviennent presque les placards d'une maison roulante. Au total l'habitacle *offre* 100 litres de rangement, qui permettent aux passagers de « vivre » dans un lieu convivial dans lequel *on peut se déplacer*. ● LA MÉGANE SCÉNIC, berline aux allures de monospace de la gamme Renault, a été élue voiture de l'année 1997 par un jury de journalistes.

Le nouveau Renault Espace s'efforce de recréer l'univers domestique

Forts de leur succès auprès d'une clientèle familiale, les concepteurs de la troisième génération de ce monospace ont réalisé un véhicule où les passagers conjuguent convivialité et préservation de leur intimité

L'ALLURE générale du Renault Espace n'a pas fondamentalement évolué. Tout au plus le profil du nouveau modèle s'est-il fait un peu plus massif (il a grandi de sept centimètres), avec de très réussis rétroviseurs sculptés dans la carrosserie et une calandre plus agressive. Mais ce n'est pas seulement sur son aspect extérieur que l'on peut juger la troisième génération de cette voiture développée depuis 1984 par Renault et Matra, désormais commercialisée. L'Espace, référence européenne dans la catégorie des monospaces, c'est d'abord un habitacle et une ambiance. Confrontés à une vive concurrence, ses concepteurs l'ont bien compris : cette fois, ils ont poussé encore plus loin le concept de voiture-maison.

Cette déclinaison des thèmes domestiques apparaît tout d'abord avec l'étonnant coffre de rangement – en la matière, il est impossible d'employer le terme de « boîte à gants » – situé au centre de la planche de bord. D'une contenance de 33 litres, ce mini-placard peut recevoir un attaché-case (mais aussi un parapluie et des guides, cartes ou atlas routiers) et a nécessité d'éclater le chauffage en deux parties.

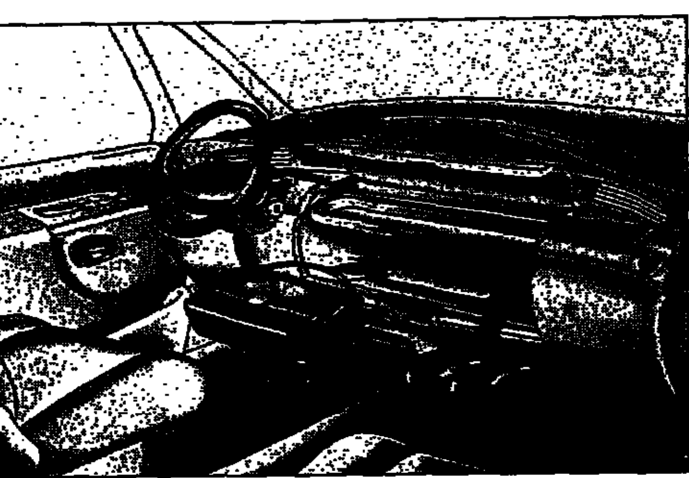
Par ailleurs, un effort supplémentaire a été consenti en matière de modularité. Avec son plancher plat et ses sièges interchangeables, la Renault est pensée *« comme une plate-forme de type Lego »*. Sur les premiers niveaux de finition, des glissières intégrées au siège permettent de multiplier les positionnements. En option (4 000 francs) et en série sur le haut de gamme (version RXT), des rails remplacent les anneaux de fixation et permettent de façonner un habitacle à géométrie variable.

Il est ainsi possible d'aligner longitudinalement sur une même rangée les cinq sièges arrière (repliés) afin de dégager un espace de chargement. Cette flexibilité permet à peine de relativiser le défaut congénital de tous les monospaces, auquel n'échappe pas l'Espace : la modeste capacité du coffre lorsque six ou sept personnes sont transportées.

Plus encore que sur la Scenic, le petit monospace de Renault, les espaces de rangement existent à profusion. Ils se déclinent en mini-coffres, placés à l'avant et sous les pieds, cachettes dissimulées dans les bacs de porte et passages de roue, porte-gobelets et porte-maxi-bouteille d'eau aménagés un peu partout.

POPULAIRE AUPRÈS DES JEUNES

Au total, l'habitacle de l'Espace offre 100 litres de rangement. Renault et Matra n'en ont-ils pas fait un peu trop ? *« Comme s'il s'agissait d'une habitation, l'Espace doit être un lieu convivial à l'intérieur duquel on peut se déplacer, mais il doit aussi être capable de préserver l'individu en lui permettant de s'aménager une sorte de bulle,* répond Arnaud Morbieu, chef de projet commercial chez Renault. *Regardez comment évolue l'ameublement. Le catalogue Ikea fait la part de plus en plus belle aux meubles qui comportent une multiplicité de petits tiroirs plutôt que de grands rangements. Nous suivons la tendance. »*



DOCUMENT RENAULT

L'intérieur du Renault Espace se singularise par la présence d'un coffre de bord transformable d'une capacité de 33 litres, mais aussi de deux trappes assez larges aménagées aux pieds du conducteur et du passager avant. En plus du coffre, la capacité de rangement disponible atteint 100 litres.

D'autres détails contribuent à recréer l'univers domestique : les vitres arrière et les toits ouvrants sont garnis de rideaux pare-soleil, la planche de bord est recouverte du même tissu que le reste de l'habitacle, sans oublier les tablettes situées à l'arrière des sièges et les éclairages individuels.

Enfin, comme pour la télé du salon, la radiocassette de l'Espace fonctionne avec une télécommande. Cet accessoire a suscité de vifs débats parmi les concepteurs de l'Espace. Une télécommande permet en effet aux passagers installés à l'arrière de déterminer le programme musical. Or ces passagers sont le plus souvent des enfants. Allait-on créer un conflit familial majeur ? Finalement, Renault et Matra ont choisi leur camp.

C'est aussi parce que l'Espace se doit d'être très populaire auprès des plus jeunes (très influents sur les choix automobiles de leurs parents) que cette voiture, dont 70 % des utilisateurs ont au moins deux enfants, ressemble à un cocon domestique. Selon les études de Renault, beaucoup d'enfants vivent le voyage comme un moment désagréable, durant lequel *« ils perdent le statut et l'indépendance dont ils bénéficient chez eux »* et qui peut les amener *« à une fuite dans la maladie »*. La firme, qui a longuement interrogé des moins de quinze ans lors de la conception du nouvel Espace, n'a pas encore pu répondre favorablement à la demande unanime et insistante des plus petits : installer des toilettes dans l'habitacle...

Le nouveau Renault Espace, commercialisé dès à présent à partir de 153 000 francs, pense aussi à ceux qui prendront place à son volant. Le moteur est désormais placé en position transversale, la position de conduite a été – enfin – améliorée, et le tableau de bord à affichage digital, simple et très lisible, ressemble à celui de la Twingo.

Dernier détail : en France, les Espace ne seront pas équipés d'un compte-tours. Un choix qui sera sûrement critiqué mais qui apparaît tout à fait logique, compte tenu de la souplesse d'utilisation des moteurs et des transmissions des voitures modernes.

D'autres constructeurs ont également saisi l'importance grandissante que revêt l'architecture intérieure des automobiles. Les derniers exemples viennent d'Opel – qui s'apprête à lancer son propre monospace, le Sintra –, dont la nouvelle Vectra break (à partir de 114 000 francs) dispose d'un coffre où a été aménagée une petite trappe accessible depuis la banquette arrière, mais aussi de Mercedes. Le monospace classe V (à partir de 187 500 francs) dispose d'une table qui peut être relevée et permet aux passagers arrière de converser en vis-à-vis pendant le voyage. La cuisine peut aussi être source d'inspiration : le classe V haut de gamme reçoit un réfrigérateur de 10 litres.

J.-M. N.

La Scénic, voiture de l'année 1997

La Renault Scénic, commercialisée depuis le Mondial de l'automobile de Paris, a été élue « voiture de l'année 1997 » par un jury composé de cinquante-cinq journalistes de la presse automobile européenne réunis à l'initiative de six journaux, dont *L'Equipe* pour la France. Variante de la Mégane, dont elle emprunte la plate-forme, la Scénic est le premier monospace de milieu de gamme produit en Europe. Ce *« petit Espace »*, qui compte cinq places modulables permettant de multiples configurations, représentait dès son premier mois de commercialisation 2,4 % du marché français toutes marques (4 800 immatriculations en octobre). La Scénic, placée en tête par 33 des 55 journalistes représentant 21 pays, succède aux Fiat Bravo-Brava. Elle a devancé la Ford Ka, la Skoda Octavia, la Volskwagen Passat et l'Audi A3. Depuis la création de ce trophée, en 1964, trois autres Renault ont été consacrées « voiture de l'année » : la Renault 16 (1966), la Renault 9 (1982) et la Clio (1991).

Philippe Guédon, PDG de Matra-Automobile

« Les utilisateurs veulent des territoires personnels, comme à la maison »

« Pour cette troisième génération d'Espace, Renault et Matra ont délibérément décidé de concentrer l'essentiel des innovations sur l'aménagement intérieur. Pourquoi ce domaine est-il devenu aussi important ?

– Le monospace est devenu une composante incontournable de la gamme de tous les constructeurs. Pourtant, Renault et Matra sortent d'une situation de quasi-monopole. Pendant sept ans, nous n'avons pratiquement pas eu de concurrents. Aujourd'hui, nous en recensons quatorze, et demain, une vingtaine. Il fallait donc nous singulariser de nouveau. Raison supplémentaire : dès le début, le concept de l'Espace était relativement abouti, et, hormis quelques détails, nos concurrents directs ont fait des interprétations à partir de ce concept.

» Dès lors, la question était de savoir si nous étions capables d'aller plus loin, et c'est à l'intérieur que nous avons décidé de situer l'effort essentiel pour faire de cette génération d'Espace un nouveau véhicule. Ce choix correspond à la logique, car la motivation première des acheteurs de monospaces est la recherche d'une autre vie à bord.

» En raison du développement du TGV et des transports aériens, il est devenu évident que l'on ne peut plus partir pour une longue distance à bord d'un véhicule dont l'habitacle est exigu, dans lequel on ne sera pas à l'aise. C'est cela qui fait la force du monospace. Je suis convaincu du déclin – lent mais réel – de la berline sur le marché automobile. Les études font apparaître une insatisfaction de la clientèle par rapport à ces modèles traditionnels, surtout du point de vue de l'habitabilité. En fait, les utilisateurs – les adultes comme les enfants – ne supportent plus de se retrouver coincés à bord d'une voiture. Ils recherchent de la convivialité, mais aspirent aussi à disposer d'espaces privés. Ils veulent des territoires personnels, comme à la maison. Ils apprécient aussi de se trouver en hauteur par rapport au trafic.

– Vous citez fréquemment en exemple Le Corbusier. Le nouvel Espace est-il une voiture d'architecte ?

– Ce qui m'intéresse dans ce parallèle, c'est la rupture de pensée qu'a introduite Le Corbusier. Il a repris l'architecture à la base. Pour lui, tout devait partir de l'intérieur, puis aller logiquement vers l'extérieur. Cette forme de rigueur me semble tout à fait d'actualité dans le domaine automobile.

– L'Espace pousse très loin la notion de modularité (sièges pivotants et pouvant être disposés selon de multiples combinaisons, par exemple), mais l'expérience montre que ces possibilités sont rarement exploitées.

– C'est vrai, les utilisateurs de monospaces utilisent assez peu cette modernité qu'est la modularité des véhicules. Toutefois, à leur yeux, ce potentiel compte beaucoup. Même s'ils ne doivent utiliser qu'une seule fois dans l'année les capacités de transformation et de chargement de leur Espace, ils apprécient la marge de sécurité que cela leur procure.

– Tous les monospaces offrent un volume habitable record. Pourtant, la capacité de chargement du coffre à bagages est toujours très limitée. L'Espace ne fait pas exception à ce paradoxe.

– Abstraction faite du coffre, le volume de rangement disponible du nouvel Espace est de 100 litres. Ce qui donne quand même un peu de marge. Cela posé, les propriétaires de monospaces ne semblent pas trop se plaindre. Ils considèrent qu'il est plus important que l'Espace conserve des dimensions raisonnables (avec 4,51 mètres, le nouveau modèle n'est pas plus long que la Renault Laguna). Cette compacité est évidemment précieuse, notamment en utilisation urbaine et surtout dans les parkings. Néanmoins, pour ceux qui tiennent vraiment à disposer d'un volume supplémentaire à l'arrière, un modèle à châssis rallongé sera commercialisé dans huit mois. »

Propos recueillis par Jean-Michel Normand

Pratique

● **Production.** Commercialisée depuis juillet 1984, le Renault Espace a été produit à plus de 500 000 exemplaires dans les usines de Romorantin (Matra) et Dieppe (Renault). Leader incontesté en France, Renault occupe 15 % du marché européen du monospace avec 40 000 ventes environ cette année. L'objectif est d'en réaliser 55 000 en 1997.

● **Caractéristiques.** Le nouvel Espace dispose d'un moteur installé transversalement et non plus longitudinalement. Les motorisations disponibles sont nouvelles sur ce véhicule (deux litres et trois litres V6 avec boîte automatique et un turbo diesel de 2,2 litres). Ce modèle, plus long de 7 centimètres que son prédécesseur, sera disponible à la mi-1997.

● **Prix.** Les prix de la nouvelle Renault Espace sont compris entre 153 500 francs pour le modèle de base (179 500 francs pour la version diesel) et 240 000 francs pour la version RXT V6 boîte automatique (229 000 francs pour la version diesel).

Les constructeurs américains utilisent de plus en plus les technologies de la communication

SAN FRANCISCO
correspondance

A cent ans, l'industrie automobile américaine se donne une cure de jouvence et fête la transition de l'acier au silicium en produisant des voitures intelligentes. La part des composantes électroniques augmente chaque année et contribue aujourd'hui à 15 % en moyenne de leur valeur. Mais l'essentiel est dans la transformation des processus de production et dans le rôle croissant qu'y jouent les technologies de l'information et de la communication (TIC).

Pour économiser du temps et de l'argent, Chrysler compte sur le développement des communications tant à l'intérieur de l'entreprise qu'à l'extérieur. L'usine de Graz en Autriche dépend jusqu'au moindre détail d'un centre régional de données qui se situe dans l'Illinois. Ce type d'organisation a été rendu possible par une *« alliance stratégique »* entre le fabricant d'automobiles et MCI, une des premières compagnies téléphoniques américaines, qui se charge de son système de communication. Ce dernier joue un tel rôle aujourd'hui que son interruption entraînerait arrêt de la production. Les 40 usines de fabrication et de montage de la compagnie (en Autriche, au Canada, aux Etats-Unis et au Mexique) sont reliées à deux centres régionaux et à un centre de contrôle du réseau (Network Control Center) qui permet de suivre le processus de production et de résoudre les problèmes qui surgissent. Le réseau inclut la facturation et les communications téléphoniques professionnelles des employés.

Les composants devenant chaque jour plus complexes (notamment pour ce qui concerne l'électronique), les constructeurs ont tendance à en confier la réalisation à d'autres. Chrysler ne fabrique plus que 30 % des pièces intervenant dans ses propres automobiles (70 % pour GM et 50 % pour Ford). Outre la réduction des coûts, l'objectif est de bouleverser le processus de production. On rêve déjà au client qui se présente le matin auprès d'un concessionnaire pour choisir parmi des milliers de variations possibles sa voiture. Les adaptations à un modèle de base seraient alors réalisées sur un ordinateur puis transmises aux machines de l'usine qui seraient en mesure de la produire avant la fin de la journée.

L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS

La rapidité des changements technologiques, la réduction du cycle de vie des produits et la recherche de marchés plus ciblés sont autant de défis pour les organisations verticales. C'est ainsi qu'on en arrive à la « virtual corporation », l'entreprise virtuelle qui ne dépend ni du lieu ni de la hiérarchie traditionnelle mais de la communication et du transfert d'informations entre entités plus ou moins autonomes.

On cherche toujours le meilleur partenaire pour la meilleure affaire. Une des clés de cette évolution est une technologie connue sous le nom de EDI (Electronic Data Interchange) qui permet l'échange de données entre ordinateurs d'entreprises différentes de manière qu'ils puissent coordonner certaines tâches. Elle permet l'efficacité, la flexibilité et l'innovation requise pour faire face aux évolutions des marchés.

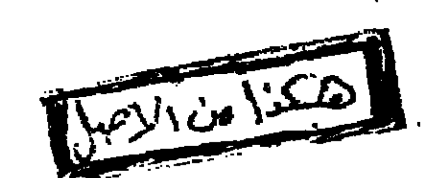
Selon Thomas Malone, du Massachussets Institute of Technology, les TIC réduisent les coûts et améliorent la qualité et l'efficacité de la coordination, ce qui conduit à la formation de nouvelles structures *« intensives en coordination »*. *« La révolution en cours aujourd'hui sera entraînée non par des changements dans la production mais par des changements dans la coordination »*, écrit-il. Cela joue un rôle clé dans la tendance à la réduction de la taille moyenne des entreprises américaines mesurée en nombre d'employés et dans la remise en cause de la hiérarchie traditionnelle avec la formation, pour reprendre l'expression d'Alvin Töffler, « d'adhocraties », des structures provisoires constituées pour réaliser des tâches spécifiques. Malone souligne le processus déclenché par la généralisation du recours aux TIC. On commence par faire faire par des machines ce que les humains faisaient, puis, dans un deuxième temps les machines permettent de réaliser de nouvelles tâches jusqu'au jour où l'organisation elle-même commence à évoluer grâce à la coordination entre employés et secteurs d'une même compagnie d'abord, puis de différentes compagnies.

Dans un article écrit en collaboration avec John Rockart dans la revue *Scientific American*, il écrit : *« les hiérarchies sont communes en partie parce qu'elles permettent de coordonner de façon très économique un grand nombre de personnes »*. C'est de moins en moins vrai dans un monde où les preneurs de décisions jouissant d'une position centralisée finissent par être dépassés par le nombre de problèmes à résoudre et par la quantité d'informations qu'ils doivent analyser pour répondre à des questions complexes.

Les analystes de la guerre arrivent à des conclusions comparables. Un rapport réalisé par la Rand Corporation pour le Pentagone et intitulé « The Advent of Netwar » (L'émergence de la guerre de réseaux) estime que : *« la révolution de l'information favorise et renforce les formes d'organisation en réseau en même temps qu'elle mène la vie dure aux formes hiérarchiques. Cela implique que les conflits opposeront de manière croissante des « réseaux » plus que des « hiérarchies ». Ainsi, quels qu'ils soient, ceux qui maîtriseront la forme en réseau devraient bénéficier d'avantages considérables dans la nouvelle ère. »*

Francis Pisani
<fpisani@best. com>

★ Scientific American : <http : // www. sciam. com/>



هكذا من الاصل

L'AJ Auxerre retrouve ses ailes à Amsterdam

Face à un faible Ajax, Bernard Diomède et Steve Marlet ont été les buteurs d'une victoire (2-1) qui relance les Bourguignons pour la qualification en quarts de finale de la Ligue des champions

L'AJ Auxerre s'est imposé (2-1) sur le terrain de l'Ajax Amsterdam, *mercredi 20 novembre*, dans l'avant-dernier match du groupe A de la Ligue des champions. Les ailiers Bernard Diomède et Steve Marlet, en inscrivant les deux buts du champion de France, ont largement contribué au succès de leur équipe. Les Bourguignons, par cet exploit, multiplient leurs chances de qualification aux quarts de finale. Il leur faudra pour cela au moins faire match nul contre les Glasgow Rangers, le 4 décembre, au stade Abbé-Deschamps ou, en cas de défaite, espérer la victoire du Grasshopper de Zurich, qui reçoit les Néerlandais.

AMSTERDAM
de notre envoyé spécial

Entre les ailes et le centre, les techniciens du football moderne ont choisi le centre. Depuis des années, les ailes des terrains de football sont devenues de simples « couloirs de débordement », souvent réservés aux plus offensifs des arrières latéraux. Guy Roux, tout le contraire d'un moderne, avait au contraire fait le choix des ailes pour aider son équipe, l'AJ Auxerre, à résister à l'Ajax Amsterdam, mercredi 20 novembre, dans l'avant-dernier match du groupe A de la Ligue des champions. Sur la gauche de la pelouse de l'ArenA, le nouveau stade entièrement couvert d'Amsterdam, il avait reconduit Bernard Diomède, homme de confiance, dans le rôle du dribbleur, *capable de lancer des* traits précieux en direction de la surface de réparation adverse. A l'aile droite, un presque inconnu, Steve Marlet.

FOOTBALL

L'ailier droit d'Auxerre a vingt-deux ans, une brève carrière de buteur dans un club de deuxième division, le Red Star. Auparavant, ce jeune homme de Pithiviers avait tâté du judo et de l'athlétisme, avant de réserver ses capacités de combattant et de coureur au football. Sa gloire n'avait jamais dépassé les frontières de l'Ile-de-France lorsqu'il a rejoint, à l'intersaison, le *club champion de* France, où *Guy* Roux envisageait de l'utiliser sur son aile, et nulle part ailleurs. Jusqu'à la rencontre d'Amsterdam, l'entraîneur bourguignon avait en effet pris l'habitude de pallier l'absence de son avant-centre titulaire, Lilian Laslandes, par deux autres attaquants de pointe : Antoine Sibierski et Thomas Deniaud – l'auteur de trois des quatre buts inscrits par les Auxerrois depuis le début de la Ligue des champions. Hélas ! les deux hommes sont actuellement blessés, tout comme le meneur de jeu Sabri Lamouchi.

Lilian Laslandes, à court de compétition, a toutefois été en mesure de jouer une mi-temps très tonique contre Amsterdam. *Il a dû* quitter la pelouse après quarante-cinq minutes d'efforts. *« Il avait une barre à hauteur des poumons et deux autres dans les jambes »*, selon Guy Roux. C'est alors sous la contrainte que l'entraîneur d'Auxerre a demandé à Steve Marlet d'abandonner son aile pour occuper le poste avancé du système, plein centre. Mission : faire plier la défense hollandaise *et emporter les trois points* d'une indispensable victoire pour refaire « 93 » – Auxerre avait battu l'Ajax en quart de finale de la Coupe de l'UEFA – et obtenir un billet pour les quarts de finale de la Ligue des champions. L'ailier Marlet a opiné et il a rejoint sa nouvelle affectation. Peut-être songeait-il secrètement qu'il tenait là l'occasion de faire oublier sa situation peu enviable de « quatrième choix ».

DEUX ANGES AILÉS

Les deux équipes étaient alors à égalité, un but partout. Pendant toute une mi-temps, les joueurs de l'Ajax, vainqueur de la Ligue des champions en 1995 et finaliste de l'édition 1996, avaient donné l'impression d'être une bande de gamins désoeuvrés qu'une partie de football n'amusait plus : c'est l'arrière central Winston Bogarde qui bafouille ses relances ; c'est l'avant-centre Patrick Kluivert dont le pied roule sur une bonne balle d'attaque ; c'est toute l'équipe, diminuée elle aussi par de nombreuses blessures, qui ne parvient pas à installer un jeu cohérent ; ce sont onze joueurs qui glissent, qui contrôlent mal le ballon et la situation. Sous le toit de l'ArenA, entièrement tiré pour la première fois à cause des intempéries, le public avait sans doute rêvé de tester l'acoustique du dôme par de bruyantes ovations ; il a finalement lâché quelques timides sifflets en direction des siens.

En revanche, sur leurs ailes, Steve Marlet et Bernard Diomède, plus vifs et plus puissants que leurs défenseurs, avaient provoqué les situations les plus dangereuses. Notamment à la onzième minute, *lorsque le* premier a adressé un bon centre de la droite, que le second a fermement catapulté dans les buts d'Edwin Van der Sar, après une déviation de la tête de Lilian Laslandes. Les deux hommes des ailes devaient récidiver dans la minute suivante. Las, la tête de Bernard Diomède heurtait l'extérieur du poteau.

Puis, juste avant la pause, silence sous le dôme : une action des deux ailiers auxerrois venait encore de terminer sa course sur la barre transversale de Van der Sar après une fantastique reprise de volée de Bernard Diomède, *« le grand joueur du match »*, selon l'entraîneur néerlandais Louis Van Gaal. Sur cette même action, par une relance rapide, les « rouge et blanc » d'Amsterdam égalisèrent, grâce à un jaillissement dans l'axe du Nigérian Tijani Babangida, un joueur que le club de Guy Roux n'avait pu s'offrir au début de la saison. Steve Marlet, lui, était abordable. Pour 6 millions de francs, il a signé pour quatre ans à l'AJ Auxerre. Le club idéal pour achever sa formation et – qui sait ? – se faire un nom et un palmarès dans le football français... Mais depuis le début du championnat Auxerre impressionne surtout par sa défense (la meilleure de France), et l'étoile de Marlet n'a guère brillé : trois buts en championnat, aucun en Ligue des champions.

A Amsterdam, sa chance est finalement arrivée par la droite, sur une puissante poussée offensive de Taribo West. Dans une position idéale d'avant-centre, seul à 15 mètres du but, Steve Marlet a tranquillement ajusté le gardien néerlandais, d'un plat du pied qui a apporté une nouvelle victoire inespérée dans le panier déjà bien garni de Guy Roux. Les *« prières »* d'avant-match et les appels au *« miracle »* du coach d'Auxerre ont donc été exaucés, par deux anges ailés.

Eric Collier

Manchester United en mauvaise posture

RIEN NE VA PLUS au royaume d'Eric Cantona. Manchester United a subi la deuxième défaite en coupe d'Europe à domicile de son histoire. Malheureusement, il s'agit de la deuxième consécutive, à trois semaines d'intervalle, après quarante ans d'invincibilité. En s'imposant à Old Trafford (1-0), la Juventus de Turin n'a pas seulement infligé un nouveau camouflet à l'équipe anglaise devant son public. Les *Reds* sont désormais troisième du groupe C, à un point des Turcs de Fenerbahçe, et n'ont plus totalement leur sort entre leurs mains. Depuis cinq ans qu'existe la Ligue des champions, aucun club anglais n'est parvenu à sortir des poules qualificatives.

La Juventus de Turin est donc qualifiée, tout comme l'était déjà le FC Porto dans le groupe D. Les Portugais ont concédé le match nul à domicile (1-1) face au Milan AC. Si les Italiens ne perdent pas contre les Norvégiens de Rosenborg, lors de la dernière journée, ils affronteront la « Juve » en un quart de finale explosif. La rencontre de mercredi, au Portugal, s'est achevée sur un grave incident. L'arrière du FC Porto Jorge Costa a été agressé dans les vestiaires, selon les témoins portugais par le joueur du Milan AC George Weah. Le joueur franco-libérien aurait assené un violent coup de tête à son adversaire. Selon le médecin de Porto, José Carlos Esteves, qui a assisté à l'agression, George Weah s'était caché pour attendre le passage de Jorge Costa. *« Il a été agressé sauvagement. Je n'ai jamais vu une chose pareille »*, a-t-il déclaré. L'entraîneur du FC Porto, Antonio Oliveira, a exigé que toute la lumière soit faite sur cette affaire. *« L'Europe et le monde entier doivent être mis au courant de la présence d'un assassin qui est un joueur de football »*, a-t-il dit.

Dans le groupe B, l'Atletico Madrid et le Borussia Dortmund ont assuré leur qualification en obtenant des nuls en déplacement, respectivement à Bucarest (1-1) et Lodz (2-2). Pour la première place, l'avantage est aux Espagnols à la différence buts.

RÉSULTATS
FOOTBALL

Ligue des champions
5e journée

● Groupe A

Ajax Amsterdam (PB)-AJ Auxerre (Fra.)	1-2
Glas. Rangers (Eco)-Grass. Zurich (Sui.)	2-1

Classement : 1. Grasshopper Zurich, 9 ; 2. Ajax Amsterdam, 9 ; 3. Auxerre, 9 ; 4. Glasgow Rangers, 3.
Reste à jouer : Auxerre-Glasgow Rangers, Grasshopper Zurich-Ajax Amsterdam.

● Groupe B

Steaua Bucarest (Rou.)-Atl. Madrid (Esp.)	1-1
Widzew Lodz (Pol.)-Bor. Dortmund (All.)	2-2

Classement : 1. Atletico Madrid, 10 ; 2. Borussia Dortmund, 10 ; 3. Widzew Lodz, 4 ; 4. Steaua Bucarest, 4.
Reste à jouer : Atletico Madrid-Widzew Lodz, Borussia Dortmund-Steaua Bucarest.

● Groupe C

Fenerbahçe (Tur.)-Rapid Vienne (Aut.)	1-0
Manchester Utd (Ang.)-Juventus Turin (Ita.)	0-1

Classement : 1. Juventus Turin, 13 ; 2. Fenerbahçe, 7 ; 3. Manchester United, 6 ; 4. Rapid Vienne, 2.
Reste à jouer : Rapid Vienne-Manchester United, Juventus Turin-Fenerbahçe.

● Groupe D

Rosenborg (Nor.)-Göteborg (Suè.)	1-0
FC Porto (Por.)-Milan AC (Ita.)	1-1

Classement : 1. FC Porto, 13 ; 2. Milan AC, 7 ; 3. Rosenborg, 6 ; 4. Göteborg, 3.
Reste à jouer : Göteborg-FC Porto ; Milan AC-Rosenborg.

Une avarie pénalise Yves Parlier dans le Vendée Globe

LES CHANCES DU NAVIGATEUR YVES PARLIER de remporter le Vendée Globe sont compromises. Une goupille, sans doute sous-dimensionnée, qui maintenait l'enrouleur de génois, s'est rompue sur son bateau *Aquitaine-Innovations*, mercredi 20 novembre. Pour maintenir le mât, Yves Parlier a dû remplacer par un étai la pièce de carbone qui servait à régler la voile d'avant. Il a réussi à sauver cette voile en se mettant à l'eau à trois reprises. En tête de la course depuis le 9 novembre, Parlier estime avoir perdu toute chance de victoire. Il va devoir adapter ses voiles d'avant au dispositif de secours qu'il a mis en place. Il ne pourra plus manoeuvrer avec autant de facilité, et, surtout, il est à la merci d'une rupture de l'ensemble de son gréement. Yves Parlier risque de connaître d'autres difficultés en raison du manque d'eau potable sur son bateau. Faute d'avoir emporté un dessalinisateur d'eau de mer, il est en effet contraint de récupérer de l'eau de pluie.

DÉPÊCHES

■ ***Un second défi français dans la Coupe de l'America*** *devrait être déposé* à l'initiative de Bernard Decré. Le créateur du Tour de France à la voile a annoncé, mardi 19 novembre, la création du syndicat Western European Sailing Team (WEST). Ce projet, estimé à 160 millions de francs, nécessiterait la participation *« de 5 à 7 grands partenaires stratégiques complémentaires et l'appui de 60 à 80 PME-PMI performantes »* selon son promoteur. Le club nautique qui devrait lancer ce défi n'est pas encore connu, et le barreur ne devrait être désigné que trois mois avant le début des éliminatoires, prévus fin 1999. Le premier défi français connu est celui de Port-Camargue, initié par Jean-Marie Vidal.

■ **ATHLÉTISME : Le Canadien Donovan Bailey,** champion olympique et recordman du monde sur 100 mètres, et l'Américain Michael Johnson, champion olympique du 200 mètres et du 400 mètres et recordman du monde du 200 mètres à Atlanta, devraient s'affonter en mai sur 150 mètres pour *« désigner l'homme le plus rapide du monde »*. L'épreuve sera dotée de 10 millions de francs (dont 7,5 au vainqueur). – (*AFP*.)

■ **BASKET-BALL : l'AS Lyon-Villeurbanne a été battue** sur son terrain, mercredi 20 novembre (80-74) par le Panathinaikos d'Athènes lors de la huitième journée de l'Euroligue.

■ **BOXE : le Mexicain Rey Hernandez, vingt-neuf ans, est décédé** d'un traumatisme au cerveau, après avoir été mis KO, jeudi 14 novembre à San Marcos (Texas), par le poids mouche américain Mike Trejo.

■ **RUGBY : trois joueurs français, blessés,** ont déclaré forfait, mercredi 20 novembre, pour le premier test contre les Springboks, le 30 novembre. Il s'agit de Philippe Saint-André, Emile Ntamak et Olivier Merle.

SONDAGE RADIO - NOVEMBRE 1996

L'événement Radio !

RTL "1ère radio de France"

PLUS FORTE PROGRESSION DE TOUTES LES RADIOS DEPUIS L'ETE

+ 698 000 AUDITEURS

(Septembre-Octobre 96/Avril-Juin 96)



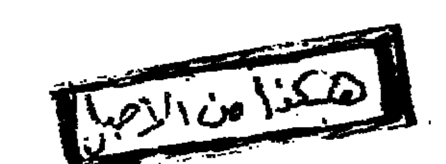
"La musique Star"

PLUS FORTE PROGRESSION DE TOUTES LES RADIOS DEPUIS UN AN

108 % DE HAUSSE D'AUDIENCE

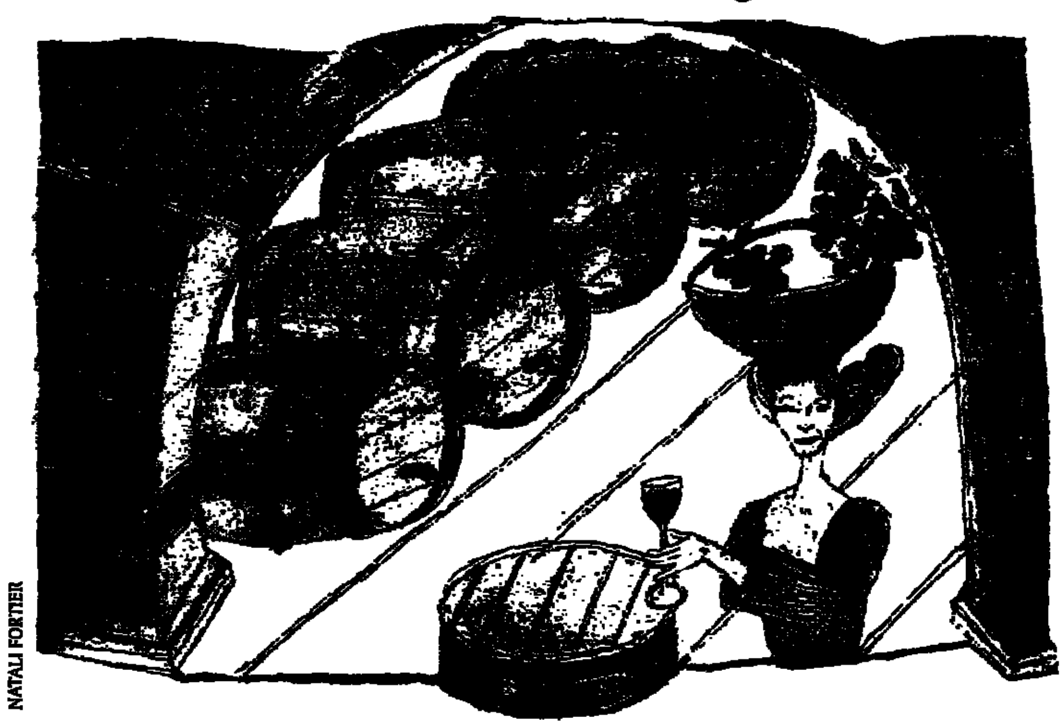
(Septembre-Octobre 96/Septembre-Octobre 95)

ENQUÊTE 75 000 MEDIAMETRIE - SEPTEMBRE / OCTOBRE 96 - AUDIENCE CUMULÉE L/V 5H-24H



En Bourgogne, à la rencontre des vignerons

Les caves chaleureuses des producteurs de Chablis jouxtent celles du Tonnerrois et de l'Auxerrois. Elles accueillent les randonneurs qui, à pied ou à vélo, parcourent la région


NATALI FORTIER

TONNERRE
de notre envoyée spéciale

Cette province devrait s'écrire au pluriel : les Bourgognes... Celle qui va s'encanailler vers les terres du très médiatique Beaujolais ; celle, plus prestigieuse, aux multiples titres de noblesse, tels Pommard, Mercurey, Nuits-Saint-Georges, Volnay ou Meursault. Et puis il y a la seule, l'authentique, celle des années de très grande récolte, comme c'est le cas cette année. *« Unique ! »* entend-on partout dans cette Bourgogne très discrète, du département de l'Yonne aux portes de l'Ile-de-France.

Là s'étendent certainement les vignobles les plus anciens de France, les premiers ceps ayant été plantés à l'époque gallo-romaine. Ils se composent du Chablisien, le plus réputé, sur les rives du Serein, de l'Auxerrois, dans la vallée de l'Yonne, et du Tonnerrois, sur l'Armançon. En tout, 5 000 hectares de vignes s'éclatent en multiples parcelles, souvent exploitées depuis des lustres, de père en fils.

Dans les villages, les caves sont voisines. Une simple enseigne en métal peint indique le viticulteur, toujours prêt à exciter les papilles du passant par une dégustation, la vente aux particuliers étant ici la règle d'or. Un plaisir à ne pas bouder, en cette fin d'année que l'on dit morose...

A 8 kilomètres de Chablis, et à quelques pas du château de Maligny, Michèle et Claude Poulet ont deux spécialités : le vin blanc et l'hospitalité. Périodiquement, ils accueillent les groupes de la maison de la randonnée qui, par les sentiers balisés à travers les vignes (130 kilomètres), vont de cave en auberge fleurant bon l'andouillette. La cave des Poulet est fraîche et voûtée. Au mur, la médaille d'or du grand-père, obtenue en 1930 au concours agricole, catégorie vin blanc.

A côté, une affiche résume les quatre appellations locales : petit chablis, chablis, chablis premier cru, chablis grand cru. Le cépage est toujours le même, du chardonay. Propriétaires-récoltants, ils se chargent seuls de la commercialisation de leur production : 60 hectolitres à l'hectare, selon les quotas autorisés.

« CE QUI COMPTE, C'EST LE NEZ ! »

Ils pratiquent la « lutte raisonnée », c'est-à-dire qu'ils n'utilisent des pesticides que si nécessaire. *« Les gens nous disent souvent que le chablis est cher. Mais cela ne vient pas de nous* [34 francs la bouteille de petit chablis]. *En revanche, certains restaurateurs multiplient leurs marges par quatre, même cinq parfois, ce qui nous fait une mauvaise réputation. »* Une mauvaise réputation qui a ses limites. *« Plus ça va, plus on vend. On vend à toute la France »*, se réjouit Claude Poulet, entre deux gorgées de chablis 1995 : *« Dans le bourgogne, ce qui compte, c'est le nez ! Le 95 était formidable, le 96 va être exceptionnel. »* Rendez-vous les 24 et 25 novembre pour la Fête du vin de Chablis.

En attendant, direction Chitry, à la frontière de l'Auxerrois, 16 kilomètres à l'est. Autre vin, autre cave toujours ouverte aux particuliers, souvent des cyclotouristes reliant Auxerre à Chablis. Chez Mme Chalmeau, même joyeux diagnostic sur ses hectolitres à l'hectare : *« Qualité rare ! »* La cave est minuscule.

La dégustation, sur un tonneau, se fera autour d'un bourgogne passe-tout-grain 1994 et d'une spécialité régionale, le duché, sorte de boudoir sans trop de sucre : *« Pour faire ressortir le goût, c'est mieux que les gougères que l'on vous sert habituellement. »* Et, ici, un vin est bon ou ne l'est pas. On s'enhardit parfois en le trouvant légèrement fumé, mais on laisse, en souriant, aux sommeliers distingués les goûts de pivoine, de sous-bois et autres fruits rouges.

A l'autre bout du département, le Tonnerrois. Tonnerre souffre un peu de la renommée de Chablis, bien que la cité du chevalier d'Eon ne manque ni de charme ni de mystère. L'Hôtel-Dieu, fondé par Marguerite de Bourgogne cent cinquante ans avant celui de Beaune, a conservé son impressionnante charpente en chêne. A deux pas, la Fosse Dionne, source vauclusienne et glauque qui alimente un lavoir du XVIIIe siècle, crée une atmosphère étrange.

Philippe Cochet, restaurateur de l'endroit, sait vite dissiper l'émotion de ses clients randonneurs. Ancien professeur de musique, il sert dans une salle de bal 1900 les meilleurs escargots à la persillade de la région. En accompagnement ? Le blanc vif des coteaux d'Epineuil de son ami François Collin.

FIERS ET HEUREUX

Une autre reconversion réussie, puisque, avant d'être vigneron, François Collin était cadre à l'ORTF. *« Ce qu'il faut, c'est être disponible et ne négliger personne,* confie sa femme. *Par exemple, un jour, nous avons vu arriver un jeune Hollandais en short et à vélo, vers 9 heures du soir. Après dégustation, il nous a acheté six bouteilles. Nous les lui avons livrées à l'hôtel. Un mois plus tard, il nous commandait six cents bouteilles pour le club privé d'œnologues auquel il appartenait. »* Sur les bouteilles d'épineuil destinées à l'exportation, blanc, rosé et rouge (entre 35 et 39 francs l'unité), les cépages sont indiqués en plus gros caractère que la provenance : chardonay pour le blanc, pinot noir pour les deux autres. *« C'est une question de culture, ça parle plus aux étrangers,* explique François Collin. *De toute manière, on vend bien, on vend tout ce que l'on a le droit de vendre, 60 hectolitres à l'hectare. »*

On savait déjà que les Bourguignons étaient fiers de l'être, on sait désormais qu'ils sont fiers et heureux. Et, si des Parisiens en doutent, ils n'auront qu'à se rendre au 18e Salon des vins des caves particulières – à l'Espace Champerret, porte Champerret, Paris-17e – à partir du 27 novembre. *Histoire de se mettre en bouche, avant d'aller plus loin.*

Catherine Pacary

Pratique

● **Séjour.** A La Fosse Dionne, à Tonnerre, avec son menu « terroir » proposé de 80 à 240 F, ses 12 chambres de 180 à 300 F (tél : 03-86-55-11-92).

● **Marche.** La Maison de la randonnée organise des itinéraires libres, pour deux personnes ou plus, au départ de Chablis, Dijon ou Beaune. Un petit guide très précis indique les visites, caves et étapes retenues. Compter, pour 3 jours et 2 nuits en demi-pension, environ 860 F par personne. *Renseignements au 02-99-67-42-21.*

● **A vélo.** Au départ d'Auxerre le service loisirs accueil Yonne propose un circuit de 3 jours et 2 nuits en demi-pension et chambre double pour 925 F, avec location d'un vélo, 195 F. Renseignements au 03-86-51-12-05.

VENTES

Cartes anciennes

L'HISTOIRE de la cartographie moderne commence au XVIe siècle, après la découverte de l'Amérique et les grandes expéditions maritimes qui avaient permis une vision complète de la Terre. Gérard Mercator (1512-1594), géographe et mathématicien flamand, a l'idée d'établir méridiens et parallèles, et, le premier, dresse une représentation plane de la Terre, dite projection de Mercator, en 1569.

On lui doit aussi une carte de l'Europe considérée comme un des sommets de l'art cartographique. Une de ses œuvres majeures, un *Atlas de l'Europe* publié à Duisburg en 1572, sera mis en vente à Londres le 26 novembre. Estimé entre 6,8 millions de francs et 10 millions de francs, il comprend les deux seules cartes manuscrites connues de Mercator, l'unique copie survivante de la carte d'Europe de 1554, deux fragments de la carte du monde de 1569, et une représentation des îles Britanniques de 1564 dont on ne connaît que quatre exemplaires. Cet ouvrage en un seul volume (format 395 par 26,7 mm), contient une cinquantaine de cartes en couleur.

Les cartes commencent à être imprimées et diffusées en série au cours du XVIIe siècle. Yodocus Hondius (1563-1612), dit Mercator Hondius, successeur de Gérard Mercator, réutilise et réactualise ses plaques de cuivre. Un atlas du monde de Mercator Hondius, édité à Amsterdam en 1607, passera en vente à Drouot le 26 novembre également.

Il présente cent quarante-six cartes en noir et blanc (il manque celle du lac Léman, dite des « réformateurs » souvent amputée) et un texte descriptif en français (120 000 francs à 150 000 francs). Willem Blaeu (1571-1638), d'origine hollandaise, compte aussi parmi les grands cartographes. Etabli à Amsterdam en 1596, il publie une *grande carte du monde* (1605) et des séries de cartes marines (1617), puis son œuvre est poursuivi par son fils Joan, jusqu'à la fin du XVIIe siècle. Une planche en couleur de Willem Blaeu, éditée vers 1640, est annoncée entre 15 000 francs et 18 000 francs. On y découvre l'Amérique entourée de vues de villes et de personnages, de bateaux et de monstres marins.

Représentant tous les coins du monde, environ trois cents cartes des XVIIe et XVIIIe siècles font aussi partie de la vente de Drouot, avec des prix variant entre 500 francs et 5 000 francs. Outre l'ancienneté, le nom du cartographe, l'état de conservation, leur valeur dépend de leur origine (les pays et les régions les plus fréquentés sont les plus demandés), mais surtout de leur intérêt artistique : on apprécie la qualité de la gravure, la finesse du trait, la délicatesse des couleurs (peintes à la main), et la beauté des décors qui entourent certains modèles (plans et profils de villes, personnages, paysages, bateaux, animaux).

On trouvera par exemple une carte coloriée de la Virginie par Hondius (1630, 4 000 francs à 5 000 francs), une autre de la Chine par W. et J. Blaeu (1635, 2 000 francs à 3 000 francs), une de l'Italie par Robert de Vaugondy, vers 1760, où figurent les routes des postes (1 000 francs à 1 500 francs). Du côté des régions, une vingtaine de cartes de la Corse, du XVIe au XVIIIe siècle, sont estimées entre 500 francs et 10 000 francs.

Catherine Bedel

★ Londres, mardi 26 novembre, Aeolian Hall, Bloomfield Place, Londres W1. Renseignements chez Sotheby's, 3, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : 01-53-05-53-05.
★ Drouot-Richelieu, mardi 26 novembre, exposition la veille de 11 à 18 heures, le matin de la vente de 11 à 12 heures. Etude Renaud, 6, rue de la Grange-Batelière, 75009 Paris. Tél. : 01-47-70-48-95. Expert : Béatrice Loeb-Larocque, 24, avenue des Millonnets, 95510 Vetheuil. Tél. : 01-34-78-21-59.

ESCAPADES

SORTIR

■ **SALON DU CHEVAL.** Neuf jours pour fêter la plus noble conquête de l'homme (huit cents équidés de toutes races dont, à l'honneur cette année, les chevaux Barbe et Camargue, sans oublier les poneys et les ânes) mais aussi pour s'initier à l'équitation, choisir et acheter matériels, accessoires, équipements et vacances équestres (500 exposants) et découvrir le cheval en action lors de concours d'élevage, de spectacles et de défilés programmés à la 25e édition du Salon du cheval à Paris. A noter « La Nuit du Cheval », un gala d'ouverture (vendredi 29 à 20 h 30, 100 F), un concours hippique (les 5, 6 et 7 décembre, 190 F) et le championnat des élevages (vendredi 6 décembre, à 18 heures).
★ Porte de Versailles à Paris, du 30 novembre au 8 décembre, de 10 heures à 19 heures (22 heures le 3 décembre). Entrée : 60 F et 45 F pour les enfants. Réservations au 01-49-09-60-00 pour le spectacle d'ouverture et au 01-44-68-44-68 pour le concours hippique.

■ **SALON NAUTIQUE.** Le littoral et les voies d'eau offrent un cadre à la pratique des sports et des loisirs nautiques. Une richesse reflétée, du 30 novembre au 9 décembre, par le 36e Salon nautique international de Paris. En vedette, la Corse, les événements sportifs (le Vendée Globe Challenge et *The Race*), la plongée sous-marine (deux bassins pour les démonstrations de matériel et les baptêmes de plongée) et les trésors du Musée de la marine. Sans oublier scooters des mers, pneumatiques, dériveurs, multicoques, bateaux à moteur, canoës-kayaks, avirons, planches à voile et équipements.
★ Parc des Expositions de Paris de 10 h 30 à 20 heures, nocturne le 6 décembre jusqu'à 23 heures. Prix d'entrée : 60 F, 30 F pour les 7-13 ans.

■ **WEEK-END OPÉRA.** Découvrir l'Opéra national de Paris dans des conditions privilégiées et à un tarif préférentiel grâce aux agences Havas Voyages qui, jusqu'au 31 décembre, réservent vos places et organisent votre séjour dans la capitale dans un des huit hôtels sélectionnés et votre voyage. Au programme, des œuvres lyriques *(I Capuletti e I Montecchi, Faust, Porgy and Bess)* et chorégraphiques *(Notre-Dame de Paris*, chorégraphies du XXe siècle, Balanchine-Stravinski, *Casse-Noisette)* présentées au Palais Garnier et à l'Opéra-Bastille. Le prix du forfait proposé (2 nuits en chambre double avec petit déjeuner et le spectacle) dépend de l'hôtel et du spectcale ainsi que de la catégorie des places : de 250 F à 2 810 F par personne.
★ Centrale d'informations et de réservations au 01-41-06-41-06.

■ **PALACES ET DÉCOUVERTES.** Préparée par les hôtels Majestic et Gray d'Albion à Cannes (groupe Lucien Barrière), une journée découverte associe un survol de l'Estérel, de Monaco, de Saint-Tropez, des gorges et des villages médiévaux du Haut-Var, une excursion en minibus dans le parc naturel de l'Estérel et un déjeuner gastronomique dans une auberge de l'arrière-pays. Outre cette journée, le forfait (1 500 F par personne au Gray, 1 700 F au Majestic, jusqu'au 30 avril) comprend 2 nuits en chambre double avec les petits déjeuners buffet et le transfert entre l'hôtel et l'aérodrome de Cannes-Mandelieu.
★ Renseignements au 04-92-98-77-00 (Majestic) et 04-92-99-79-79 (Gray d'Albion).

ANTIQUITÉS

● **Revel** (Haute-Garonne), salle polyvalente, 50 exposants, 10 F, du vendredi 22 au dimanche 24 novembre, vendredi de 14 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures.
● **Vendargues** (Hérault), salle polyvalente, 40 exposants, 20 F, du vendredi 22 au lundi 25 novembre, vendredi de 10 heures à 21 heures, de 10 heures à 19 heures les autres jours.
● **Nantes** (Loire-Atlantique), parc expo de la Beaujoire, 110 exposants, 25 F, du vendredi 22 au lundi 25 novembre, de 10 h 30 à 20 heures, nocturne le 22 novembre jusqu'à 23 heures.
● **Metz** (Moselle), parc des expos, 80 exposants, 30 F, du vendredi 22 au lundi 25 novembre, vendredi de 10 heures à 21 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, lundi de 10 heures à 17 heures.
● **Mennecy** (Essonne), parc de Villeroy, 55 exposants, 30 F, du vendredi 22 au dimanche 24 novembre, de 10 heures à 20 heures.
● **Saint-Cloud** (Hauts-de-Seine), Hippodrome, 50 exposants, 30 F, du vendredi 22 au dimanche 24 novembre, vendredi de 14 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures.
● **Morlaix** (Finistère), parc expo de Langolvas, 50 exposants, 20 F, samedi 23 et dimanche 24 novembre, samedi de 9 heures à 19 heures, dimanche de 10 heures à 19 heures.

BROCANTES

● **Paris**, Caveau du temple, 200 exposants, du vendredi 22 au dimanche 24 novembre.
● **Caen** (Calvados), Parc des expositions, 160 exposants, du vendredi 22 au dimanche 24 novembre.
● **Bordeaux** (Gironde), Place des Quinconces, 180 exposants, du samedi 23 novembre au dimanche 8 décembre.
● **Laval** (Mayenne), salle polyvalente, 62 exposants, samedi 23 et dimanche 24 novembre.
● **Cébazat** (Puy-de-Dôme), 150 exposants, samedi 23 et dimanche 24 novembre.
● **Beaumont-sur-Oise** (Val-d'Oise), 100 exposants, vendredi 22 au dimanche 24 novembre.
● **Mandres-les-Roses** (Val-de-Marne), 60 exposants, samedi 23 et dimanche 24 novembre.

Nombreuses apparitions du soleil

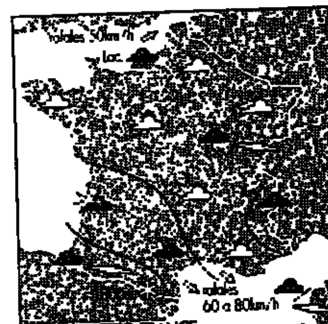
SUR LE NORD du pays les pressions sont aujourd'hui à la hausse et malgré quelques traces d'humidité résiduelle, c'est le soleil qui l'emportera. Plus au sud le flux d'ouest reste perturbé : la dépression située sur le quart sud-ouest s'est évacuée en direction de l'Italie mais d'autres nuages venus de l'Atlantique abordent le golfe de Gascogne en fin d'après-midi.

Dans le sud de l'Aquitaine, les Pyrénées et le Roussillon, la journée de vendredi sera placée sous le signe de la grisaille avec une couverture nuageuse importante ; les précipitations resteront faibles et il neigera au dessus de 1 800 mètres dans les Pyrénées. En Languedoc, en Provence, sur la Côte d'Azur et dans les Alpes, la journée débutera sous les nuages et de faibles précipitations ; dans les Alpes la limite pluie-neige sera comprise entre 400 et 1 000 mètres du nord au sud. En cours de matinée ce temps perturbé s'évacuera progressivement vers l'est et le soleil dominera le reste de la journée.

De la Franche-Comté au Lyonnais et à l'Auvergne, les nuages présents au lever du jour laisseront rapidement place à un temps bien ensoleillé. Du nord de l'Aquitaine au Quercy, le ciel restera voilé tout au long de la journée. En Corse, le ciel sera couvert et pluvieux le matin ; l'après-midi quelques éclaircies se développeront. Dans les autres régions : de la Bretagne au Centre, à l'Ile-de-France, au Nord-Pas-de-Calais, à la Lorraine et à l'Alsace, on aura le matin quelques bancs de brume ou de brouillard (parfois givrants sur le quart nord-est) ; ils se dissiperont en cours de matinée et malgré quelques passages nuageux le soleil sera bien présent. Le mistral, la tramontane et le vent d'ouest en Corse souffleront jusqu'à 80 km/h en rafales.

Les températures matinales seront comprises entre 8 et 10 degrés dans l'extrême-sud du pays ; sur les côtes atlantiques elles évolueront de 2 à 6 degrés. Ailleurs, elles varieront de -2 à 2 degrés du nord au sud ; dans le quart nord-est elles descendront parfois jusqu'à -5 degrés. Quant aux maximales, elles seront comprises entre 0 et 3 degrés dans le quart nord-est, entre 10 et 15 sur le pourtour méditerranéen et en Corse ; ailleurs, elles évolueront entre 4 et 10 degrés.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

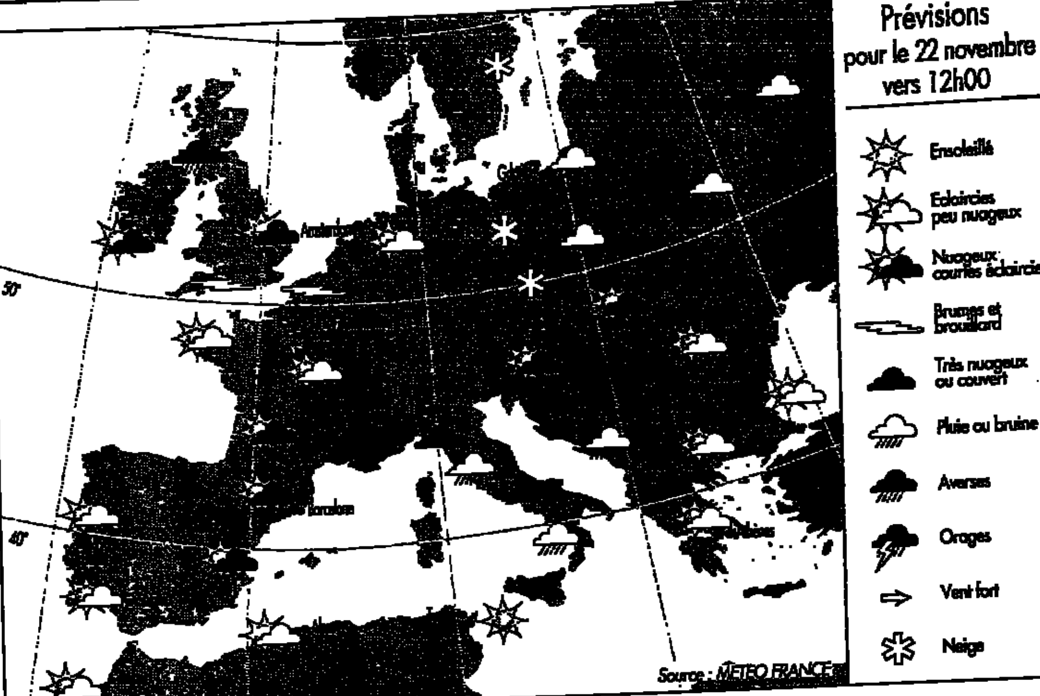


Prévisions pour le 22 novembre vers 12h00

La qualité de l'air

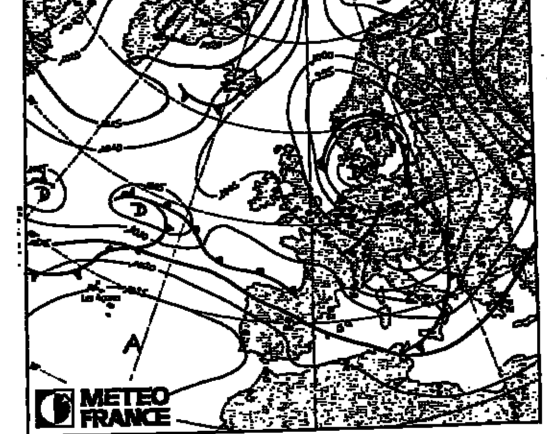


Tendances pour le 21 novembre : bon

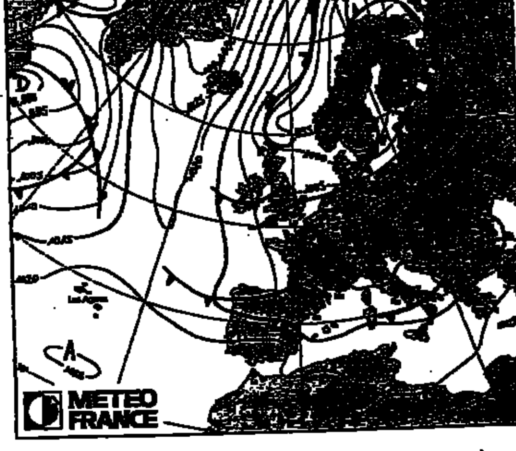


TEMPÉRATURES du 20 novembre maxima/minima

FRANCE		GRENOBLE	11/3	TOURS	8/0	CHICAGO	1/-5	LISBONNE	18/13	PRETORIA	24/13
AJACCIO	14/12	LILLE	8/1	**ÉTRANGER**		COPENHAGUE	7/4	LONDRES	7/-1	RABAT	20/10
BIARRITZ	12/8	LIMOGES	8/-2	ALGER	21/13	DAKAR	26/21	LOS ANGELES	18/13	RIO DE JAN.	26/21
BORDEAUX	12/5	LYON	11/3	AMSTERDAM	7/4	DJAKARTA	32/23	LUXEMBOURG	4/1	ROME	18/9
BOURGES	8/0	MARSEILLE	13/4	ATHÈNES	20/16	DUBAI	29/14	MADRID	14/9	SAN FRANC.	15/14
BREST	9/2	NANCY	6/3	BANGKOK	31/23	DUBLIN	4/-2	MARRAKECH	21/7	SANTIAGO	30/14
CAEN	7/2	NANTES	10/2	BARCELONE	17/10	FRANCFORT	9/4	MEXICO	24/8	SÉVILLE	21/12
CHERBOURG	8/3	NICE	15/9	BELGRADE	19/9	GENÈVE	8/2	MILAN	9/-4	ST-PÉTERS.	8/7
CLERMONT-F.	8/2	PARIS	8/3	BERLIN	8/3	HANOÏ	24/19	MONTRÉAL	1/0	STOCKHOLM	6/5
DIJON	8/3	PAU	7/6	BOMBAY	34/18	HELSINKI	9/4	MOSCOU	7/1	SYDNEY	24/16
FORT-DE-FR.	30/24	PERPIGNAN	14/7	BRASILIA	28/21	HONGKONG	23/19	MUNICH	5/2	TENERIFE	23/20
		POINTE-À-PIT.	31/24	BRUXELLES	7/2	ISTANBUL	18/14	NAIROBI	21/14	TOKYO	10/8
		RENNES	8/1	BUCAREST	10/1	JÉRUSALEM	7/17	NEW DELHI	27/12	TUNIS	23/14
		ST-DENIS-RÉUNION	28/21	BUDAPEST	14/7	KIEV	14/6	NEW YORK	6/2	VARSOVIE	12/7
		ST-ÉTIENNE	9/1	BUENOS AIRES	30/22	KINSHASA	26/22	PALMA DE M.	20/12	VENISE	11/4
		STRASBOURG	8/3	CARACAS	30/20	LE CAIRE	23/15	PÉKIN	12/-3	VIENNE	11/6
		TOULOUSE	9/4			LIMA	20/18	PRAGUE	4/0		



Situation le 21 novembre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 23 novembre, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

Prestidigitation

LES PRESTIDIGITATEURS gardent jalousement le secret de leurs tours d'escamotage et l'on perce plus facilement le mystère des scandales vineux ou textiles que celui de la femme coupée en morceaux. Comme ces magiciens ont raison ! Rien de plus décevant que la découverte des artifices qui créent la fantastique illusion.

Les manipulateurs monétaires, moins heureux, moins prudents aussi, que les prestidigitateurs, ont fini par livrer à tout le monde le secret des métamorphoses qu'ils accomplissent. La multiplication du papier-monnaie est aujourd'hui beaucoup plus claire que celle des petits drapeaux ou des mouchoirs multicolores qui jaillissent indéfiniment des mains de l'illusionniste.

Le paysan le plus fruste, le plus humble épargnant, éclairé par vingt ans de discours, de controverses, de schémas et de graphiques, a fort bien compris – fort bien senti du moins – ce que sont la monnaie métallique, la monnaie fiduciaire, la monnaie scripturaire, la monnaie gagée, la monnaie détachée de tout – et du bon sens.

Quand il rompait le lien ténu qui rattachait encore le franc à l'or, le prestidigitateur national a cru que seuls les initiés s'apercevraient de ce tour de passe-passe. Hélas ! chacun, aujourd'hui, peut pénétrer les arcanes de la finance, et disséquer le veau d'or. C'est pourquoi plus le manipulateur opère avec gravité, plus l'assistance sourit.

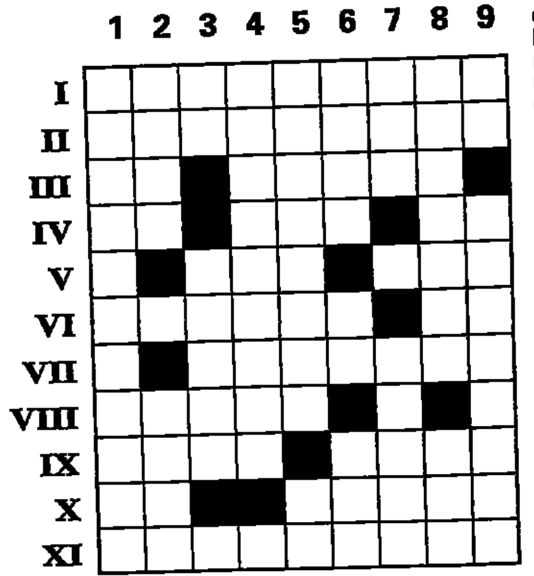
Voilà des faits dont les sauveteurs du franc devront, demain, tenir le plus grand compte. Qu'ils ne cherchent point, fût-ce avec les meilleures intentions du monde, à nous éblouir par leur adresse digitale : à travers le billet de banque qu'ils nous présenteront nous ne verrons plus rien – s'il n'y a rien.

Pierre Audiat
(22 novembre 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6957

SOS Jeux de mots : 3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 F/min)



HORIZONTALEMENT

I. Sont bourrés de clichés. – II. Vraiment naturel. – III. Quelque chose de virulent. Victime de la jalousie de Joab. – IV. Un métal extrait du minerai de platine. Finit dans la baie du Mont-Saint-Michel. Ce qui y passe est escamoté. – V. Demi, ce n'était pas vraiment un homme. Le sujet pensant. – VI. Prouve qu'on n'a pas les reins solides. Dieu pour Moïse. – VII. Souvent appréciée quand elle est d'argent. – VIII. Qui n'a pas beaucoup poussé. – IX. Hameau, aux Antilles. Un grand bahut anglais. – X. Conjonction. Quand il est parfait, c'est qu'on a bien descendu. – XI. Peut remplacer tout un trousseau.

VERTICALEMENT

1. Il peut dire que son affaire est dans le sac. – 2. Quand il y en a, c'est que c'est un peu fort. A quatre cordes. – 3. Jeu. Peut finir dans les soldes. – 4. Une façon de faire du plat. – 5. On donne cher de sa peau. Symbole. – 6. Plein de feu. Lie. Des dunes dans le désert. – 7. Apparue. On peut en faire le siège. – 8. Comme une vache pas bonne à manger. Coule en Ethiopie. – 9. Pronom. Pas familier.

SOLUTION DU N° 6956

HORIZONTALEMENT

I. Semainier. – II. Haïssable. – III. Austères. – IV. Or. Arec. – V. Poney. Ino. – VI. Obéi. Réer. – VII. Inde. Us. – VIII. Instruire. – IX. Notées. – X. Gué. Ode. – XI. Assécher.

VERTICALEMENT

1. Shampooing. – 2. Eau. Ob. Noua. – 3. Misonéistes. – 4. Astreinte. – 5. Ise. Drège. – 6. Nara. Reus. – 7. Ibérie. Oh ! – 8. Elseneur. Dé. – 9. Re. Corseter.

Guy Brouty

PARIS EN VISITE

Samedi 23 novembre

■ **LA COUR DES COMPTES** et son fonctionnement (50 F), 9 h 30, 13, rue Cambon (Elisabeth Romann).

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

■ **MARAIS** : le quartier de la place des Vosges (50 F), 11 heures et 15 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Claude Marti).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : les primitifs français et l'école de Fontainebleau, 11 h 30 ; la peinture italienne, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ **LE CIMETIÈRE DE PASSY** (45 F), 14 heures, sortie du métro Trocadéro, côté cimetière de Passy (Monuments historiques).

■ **L'ÎLE DE LA CITÉ** et la Sainte-Chapelle (50 F + prix d'entrée), 14 h 15, parvis de Notre-Dame, devant la statue de Charlemagne (Suzette Sidoun).

■ **DOUZE FONTAINES DE PARIS** (60 F), 14 h 30, sortie du métro Port-Royal (Vincent de Langlade).

■ **MONTMARTRE**, 14 h 30 (45 F), sortie du métro Abbesses (Paris capitale historique) ; 14 h 30 (40 F + prix d'entrée), sortie du métro Lamarck-Caulaincourt (Sauvegarde du Paris historique).

■ **MUSÉE DE LA POLICE** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Maubert-Mutualité, devant le magasin Presse (Europ explo).

■ **LE PANTHÉON** (40 F + prix d'entrée), 14 h 30, parvis de Saint-Etienne-du-Mont (Sauvegarde du Paris historique).

■ **LA MAISON DE VICTOR HUGO** (30 F + prix d'entrée), 15 heures, 6, place des Vosges (Musées de la Ville de Paris).

■ **LE QUARTIER SAINT-SULPICE** (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** : l'œuvre de Clodion (45 F + prix d'entrée), 15 h 30, sous la pyramide côté auditorium (Monuments historiques).

JEUX

LOTO

1er tirage : 1 15 20 28 34 45 – 42

6	1	7 953 205 F
5 +	7	109 500 F
5	336	7 846 F
4	19 640	173 F
3	363 276	17 F

2e tirage : 4 15 18 26 37 47 – 28

6	1	14 480 220 F
5 +	13	39 500 F
5	526	5 005 F
4	24 334	139 F
3	400 227	16 F

LA FRANÇAISE DES JEUX

LOTO SPORTIF – RESULTATS OFFICIELS

1 – 437 498 F
5 – 74 620 F
106 – 2 114 F

NUMERO FACTOLE : 7

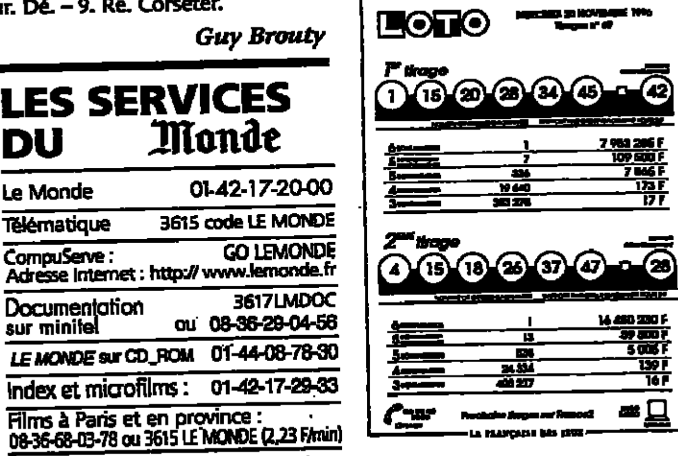
MATCHS DU JOUR :

	1 282	38 F
MONACO – HAMBOURG	2 097	25 F
METZ – NEWCASTLE	1 535	35 F

LES SERVICES DU *Monde*

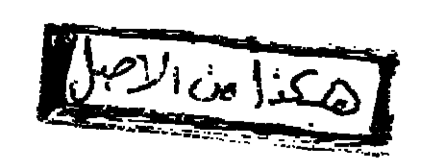
Le Monde	01-42-17-20-00
Télématique	3615 code LE MONDE
CompuServe :	GO LEMONDE
Adresse Internet :	http:// www.lemonde.fr
Documentation sur minitel	3617LMDOC ou 08-36-29-04-56
LE MONDE sur CD_ROM	01-44-08-78-30
Index et microfilms :	01-42-17-29-33
Films à Paris et en province :	08-36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037



Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-Cedex.
PRINTED IN FRANCE.

Le Monde PUBLICITÉ
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Gérard Morax
133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : 01-44-43-76-00 ; fax : 01-44-43-77-30



CULTURE

HOMMAGE Du 21 novembre au 18 décembre, *la Grande Halle de* La Villette rend hommage à Rainer Werner Fassbinder. Pour la première fois, une manifestation, embrassant l'essentiel de son œuvre, évoque tous les aspects de la production de l'auteur et cinéaste allemand, mort en 1982. ● FIGURE boulimique, tyrannique et extraordinairement *créative, l'auteur du Mariage de Maria Braun* incarne une pratique collective et ambitieuse du cinéma dont il reste à démontrer si elle reste un modèle ou une exception flamboyante. ● *DÉLAISSÉ pendant les années 80,* son théâtre revient en force aujourd'hui, ainsi qu'en témoigne la mise en scène par Jean-Louis Martinelli de *L'Année des treize lunes.* ● *ÉGÉRIE de ses premiers films,* l'actrice et chanteuse Ingrid Caven évoque la méthode Fassbinder et son douloureux rapport avec la culture allemande.

« L'ogre » Fassbinder hante toujours le cinéma européen

Jusqu'au 18 décembre, la Grande Halle de La Villette propose un panorama ambitieux de l'œuvre fleuve du cinéaste et dramaturge allemand. Pendant un mois, films, théâtre, rencontres et tour de chant cernent l'univers sans descendance de ce créateur tyrannique

C'ÉTAIT la fin des années 60, et le cinéma ouest-allemand, léthargique depuis la fin de la guerre, faisait mine de se réveiller. Le Manifeste d'Oberhausen avait déjà lancé en 1962 un cri de guerre et d'espoir – *« Le vieux cinéma est mort, nous croyons au nouveau »* – et Schloendorff, Straub, Fleischmann, Kluge avaient commencé à lui donner consistance.

Et voilà qu'en 1969 débarque, boulimique et provocant, Rainer Werner Fassbinder avec son premier long métrage, *L'amour est plus froid que la mort.* Suivront, la même année, pas moins de trois autres films (*Katzelmacher, Les Dieux de la peste* et *Pourquoi monsieur R. est-il atteint de folie meurtrière ?*). Premiers remous de la déferlante qui va secouer le grand écran germanique. Fassbinder a vingt-quatre ans. Il se promet d'avoir réalisé trente films avant l'âge de trente ans. Il tiendra parole – quitte à se rajeunir d'un an.

COUPS DE BOUTOIR

Fassbinder ne surgit pas de nulle part, il vient du théâtre, qui n'a cependant pas été sa vocation première : il a réalisé un court métrage dès 1965, *Le Clochard,* et a tenté vainement d'être admis à l'école de cinéma de Berlin. La scène n'a pas réellement influé sur son style, très inspiré par Godard à ses débuts, et qui se singularisera en restant tout entier sous le signe du grand écran. Le théâtre (l'Action-Theater puis l'Antiteater) est moins le creuset de son esthétique que la base stratégique à partir de laquelle Fassbinder va lancer sa chevauchée héroïque et infernale : quand il mourut en 1982, il avait réalisé quarante et un films. Le théâtre lui fournit la première troupe, sur laquelle il prend un ascendant qui ne se démentira plus, et la première infrastructure, avec la création de la société de production Antiteater-X-Film, à laquelle succédera Tango Films en 1971.

« Ses » acteurs (et le possessif prend ici tout son sens) jouent dans ses films, sa mère dirige sa maison de production, ses maîtresses et amants sont les inspirateurs, les héros, parfois les interprètes de ses films. Des films nourris en un seul élan ravageur, impudique et prolifique de son histoire personnelle et de l'histoire de son pays. Fassbinder n'est pas un cinéaste allemand, il est le cinéaste de l'Allemagne. Il assume une tâche gigantesque, dont on chercherait en vain l'équivalent en Europe (d'une manière très différente, on peut considérer que John Ford a bâti une œuvre d'ambition comparable aux Etats-Unis, prenant lui aussi à bras-le-corps tous les aspects de l'histoire de son pays).

Tâche particulièrement écrasante, particulièrement brûlante, dans cette Allemagne qui a construit sa renaissance en grande partie sur l'amnésie collective des horreurs du Troisième Reich. Tâche menée à bien en une série de coups de boutoir assénés avec la vigueur et la rapidité d'un boxeur poids lourd.

Sans ordre chronologique, l'œuvre de Fassbinder prend en écharpe un siècle d'histoire allemande, du XIXe siècle *(Effi Briest, Liberté à Brême)* à l'époque qui lui est contemporaine, celle de la fin du boum économique et de l'irruption terroriste *(La Troisième Génération, L'Allemagne en automne)*, de l'immigration *(Le Bouc, Tous les autres s'appellent Ali)*, de la prétendue libération sexuelle *(Les Larmes amères de Petra von Kant, Le Droit du plus fort)* et de l'avant-garde cinématographique *(Prenez garde à la sainte putain)* en passant par l'entre-deux-guerres *(Pionniers à Ingolstadt, La Femme du chef de gare)*, la montée du nazisme *(Berlin Alexanderplatz, Despair, Lili Marlène)*, sa chute et les années de reconstruction *(Le Secret de Veronika Voss, Le Mariage de Maria Braun, Lola une femme allemande, L'Année des treize lunes)*.



DESSIN JACQUES VALOT

La puissance de son cinéma tient à ce que jamais un film – projets minimaux du début ou démarquages de superproductions hollywoodiennes plus tard – ne se résume à son thème, à son « sujet » : beaucoup du génie de Fassbinder tient à la manière dont, à partir de dispositifs narratifs souvent relativement simples, le sens et l'émotion prolifèrent en d'extraordinaires arborescences, qui s'enchevêtrent avec les films précédents et seront rejointes par les suivants.

De là, autant que de la non-chronologie et des interférences biographiques, vient le sentiment de flot tumultueux qui émane de son œuvre complète, complète bien *qu'inachevée par nature.*

Figure tutélaire nullement angélique, Fassbinder est-il un « modèle » ? Historiquement, la réponse est non. Il meurt le 10 juin 1982, à l'âge de trente-sept ans, d'une sorte d'overdose généralisée – overdose de travail, d'affects, de pouvoir autant que de drogue et d'alcool. Il ne laisse pratiquement rien en héritage matériel : très peu de ses nombreux interprètes auront une carrière hors de son orbite (seuls Hanna Schygulla, Ingrid Caven et Armin Mueller-Stahl conservent ou accroissent leur notoriété), et aucun réalisateur notable ne sort de l'atelier-fournaise, exception faite du cinéaste suisse Daniel Schmid. *Les autres metteurs en scène de* sa génération s'enfoncent dans une solitude désespérée (Schroeter, Herzog, Thome), dans l'académisme (Schloendorff, Fleischmann), se perdent dans les grands espaces extérieurs (Wenders) ou se réfugient à la télévision (Reitz). Le cinéma allemand disparaît comme territoire important sur la carte mondiale du cinéma, il ne verra ni ne montrera rien ou presque de la chute du mur et de la réunification.

INNOCENCE

Sans descendance directe, l'« ogre » Fassbinder hante pourtant le cinéma européen de ces quinze dernières années. On prend la mesure de cette présence symbolique à la puissance d'attraction qu'il conserve sur des créateurs (pas seulement de cinéma) contemporains, au succès que rencontrent les rétrospectives à lui *consacrées – ou, récemment,* la sortie d'un inédit, *Martha* –, en particulier auprès d'un public jeune, a priori étranger aux préoccupations et aux approches forgées dans les *années 60 et 70. On s'aperçoit* – et l'on s'apercevra de mieux en mieux – de l'existence de cet « horizon Fassbinder » qui joue un rôle aussi important qu'un horizon Godard, un horizon Pialat, un horizon Resnais, un horizon Cassavetes ou, d'une tout autre manière, un horizon Lynch-Tarantino pour la dynamique cinématographique actuelle.

La forme de ce spectre très présent se définit par la double figure de l'innocence et du collectif. « Innocence » d'un rapport immédiat au cinéma, aux formes naïves du genre et au premier chef du mélodrame, dont Fassbinder, qui regroupa ses textes sous le titre *Les films libèrent la tête* (Editions de l'Arche), *savait – sans naïveté* aucune – retrouver le chemin. « Collectif » au sens d'un travail en commun, fût-ce dans la crise et la tyrannie, utopie d'une époque où les artistes de cinéma sont plus solitaires que jamais, et au sens d'une prise en charge des enjeux collectifs – politiques, historiques et sociaux – par le cinéma.

Jean-Michel Frodon

Informations pratiques

● **Accès.** Parc de La Villette/Grande Halle – Espace Charlie-Parker, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin.
● **Théâtre.** 24 représentations de *L'Année des treize lunes,* du 21 novembre au 18 décembre.
● **Musique.** Deux concerts d'Ingrid Caven, les 22 et 23 novembre, à 20 *heures.*
● **Films.** 14 projections de courts métrages, 20 projections de longs métrages et, les 7 et 8 décembre, l'intégrale de *Berlin Alexanderplatz.*
● **Exposition.** A l'entrée, Patrick Dutertre, créateur des costumes de la pièce mise en scène par Jean-Louis Martinelli, présente une exposition sur le rôle des costumes dans *L'Année des treize lunes.*
● **Rencontres.** Deux rencontres-débats, « Le collectif » (30 novembre) et le « Le corps de la femme, le corps de l'Allemagne » (24 décembre), à 17 heures, avec *Les Cahiers du cinéma* et *Le Monde.*
● **Tarifs.** Plein : 150 F (théâtre + cinéma) et 180 F (théâtre + concert) ; réduit : 120 F et 145 F ; adhérent : 100 F et 115 F ; carte jeune : 75 F et 90 F ; – de 26 ans (1 heure avant le spectacle dans la limite des places *disponibles) : 75 F et 90 F.*
● **Réservations.** Individuels : 01-40-03-75-75 ; collectivités : 01-40-03-74-82 ; adhérents : 01-40-03-75-89 ; réservation rencontres : 01-40-03-75-85 ; informations : 01-40-03-75-03 ; programme cinéma : 01-40-03-76-92.

Ingrid Caven, actrice et chanteuse

« Il avait un rapport désespéré et ambigu avec sa propre culture »

« Comment avez-vous rencontré Fassbinder ?

– Fassbinder et sa troupe m'ont jointe à la suite d'un court-métrage de Rudolf Thome et Max Zihlmann où je jouais et qui passait dans les salles en première partie de *Chronique d'Anna Magdalena Bach,* de Jean-Marie Straub. Ils étaient venus pour le film de Straub et m'avaient repérée. Durant notre entretien, je sentais la présence derrière moi d'un homme en cuir qui notait chacun de mes mots. C'était Rainer. Deux jours plus tard il est venu chez moi à Munich, en compagnie d'une actrice de la troupe, me proposer de jouer avec eux. J'ai d'abord refusé, il a insisté. Il m'a avoué plus tard avoir été stupéfait par ce refus. Notre confiance reposait sur cela. Je ne tenais pas à faire l'actrice absolument.

– Comment travaillait Fassbinder ?

– J'ai participé à une vingtaine de ses films, même si je n'ai été l'actrice principale d'aucun d'eux. Il n'avait aucun scrupule à manipuler les acteurs et les actrices pour arriver à ses fins. C'était un maître de marionnettes. Curieusement, tous les gens autour de lui en étaient très amoureux. Il arrivait à ce résultat par un chemin de séduction très tortueux. Il prenait les deux ou trois actrices principales du film et leur disait en aparté : *« Tu es la plus belle du monde, la meilleure, ne l'oublie pas. »* A une autre, il pouvait proférer les pires insultes. Fassbinder ne faisait pas dans le raffinement. J'ai toujours été surprise de l'absence de réaction des comédiens, mais il choisissait en priorité ceux qui étaient susceptibles de tolérer son rituel. Fassbinder disait *que nous étions tous des porcs, c'était* une analogie très importante pour lui.

– Comment acceptiez-vous une telle instrumentalisation ?

– Il ne forçait pas les acteurs. Il possédait un charisme incroyable. On a dit qu'il n'était pas aimé, qu'il avait beaucoup souffert, mais c'est absurde. C'est plutôt le contraire. Fassbinder a souffert d'être trop aimé, il avait une famille qui le surprotégeait. Il y a toujours eu chez lui le fantasme d'être quitté. Il avait une furieuse envie de vivre. Fassbinder ne sortait jamais le soir avec son équipe. Il avait beaucoup d'estime pour les techniciens, c'est son rapport aux acteurs qui était plus complexe. Je me suis souvent élevé contre l'isolement qu'il leur infligeait, mais il n'y avait rien à faire. C'est comme si pour lui ce métier était un métier de pute.

– Quel rapport Fassbinder avait-il avec le cinéma de son époque ?

– Il a fait son éducation au cinéma. Fassbinder a laissé dire qu'il n'y avait pas d'émo*tion dans sa famille et qu'il avait tout appris* au cinéma. C'est évidemment faux. Lorsque nous étions à Paris, en dehors des saunas qu'il fréquentait régulièrement, nous allions régulièrement à la Cinémathèque. Il aimait particulièrement Hitchcock, et surtout Godard. La découverte de ses films a été pour lui un choc. Fassbinder entretenait un rapport douloureux avec la culture allemande. La culture allemande n'existe pas sans la culture juive allemande, il était difficile de comprendre que nous avions jeté et brûlé une partie de notre âme, c'est presque impossible à assumer. Fassbinder avait un rapport désespéré et ambigu avec sa propre culture. Le rock a joué un rôle très important pour lui.

– Quel est votre film préféré de Fassbinder ?

– *Le Secret de Veronika Voss.* Non que le film soit fondamentalement supérieur aux autres. C'est un film très aéré, ce qui est curieux puisqu'il s'agissait d'un film sur la drogue. Fassbinder y ressemblait à celui que *j'ai connu dans la vie : léger, très dansant,* plein d'humour. J'étais heureuse de voir un film qui lui ressemblait enfin, même si à ce moment, en 1981, lui-même était très fatigué. Il avait beau être affaibli par la drogue, sa tête marchait parfaitement. »

Propos recueillis par Samuel Blumenfeld

« L'Année des treize lunes », le théâtre d'une douleur tenace

C'EST une histoire d'amour. Mais un amour *« absolu et d'une pureté absolue, un amour qui ne mène à aucun résultat visible, à rien qui serait présentable, donc utile. »* C'est l'histoire d'Elvira, inutile à en mourir dans le Francfort des années 70. Elvira ? Comme dans *Don Juan* ? Dieu en moins, l'Allemagne en plus, découpée en deux, dépecée par le regard de Rainer Werner Fassbinder.

De son vivant, quand cet homme-là vous regardait, vous n'étiez pas nu, mais à vif. Ses yeux trouaient la chair, dont lui-même, *vers sa fin, était fort pourvu.* Aujourd'hui qu'il est mort, ses mots, images, pièces, films, charcutent la mémoire. Elvira nous le rappelle affreusement. Qui est-elle ? le personnage central de *L'Année des treize lunes.* C'est-à-dire : personne. Ni homme ni femme. Un poids de chair livré aux aléas de l'histoire allemande. Un frère, une sœur, un ami, un amant, un miroir, un double de Fassbinder, venu sur scène pour nous dire que, parfois, il faut pleurer.

Elvira est née Erwin. Enfant de la guerre, abandonné par sa mère, il a été élevé dans un orphelinat, dont il fut le seul enfant à ne pas être adopté. Devenu apprenti boucher, il épouse la fille de son patron, croit l'aimer, en a une fille. *Un jour,* Erwin croise dans un bar le regard d'Anton, cynique fouineur mercantile qui lui dit qu'il l'aimerait s'il était une femme. Erwin part se faire opérer au Maroc. Devenu Elvira, il rentre à Francfort, où Anton le rejette en riant. Alors commence le long chemin de croix, semé de désespoir et de prostitution, dont *L'Année des treize lunes* retrace les dernières stations.

Fassbinder avait trente-trois ans quand il a filmé *L'Année des treize lunes* en 1978. Cette année-là, Jean-Louis Martinelli en avait vingt-sept, il venait de quitter son métier d'ingénieur des Arts et Métiers pour se lancer dans la mise en scène. Evidemment, il se souvient de ce temps où la révolte, *« l'envie de liquider l'héritage »* sonnaient comme un appel furieux. Mais il a attendu que vienne l'apaisement du travail pour renouer avec Rainer Werner Fassbinder. C'est en 1995 – une année de treize lunes, justement – qu'il a mis en scène *L'Année des treize lunes,* au Festival d'Avignon.

« HISTOIRE DE BIDOCHE »

Pour l'occasion, il avait maquillé la cour du lycée Saint-Joseph en un décor résolument urbain – avec la façade d'un haut immeuble arrogant, recouvert d'un écran où défilaient des scènes sauvages d'abattoir. Ainsi la viande sanguinolente percutait la chair des comédiens – en premier celle meurtrie de Charles Berling, Erwin-Elvira.

Pour Jean-Louis Martinelli, cette chair obsédante pourrait résumer la pièce de Fassbinder. *« Finalement,* dit-il, L'Année des treize lunes *c'est une histoire de bidoche, de trafic de viande dans tous les sens du terme. Anton tout autant qu'Elvira se livrent à des trafics, dans le commerce ou sur leur corps. Cela m'intéresse énormément, parce que je crois qu'on ne peut pas tricher avec cette donnée. On peut retourner un concept dans tous les sens, mais pas la chair. Fassbinder était habité par un acharnement à vouloir parler du monde dans lequel il vivait, et à en parler d'une manière transposée – ici, dans le corps d'Erwin-Elvira. Comment rendre compte de parcours individuels dans une perspective historique ? Cette question, il l'a posée comme seuls peu d'écrivains contemporains ont su ou savent le faire. »*

Brigitte Salino

Comment la Fête du livre à Toulon est tombée entre les mains du FN

La mairie Front national de la cité varoise a pris en charge la manifestation rebaptisée « Fête de la liberté du livre ». Quarante-neuf auteurs connus pour leur engagement à l'extrême droite sont attendus. A La Garde, la municipalité communiste organise une contre-manifestation

La mairie de Toulon a repris en charge directement la Fête du livre, après le retrait des libraires organisateurs et le désistement de beaucoup d'auteurs pour protester contre les déclarations du maire, Jean-Marie Le Chevallier (FN), jugeant l'hommage à l'écrivain Marek Halter *« inopportun »*. Elle l'a rebaptisée « Fête de la Liberté du livre » et annonce la présence de quarante-neuf auteurs, tous connus pour leur engagement à l'extrême droite. A la commune voisine de La Garde, dont la municipalité est communiste, des libraires de Toulon et d'autres communes du département organisent une autre manifestation, baptisée « Livres en liberté », qui sera inaugurée par Marek Halter. Le TNDI de Châteauvallon rendra un hommage à Marek Halter, vendredi 22 novembre, ce qui vaut le soutien réaffirmé du ministre de la culture et de nombreuses personnalités locales plus désireuses de se montrer là qu'à La Garde. Dans un entretien, le chercheur René Monzat passe en revue les moyens par lesquels les idées d'extrême droite sont diffusées.

TOULON
de nos correspondants

Les récentes mésaventures de la Fête du livre de Toulon, après les déclarations du maire, Jean-Marie Le Chevallier (FN), jugeant inopportun l'hommage qu'on voulait rendre à l'écrivain Marek Halter, n'auront pas vraiment surpris ceux qui ont suivi ce qui s'est passé depuis l'édition 1995 de cette manifestation (organisée par les six libraires de la cité, en collaboration avec la mairie, depuis 1990). En novembre 1995, l'équipe de Jean-Marie Le Chevallier, à peine installée, avait imposé les éditions Présent, du nom du journal du Front national. En collaboration avec les éditions toulonnaises Plein Sud, *Charlie Hebdo* fêtait son numéro pamphlétaire contre l'extrême droite. *« L'ambiance était lourde, très chargée »*, raconte un participant.

Les libraires décident donc d'adopter une charte qui affirme le *« choix des éditeurs et des auteurs présents par les libraires et eux seuls »*. En décembre 1995, l'affaire rebondit en conseil municipal. Danielle De March (PC) fait état des réticences de certains libraires à organiser une fête en 1996. Fidèle à son sourire, le maire affirme que contrairement à ce qui se dit *« tout le monde a été ravi »* de l'édition 1995. Son adjoint, Louis Soccoja, lance une phrase prémonitoire et passée presque inaperçue : *« Si les libraires de Toulon ne veulent pas travailler avec nous, eh bien on va tâcher de trouver une autre solution. »*

L'appel d'offres pour l'organisation est malgré tout lancé : la société Acte Public Communication, basée à Paris, sera choisie, comme elle l'avait été par l'ancienne municipalité. Sur le terrain, les contacts continuent jusqu'au printemps et le maire reçoit des libraires. Il demande aux professionnels s'ils ont, cette année, l'intention d'inviter ses auteurs préférés et les maisons d'édition de ses amis. Réponses évasives. Jean-Marie Le Chevallier lance alors *« qu'il n'y a pas que les libraires toulonnais »*. Silence. Puis la conversation reprend sur le ton badin qu'affectionne Jean-Marie Le Chevallier. Les libraires présents ont compris le message : *s'ils refusent* de collaborer, adieu les marchés décisifs pour leurs balances commerciales que sont les écoles, les bibliothèques et les administrations.

Pourtant, la préparation continue et, en juin, une réunion se tient autour de l'adjoint à la culture. Il affirme avoir ce jour-là reposé la question de la présence de ses amis. Le prestataire de services entre en lice en septembre. Il réunit les libraires, négocie avec les services municipaux, prépare le programme. Il semble qu'à ce stade les remous se soient apaisés, un libraire ayant accepté d'accueillir sur son stand des auteurs d'extrême droite. La tradition veut que ce soit l'organisateur qui choisisse l'auteur auquel la fête rendra hommage, les libraires en étant seulement informés. Apprenant le choix de Marek Halter, la mairie écrit le 21 octobre à Acte Public Communication : *« Monsieur le maire estime que l'hommage à Monsieur Marek Halter n'est pas opportun (...). Monsieur le maire vous prie de prévoir, à l'intérieur de la structure de la fête, un ou plusieurs stands pour les éditions suivantes : Difralivre, National Hebdo, Les Presses bretonnes, les Editions nationales. »*

REFUS DES PRESSIONS

La crise est ouverte à Toulon. A Paris, une pétition circule dans les milieux de l'édition, condamnant le fait qu'une municipalité intervienne dans un salon du livre. Sur place, les libraires s'inquiètent, sentant tous que beaucoup d'auteurs vont se désister. Or, sans les auteurs, pas de fête : *« Quand un auteur manque, la vente est dérisoire »*, dit un libraire. Partagés entre l'envie de préserver leur fête et le refus de pressions que la mairie a réaffirmées dans sa lettre, ils se revoient pour un déjeuner. La discussion dure trois heures sans résultat unanime définitif. Mais quelques jours après, et en ordre plus ou moins dispersé, ils jettent l'éponge.

Louis Soccoja affirme aujourd'hui, malgré la lettre du *« Service culturel, 8e division, numéro MDV.DG/187/96 »* que le terme *« pas opportun »* n'a jamais été employé. Tout en considérant que *« Marek Halter est* [notre] *ennemi »*, il dénonce une manipulation tendant à rendre la mairie coupable d'un crime de lèse-liberté alors qu'elle est le porte-parole des auteurs *« qui n'ont pas la chance d'appartenir à la classe du politiquement correct »*.

M. Constant, patron d'Acte Public Communication, préfère garder un silence prudent : *« Il n'est pas exclu que l'affaire se plaide »*. La mairie de Toulon s'accroche alors à sa fête, qu'elle prend directement à charge et rebaptise « Fête de la liberté du livre ». Sa liste officielle annonce quarante-neuf auteurs, d'ADG à Georges-Paul Wagner, en passant par Alain Sanders et Jean Madiran, tous connus pour leur engagement à l'extrême droite. Deux bouquinistes, trois librairies (la plus importante venant de Poitiers) et dix éditeurs sont aussi annoncés, dont les noms sont très rarement connus, si l'on excepte celui de l'éditeur Jean Picollec. Personne, bien entendu, ne vient de Toulon.

Le retrait des libraires, pour lequel il avait plaidé, laisse quand même Gino Capolongo, responsable de la librairie Renaissance, sur sa faim. Il contacte la municipalité communiste voisine de La Garde. Outre son engagement à gauche, il a le souci, affirme-t-il, de préserver le travail de terrain engagé avec le Centre de recherches et d'information sur la librairie jeunesse. Les négociations vont d'autant plus vite que sur le plan national nombre d'auteurs, parmi lesquels Marek Halter, disent leur volonté de participer à ce qui prend couleur de protestation anti-Front national. Seize villages ou villes de gauche du département se rallient à La Garde pour partager les 200 000 francs nécessaires à la tenue de la manifestation.

Baptisée « Livres en liberté », elle prévoit des débats et annonce plusieurs dizaines d'auteurs, de Christiane Rochefort à Denis Robert ou Noël Copin... Quant au TNDI de Châteauvallon, il organise lui aussi un hommage à Marek Halter pour vendredi 22 novembre, ce qui vaut le soutien réaffirmé du ministre de la culture et de nombreuses personnalités locales plus désireuses de se montrer là qu'à La Garde.

José Lenzini et Michel Samson

★ Le forum « Livres en liberté » qui se tient à La Garde samedi 23 et dimanche 24, devant la maison communale Gérard-Philipe, sera inauguré samedi à 11 h 30 en présence de Marek Halter.
★ La « Fête de la Liberté du livre », qui se tient de vendredi à dimanche soir sous le chapiteau place de la Liberté à Toulon, est inaugurée vendredi à 11 heures par le maire de la ville.
★ A Châteauvallon, l'hommage à Marek Halter a lieu vendredi à 14 h 30.

La romancière Pascale Roze reconnaît sa maladresse

PRIX GONCOURT pour son premier roman *Le Chasseur Zéro* (Albin Michel), la romancière Pascale Roze, d'origine toulonnaise, avait tenu dans le quotidien *Var Matin* du 14 novembre des propos très controversés sur l'affaire de la Foire du livre. A la suite du communiqué du maire Jean-Marie Le Chevallier, jugeant que l'hommage à Marek Halter qu'avaient prévu les organisateurs n'était *« pas opportun »*, Pascale Roze semblait approuver la position du maire Front national de Toulon en déclarant que *« c'était une sorte de maladresse, pour ne pas parler de provocation, d'inviter pour un hommage spécial Marek Halter dans la mesure où l'on pouvait deviner la réaction de la municipalité frontiste »*.

Elle ajoutait toutefois qu'elle considérait également comme une maladresse *« la réaction de cette même municipalité »* (*Le Monde* daté 17-18 novembre). Marek Halter a répondu à la romancière dans une lettre ouverte envoyée à la presse : *« N'a-t-on pas de même reproché aux États-Unis d'avoir envoyé aux Jeux olympiques de Berlin, en 1936, Jesse Owen, un athlète noir, connaissant le racisme viscéral d'Adolf Hitler ? Le FN n'est pas encore au pouvoir que déjà des intellectuels s'inquiètent de ses sentiments. Ce serait donc à les entendre une provocation que d'être juif dans un pays où il y a encore des antisémites ! »*

Devant l'ampleur du remous suscité par ses propos, Pascale Roze revient sur ses déclarations, s'accusant de naïveté : *« Je suis une débutante en ce qui concerne le monde des médias*, assure-t-elle au *Monde* lors d'un entretien téléphonique, *et je parle trop. Je réponds à trente interviews par téléphone dans la matinée. Mais il ne peut y avoir d'ambiguïté à mon sujet. J'avais déjà fait savoir avant le Goncourt que je n'irais pas à la Fête du livre pour ne pas la cautionner. Le mot « maladresse » est maladroit, mais je maintiens celui de « provocation », ce qui ne veut pas dire que je réprouve cette provocation : au contraire, c'est bien d'aller au clash. C'est ce que je voulais dire. »*

A nouveau joint par téléphone, Marek Halter nous dit naturellement accepter ces « excuses ». Il évoque cependant un passage des *Frères Karamazov*. *« Aliocha dit à Dmitri : " Ta langue est ton ennemi ", et lorsque son frère tente de se justifier, il l'interrompt : " Ne te justifie pas, ou tu deviendras ton propre ennemi ". L'ennemi, ce sont les choses instinctives qui surgissent sans le filtre de la culture. Je ne pense pas que m'inviter était une " provocation ". Penser à cela, c'est supposer que les idées de la mairie méritent d'être prises en considération, ce qui n'est pas le cas. J'étais honoré d'être choisi et la question s'arrête là. »*

Pascale Roze laisse en suspens son projet de se rendre à la librairie toulonnaise Charlemagne, pour une séance de signature, après avoir décidé de boycotter la Fête du livre. *« Si le maire veut venir m'y rendre hommage au nom de la ville, je n'irai pas. Je ne veux pas être prise en otage et devenir un enjeu politique. J'ai écrit un livre dans mon coin et je ne demanderais qu'à me taire. »*

Marion Van Renterghem

René Monzat, chercheur, coauteur de « Les Droites nationales et radicales en France »

« L'essentiel de la vente des ouvrages de l'extrême droite se fait par correspondance »

« Seuls les stands de l'extrême-droite seront présents à Toulon car, malgré les désistements, le maire n'a pas voulu annuler la Fête du livre. Est-ce par simple refus de capituler ou parce que le Front national (FN) veut développer sa politique d'édition ?

– Dans ses fêtes et sur ses stands, le FN expose souvent des livres et des revues. Il organise des signatures d'ouvrages, annoncées dans le quotidien *Présent* ou dans *National Hebdo*. Il y aura par exemple bientôt une vente à l'université d'Assas. On y trouve les publications du parti et celles d'éditeurs proches.

– Que publie le FN ?

– La revue théorique *Identité*, qui en est à son vingt-troisième numéro, accueille des intellectuels liés à cette mouvance, qu'ils soient ou non membres du parti. Elle vient de consacrer un numéro à « l'Amérique, adversaire des peuples ». Le FN a créé les Editions nationales. Elles publient des auteurs maison, les dessins de Konk ainsi que des ouvrages historiques sur le baroque (Yvon Blot) ou un album en quadrichromie sur Clovis. L'histoire y est réinterprétée, avec une certaine cohérence, dans le but de servir la vision du monde du parti.

– Les librairies d'extrême droite sont rares. Comment se diffusent ces livres en dehors des stands dans les meetings ?

– L'essentiel de la vente se fait par correspondance. *Présent*, le journal de la tendance catholique, a son entreprise de diffusion, Difralivre. *National Hebdo* ou la revue de la nouvelle droite, *Eléments*, vendent eux aussi par correspondance les auteurs propres à forger une armure intellectuelle et théorique. Une librairie comme Diffusion de la pensée française, qui s'appelle aussi Edition du Chiré ou Duquesne Diffusion, vend surtout sur catalogue. Elle propose quelque trois mille titres. Elle est proche des catholiques intégristes et a publié des auteurs révisionnistes tels Faurisson ou Roque. Elle n'appartient pas au FN mais les bulletins locaux du parti contiennent des annonces pour son catalogue et elle tient un stand dans ses fêtes. Chaque année, elle édite un recueil de près de 400 pages, *Les Cahiers de Chiré*, qu'elle offre aux clients qui achètent pour plus de 400 francs. Les textes sont demandés à des auteurs du catalogue, par exemple à Jacques Bompard, maire FN d'Orange.

» Diffusion de la pensée française fait le trait d'union entre la droite antisémite des années 30 et la montée récente du Front national. Jusqu'aux années 60, sur le plan théorique et culturel, ce courant était orphelin. Seuls quelques cadres ont joué le rôle de transmission de la tradition intellectuelle de l'extrême droite. Certains publient dans des maisons d'édition ayant pignon sur rue. On trouve en supermarché la vingtaine d'ouvrages de Jean Mabire autour des SS [*Le Monde* du 9 novembre].

» Alain de Benoist dirige une collection « Les Grands Classiques de l'homme de droite » qui réédite des théoriciens d'avant-guerre. Des livres du leader antisémite des années 30, Henri Colson, sont disponibles au catalogue de Diffusion de la pensée française. Né en 1910, collaborateur du parti nazi dès 1935, il édite en 1937 *La France colonie juive* puis sa célèbre brochure antisémite *Je vous hais* en 1944. Sorti de prison en 1950, il continue d'écrire ses mêmes « dénonciations » du « complot judéo-maçonnique » dans des versions euphémisées. Elles sont vendues par cette librairie. Sur une longue durée, ses ouvrages atteignent des tirages importants, que j'estime à 40 000 exemplaires. Coston reste très lu à l'extrême droite et des cadres du FN en recommandent, discrètement, la lecture. »

Propos recueillis par Catherine Bédarida

★ *Les Droites nationales et radicales en France : répertoire critique*, de Jean-Yves Camus et René Monzat, Presse universitaires de France, 450 p., 120 F.

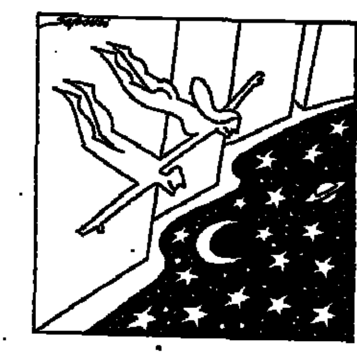






L'art et les métiers de l'écriture

Le Musée de la poste expose dans un hôtel particulier



IMAGINÉE par le Musée de la poste dans un bel hôtel particulier parisien, une exposition permet de découvrir cent ans d'objets d'écriture : plumes métalliques, plumiers, encriers, parures et écrins, stylos plumes, crayons et porte-mines, la « Bic génération », feutres... Dix photographes – William Klein, Eric Cuvillier, Sarah Moon, Cucchi White, Georges Mara d'Ejove, Keiichi Tahara, Pierre et Gilles, Willy Ronis, Jean-Loup Sieff, John Batho – ont réalisé une édition limitée de coffrets de papier à lettres, visibles dans l'exposition. Par ailleurs, un éclairage est proposé sur la correspondance de la marquise de Sévigné et la tradition du courrier au XVII[e] siècle. Enfin, *Le Monde* ouvre les archives de son courrier des lecteurs : entre coups de cœur et cris de colère...

★ « Le 7, Rond-Point », 7, rond-point des Champs-Elysées, Paris 8e. Mo Franklin-D. Roosevelt. De 11 h 30 à 21 heures, le 22 novembre; de 11 h 30 à 19 h 30, le 23 ; de 11 h 30 à 18 h 30, le 24. Tél. : 01-42-89-00-51 et 01-53-76-10-13.

UNE SOIRÉE À PARIS

Tom Cora's Roof
Du microscopique Festival de Nickelsdorf (Autriche), le directeur de Jazz à Mulhouse était revenu avec le souvenir vivace du Tom Cora's Roof. Phil Minton y hurle/susurre/respire, la rythmique – percussions et contrebasse – s'émancipe des repères. Le violoncelliste américain Tom Cora réside à Marseille ; c'est un inventeur de formes, de timbres, un mélodiste magnifique. Roof a émerveillé tous ceux qui l'ont entendu.
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. Mo Robespierre. 20 h 30, le 21. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

Bevinda
Elle vit en France depuis l'âge de deux ans, mais ses racines portugaises l'ont rattrapée. Avec une grâce émouvante, Bevinda chante le fado, emblème musical de son pays natal. Un fado qui s'affranchit volontiers de la tradition pour bifurquer parfois vers le tango ou la bossa-nova. Dans l'ambiance intime et conviviale de la Chapelle des Lombards, accompagnée de ses musiciens, elle met le public en état de sensuelle mélancolie.
Chapelle des Lombards, 19, rue de Lappe, Paris-11e. Mo Bastille. 20 heures, les 21 et 28. Tél. : 01-43-57-24-24. 70 F.

Sepultura
Le rock titanesque des musiciens de Sepultura charrie des tonnes de métal, mais s'enrichit aussi des rythmes de leur Brésil natal. Rugis plus que chantés, leurs textes démontrent aussi une conscience sociale rare dans le milieu du hard rock.
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. Mo Porte-de-Pantin. 20 heures, le 21. Tél. : 01-42-08-60-00. 165 F.

The Saints
Mené par Chris Bailey, chanteur à la voix de papier de verre, les Saints ont inventé, il y a vingt ans, le punk australien. Récemment reformés, ils tentent de retrouver la chaleur originelle d'un rock rude nimbé de soul.
Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris-13e. Mo Place-d'Italie. 20 heures, le 21. Tél. : 01-53-79-00-11. De 105 F à 115 F.

ART

Une sélection des vernissages et des expositions à Paris et en Ile-de-France

VERNISSAGES

Jan Dibbets : le proche et le lointain
Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8e. Mo Miromesnil. Tél. : 01-45-63-13-19. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 21 novembre au 11 janvier.

Robert Frank : photographies de 1941 à 1994
Centre culturel suisse, 32-38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3e. Mo Saint-Paul et Rambuteau. Tél. : 01-42-71-44-50. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi et mardi. Du 22 novembre au 26 janvier. Entrée libre.

Raymond Hains
Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, Paris 3e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-42-72-14-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Du 23 novembre au 28 décembre.

Pierre & Gilles : 20 ans (1976-1996)
Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris 4e. Mo Saint-Paul, Pont-Marie. Tél. : 01-44-78-75-00. De 11 heures à 20 heures. Fermé lundi et mardi. Du 27 novembre au 26 janvier. 30 F.

La Route
Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris 4e. Mo Saint-Paul, Pont-Marie. Tél. : 01-44-78-75-00. De 11 heures à 20 heures. Fermé lundi et mardi. Du 27 novembre au 26 janvier. 30 F.

EXPOSITIONS PARIS

Autour de Bourdelle, Paris et les artistes polonais, 1900-1918
Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle, Paris 15e. Mo Montparnasse-Bienvenüe. Tél. : 01-49-54-73-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 19 janvier. 27 F.

Georg Baselitz
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mo Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier. 40 F.

Georg Baselitz : gravures 1965-1995
Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4e. Mo Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-78-11-71. De 14 heures à 19 heures ; le matin sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 28 décembre.

Jean-Marc Bustamante, Sean Scully
Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1er. Mo Concorde. Tél. : 01-42-60-69-69. De 12 heures à 19 heures ; samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 1er décembre. 35 F.

De l'impressionnisme à l'Art nouveau
Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, entrée : 1, rue de Bellechasse, Paris 7e. Mo Solferino. Tél. : 01-40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; dimanche de 9 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier. 36 F.

Dessins : nouvelles acquisitions (1992-1996)
Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 janvier. 35 F.

Jean Dubuffet, des années 40 aux années 80
Galerie Pascal Lansberg, 36, rue de Seine, Paris 6e. Mo Odéon. Tél. : 01-40-51-84-34. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 20 décembre.

Escale du regard
Espace Electra, 6, rue Récamier, Paris 7e. Mo Sèvres-Babylone. Tél. : 01-42-84-23-60. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 29 décembre. 10 F.

Luciano Fabro
Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 janvier. 27 F.

Felten, Massinger : double singulier
Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg, Paris . Mo Rambuteau. Tél. : 01-42-78-05-62. De 14 heures à 19 heures et sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi et fêtes. Jusqu'au 11 janvier. Entrée libre.

Fès immobile et immortelle, photographies de Bruno Barbey
Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5e. Mo Jussieu, Cardinal-Lemoine, Sully-Morland. Tél. : 01-40-51-38-38. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 12 janvier. Entrée libre.

La Grèce en révolte. Delacroix et les peintres français, 1815-1848
Musée national Eugène-Delacroix, 6, rue de Furstenberg, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 01-44-41-86-50. De 9 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 13 janvier. 23 F.

La Griffe et la Dent
Musée du Louvre, aile Richelieu, entrée par la pyramide, Paris 1er. Mo Palais-Royal, Louvre. Tél. : 01-40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 15. Nocturnes lundi et mercredi jusqu'à 21 h 15. Fermé mardi. Jusqu'au 13 janvier. 26 F et 45 F.

Paul B. Haviland (1880-1950), photographe
Musée d'Orsay, salle 8, 62, rue de Lille, entrée : 1, rue de Bellechasse, Paris 7e. Mo Solferino. Tél. : 01-40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45 ; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier. 24 F et 36 F.

Life/Live, la scène artistique au Royaume-Uni en 1996
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mo Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 01-40-70-11-10. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 18 h 45. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 5 janvier. 27 F.

L'Origine du monde, autour d'un chef-d'œuvre de Courbet
Musée d'Orsay, niveau médian, 62, rue de Lille, entrée : 1, rue de Bellechasse, Paris 7e. Mo Solferino. Tél. : 01-40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45 ; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier. 24 F et 36 F.

Les Péchés capitaux : la colère
Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 janvier. 35 F.

Photos-leurres
Galerie du Jour Agnès B, 6, rue du Jour, Paris 1er. Mo Les Halles. Tél. : 01-42-33-43-40. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 4 janvier.

Picasso et le portrait
Grand Palais, galeries nationales, avenue Winston-Churchill, entrée place Georges-Clemenceau, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 20 janvier. De 35 F à 50 F.

Picasso, gravures 1900-1942
Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3e. Mo Saint-Paul, Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-71-25-21. De 9 h 30 à 17 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 20 janvier. 28 F.

La Révolution de la photographie instantanée : 1880-1900
Bibliothèque nationale, galerie Colbert, passage Colbert, 6, rue des Petits-Champs, Paris 2e. Mo Bourse ou Palais-Royal. Tél. : 01-47-03-81-10. De 12 heures à 18 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au 4 janvier. Entrée libre.

Miguel Rio Branco : l'ailleurs
Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris 4e. Mo Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-77-38-24. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 7 décembre.

Rodin, les marbres de la collection Thyssen
Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7e. Mo Varenne, Invalides. Tél. : 01-44-18-61-10. De 9 h 30 à 16 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier. 28 F.

Les Sixties, années utopies France et Grande-Bretagne, 1962-1973
Musée d'histoire contemporaine, Hôtel national des Invalides, Paris 7e. Mo Latour-Maubourg. Tél. : 01-44-42-38-39. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 17 h 30. Fermé lundi et dimanche matin. Jusqu'au 29 décembre. 30 F.

Martin Szekely, Munio Weinraub Gitai
Centre Georges-Pompidou, 3e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 janvier. 35 F.

Les Trois Grandes Egyptiennes
Mission du patrimoine photographique, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4e. Mo Bastille, Saint-Paul. Tél. : 01-42-74-47-75. De 10 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier. 25 F.

Ed Van der Elsken entre films et photos
Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7e. Mo Assemblée-Nationale. Tél. : 01-53-59-12-40. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 8 décembre. 20 F.

Ger Van Elk
Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Mo Bastille. Tél. : 01-48-06-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 novembre.

Villette-Amazone, manifeste pour l'environnement au XXIe siècle
Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Tél. : 01-40-03-75-03. De 14 heures à 20 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 1er décembre. 40 F.

EXPOSITIONS ILE-DE-FRANCE

Berlin, une capitale en perspectives
Toit de la Grande Arche, 1, parvis de la Défense. Tél. : 01-49-07-27-57. De 10 heures à 19 heures. Nocturnes les mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 18 décembre. Jusqu'au 5 janvier. 40 F.

Olivier Debré
Centre national de la gravure contemporaine, Maison Levanneur, île des Impressionnistes, 78 Chatou. Tél. : 01-39-52-45-35. De 11 heures à 17 heures ; samedi et dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 12 janvier.

André François
Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier, 95 Pontoise. Tél. : 01-34-43-34-77. De 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 28 février. 20 F.

Schuffenecker, 1851-1934
Musée départemental Maurice-Denis, le Prieuré, 2 bis, rue Maurice-Denis, 78 Saint-Germain-en-Laye. Tél. : 01-39-73-77-87. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 12 janvier. 35 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

LA CHAMBRE TRANQUILLE
Film australien de Rolf de Heer, avec Chloe Ferguson, Phoebe Ferguson, Celine O'Leary, Paul Blackwell (1 h 35).
VO : 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38) ; La Pagode, dolby, 7e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (01-43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

FALLAIT PAS !
Film français de Gérard Jugnot, avec Gérard Jugnot, François Morel, Michèle Laroque, Jean Yanne, Martin Lamotte, Claude Piéplu (1 h 35).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e ; UGC Danton, dolby, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (01-45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15e ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (01-46-36-10-96 ; réservation : 01-40-30-20-10).

JE N'EN FERAI PAS UN DRAME
Film français de Dodine Herry, avec Philippine Leroy Beaulieu, Julian Benedikt, Wolfgang Wimmer, Bernard Schmidt, Patricia Herry (57 min).
14-Juillet Beaubourg, 3e (01-42-77-14-55) ; Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5e (01-43-54-42-34).

MICROCOSMOS, LE PEUPLE DE L'HERBE
Film français de Claude Nuridsany, Marie Perennou, (1 h 15).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Bretagne, dolby, 6e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; L'Arlequin, dolby, 6e (01-45-44-28-80 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (01-43-59-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (01-48-24-88-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).

LE ROMAN D'UN JEUNE HOMME PAUVRE
Film franco-italien d'Ettore Scola, avec Alberto Sordi, Rolando Ravello, André Dussollier, Isabella Ferrari, Renato De Carmine, Gianfelice Imparato (1 h 45).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Espace Saint-Michel, dolby, 5e (01-44-07-20-49) ; George-V, 8e ; Les Montparnos, dolby, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79).

SALUT COUSIN !
Film français de Merzak Allouache, avec Gad Elmaleh, Mess Hattou, Magaly Berdy, Ann Gisel Glass, Jean Benguigui, Xavier Maly (1 h 43).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; Espace Saint-Michel, dolby, 5e (01-44-07-20-49) ; Racine Odéon, 6e (01-43-26-19-68 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e ; Le Balzac, dolby, 8e (01-45-61-10-60) ; UGC Opéra, dolby, 9e ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; UGC Gobelins, 13e ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96 ; réservation : 01-40-30-20-10).

SHE'S THE ONE
Film américain d'Eward Burns, avec Jennifer Aniston, Maxine Bahns, Edward Burns, Cameron Diaz, Mike McGlone (1 h 37).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Odéon, dolby, 6e ; UGC Rotonde, 6e ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e ; UGC Opéra, dolby, 9e ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).

WALK THE WALK
Film français de Robert Kramer, avec Jacques Martial, Laure Duthilleul, Betsabée Haas, Eliane Boisgard, Jacqueline Bronner, Aline Pailler (1 h 12).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (01-42-77-14-55) ; Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

SÉLECTION

AFRIQUES : COMMENT ÇA VA AVEC LA DOULEUR ?
de Raymond Depardon,
Français (2 h 45).
Saint-André-des-Arts II, 6e (01-43-26-80-25).

ASPHALT TANGO
de Nae Caranfil,
avec Charlotte Rampling, Mircea Diaconu, Florin Calinescu, Constantin Cotimatis, Catalina Rahaianu, Marthe Felten.
Franco-roumain (1 h 44).
VO : Latina, 4e (01-42-78-47-86) ; Images d'ailleurs, 5e (01-45-87-18-09).

AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES
d'Aki Kaurismäki,
avec Kati Outinen, Kari Vaananen, Elina Salo, Sakari Kuosmanen, Markku Peltola, Matti Onnismaa.
Finlandais (1 h 36).
VO : pée de Bois, 5e (01-43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

BREAKING THE WAVES (*)
de Lars von Trier,
avec Emily Watson, Stellan Skarsgard, Katrin Cartlidge, Jean-Marc Barr, Adrian Rawlins, Jonathan Hackett.
Danois (2 h 38).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38) ; UGC Triomphe, dolby, 8e ; UGC Opéra, 9e ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Escurial, dolby, 13e (01-47-07-28-04 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).

CAPITAINE CONAN
de Bertrand Tavernier,
avec Philippe Torreton, Samuel Le Bihan, Bernard Le Coq, Catherine Rich, François Berléand, Claude Rich.
Français (2 h 10).
UGC Forum Orient Express, 1er ; UGC Odéon, 6e ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (01-47-20-76-23 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, 9e ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10).

CHRONIQUE COLONIALE
de Vincent Monnikendam,
Hollandais, noir et blanc (1 h 29).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

IRMA VEP
d'Olivier Assayas,
avec Maggie Cheung, Jean-Pierre Léaud, Nathalie Richard, Antoine Basler, Nathalie Boutefeu, Bulle Ogier.
Français (1 h 38).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; La Pagode, dolby, 7e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (01-47-20-76-23 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).

LE JARDIN
de Martin Sulik,
avec Roman Luknar, Zuzana Sulajova, Marian Labuda, Jana Svandova.
Franco-slovaque (1 h 40).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

LOS ANGELES 2013 (*)
de John Carpenter,
avec Kurt Russell, Steve Buscemi, Stacy Keach, Peter Fonda, George Corraface, Cliff Robertson.
Américain (1 h 41).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Odéon, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

MÉFIE-TOI DE L'EAU QUI DORT
de Jacques Deschamps,
avec Robin Renucci, Maruschka Detmers, Jean Benguigui.
Français (1 h 50).
14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11e (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Escurial, 13e (01-47-07-28-04 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

LA MÉMOIRE EST-ELLE SOLUBLE DANS L'EAU ?
de Charles Najman,
avec Solange Najman, Jean-Chrétien Sibertin Blanc, Henia Goldzajder, Salka Rosenberg, Hélène Alembik, Simon Fenigjstein.
Français (1 h 35).
14-Juillet Beaubourg, 3e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (01-46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (01-43-59-36-14).

MISSION : IMPOSSIBLE
de Brian De Palma,
avec Tom Cruise, Jon Voight, Henry Czerny, Emmanuelle Béart, Jean Reno, Ving Rhames.
Américain (1 h 50).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Bretagne, 6e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Marignan, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10).

PASSAGE À L'ACTE
de Francis Girod,
avec Daniel Auteuil, Patrick Timsit, Anne Parillaud, Michèle Laroque, Marc Berman, Jean-Michel Noirey.
Français (1 h 45).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10).

PO DI SANGUI
de Flora Gomes,
avec Ramiro Naka, Edna Evora, Adama Kouyate, Bia Gomes, Dadu Cissé, Dulcenia Bidjanque.
Franco-guinéen-portugais-tunisien (1 h 30).
VO : Images d'ailleurs, 5e (01-45-87-18-09) ; La Bastille, 11e (01-43-07-48-60).

LA PROMESSE
de Jean-Pierre et Luc Dardenne,
avec Olivier Gourmet, Jérémie Renier, Assita Ouedraogo, Rasmane Ouedraogo.
Belge (1 h 33).
14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (01-42-77-14-55) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18) ; Le Balzac, 8e (01-45-61-10-60) ; Les Montparnos, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).

LA RENCONTRE
d'Alain Cavalier.
Français (1 h 15).
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

ROME DÉSOLÉE
de Vincent Dieutre.
Français (1 h 10).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

RONDE DE FLICS A PÉKIN
de Ning Ying,
avec Li Zhanho, Wang Liangui, Zhao Zhiming, Liu Yingshu.
Chinois (1 h 42).
VO : Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).

SANKOFA
de Haile Gerima,
avec Oyafunmike Ogunlano, Mutabaruka, Alexandra Duah, Nick Medley, Reginald Carter.
Ghanéen (2 h).
VO : Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20).

LA SERVANTE AIMANTE
de Jean Douchet,
avec Catherine Hiegel, Jean-Yves Dubois, Alain Pralon, Claire Vernet, Nicolas Silberg.
Français (2 h 46).
Grand Action, 5e (01-43-29-44-40).

REPRISES

L'AVENTURE INOUBLIABLE
d'Edward Griffith,
avec Fred Astaire, Joan Leslie, Robert Benchley, Robert Ryan.
Américain, 1943, noir et blanc, copie neuve (1 h 29).
VO : Mac-Mahon, 17e (01-43-29-79-89).

L'ESPOIR
d'André Malraux,
avec Andres Mejuto, Nicolas Rodriguez, José Lado.
Français, 1938-1945, noir et blanc (1 h 30).
Latina, 4e (01-42-78-47-86).

MIDNIGHT
de Mitchell Leisen,
avec Claudette Colbert, Don Ameche, John Barrymore, Francis Lederer, Mary Astor, Hedda Hopper.
Américain, 1939, noir et blanc (1 h 35).
VO : Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).

NEW YORK 1997
de John Carpenter,
avec Kurt Russell, Lee Van Cleef, Ernest Borgnine, Donald Pleasence.
Américain, 1980 (1 h 45).
VO : Action Christine, dolby, 6e (01-43-29-11-30).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(**) Films interdits aux moins de 16 ans.

L'hebdomadaire « Le Marin » navigue depuis cinquante ans pour les gens de mer

« NOUS SOMMES toujours à flot et nous tenons bien la lame » : rien d'étonnant si Claude Tarin, rédacteur en chef du *Marin*, use de métaphores maritimes lorsqu'il évoque ce titre, dont le cinquantenaire a failli passer inaperçu. Il est né le 17 octobre 1946 et son anniversaire a été occulté par l'impressionnant rassemblement des vieux gréements qui a eu lieu à Brest au cours de l'été. Reste que le titre, seul journal professionnel des navigants français de la pêche et du commerce, continue de sortir chaque vendredi des rotatives de *Ouest-France* pour irriguer l'ensemble du littoral.

Filiale à 100 % du quotidien de Rennes, l'hebdomadaire prend aussi la mer : il embarque, le temps d'une marée, sur le plus modeste des chalutiers de Concarneau, comme il est chez lui à bord d'un lourd porte-conteneurs en partance pour Pointe-à-Pitre. En mer, il circule de main en main : un exemplaire acheté est lu par cinq à six marins en moyenne.

Journal boussole des 30 000 navigants français, sa vente moyenne oscille entre 15 000 et 17 000 exemplaires, pour un tirage d'environ 20 000. Le nombre des abonnés ne dépasse pas 7 000, alors que les pensionnés de la marine sont 120 000. Mais *« la moitié de ces pensionnés sont des veuves qui ont coupé les amarres avec l'univers maritime »*, explique Claude Tarin. En revanche, les épouses et compagnes des marins actifs sont de ferventes lectrices du titre. « Prévisions », rubrique la plus lue, apprend sur une double page, et dans le détail, les mouvements des navires des principaux armements, avec nom du commandant, date du départ, jour d'arrivée dans tel port du monde. Un mode de communication précieux, qui permet notamment l'envoi de courrier.

« UN SECTEUR EN DÉCLIN »

Trait d'union s'il en est d'une population de migrants professionnels, le titre a vu sa gestion rééquilibrée en 1994. *« Cela n'a pas été sans sacrifices,* explique Claude Tarin. *Nous avons dû réduire la pagination, nous montrer moins international. Nous subissons les aléas d'un secteur en déclin : les navigants de la pêche et du commerce étaient 70 000 en 1982 et moins de 30 000 en 1996. »* Pour arrêter l'érosion d'une profession *« qui doute de son avenir »*, la rédaction (sept journalistes spécialisés et une vingtaine de correspondants) s'est efforcée, ces dernières années, de développer de nouvelles rubriques. Si les informations professionnelles restent largement présentes, *Le Marin* accorde davantage de place à l'économie : filière agroalimentaire, produits de la mer, transport maritime, bilan des ports de pêche, hors-série spécialisés. Ces efforts ont permis d'élargir le lectorat. Ils font que le vieux titre bourlingueur est devenu le journal le plus lu dans les bureaux parisiens où siègent les armateurs.

Jean Menanteau

La presse magazine demande moins de réglementations

Les éditeurs estiment que la presse est « une industrie comme les autres » qui doit faire jouer la concurrence plutôt que les subventions

DEPUIS un peu plus d'un an, la presse marche sur deux pieds. D'un côté, la vénérable et cinquantenaire Fédération nationale la presse française (FNPF), qui regroupe principalement la presse quotidienne et la presse spécialisée, de l'autre, le nouveau Syndicat de la presse magazine et d'information (SPMI), qui comprend les principaux groupes de presse magazine (Hachette, CEP Communication, Prisma Presse, EMAP, etc.). Pour mieux affirmer sa différence, le SPMI a organisé, mardi 19 novembre, une rencontre sur « les nouveaux enjeux de la compétition » à l'issue de son assemblée générale.

Son président, Bernard Wouts, PDG du *Point*, a estimé que cette réunion était préférable au *« traditionnel déjeuner avec un ministre susceptible d'apporter la énième mesure qu'il ne mettra pas en application »*. Pour lui, *« après la seconde guerre mondiale, on a recréé en France un ensemble de réglementations qui aboutissaient à considérer que l'information était un service public »*. Depuis, *« on a additionné réglementation sur réglementation »* jusqu'à constituer *« un carcan qui est un handicap au développement plutôt qu'une garantie de pluralisme »*.

« La presse est une industrie comme les autres, a estimé Gérald de Roquemaurel, vice-président d'Hachette Filipacchi Presse, *nous avons besoin d'un vrai droit de la concurrence, de règles qui ne changent pas et soient les mêmes pour tous. Nous ne sommes pas Gutenberg-Park, nous ne sommes pas une exception dans un monde qui bouge. »* *« Il faut que les règles changent,* a renchéri Christian Brégou, PDG de CEP Communication, la filiale presse et édition d'Havas. *Il est possible que l'Etat joue un rôle particulier pour permettre au lecteur d'avoir accès à la presse, cela doit se faire dans des conditions qui respectent la concurrence. On a fait, à la française, un amalgame entre les lois économiques et les aides. Et personne ne s'y retrouve. »*

L'ENJEU DE LA DISTRIBUTION

Unanimes pour défendre la libre concurrence, les avis étaient plus partagés sur la question des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) – gérées par Hachette –, qui organisent la distribution. Kevin Hand, le PDG d'EMAP-France (*Télé-Poche, Télé-Star, L'Auto-Journal*, etc.), qui est devenu en deux ans, le troisième éditeur de la presse magazine, avait sonné la charge en déclarant, dans *Les Echos* du 18 novembre, que *« le monopole des NMPP est condamné à terme »*. Il a reconnu que *« des progrès ont été faits, mais on ne peut pas s'arrêter là »*. *« Pourquoi un jour ne pourrais-je pas aller négocier directement avec chaque grossiste ? »*, s'est-il interrogé. Kevin Hand est également favorable à une augmentation de la rémunération des diffuseurs de presse.

Tout en se félicitant des efforts de productivité des NMPP, Christian Brégou a regretté *« que l'on ait mis autant de temps »*. Il faut, selon lui, continuer et faire en sorte que le système *« ne permette pas le maintien d'un certain nombre de privilèges, où qu'ils soient »*. Pour Axel Ganz, patron de Prisma Presse, qui appartient à Bertelsmann, que *« la presse doit être une industrie performante, dans ses produits, dans sa distribution et dans ses prix »*. L'enjeu de la distribution et de la vente au numéro est vital, pour lui, dans la mesure où *« la publicité va perdre en rentabilité pour les éditeurs »*.

Gérald de Roquemaurel estime qu'il faut veiller à ne pas laisser s'installer *« un monopole régional des grossistes »*. Le président du conseil de gérance des NMPP, Jean de Montmort, après avoir souligné les progrès accomplis, a estimé qu'il fallait *« un deuxième plan de réforme et être plus agressif sur le plan commercial »*.

Les avis sont également divergents sur la question de la publicité pour la presse à la télévision, interdite par la législation. Christian Brégou y est favorable pour la presse comme pour l'édition, de même que Kevin Hand, qui ne comprend pas pourquoi le parrainage est autorisé et la publicité, interdite.

Axel Ganz est plus réservé car le coût sera très élevé et il se demande *« si tout le monde pourra suivre »*. Christian Brégou a émis l'idée, pratiquée ailleurs, que les éditeurs bénéficient d'écrans télévisés à moitié prix.

Alain Salles

Les évolutions du secteur

La parution des *Tendances mondiales de la presse magazine* – réalisée par Carat et la Fédération internationale de la presse périodique – permet de mesurer les évolutions de ce secteur. Considérée comme un pays-roi des magazines, la France, avec 813 titres, se situe en Europe, derrière le Royaume-Uni (2 459 magazines), l'Allemagne (2 000), les Pays-Bas (1 300) ou l'Italie (950). Elle occupe le deuxième rang européen en termes de recettes publicitaires avec 11 milliards de francs, derrière l'Allemagne (20 milliards de francs), mais devant le Royaume-Uni (8 milliards).

Les plus fortes diffusions sont américaines, avec le *Reader's Digest* (15 millions d'exemplaires) et le *TV Guide* de Rupert Murdoch (14 millions). En Europe, le premier magazine est le supplément télévision du groupe Hersant, *TV Magazine* (4,4 millions), devant l'hebdomadaire russe *Argumenti i fakti* (4,2 millions), le mensuel féminin *Poradnik domowny* (près de 3 millions), *Télé 7 jours* (2,8 millions).

JEUDI 21 NOVEMBRE

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine. La violette de Toulouse.
13.00 Journal, Météo.
13.38 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour. Feuilleton.
14.35 Dallas. Feuilleton. Quand le vent souffle.
15.30 Hôtel. Série. Passeports.
16.25 Une famille en or. Jeu.
16.55 Club Dorothée.
17.35 Karine et Ari. Série. Mariage blanc.
18.10 Le Rebelle. Série. La détermination d'une mère.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal. Tiercé.

20.50

UNE FEMME D'HONNEUR
Série de Marion Sarraut, avec Corinne Touzet (115 min). 317792
Isabelle Florent, adjudant-chef de gendarmerie, vient de prendre ses fonctions dans une ville de province. Episode pilote d'une nouvelle série.

22.45

TIP TOP
Divertissement présenté par Nathalie Simon et Eric Jeanjean. Invités : Florent Pagny, Les 3 T, East 17, Ophélie Winter, Lilicub, Axelle Red (110 min). 1559402
0.35 Les Rendez-vous de l'entreprise. Magazine. Invité : Pierre Blayau, PDG de Moulinex. (20 min). 6920754
0.55 TF1 nuit, Météo.
1.10 Cas de divorce. Série.

1.30 et 2.35, 3.35, 4.15 TF 1 nuit. 1.50 et 3.45, 4.25, 5.00 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 2.45 Histoire des inventions. Documentaire. [3/6] (rediff.). 4.55 Musique (5 min).

France 2

12.20 Pyramide. Jeu.
12.50 et 13.40 Météo.
12.55 Rapport du Loto. Jeu.
13.00 Journal.
13.30 Secret de chef.
13.50 Derrick. Série. Maître Prestel.
14.50 Le Renard. Série.
15.50 Tiercé. A Vincennes.
16.05 et 5.05 La Chance aux chansons. [1/2] Retour à Québec.
16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.25 Sauvés par le gong.
17.55 Hartley, cœurs à vif.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit les petits.
19.25 et 4.05 Studio Gabriel. Invité : Khaled.
20.00 Journal, A cheval, Météo.
20.50 Point route.

20.55

ENVOYÉ SPÉCIAL
Magazine présenté par Bernard Benyamin. Les véritables urgences ; Les mirages de l'or ; Charpak, le prix d'un Nobel (125 min). 9971957
23.00 Expression directe. F.S.U.

23.05

LA MARIÉE ÉTAIT EN NOIR ■ ■
Film de François Truffaut, avec Jeanne Moreau (1967, 105 min). 6583880
1.10 ▶ Journal de voyage avec André Malraux à la recherche des arts du monde entier. Documentaire. [10/13] Promenades imaginaires en Inde ; [11/13] Promenades imaginaires au Japon ; [12/13] L'intemporel, le dernier voyage en Haïti (170 min). 29590813

4.30 24 heures d'info. 4.40 Météo. 4.50 Urti. La Mana, la rivière aux cent sauts.

France 3

12.10 Le 12/13 de l'information. 12.20 et 12.55, Télévision régionale. 12.35, Journal.
13.30 Keno. Jeu.
13.35 Parole d'Expert !
14.30 Itaye, le petit babouin orphelin. Documentaire (28 min). 9421
14.58 Questions au gouvernement.
16.10 Secrets de famille.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. La Guerre des salamandres, de Karel Capek.
18.55 Le 19/20 de l'information.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

TREMBLEMENT DE TERRE ■
Film de Mark Robson, avec Charlton Heston (1974, 120 min). 237686
Des effets spéciaux qui font frémir et auxquels on s'intéresse plus qu'aux problèmes des personnages.
22.50 Journal, Météo.

23.25

QU'EST-CE QU'ELLE DIT ZAZIE ?
Magazine littéraire présenté par Jean-Michel Mariou. Librairie dans les villes ; Visuel : Gérald Fontaine (Le Décor d'opéra, décor de rêve) ; la bibliothèque privée de Didier Daeninckx ; Une histoire : Serge Toubiana (François Truffaut) ; Sépia : Quarante années d'émissions littéraires à la télévision : Henry Miller ; Polac Plus : Giuseppe Rensi (La Philosophie de l'absurde) ; Prière d'insérer (50 min). 4918805
0.15 Espace francophone. Vers le divorce belge [1/2] (30 min). 32483

0.45 Capitaine Furillo. 1.35 Musique graffiti. Petite suite pour orchestre de Franz Shrecker par l'orchestre philarmonique de Radio France, dirigé par Armin Jordan (25 min).

La Cinquième

12.00 Atout savoir. La lecture. Invité : Yann Queffélec. 12.30 Signes de vies. 12.55 Attention santé. 13.00 Chasseurs de trésors. 13.30 Demain l'entreprise. 14.00 Les Akhas du Triangle d'or (rediff.). 15.00 Arrêt sur images (rediff.). 16.00 Le Journal de la création (rediff.). 16.30 Les Yeux de la découverte. Les chevaux. 17.00 Jeunesse. Celluio ; 17.25 Alf. 18.00 Des religions et des hommes. 18.15 Cinq sur cinq inventions. 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 Lucky Luke. Dessin animé. [48/52] Des barbelés sur la prairie.
19.30 7 1/2. Magazine.
20.00 Les Vampires de la reine Victoria. Sur les traces du Dracula de Bram Stoker. Documentaire d'Andrew Davies et André Schäfer (30 min). 1841
20.30 8 1/2 journal.

20.40

SOIRÉE THÉMATIQUE : FRANCE-ALLEMAGNE : JE T'AIME... MOI NON PLUS.
Proposée par Ann Schäfer.
20.45 Eux et nous : clichés et malentendus. Documentaire de Thomas Uhlmann (60 min). 2832181 *Comment les Français voient les Allemands. Et réciproquement.*
21.45 Marianne et Germania. Documentaire d'Ulricke Bratke (30 min). 492886 *Un inventaire ironique sur le lien patriotisme-érotisme.*
22.15 Deux mondes, une revue : une exposition raconte. Reportage de Martina Bartsch-Rüdiger (20 min). 1951792 *A Berlin et bientôt au Petit Palais à Paris.*
22.35 Les Meilleurs Ennemis du monde : les influences culturelles entre la France et l'Allemagne. Documentaire de Cyril Buffet, Karin Reiss (60 min). 8263228
23.35 ▶ Le Roman de Werther ■ ■ ■ Film de Max Ophuls (1938, N., 75 min). 3487686
0.50 Biblio.
1.00 Terre sinistrée. Téléfilm d'Andreas Pfäffli (rediff., 90 min). 5817848

M 6

12.25 Les Routes du paradis. Série. Le mariage.
13.45 Petits Meurtres en famille. Téléfilm d'Alvin Rakoff (90 min). 4281688
15.15 Drôles de dames. Série. [1/2] Problèmes de cœur.
16.55 Télé casting. Magazine.
17.10 et 1.45 Faites comme chez vous. Invités : Mouss Diouf, Jean-Michel Rotin.
18.00 Les Anges du bonheur. Série. La fierté.
19.00 Surfers détectives. Série. Barry.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Une nounou d'enfer.
20.35 Passé simple. Magazine. 1930 : les immigrés.

20.50

LES HÉROS N'ONT PAS FROID AUX OREILLES
Film de Charles Némès, avec Daniel Auteuil, Gérard Jugnot (1978, 85 min). 880832
Observation sociale et esprit satirique.

22.15

LE BAISER DU VAMPIRE
Téléfilm de Joel Bender (90 min). 3020402
Une inspectrice de police enquête sur une série de meurtres de femmes que l'on retrouve vidées de leur sang. Au cours d'une empoignade avec l'assassin, celui-ci la mord.
23.45 Hong-Kong Connection. Série.
0.40 Best of trash.

2.35 E = M 6. Magazine (rediff.). 3.00 Jazz 6. Magazine (rediff.). 4.00 Sous le signe de l'eau. Documentaire. 4.25 Les Tribus du Nord. Documentaire. 4.50 Culture pub. Magazine (rediff.). 5.20 Hot forme. Magazine (rediff., 25 min).

Canal +

12.25 Central Building. Court métrage.
▶ En clair jusqu'à 13.35
12.30 La Grande Famille.
13.35 Cyclo ■ Film de Tran Anh Hung (1995, 125 min). 6248589
15.40 A la rencontre de divers aspects du monde contemporain... Magazine (rediff.).
16.15 Pas si vite (rediff.).
16.20 Long cours. Téléfilm d'Alain Tasma, avec Benoît Magimel (95 min). 593150
17.55 Sacrés dragons. Dessin animé.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Julien Barnes ; Marianne Faithfull.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

MEURTRE À ALCATRAZ ■
Film de Marc Rocco, avec Christian Slater, Kevin Bacon (1995, 115 min). 111624
Retour à la critique de l'inhumain pénitencier américain, qui fut fermé dans les années 60.
22.30 Flash d'information.

22.40

DON JUAN DE MARCO ■
Film de Jeremy Leven (1994, v.o., 93 min). 4462624
La rencontre Brando-Depp est exaltante.
0.15 Miss Shumway jette un sort. Film de Clara Peploe (1994, v.o., 100 min). 2034700
1.55 Le Garçu ■ ■ ■ Film de Maurice Pialat (1995, 104 min). 23397342 *Un film serein sur l'inexorabilité du vieillissement, d'une sobriété et d'une pudeur bouleversantes.*

Radio

France-Culture

20.30 Lieux de mémoire. Le Panthéon ou les intermittences de la mémoire nationale.
21.32 France Culture au Théâtre du Rond-Point : Les poétiques. Entre zut et zen, de Jean-Pierre Verheggen.
22.40 Les nuits magnétiques. Du café au 115, rencontre avec Alain Cavalier.

0.05 Du jour au lendemain. Jean-Pierre Vernant, auteur de Entre mythe et vérité. 0.48 Musique : Les cinglés du music-hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Carnets de voyage. L'Inde au milieu du gué, ou les métamorphoses de l'Inde contemporaine ; 1.39 Mémoire d'un continent : Panorama de l'histoire africaine ; 2.54 La matinée des autres : Les cristalliers ; 4.19 Les Chemins de la connaissance. Sirènes : baignade interdite.

France-Musique

20.00 Concert. En direct de l'Académie de musique Ferenc-Liszt, à Budapest. Œuvres de Debussy, Landowski, Berlioz, par l'Orchestre symphonique de la radio et télévision hongroise, dir. Andras Ligeti.
22.30 Musique pluriel. Le Livre des claviers, de Philippe Manoury, par les Percussions de Strasbourg.
23.07 Histoire de disques. Spécial Masterworks heritage (Sony). Œuvres de Tchaïkovski, Mendelssohn, Villa-Lobos, Weiner, Liszt, Berlioz, Schumann, Frescobaldi.

0.00 Tapage nocturne. Daniel Kientzy, portrait tracé. Œuvres de Teruggi. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 9 octobre 1996 à la salle Pleyel. Par l'Orchestre de Paris, dir. Gilbert Varga, avec la participation de la violoniste Viktoria Mullova. Au programme : Concerto pour violon nº 2 de Bartok ; La Nuit transfigurée op. 4 de Schoenberg.

22.35 Les Soirées... (Suite). Archives : Sviatoslav Richter. Œuvres de Schubert, Beethoven, Franck, Bach. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

19.30 Journal (TSR).
20.00 L'Ombre ■ Film de Claude Goretta (1991, 90 min). 12436880
21.30 30 millions d'amis.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 La Marche du siècle. Pour en finir avec le travail des enfants (France 3 du 20/11/96).
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Irlande, ni guerre ni paix.
20.55 Le Principe de Bertil.
21.50 Festin à Jérusalem.
22.40 Kif-kif.
23.10 Le Jump Jet : histoire du Harrier [1/2].
0.00 Aventures en océan Indien (55 min).

Paris Première

20.00 et 23.50 20h Paris Première. Invitée : Muriel Robin.
21.00 Bonjour tristesse ■ ■ Film d'Otto Preminger (1957, 90 min). 7731880
22.30 Françoise Sagan.
22.45 et 1.50 Le J.T.S. Entretien avec Maguy Marin, chorégraphe d'Aujourd'hui peut-être.
23.15 Colin Davis dirige Mozart : Symphonie Concertante. Concert donné par l'orchestre Symphonique de la Radio Bavaroise, dir. Sir Colin Davis. Enregistré à la Philharmonique de Munich en 1988 (35 min). 27526711

France Supervision

20.30 Les Grands Fusils (Big Guns) Film de Duccio Tessari (1973, 100 min). 76787773
22.10 Festival : les Inrockuptibles.
23.00 Bix ■ ■ ■ Film de Pupi Avati (1990, 100 min). 14810565

Ciné Cinéfil

20.30 Jeunes Mariés ■ Film de Gilles Grangier (1953, N., 90 min). 8089808
22.00 La Dame de Malacca ■ Film de Marc Allégret (1937, N., 100 min). 5432570
23.40 Le Club. Invité : A.I. Bezzerides.
1.00 Le Dernier Gangster ■ Film d'Edward Ludwig (1937, N., v.o., 80 min). 68173796

Ciné Cinémas

20.30 Le Temps de la colère ■ ■ Film de Richard Fleischer (1956, 90 min). 8061266
22.00 La Luna ■ ■ ■ Film de Bernardo Bertolucci (1979, v.o., 145 min). 92133841
0.25 Un amour de Swann ■ ■ Film de Volker Schlöndorff (1984, 105 min). 55825735

Série Club

20.45 Section contre-enquête. Un passé trop lourd.
21.40 et 0.45 Nick, chasseur de têtes. Le bal des oiseaux.
22.30 Sherlock Holmes. Qui a tué Sally King ?
23.00 Flash. Alpha.
23.50 Quincy.
1.35 Toutes griffes dehors. Rue de la paix (55 min).

Canal Jimmy

20.35 Une Parisienne ■ Film de Michel Boisrond (1957, 85 min). 17189112
22.00 Gimme Shelter ■ Film de David Mayles (1971, v.o., 90 min). 72472131
23.30 Souvenir. A bout portant : Hugues Auffray, émission du 28/11/1973.

Eurosport

17.55 Ski alpin. En direct. Coupe du monde 96/97. Slalom géant dames à Park City (Etats-Unis) : 1re manche (65 min). 8911589
19.00 Tennis. Les temps forts.
20.00 Nouvelle vague.
20.25 Basket-ball. En direct. Eurolique. CSP Limoges-Panionios B.C (Grèce)
22.00 et 1.00 Ski alpin. Coupe du monde 96/97.
22.30 Football. Coupe de l'UEFA.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

22.30 Warszawa année 5703. Film de Janusz Kijowski (1992, 115 min), avec Lambert Wilson. *Drame.*

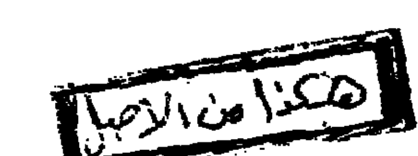
RTL 9

20.30 Suspect dangereux. Film de Peter Yates (1987, 125 min). *Policier.*
22.35 Banco pour un crime. Film d'Eugene Levy (1991, 100 min). *Comédie policière.*
0.30 Catherine et compagnie. Film de Michel Boisrond (1975, 100 min). *Comédie dramatique.*

TMC

20.35 Marie-Antoinette. Film de Jean Delannoy (1955, 120 min), avec Michèle Morgan. *Historique.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



Les frontières de la fiction et du réel

A partir des faits, le téléfilm « Une femme contre l'Ordre » retrace le massacre des adeptes de la secte de l'Ordre du Temple solaire. TF 1 revient au « docu-drama »

LORSQUE la fiction s'aventure à la lisière de l'actualité en scrutant ses petits et grands drames, la confusion des genres sème le trouble. C'est sans doute pour limiter les dégâts de ces escapades à hauts risques que, depuis quelques années, les chaînes ont créé un nouveau label, le « docu-drama », sorte de fourre-tout hybride qui permet à la fiction de rejoindre, sans états d'âme, la réalité, à moins que ce ne soit l'inverse. Sans être de véritables contre-enquêtes, ces fictions du réel sont des récits de faits ou d'affaires traitées dans les journaux et donc immédiatement identifiables et identifiés par le téléspectateur.

TF 1, Canal Plus et M 6 s'y sont essayées avec plus ou moins de succès. On se souvient que la Une avait été la première à ouvrir le bal, il y a quelques années, avec *Chasseur de loups*, directement inspiré de la prise en otages d'une classe de maternelle à Neuilly par « Human Bomb » qui avait été abattu par les policiers du RAID. Un fait divers qui avait ému la France entière et soulevé – tout comme le téléfilm – de sérieuses polémiques. Dans un autre style, Canal Plus s'était penché avec rigueur sur l'affaire du sang contaminé à travers *Facteur VIII*. Aidée de l'agence CAPA, M 6 continue d'adapter de nombreux faits divers en les scénarisant. Cette semaine, TF 1 remet le couvert avec *Une femme contre l'Ordre*, un téléfilm de Didier Albert – déjà réalisateur de *Chasseur de loups* – inspiré du suicide collectif (de l'assassinat ?) des adeptes de l'Ordre du Temple solaire, le 16 décembre 1995, dans une clairière du Vercors.



L'histoire commence avec l'annonce à la radio d'une forte explosion dans laquelle un groupe de personnes aurait trouvé la mort. Diane (Elizabeth Bourgine), dont le mari Martin (Vincent Gauthier) a tout abandonné pour rejoindre une secte, est persuadée qu'il se trouve parmi les victimes. Elle décide de se rendre sur les lieux de l'explosion. En chemin, elle se remémore son passage dans cette secte qu'elle avait rejoint en compagnie de Martin et de leur fils avant de s'en échapper. Ces flash-back nous font découvrir les deux gourous de l'Ordre, Max (Jean-Marc Thibault) et Eric (Jean-Claude Dauphin), faux médecins mais véritables escrocs qui – comme l'a révélé l'enquête judiciaire – n'hésitent pas à utiliser des trucages pour leurs cérémonies, à assassiner une adepte à coups de couteau ou à déclencher le massacre à l'aide de codes téléphoniques. Diane réussira finalement à récupérer son mari et la cellule familiale sera de nouveau réunie...

Ce « happy end » incongru, à l'opposé de la réalité, finit d'achever ce téléfilm où l'on s'ennuie sérieusement. Malgré une interprétation soignée et efficace, on a bien du mal à s'attacher à l'héroïne en lutte contre le Mal, la trouble beauté d'Elizabeth Bourgine n'y fait malheureusement rien. Et l'absence de tout parti pris atténue le propos des auteurs.

« DANS LA NUANCE »

« *Nous avons choisi de travailler dans la nuance sans trop donner dans le démonstratif*, explique Pascale Breugnot, productrice, directeur des documentaires et des magazines de TF 1 et directeur à la Direction générale de l'antenne. *Nous ne sommes pas tout à fait dans le cadre du docu-drama comme dans* Chasseur de loups, *car, à travers l'histoire de ce couple, il s'agissait de traiter un problème de société. Nous avons respecté la réalité telle que l'enquête l'a établie sans aller au-delà de la réalité, surtout en ce qui concerne la violence et la cruauté. Il était très important de faire ce téléfilm maintenant, surtout lorsqu'on voit la façon dont les sectes prolifèrent, avec des armes de séduction de plus en plus affinées.* »

Le résultat n'est malheureusement pas à la hauteur de l'ambition. Mais Pascale Breugnot ne renonce pas à explorer toujours plus loin les frontières du réel. Après les sectes, elle a décidé de s'attaquer à l'histoire de la vache folle, à partir d'une dynastie de paysans.

Daniel Psenny

★ « Une femme contre l'Ordre » TF 1, samedi 23 novembre à 20 h 45.

Bébés-parents *par Agathe Logeart*

À L'HEURE où les autres, leurs contemporaines, commencent à lever les yeux sur les garçons, délaissant la dînette pour les premiers gobelets en plastique des premières boums, elles ont déjà fait un bon bout de chemin. Elles ne comprennent pas toujours tout de suite ce qui leur arrive, quand, peu à peu, elles sentent leur ventre s'arrondir. C'est un bébé, qui est en train de faire son nid au creux d'elles-mêmes, et qu'elles regardent pousser, d'abord incrédules. Elles sont « *tombées* » enceintes, comme le dit, par un vilain glissement de langage, Jean-Luc Delarue, en ouvrant sur France 2 ce « Ça se discute » consacré aux grossesses précoces.

Six mille enfants naissent ainsi, nous dit-on, en France chaque année de mères qui ont moins de dix-huit ans. C'est un drame, le plus souvent, qui chasse ces toutes jeunes filles de chez elles, une poupée bien vivante et si étrange calée dans un couffin, vers les foyers où l'on tente de leur apprendre à être mères, et à démarrer une vie qui a pris une direction imprévue. Il faut affronter le regard des autres, se faire à l'idée qu'on est deux, désormais, soi et ce bébé bien rarement désiré, avec une vie à construire, les couches et les grenouillères pour horizon, quand ce devrait être l'heure du lycée et des premiers émois. Femmes et mères trop jeunes, elles ont du mal à tenir le coup, poussées trop vite, dépassées par ce qui leur arrive, happées par cet enfant qui a bien malgré elles pris leur vie en main. Elles sont seules, la plupart du temps. Le père, comme dans les mauvais romans, a depuis longtemps tourné les talons. Ce bébé involontaire est leur fardeau solitaire, leur richesse, aussi. Ensemble, il leur faudra grandir.

Mais parfois, et c'est alors un bien étrange spectacle, les choses ne se passent pas ainsi. Camille et Clément ont dix-huit ans, et un petit Louis de dix mois. La mère, lycéenne, est restée chez ses parents avec son enfant. Le père, étudiant, vient les voir le week-end. Avant d'aller suivre ses cours, elle donne le premier biberon. Elle revient à midi, donne le bain du soir. De ses activités d'adolescente, elle n'a gardé qu'un cours de chant, une fois par semaine. Elle a donné sa chambre à son bébé et dort sur le palier de la grande maison où elle a grandi avec ses frères et ses sœurs, plus tout à fait enfant, pas encore adulte. Il y a le bac à la fin de l'année, et si tout va bien, dans trois ans peut-être, quand Clément aura fini ses études, ils pourront vivre ensemble, tous les trois.

Ils sont des bébés-parents, qui, sur le plateau de l'émission, ne se lâchent pas la main, déconcertants, attendrissants, charmants, hybrides. Ils ont la vie devant eux, et ne semblent douter de rien. Elle a une drôle de phrase, Camille. Elle dit qu'au début, à *l'arrivée de Louis*, elle a eu un peu de mal à lâcher ses vieilles habitudes. « *Avant, j'avais envie de regarder la télé, comme les autres filles de mon âge.* » Comme si la boîte aux images avait été, pour elle, le dernier symbole de l'insouciance...

VENDREDI 22 NOVEMBRE

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine. Les orchidées.
13.00 Journal, Météo.
13.38 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour. Feuilleton.
14.35 Dallas. Feuilleton. Les héritiers.
15.30 Hôtel. Série. Variations sur un couple.
16.25 Une famille en or. Jeu.
16.55 Club Dorothée.
17.35 Karine et Ari. Série. Le retour d'Olivia.
18.10 Le Rebelle. Série. La main de Dieu.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.

20.50

LA FUREUR
Divertissement présenté par Arthur. Retransmis en simultané sur Europe 2. Invités : Michel Fugain, François Feldman, Janice Jamison, *Khaled, Diane Tell, Les Rubettes*, Veronika Loubry, Nathalie Simon... (125 min). 41447532

22.55

SANS AUCUN DOUTE
Magazine présenté par Julien Courbet. Les symptômes post-traumatiques. Les enfants obèses. Invité : Jacques Laffite (110 min). 296087
0.45 Très chasse. Documentaire de Claude Cailloux. Les chiens d'arrêt *et la chasse (80 min)*. 3900656

2.05 et 2.50, 3.50, 4.30 TF 1 nuit. 2.20 et 4.00, 5.05 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 3.00 Histoire des inventions. Documentaire. [4/6]. 4.40 Musique (25 min)

France 2

12.55 et 13.40 Météo.
13.00 Journal.
13.30 Secret de chef.
13.45 Point route.
13.50 Derrick. Série. L'homme d'Antibes.
14.55 Le Renard. Série.
16.00 et 5.10 La Chance aux chansons. [2/2] Retour à Québec.
16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.30 Sauvés par le gong. Série. Le millionnaire.
17.55 Hartley, cœurs à vif.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit les petits. Câlins-cadeaux.
19.25 et 2.20 Studio Gabriel. Invité : Albert Dupontel, Hélène Vincent.
20.00 Journal. A cheval, Météo, Point route.

20.55

R.G. OPÉRATION CYANURE
Série d'Alain-Michel Blanc (95 min). 8808087
Goupil (Victor Lanoux) enquête dans le Midi en pleine "guerre des cliniques".
22.30 Journal, Bourse, Météo.

22.50

BOUILLON DE CULTURE
Magazine présenté par Bernard Pivot. Un soir à l'opéra. Invités : Hugues R. Gall, Fanny Ardant et Roman Polanski, Gérard Fontaine, James Conlon, Laurent Naouri (65 min). 197984
23.55 Smoking ■■ Film d'Alain Resnais, avec Sabine Azema, Pierre Arditi (1993, 145 min). 6838174

2.50 Envoyé spécial. Magazine (rediff.). 4.50 Urti. Documentaire. Droit et réalité de l'école en Côte d'Ivoire (rediff., 30 min).

France 3

12.10 Le 12/13 de l'information. *12.20 et 12.55, Télévision* régionale. 12.35, Journal.
13.30 Keno. Jeu.
13.35 Parole d'Expert !
14.30 Profession procureur. Téléfilm de Paul Wendkos (100 min). 8180358
16.10 Secrets de famille.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. *Du côté de Zanzibar*, de Robert de Goulaine.
18.55 Le 19/20 de l'information.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.

20.50

THALASSA
Présenté par Georges Pernoud. 100 000 chevaux sur la mer (60 min). 7880445
Une nouvelle génération de navires sillonne les mers du globe : des monstres de technologie propulsés à près de 80 km/h par d'énormes réacteurs.

21.50

FAUT PAS RÊVER
Magazine. Invité : général Morillon. Inde : les chiffonniers ; France : la belle endormie ; Ethiopie : le saut du taureau (60 min). 8753938
22.50 Journal, Météo.
23.15 Nimbus. La victimologie. Invités : Gérard Lopez, Françoise Rudetski, Frédérique Gruyer (55 min). 1585829
0.10 Cap'tain café. Enregistré à l'Escale de Rennes (50 min). 8539694

1.00 Capitaine Furillo. Série. Bon appétit. 1.50 Musique graffiti. Danse. La Belle au bois dormant et Pas de deux de Tchaïkovski, Tarentelle de Luis Gottschalk (20 min).

La Cinquième

12.00 Atout savoir. 12.30 Détours de France. 12.55 Attention santé. 13.00 Un monde *nouveau (rediff.)*. 13.30 *Demain les métiers*. 14.00 La Nouvelle-Calédonie. 14.30 ▶ Le Sens de l'Histoire. Spécial Malraux. Invités : Jean Lacouture, Jacqueline Baudrier, Olivier Debré, Robert Poujade, Brigitte Friang. 17.00 Jeunesse. Cellulo ; 17.25 Alf. 18.00 Les Grands Tournants de l'histoire. 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 ▶ Koumen. Documentaire de Ludovic Segarra (60 min). 8358 *L'histoire des Peuls et leur mythologie.*
19.55 Hermann Heinzel, ornithologue.
20.00 Reportage : Gun City. De Klaus H. Hein (1996, 30 min). 7281
20.30 8 1/2 journal.

20.45

QUI A TUÉ REISSLER ?
Téléfilm de Frank Guthke, avec Günther Maria Halmer, Andrea L'Arronge (90 min). 308377
Abel, l'avocat, enquête sur une affaire d'héritage qui tourne au meurtre. Une machination qui plonge dans un passé chargé d'ombres...

22.15

▶ GRAND FORMAT : ANDRÉ MALRAUX OU LA "GRANDE VIE"
Documentaire d'Alain Ferrari (1995, 90 min). 3089532
23.45 Profil : Horta, La maison du peuple, Volkshuis ! Documentaire d'André Dartevelle (1996, 80 min). 9811025
● (Le Monde daté mercredi 20.)
1.05 Le Dessous des cartes. Chronique géopolitique. Timor oriental, Irian Jaya : deux conflits oubliés (rediff.).
1.15 Les Géants de la pub. Documentaire d'Hermann Vaske. [1/3] Sans frontières (rediff., 55 min). 8400120
2.10 Court-circuit. Opération matinale, court métrage d'Heinrich Hackmann (1994, v.o., 15 min). Coma, court métrage de Jean-Pascal Hattu (1995, 13 min). 1848656

M 6

12.25 Les Routes du paradis. Série. Coup de foudre à retardement.
13.25 Hollywood détective. Téléfilm de William A. Grahams, avec Ben Masters (100 min). 7113822
15.05 Drôles de dames. Série. [2/2] Problèmes de cœur.
16.40 Rock express. Magazine.
17.05 Hit machine. Magazine.
18.00 *Les Anges* du bonheur. Série. Un ange à l'antenne.
19.00 Surfers détectives. Série. La sirène.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Dis-moi tout. Magazine.
20.35 Capital 6. Magazine.

20.50

MON MEILLEUR ENNEMI
Téléfilm de Michael Tuchner, avec Christian Slater, Tammy Lauren (95 min). 198735
Deux étudiants, excellents amis, en viennent à se haïr parce qu'ils aiment la même jeune fille.

22.25

POLTERGEIST
Série, avec Barbara Tyson. Un homme dans le brouillard (50 min). 2836193
Un homme sujet à des hallucinations est hospitalisé.
23.15 Sale journée pour un flic. Téléfilm d'Alan Metzger, avec Tom Skerritt (95 min). 8720545 *Un shérif enquête sur la disparition d'une femme en plein désert.*
0.50 Best of groove.

1.50 Jazz 6. Magazine. 2.45 Fréquenstar. Magazine. Invité : Eddy Mitchell (rediff.). 3.20 E = M 6. Magazine (rediff.). 3.45 Sexy mode. Documentaire. 4.35 La Saga de la chanson française. Documentaire. Yves Montand (15 min).

Canal +

▶ En clair jusqu'à 13.35
12.30 La Grande Famille. Magazine.
13.35 Speed ■ Film de Jan De Bont, avec Keanu Reeves (1994, 110 min). 6117716
15.25 Les Eléphants de mer. Documentaire (45 min). 7605735
16.15 Mon ami Dodger. Film de Franco Amuri, avec *Mimi Rogers* (1994, 100 min). 7590938
17.55 Sacrés dragons. Dessin animé.
▶ En clair jusqu'a 20.30
18.35 Nulle part ailleurs. Magazine. Invité : Philippe Alexandre.

20.15

FOOTBALL
En direct. 19e journée du championnat de France de D1 : Paris Saint-Germain-OM ; 20.30 Coup d'envoi ; A la mi-temps, le Journal du foot (135 min). 1045700
22.30 Les K.O. de Canal +.
22.55 Flash d'information.
22.59 Les Baisers. Court métrage.

23.00

LA CITÉ DES ENFANTS PERDUS ■■
Film de Jean-Pierre Jeunet, Marc Caro, avec Ron Perlman, Judith Vittet (1995, 108 min). 5123822
0.50 Les Titans ■■ Film de Duccio Tessari (1961, 110 min). 24871323
2.55 Orange mécanique ■■■ Film de Stanley Kubrick (1971, v.o., 130 min). 74624439
5.05 Freddy sort de la nuit ■ Film de Wes Craven (1994, 110 min). 7323255

Radio

France-Culture

20.30 Radio archives. *Poètes bretons, Retour au texte.*
21.32 Black and Blue. Critiques croisées en public. Le 44e référendum des critiques internationaux de Down Beat. Invités : Jean-Louis Chautemps, André Clergeat, Michel Contat.
22.40 Les Nuits magnétiques. Franco-Russes, Vladimir et Lili, correspondances amoureuses.

0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de Jacques Meunier. 0.48 Musique : Les Cinglés du Music-Hall. Journée du mercredi 4 avril 1945, avec Georges Milton, Michel Roger. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Carnet de voyage : L'Inde au milieu du gué ou les métamorphoses de l'Inde contemporaine. A Delhi, des chapatis et des croissants, ou les nouveaux *visages de l'Inde ; 2.01 Mémoire d'un* continent : Panorama de l'Histoire africaine. Histoires et légendes de l'Afrique noire ; 4.03 Mardis du cinéma : Nocturne indien ; 5.26 Les Oreilles magiques. Sadko le Marchand ; 6.01 Les Gagnants. Feuilleton.

France-Musique

20.00 Concert franco-allemand. Donné le 17 novembre à la Philharmonie de Berlin, par les Chœurs des Radios de Berlin et de Cologne, Chœurs d'enfants de Tölz et l'Orchestre symphonique Allemand de Berlin, dir. Vladimir Ashkenazy. Œuvres de Mahler Laura Aikin (sopranos), Jane Henschel Reinhild Runkel (altos), *Frederic Kalt (ténor)*.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Norgard, Hofstede.
23.07 Miroir du siècle. Hommage à Charles Koechlin.

0.00 Jazz Club. La chanteuse, Carmen Lundy, enregistrée le 18 octobre 1996, au New Morning, à Paris (2). 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Mendelssohn et Schuman. Symphonie n° 4 en ré mineur op. 120. de Schumann, par l'Orchestre Phil. de Vienne, Dir. Georg Solti ; Trio n° 2 op. 66 de Mendelssohn ; Concerto pour flûte, hautbois et orchestre en fa M. de Moscheles, par l'Orchestre de Chambre Dvorak ; Quatuor op. 41 n° 1 de Schumann.

22.30 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Bach, Mendelssohn, Schubert. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 ▶ Les Grands Fleuves. [3/6] Le Niger.
21.00 Bon week-end. Invités : Gilbert Montagné, Marc Herman, Gustave Parking, Roland Magdane (RTBF du 3/10/96).
21.55 La Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Taratata. Michel Fugain (France 2 du 12/11/96).
23.45 Ça cartonne. Invité : Jacques Balutin.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.05 Les Fils du vent.
20.35 Escalade : la peur de la chute.
21.15 ▶ Gaza : jobs ou Hamas.
22.00 Télévision (histoires secrètes). [3/3] Les prédateurs.
23.30 La Marque de Jacobs.
23.55 Le volcan. Une réflexion sur la vie et la mort de Malcolm Lowry.
1.40 Irlande, ni guerre ni paix (20 min).

Paris Première

20.00 *La semaine* 20 h Paris Première.
21.00 Bonjour, monsieur Doisneau (60 min). 1252784
22.00 et 1.50 Le J.T.S.
22.30 Aïda. Opéra de Verdi. D'après l'œuvre de Camille Du Locle, Mariette Bey. Livret d'Antonio Ghislanzoni. Mise en scène de Luca Ronconi. dir. Lorin Maazel. Enregistré à La Scala de Milan en 1986 (160 min). 29357445

France Supervision

20.30 Taratata. Hommage à Jacques Brel.
21.40 Festival : les Inrockuptibles.
22.30 Ecole royale d'art équestre de Jerez.
0.00 Bruxelles Requiem.
1.10 Cassiopée (55 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Tumultes ■■ Film de Robert Siodmak (1931, N., 90 min). 8029280
22.00 La Porte du diable ■■ Film d'Anthony Mann (1950, N., v.o., 90 min). 8241919
23.30 The Mighty Barnum ■ Film de Walter Lang (1934, N., v.o., 85 min). 45983445

Ciné Cinémas

21.00 Dune ■■ Film de David Lynch (1984, 130 min). 47249829
23.10 L'Extrême Limite. Film de James B. Harris (1993, v.o., 95 min). 54588848
0.45 Warlock 2 ■ Film d'Anthony Hickox (1993, 95 min). 33290507

Série Club

20.45 Commando Garrison. La bombe.
21.40 et 0.40 Nick, chasseur de têtes.
22.30 Sherlock Holmes. Le sacrifice de Lady Beryl.
23.00 Section contre enquête. Un passé trop lourd.
23.50 Quincy.

Canal Jimmy

20.30 Star Trek. [2/2] La ménagerie.
21.20 The New Statesman. Que le meilleur gagne.
21.45 On the Air.
22.15 Chronique du front.
22.20 Dream on. Cauchemar sur Bleeker Street.
22.50 *Seinfeld*.
23.15 Top Bab.
23.55 La Semaine sur Jimmy.

Eurosport

19.30 Tennis. En direct. 4e jour du tournoi en simple de Hanovre (Allemagne) (85 min). 6166938
20.55 Ski alpin. En direct. Coupe du monde 96/97 (35 min). 9522648
21.30 Patinage artistique. En direct. Coupe des Nations à Gelsenkirchen (Allemagne) (90 min). 406822

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

21.15 Serial Mother. Film de John Waters (1993, 95 min), avec Kathleen Turner. *Comédie.*

RTL 9

22.30 Voluptés aux sports d'hiver. Film de Michel Leblanc (1981, 100 min), avec Olinka. *Erotique.*
0.55 Rue de l'Estrapade. Film de Jacques Becker (1952, 100 min), avec Anne Vernon. *Comédie.*
2.35 Chaleurs exotiques. Film de Frank Martin (1979, 75 min), avec Franck Muller. *Erotique.*

TSR

22.35 Deux flics à Downtown. Film de Richard Benjamin (1989, 100 min), avec Anthony Edwards. *Policier.*

▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le Monde

VENDREDI 22 NOVEMBRE 1996

La sécurité du tunnel sous la Manche soulève une polémique en Grande-Bretagne

Après l'incendie, le trafic des trains de marchandises a repris jeudi 21 novembre

L'INCENDIE survenu dans le tunnel sous la Manche, qui a fortement endommagé une des voies de circulation des navettes ferroviaires entre Calais et Folkestone, stoppant tout trafic depuis lundi, suscite une grande émotion en Grande-Bretagne. La presse britannique, qui s'interroge sur la relative discrétion des journaux français, fait ses grands titres jeudi 20 novembre sur les doutes que l'accident suscite aujourd'hui à propos de la sécurité de l'ouvrage.

Jusqu'à sa mise en service, l'utilité de ce tunnel, décidé par le président François Mitterrand et Margaret Thatcher, a *longtemps* soulevé des polémiques outre-Manche, pour ces questions de sécurité mais aussi parce que l'affaire ne paraissait pas forcément justifiée sur le plan financier et enfin pour des raisons psychologiques maintes fois relatées : en permettant de relier par voie de terre la Grande-Bretagne à la France et au continent européen, le tunnel a ouvert d'émotionnels débats sur l'opportunité de mettre fin au particularisme de l'insularité britannique.

La justification de l'ouvrage a été surtout remise en cause ces dernières années en raison des difficultés financières de la société d'exploitation du tunnel, en négociation quasi permanente avec ses banques créditrices, qui ont dû récemment accepter un accord sur la dette ne lésant pas trop les milliers de petits porteurs de parts, déjà fortement pénalisés par la chute des cours d'Eurotunnel. Des discussions ont également lieu en ce moment entre Londres et Paris pour décider d'une éventuelle prolongation de la concession accordée à Eurotunnel avant de l'aider à apurer sa situation.

Les conséquences de l'accident du 18 novembre sur ces négociations sont encore difficiles à prédire. Les compagnies de car-ferries, qui se livrent avec la compagnie du tunnel une bagarre acharnée, peuvent profiter de la situation. Elles ont pu absorber très rapidement le trafic une fois le premier moment de confusion passé.

Pour Eurotunnel, beaucoup dépendra des résultats des enquêtes déclenchées pour déceler d'éventuelles défaillances dans le système de sécurité – la sécurité des navettes elles-mêmes. Dans la nuit du mercredi au jeudi 21 novembre, la commission de sécurité du tunnel, composée de représentants des administrations concernées des deux pays, a donné son autorisation à la reprise du trafic des trains de marchandises à raison de six trains dans les deux sens toutes les quatre-vingt-dix minutes.

NOMBREUSES QUESTIONS

Celui-ci a effectivement repris jeudi matin. « *Eurotunnel a présenté les informations nécessaires et donné l'assurance, après vérification, que tous les équipements liés à la sécurité de ce type de trafic, et en particulier les détecteurs d'incendie, répartis dans les sections de tunnel concernées, sont opérationnels* », ont indiqué les douze membres de la commission dans leur communiqué.

Aucune décision n'a été prise pour les autres formes de trafic (trains Eurostar, navettes touristes et navettes poids lourds), dont on ignore dans quel délai elles pourront reprendre. « *Eurotunnel compte redémarrer le système en plusieurs phases et le plus rapidement possible, en commençant dans quelques heures avec le trafic marchandises* », a indiqué sur Radio-France Fréquence Nord le directeur d'exploitation d'Eurotunnel, Alain Bertrand. Il a émis l'espoir que « *les Eurostar et les navettes touristes puissent de nouveau circuler avant la fin de la semaine* ».

De nombreuses questions restent encore ouvertes, à la fois sur la rapidité avec laquelle le feu a pu prendre, les proportions prises par cet incendie et l'efficacité des mesures de secours. Si aucune victime n'est à déplorer, malgré la chaleur dégagée dans le tunnel et la toxicité des dégagements de fumée, en aurait-il été de même s'il s'était agi d'une navette touristes avec plus de monde ?

H. de B.

Messieurs les Anglais !

par Pierre Georges

LA PRESSE ANGLAISE se fait, ce jeudi matin, beaucoup de souci pour la presse française. Mais quoi, mais qu'est-ce !, s'exclament les éditorialistes insulaires ! Comment se fait-il, alors que nous-mêmes avons tant donné sur l'incendie du Tunnel, que les journaux du continent aient fait si peu ! Il y a manifestement « *un fossé culturel* » et professionnel, conclut l'éditorialiste de *The Independent*.

Convenons qu'ils n'ont pas tout à fait tort, même s'ils n'ont pas tout lu. Nous fûmes comme l'on dit, en termes de métier, « infra ». Notamment *Le Monde*, épinglé par son cousin saxon *The Times* pour n'avoir consacré que « *deux paragraphes* » à l'événement. Et « *en page 23* » ce qui aggrave notablement son cas.

Cette faute avouée, nous n'allons pas pour autant aller à Calais en robe de bure et corde au cou. Doucement, messieurs les Anglais ! Il n'y a tout de même pas le feu au lac, ni même à la Manche. Et l'incendie du tunnel, comparé au grand incendie de Londres, jadis, ne fut qu'aimable exercice. Péripétie désagréable certes, inadmissible c'est sûr, mais péripétie tout de même. Ce ne fut quand même pas le scénario-catastrophe, le Tunnel infernal au sens de la Tour, fût-elle de Londres.

Plus sérieusement, si la presse française – et d'ailleurs pas toute la presse française –, a manqué un peu de réflexe sur ce coup-là, c'est peut-être qu'elle est un peu lasse des aventures et mésaventures du tunnel sous la Manche. En ce sens, l'incendie ne serait que l'ultime avatar d'un équipement mal-né, dispendieux et ayant fait déjà, dans un grand incendie de titres, la ruine de milliers de petits porteurs. Comme l'on dit ici, dans un vieux réflexe ferroviaire, un tunnel peut en cacher un autre. Alors, un feu de plus ou de moins !

Ne plaisantons pas ! Une mesure s'impose, puisqu'il y a, d'évidence, toujours une Manche journalistique. Importons d'urgence un rédacteur en chef insulaire pour nous apprendre à mieux traiter des incendies de tunnel et autres. Et exportons, *illico presto*, son équivalent pour leur apprendre à mieux respecter la vie privée des gens.

Cela tomberait à pic ! Figurez-vous, messieurs les Anglais, que pendant que vous disséquez à satiété les causes et conséquences de ce sinistre de tunnel, nous avons, nous ici, un autre incendie sur le feu. Tout automobiliste britannique venu sur le Continent par les moyens encore disponibles le vérifiera d'ailleurs à ses dépens : nos routiers sont en colère. Très en colère. Tellement en colère que selon une procédure nettement établie, ils occupent les routes et autoroutes, les bloquent en vertu du vieux dogme « *j'y suis, j'y reste* ».

Le routier en colère, c'est ordinairement un casse-tête pour la presse française qui, partie du principe que « *les routiers sont sympas* », doit gérer cette réalité qu'ils ne le sont plus. Qu'ils bloquent, et, aussitôt, outre la thrombose provoquée, le vieux fantasme renaît d'une situation à la chilienne. Qu'ils ne bloquent pas et, très vite, on oublie qu'il s'agit d'une profession surexploitée, condamnée, au nom de la lutte route-rail notamment, à des horaires et des conditions de travail insensés.

Pour l'instant, nous sommes en phase 1 de l'alerte rouge, ce moment de la sympathie plutôt que de la gêne occasionnée, où la France et sa presse et son gouvernement font mine de découvrir une réalité : celle des forçats de la route !

Le dossier accusant M. Hernu d'espionnage serait « un faux »

UN ANCIEN HAUT RESPONSABLE des services secrets roumains, Ion Mihai Pacepa, estime que le dossier accusant Charles Hernu d'espionnage au profit de l'Est est « *un faux* ». Si l'ancien ministre de la défense avait travaillé pour la Roumanie dans les années 60, comme l'a affirmé *L'Express*, « *j'aurais dû en être personnellement informé lorsqu'en 1978 Charles Hernu fut élu au Parlement français* », déclare dans un entretien à *L'Evénement du jeudi*, cet ex-numéro deux du département d'information externe (DIE), aujourd'hui installé aux Etats-Unis. « *La règle voulait que la direction de la DIE soit immédiatement alertée dès qu'un ancien agent parvenait à une position de cette importance* », précise-t-il.

Conseiller personnel du président Ceausescu jusqu'à sa défection en 1978, M. Pacepa voit derrière ces informations, fournies en 1992 à la DST française par un autre espion roumain, Mihail Caraman, la main du KGB. A l'époque, assure-t-il, « *le nouveau KGB/PGU a entamé une subtile campagne de réhabilitation de son image à l'Ouest en faisant passer des personnalités occidentales connues pour d'anciens agents de l'URSS* ». Plusieurs grands physiciens, à l'origine de la bombe atomique américaine, avaient alors été, selon lui, accusés d'activités prosoviétiques.

DÉPÊCHES

■ **AFFAIRES : Olivier Giscard d'Estaing a été mis en examen pour** « *abus de confiance, abus de biens sociaux et faux* », mercredi 20 novembre, dans le cadre de l'information judiciaire sur la rénovation de l'Hôtel Trianon-Palace de Versailles (Yvelines), par le juge d'instruction parisien Dominique de Talancé. Agé de soixante-huit ans, le frère de l'ancien président de la République était PDG de ce luxueux hôtel quatre étoiles, de 1985 à 1991. L'administration fiscale a découvert que des factures avaient été versées par les entreprises chargées des travaux sur le compte suisse d'une société panaméenne.

■ **MARCHÉ DE L'ART : un De Kooning adjugé 15,6 millions de dollars** (environ 78 millions de francs). Le marché de l'art contemporain a connu mercredi 20 novembre une vente record chez Christie's à New York, où l'une des toiles de la série des *Women*, de l'Américain d'origine néerlandaise Willem De Kooning (né en 1904), peinte en 1949, a atteint les 15,6 millions de dollars. Son acheteur est demeuré anonyme. « *C'est la première fois qu'une toile contemporaine dépasse un tableau impressionniste ou moderne* », a souligné le commissaire-priseur, Christopher Burge.– *(Reuter)*.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le jeudi 21 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE
DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	21190	+1,12	+6,41
Honk Kong index	13167,20	+0,84	+31,69

Tokyo. Nikkei sur 3 mois

21190

OUVERTURE
DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 20/11	Var. en % 19/11	Var. en % fin 95
Paris CAC 40	2233,39	−0,30	+19,31
Londres FT 100	—	—	+5,91
Zurich	1836,39	+0,06	+20,03
Milan MIB 30	1101	—	+18,25
Francfort Dax 30	2777,26	+0,48	+23,22
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SBS	1541,28	+0,93	+5,74
Madrid Ibex 35	390,81	+0,26	+22,10
Amsterdam CBS	414,30	−0,07	+28,86

Tirage du *Monde* daté jeudi 21 novembre 1996 : 483 352 exemplaires - 3

